

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES

Prix du numéro : 20 DH

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT			ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle
	AU MAROC		A L'ETRANGER	
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		
Edition des conventions internationales.....	150 DH	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives....	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		

Sont insérés dans cette édition les textes des conventions internationales en langue arabe ou en langue étrangère lorsqu'aux termes de ces conventions, lesdits textes font foi soit seuls, soit concurremment avec les textes en langue arabe

SOMMAIRE	Pages	Convention unifiée pour l'investissement des capitaux arabes dans les pays arabes (révisée).	Pages
Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique.		<i>Dahir n° 1-14-170 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, fait à Nagoya au Japon le 29 octobre 2010.....</i>	233
Convention entre le Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.	205	<i>Dahir n° 1-14-179 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention faite à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu.</i>	234
Dahir n° 1-14-62 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, fait à Nagoya au Japon le 29 octobre 2010.....			
Dahir n° 1-14-76 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention faite à Washington le 19 avril 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.....	232		

Royaume du Maroc et Royaume de Belgique :		
• Convention de sécurité sociale.		
<i>Dahir n° 1-15-49 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention de sécurité sociale, faite à Bruxelles le 18 février 2014 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique.....</i>	251	Accord additionnel à la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'equatuer des jugements et d'extradition entre le Royaume du Maroc et la République italienne.
• Convention de coopération en matière de lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme.		<i>Dahir n° 1-15-126 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord additionnel à la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'equatuer des jugements et d'extradition faite à Rome le 12 février 1971 entre le Royaume du Maroc et la République italienne, fait à Rabat le 1^{er} avril 2014.....</i>
<i>Dahir n° 1-15-74 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention de coopération en matière de lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, faite à Bruxelles le 18 février 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Belgique</i>	280	Convention de coopération dans le domaine militaire et technique entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie.
		<i>Dahir n° 1-21-06 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention de coopération dans le domaine militaire et technique entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, faite à Amman le 20 juillet 2019.....</i>
		301

Dahir n° 1-14-62 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, fait à Nagoya au Japon le 29 octobre 2010.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éllever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, fait à Nagoya au Japon le 29 octobre 2010 ;

Vu la loi n° 13-12 portant approbation du Protocole précité, promulguée par le dahir n° 1-13-58 du 8 chaabane 1434 (17 juin 2013) ;

Considérant la notification portant dépôt des instruments de ratification du Royaume du Maroc du Protocole précité, faite à New York le 25 avril 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, fait à Nagoya au Japon le 29 octobre 2010.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES
GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE
DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION
RELATIF À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE**

Les Parties au présent Protocole,

Étant Parties à la Convention sur la diversité biologique, ci-après dénommée « la Convention »,

Rappelant que le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques est l'un des trois objectifs centraux de la Convention et reconnaissant que le Protocole poursuit la réalisation de cet objectif dans le cadre de la Convention,

Réaffirmant les droits souverains des États sur leurs propres ressources naturelles et conformément aux dispositions de la Convention,

Rappelant en outre l'article 15 de la Convention,

Conscientes de l'importante contribution au développement durable du transfert de technologie et de la coopération dans ce domaine en vue de renforcer les capacités de recherche et d'innovation et d'ajouter de la valeur aux ressources génétiques dans les pays en développement conformément aux articles 16 et 19 de la Convention,

Reconnaissant que la sensibilisation du public à la valeur économique des écosystèmes et de la diversité biologique, et au partage juste et équitable de cette valeur économique avec les gardiens de la diversité biologique est une importante mesure d'incitation disponible pour la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs,

Reconnaissant la contribution potentielle de l'accès et du partage des avantages à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, à l'éradication de la pauvreté et à un environnement durable, contribuant ainsi à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement,

Conscientes des liens qui existent entre l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces ressources,

Reconnaissant l'importance d'assurer la certitude juridique en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation,

Reconnaissant en outre l'importance de promouvoir l'équité et la justice dans la négociation de conditions convenues d'un commun accord entre les fournisseurs et les utilisateurs de ressources génétiques,

Reconnaissant également le rôle vital des femmes en matière d'accès et de partage des avantages et affirmant la nécessité d'une participation pleine et entière des femmes à tous les niveaux du développement et de l'application des politiques pour la conservation de la diversité biologique,

Fermement décidées à appuyer davantage l'application effective des dispositions de la Convention relatives à l'accès et au partage des avantages,

Reconnaissant qu'une solution novatrice est nécessaire relativement au partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques dans des situations où il n'est pas possible d'accorder ou d'obtenir le consentement préalable donné en connaissance de cause,

Reconnaissant l'importance des ressources génétiques pour la sécurité alimentaire, la santé publique, la conservation de la diversité biologique, et l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci,

Reconnaissant la nature spéciale de la diversité biologique agricole, ses traits distinctifs et ses problèmes nécessitant des solutions distinctives,

Reconnaissant l'interdépendance de tous les pays en ce qui a trait aux ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture ainsi que leur nature et leur importance particulières pour assurer la sécurité des aliments à l'échelle mondiale et pour le développement durable de l'agriculture dans le contexte de l'atténuation de la pauvreté et des changements climatiques, et reconnaissant le rôle fondamental du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO à cet égard,

Conscientes du Règlement sanitaire international (2005) et de l'importance d'assurer l'accès aux pathogènes humains aux fins de préparation et d'intervention pour la santé publique,

Reconnaissant les travaux en cours sur l'accès et le partage des avantages dans différentes instances,

Rappelant le programme multilatéral sur l'accès et le partage des avantages créé en vertu du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture développé en harmonie avec la Convention,

Reconnaissant que les instruments internationaux relatifs à l'accès et au partage des avantages devraient être complémentaires en vue d'atteindre les objectifs de la Convention,

Rappelant l'article 8 j) de la Convention, tel qu'il a trait aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances,

Prenant note du lien d'interdépendance entre les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles et le caractère inséparable de ces ressources pour les communautés autochtones et locales, de l'importance des connaissances traditionnelles pour la conservation de la diversité biologique et de l'utilisation durable de ses éléments constitutifs, et pour la pérennité des moyens de subsistance de ces communautés,

Reconnaissant la diversité des circonstances dans lesquelles les connaissances traditionnelles sont détenues ou possédées par les communautés autochtones et locales,

Sachant que les communautés autochtones et locales ont le droit d'identifier les détenteurs légitimes de leurs connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques au sein de leurs communautés,

Reconnaissant en outre les circonstances uniques dans lesquelles certains pays possèdent des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, orales ou documentées ou sous d'autres formes, reflétant un riche patrimoine culturel présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique,

Prenant note de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones,

Affirmant que rien dans le présent Protocole ne doit être interprété de façon à diminuer ou à supprimer les droits que possèdent les communautés autochtones et locales,

Sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1

OBJECTIF

L'objectif du présent Protocole est le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment grâce à un accès satisfaisant aux ressources génétiques et à un transfert approprié des technologies pertinentes, compte tenu de tous les droits sur ces ressources et aux technologies et grâce à un financement adéquat, contribuant ainsi à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable de ses éléments constitutifs.

ARTICLE 2

EMPLOI DES TERMES

Les termes définis à l'article 2 de la Convention s'appliquent au présent Protocole. En outre, aux fins du présent Protocole, on entend par :

- a) « Conférence des Parties » la Conférence des Parties à la Convention;

- b) « Convention » la Convention sur la diversité biologique;
- c) « Utilisation des ressources génétiques » les activités de recherche et de développement sur la composition génétique et/ou biochimique de ressources génétiques, notamment par l'application de la biotechnologie, conformément à la définition fournie à l'article 2 de la Convention;
- d) « Biotechnologie » toute application technologique qui utilise des systèmes biologiques, des organismes vivants, ou des dérivés de ceux-ci, pour réaliser ou modifier des produits ou des procédés à usage spécifique, conformément à la définition fournie dans l'article 2 de la Convention;
- e) « Dérivé » tout composé biochimique qui existe à l'état naturel résultant de l'expression génétique ou du métabolisme de ressources biologiques ou génétiques, même s'il ne contient pas d'unités fonctionnelles d'hérédité.

ARTICLE 3

CHAMP D'APPLICATION

Le présent Protocole s'applique aux ressources génétiques qui relèvent de la compétence de l'article 15 de la Convention ainsi qu'aux avantages découlant de l'utilisation de ces ressources. Le Protocole s'applique également aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques relevant de la compétence de la Convention et aux avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances.

ARTICLE 4

RELATION AVEC LES AUTRES ACCORDS ET INSTRUMENTS INTERNATIONAUX

1. Les dispositions du présent Protocole ne modifient en rien les droits et obligations découlant pour une Partie contractante d'un accord international existant, sauf si l'exercice de ces droits ou le respect de ces obligations causait de sérieux dommages à la diversité biologique ou constituait pour elle une menace. Le présent paragraphe n'a pas pour objet de créer une hiérarchie entre le présent Protocole et d'autres accords internationaux.
2. Rien dans le présent Protocole n'empêche l'élaboration et l'application d'autres accords internationaux pertinents, y compris d'autres accords spécialisés d'accès et de partage des avantages, à condition qu'ils soutiennent et n'aillent pas à l'encontre des objectifs de la Convention et du présent Protocole.
3. Le présent Protocole est appliqué de manière complémentaire aux autres instruments internationaux qui s'y rapportent. Les travaux ou pratiques utiles

et pertinents en cours dans le cadre de ces instruments internationaux et organisations internationales compétentes sont dûment pris en compte, à condition qu'ils soutiennent et n'aillent pas à l'encontre de objectifs de la Convention et du présent Protocole.

4. Le présent Protocole est l'instrument de l'application des dispositions de la Convention relatives à l'accès et au partage des avantages. Lorsque un instrument international spécialisé en matière d'accès et de partage des avantages s'applique, est conforme aux objectifs de la Convention et du présent Protocole et ne va pas à l'encontre de ceux-ci, le présent Protocole ne s'applique pas pour la ou les partie(s) contractante(s) à l'instrument spécialisé en ce qui concerne la ressource génétique spécifique couverte par l'instrument spécialisé et pour les besoins de celui-ci.

ARTICLE 5

PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES

1. Conformément aux paragraphes 3 et 7 de l'article 15 de la Convention, les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des applications et de la commercialisations subséquentes sont partagés de manière juste et équitable avec la Partie qui fournit lesdites ressources et qui est le pays d'origine de ces ressources ou une Partie qui a acquis les ressources génétiques conformément à la Convention. Ce partage est soumis à des conditions convenues d'un commun accord.

2. Chaque Partie prend les mesures législatives, administratives ou de politique nécessaires afin de s'assurer que les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques qui sont détenues par les communautés autochtones et locales, conformément au droit interne relatif aux droits établis de ces communautés autochtones et locales sur ces ressources génétiques, sont partagés de manière juste et équitable avec les communautés concernées conformément à des conditions convenues d'un commun accord.

3. Chaque Partie prend les mesures législatives, administratives ou de politique nécessaires pour appliquer le paragraphe 1.

4. Les avantages peuvent inclure mais ne sont pas limités aux avantages monétaires et non monétaires énumérés à l'annexe.

5. Chaque Partie prend les mesures législatives, administratives ou de politique nécessaires pour assurer le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques avec les communautés autochtones et locales détentrices de ces connaissances. Ce partage est soumis à des conditions convenues d'un commun accord.

ARTICLE 6

ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES

1. Dans l'exercice de ses droits souverains sur ses ressources naturelles et conformément à sa législation ou à ses exigences réglementaires nationales en matière d'accès et de partage des avantages, l'accès aux ressources génétiques pour leur utilisation est subordonné au consentement préalable donné en connaissance de cause par la Partie qui fournit lesdites ressources, qui est le pays d'origine desdites ressources ou une Partie qui a acquis les ressources génétiques conformément à la Convention, sauf mention contraire par la Partie en question.
2. Conformément à la législation interne, chaque Partie prend les mesures nécessaires pour s'assurer que le consentement préalable donné en connaissance de cause ou l'accord et la participation des communautés autochtones et locales est obtenu pour l'accès aux ressources génétiques lorsqu'elles ont le droit établi d'accorder l'accès à ces ressources.
3. Conformément au paragraphe 1 ci-dessus, chaque Partie qui exige le consentement préalable donné en connaissance de cause prend les mesures législatives, administratives et de politique nécessaires en vue de :
 - a) Assurer la certitude juridique, la clarté et la transparence de ses exigences internes en matière d'accès et de partage des avantages;
 - b) Prévoir des règles et procédures justes et non arbitraires sur l'accès aux ressources génétiques;
 - c) Mettre à disposition des informations sur la manière de solliciter un consentement préalable en connaissance de cause;
 - d) Prévoir une décision écrite claire et transparente d'une autorité nationale, de manière économique et dans un délai raisonnable;
 - e) Prévoir la délivrance au moment de l'accès d'un permis ou de son équivalent comme preuve de la décision d'accorder le consentement préalable en connaissance de cause et de la conclusion de conditions convenues d'un commun accord, et notifier le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages en conséquence;
 - f) S'il y a lieu et conformément à la législation interne, établir des critères et/ou procédés pour l'obtention du consentement préalable en connaissance de cause ou l'accord et la participation des communautés autochtones et locales à l'accès aux ressources génétiques;
 - g) Établir des règles et des procédures claires sur la demande et la définition de conditions convenues d'un commun accord. Ces conditions doivent être arrêtées par écrit et peuvent inclure, entre autres :

- ii) Les conditions de partage des avantages, compte tenu également des droits de propriété intellectuelle;
- iii) Les conditions de l'utilisation ultérieure par des tiers, le cas échéant; et
- iv) Les conditions de changement d'intention, le cas échéant.

ARTICLE 7

ACCÈS AUX CONNAISSANCES TRADITIONNELLES ASSOCIÉES AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES

Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour s'assurer que l'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques détenues par les communautés autochtones et locales est soumis au consentement préalable donné en connaissance de cause ou à l'accord et à la participation de ces communautés autochtones et locales conformément à sa législation interne et que des conditions convenues d'un commun accord ont été établies.

ARTICLE 8

CONSIDÉRATIONS SPÉCIALES

En élaborant et en mettant en œuvre sa législation ou ses exigences réglementaires en matière d'accès et de partage des avantages, chaque Partie :

- a) Crée des conditions propres à promouvoir et encourager la recherche qui contribue à la conservation de la diversité biologique et à en assurer l'utilisation durable, en particulier dans les pays en développement, notamment par des mesures simplifiées d'accès pour la recherche à des fins non commerciales, compte tenu de la nécessité d'aborder le changement d'intention de cette recherche;
- b) Prend dûment en considération les situations d'urgence actuelles ou imminentes qui menacent ou nuisent à la santé humaine, animale ou végétale, telles que définies au niveau national ou international. Les Parties peuvent prendre en considération la nécessité de mesures expéditives d'accès rapide aux ressources génétiques et de partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, y compris l'accès de ceux qui sont dans le besoin, en particulier les pays en développement, à des traitements abordables;
- c) Tient compte de l'importance des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et du rôle spécial qu'elles jouent pour la sécurité alimentaire.

ARTICLE 9

CONTRIBUTION À LA CONSERVATION ET À L'UTILISATION DURABLE

Les Parties encouragent les utilisateurs et les fournisseurs à orienter les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques vers la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs.

ARTICLE 10

MÉCANISME MULTILATÉRAL MONDIAL DE PARTAGE DES AVANTAGES

Les Parties considèrent la nécessité et les modalités d'un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages pour traiter le partage juste et équitable des avantages résultant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques qui se trouvent dans des situations transfrontières ou pour lesquelles il n'est pas possible d'accorder ou d'obtenir le consentement préalable donné en connaissance de cause. Les avantages partagés par les utilisateurs de ressources génétiques et de connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques par l'intermédiaire de ce mécanisme sont utilisés pour soutenir la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs.

ARTICLE 11

COOPÉRATION TRANSFRONTIÈRE

1. Lorsque les mêmes ressources génétiques sont situées *in situ* sur le territoire de plus d'une Partie, les Parties concernées s'efforcent de coopérer, selon qu'il convient, avec la participation des communautés autochtones et locales concernées, s'il y a lieu, afin d'appliquer le présent Protocole.
2. Lorsque les mêmes connaissances traditionnelles associées à des ressources génétiques sont partagées par des communautés autochtones et locales différentes dans plusieurs Parties, ces Parties s'efforcent de coopérer, selon qu'il convient, avec la participation des communautés autochtones et locales concernées en vue d'appliquer l'objectif du Protocole.

ARTICLE 12**CONNAISSANCES TRADITIONNELLES
ASSOCIÉES AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES**

1. En s'acquittant de leurs obligations aux termes du présent Protocole, les Parties tiennent dûment compte, conformément au droit interne, s'il y a lieu, des lois, des protocoles et procédures communautaires, des communautés autochtones et locales relatives aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques.
2. Avec la participation active des communautés autochtones et locales concernées, les Parties, mettent sur pied des mécanismes pour informer les utilisateurs potentiels de connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques de leurs obligations, y compris les mesures diffusées par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages en matière d'accès à ces connaissances et de partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.
3. Les Parties s'efforcent d'appuyer, selon qu'il convient, l'élaboration par les communautés autochtones et locales, y compris les femmes de ces communautés, de :
 - a) Protocoles communautaires relatifs à l'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation;
 - b) Conditions minimales pour la négociation de conditions convenues d'un commun accord afin d'assurer le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques; et
 - c) Clauses contractuelles modèles pour le partage des avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques.
4. En appliquant le présent Protocole, les Parties, dans la mesure du possible, ne limitent pas l'utilisation coutumière ou l'échange de ressources génétiques et de connaissances traditionnelles associées au sein des communautés autochtones et locales et entre elles, conformément aux objectifs de la Convention.

ARTICLE 13

CORRESPONDANTS NATIONAUX ET AUTORITÉS NATIONALES COMPÉTENTES

1. Chaque Partie désigne un correspondant national pour l'accès et le partage des avantages. Le correspondant national fournit les renseignements suivants :

- a) Aux demandeurs d'accès aux ressources génétiques, des informations sur les procédures d'obtention du consentement préalable donné en connaissance de cause et la conclusion de conditions convenues d'un commun accord, y compris le partage des avantages;
- b) Aux demandeurs d'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, dans la mesure du possible, des informations sur les procédures d'obtention du consentement préalable donné en connaissance de cause ou l'approbation et la participation, selon qu'il convient, des communautés autochtones et locales, et la conclusion de conditions convenues d'un commun accord, y compris le partage des avantages; et
- c) Des informations sur les autorités nationales compétentes, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées.

Le correspondant national est responsable d'assurer la liaison avec le Secrétariat.

2. Chaque Partie désigne une ou plusieurs autorités nationales compétentes en matière d'accès et de partage des avantages. Les autorités nationales compétentes sont chargées, conformément aux mesures législatives, administratives et de politique nationales en vigueur, d'accorder l'accès ou, s'il y a lieu, de délivrer une preuve écrite que les conditions d'accès ont été respectées, et de fournir des conseils sur les procédures et les conditions d'obtention du consentement préalable donné en connaissance de cause et de conclusion de conditions convenues d'un commun accord.

3. Une Partie peut désigner une seule entité pour cumuler les fonctions de correspondant et d'autorité nationale compétente.

4. Chaque Partie communique au Secrétariat, au plus tard à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, les coordonnées de son correspondant national et de l'autorité ou des autorités nationales compétentes. Lorsqu'une Partie désigne plus d'une autorité nationale compétente, elle indique au Secrétariat, avec sa notification à cet effet, quels sont les domaines de responsabilité respectifs de ces autorités. Le cas échéant, il sera au moins précisé quelle est l'autorité compétente responsable des ressources génétiques sollicitées. Chaque Partie notifie immédiatement au Secrétariat toute modification de la désignation de son correspondant national, de ses coordonnées, ou des responsabilités de son ou ses autorités nationales compétentes.

5. Le Secrétariat met cette information à disposition en vertu du paragraphe 4 ci-dessus par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

ARTICLE 14

CENTRE D'ÉCHANGE SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES ET ÉCHANGE D'INFORMATION

1. Un Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages est créé dans le cadre du mécanisme d'échange prévu au paragraphe 3 de l'article 18 de la Convention. Il sert de moyen de partage d'informations relatives à l'accès et au partage des avantages. En particulier, il permet d'accéder aux informations pertinentes pour l'application du Protocole que fournit chaque Partie.

2. Sans préjudice de la protection des informations confidentielles, chaque Partie communique au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages toute information qu'elle est tenue de fournir en vertu du présent Protocole et des décisions prises par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole. Ces informations comprennent notamment :

- a) Les mesures législatives, administratives et de politique en matière d'accès et de partage des avantages;
- b) Les informations concernant le correspondant national et l'autorité ou les autorités nationales compétentes; et
- c) Des permis ou équivalents délivrés au moment de l'accès comme preuve de la décision d'accorder le consentement préalable donné en connaissance de cause ou la conclusion de conditions convenues d'un commun accord.

3. Des informations supplémentaires, le cas échéant et selon qu'il convient, pourraient inclure :

- a) Les autorités compétentes pertinentes des communautés autochtones et locales, et des renseignements, ainsi qu'il en est décidé;
- b) Les clauses contractuelles modèles;
- c) Les méthodes et outils développés pour surveiller les ressources génétiques; et
- d) Les codes de conduite et les meilleures pratiques.

4. Les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, y compris ses rapports d'activité, sont examinées et arrêtées par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole à sa première réunion et font l'objet d'examen ultérieurs.

ARTICLE 15

RESPECT DE LA LÉGISLATION OU DES EXIGENCES INTERNES RELATIVES À L'ACCÈS ET AU PARTAGE DES AVANTAGES

1. Chaque Partie prend des mesures législatives, administratives ou de politique appropriées, efficaces et proportionnées afin de garantir que les ressources génétiques exploitées dans sa juridiction ont été soumises au consentement préalable donné en connaissance de cause et que des conditions convenues d'un commun accord ont été établies, conformément à la législation ou aux exigences internes relatives à l'accès et au partage des avantages de l'autre Partie.
2. Les Parties prennent des mesures appropriées, efficaces et proportionnées pour traiter des situations de non-respect des mesures adoptées conformément au paragraphe 1 ci-dessus.
3. Les Parties coopèrent, dans la mesure du possible et selon qu'il convient, en cas de violation présumée de la législation ou des exigences internes en matière d'accès et de partage des avantages mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus.

ARTICLE 16

RESPECT DE LA LÉGISLATION OU DES EXIGENCES INTERNES EN MATIÈRE D'ACCÈS ET DE PARTAGE DES AVANTAGES RELATIFS AUX CONNAISSANCES TRADITIONNELLES ASSOCIÉES AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES

1. Chaque Partie prend les mesures législatives, administratives ou de politique nécessaires pour assurer que l'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques exploitées dans leur juridiction a été soumis au consentement préalable donné en connaissance de cause ou à l'accord et à la participation des communautés autochtones et locales et que des conditions convenues d'un commun accord ont été établies, conformément à la législation ou aux exigences internes relatives à l'accès et au partage des avantages de l'autre Partie où ces communautés autochtones et locales sont situées.
2. Chaque Partie prend des mesures appropriées, efficaces et proportionnées pour traiter des situations de non-respect des mesures adoptées conformément au paragraphe 1 ci-dessus.
3. Les Parties coopèrent, dans la mesure du possible et selon qu'il convient, en cas de violation présumée de la législation ou des exigences internes en

matière d'accès et de partage des avantages mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus.

ARTICLE 17

SURVEILLANCE DE L'UTILISATION DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES

1. Afin de soutenir la conformité, chaque Partie prend les mesures nécessaires, selon qu'il convient, pour surveiller l'utilisation et augmenter la transparence concernant l'utilisation des ressources génétiques. Ces mesures comprennent :

- a) La désignation d'un ou plusieurs points de contrôle, comme suit :
 - i) Les points de contrôle désignés recueilleraient ou recevraient selon qu'il convient, les informations concernant l'obtention du consentement préalable donné en connaissance de cause, la source de la ressource génétique, l'établissement de conditions convenues d'un commun accord et/ou l'utilisation des ressources génétiques, le cas échéant;
 - ii) Chaque Partie, s'il y a lieu et selon les caractéristiques particulières du point de contrôle désigné, exige que les utilisateurs de ressources génétiques fournissent à un point de contrôle désigné les renseignements précisés dans le paragraphe ci-dessus. Chaque Partie prend des mesures appropriées, efficaces et proportionnées nécessaires pour traiter les cas de non-respect;
 - iii) Ces renseignements, y compris ceux provenant de certificats de conformité reconnus à l'échelle internationale lorsqu'ils sont disponibles, doivent être donnés aux autorités nationales compétentes, à la Partie qui donne le consentement préalable en connaissance de cause et au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, selon qu'il convient et sans préjudice de la protection de l'information confidentielle;
 - iv) Les points de contrôle doivent être efficaces et leurs fonctions se rapporter à l'application de cet alinéa a). Ils s'inscrivent dans le cadre des ressources génétiques ou de la collecte d'informations pertinentes à tout stade de la recherche, du développement, de l'innovation, de la précommercialisation ou de la commercialisation;
- b) Encourager les utilisateurs et les fournisseurs de ressources génétiques à inclure, dans les conditions convenues d'un commun accord, de l'information sur l'application de ces dispositions, notamment par l'obligation de faire rapport;

c) Encourager l'utilisation d'outils et de systèmes de communication efficaces par rapport au coût.

2. Un permis ou son équivalent délivré conformément au paragraphe 3 e) de l'article 6 et mis à la disposition du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages constitue un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale.

3. Un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale sert de preuve que l'accès de la ressource génétique auquel il se rapporte a fait l'objet d'un consentement préalable donné en connaissance de cause et de la conclusion de conditions convenues d'un commun accord, ainsi qu'il est précisé dans la législation ou réglementation interne relative à l'accès et au partage des avantages de la Partie qui donne le consentement préalable en connaissance de cause.

4. Le certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale contient au minimum les renseignements suivants lorsqu'ils ne sont pas confidentiels :

- a) L'autorité de délivrance;
- b) La date de délivrance;
- c) Le fournisseur;
- d) L'identificateur du certificat;
- e) La personne ou entité à laquelle le consentement préalable a été donné;
- f) Le sujet ou les ressources génétiques couverts par le certificat;
- g) Une confirmation que des conditions convenues d'un commun accord ont été établies;
- h) Une confirmation que le consentement préalable en connaissance de cause a été obtenu; et
- i) L'utilisation à des fins commerciales et/ou non commerciales.

ARTICLE 18

CONFORMITÉ AUX CONDITIONS CONVENUES D'UN COMMUN ACCORD

1. En appliquant le paragraphe 3 g) i) de l'article 6 et l'article 7, chaque Partie encourage les fournisseurs et les utilisateurs de ressources génétiques et/ou de connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques à inclure dans les conditions convenues d'un commun accord des dispositions pour couvrir, le cas échéant, le règlement des différends, notamment :

- a) La juridiction à laquelle elles soumettront les procédures de règlement des différends;
 - b) La loi applicable; et/ou
 - c) Les possibilités de règlement extrajudiciaire des différends, telles que la médiation et l'arbitrage.
2. Chaque Partie veille à garantir la possibilité de recours dans leurs systèmes juridiques, conformément aux conditions juridictionnelles applicables, en cas de différend concernant les conditions convenues d'un commun accord.
 3. Chaque Partie prend les mesures efficaces nécessaires concernant :
 - a) L'accès à la justice; et
 - b) L'utilisation de mécanismes de reconnaissance mutuelle et d'application des décisions arbitrales et des jugements étrangers.
 4. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole évalue l'efficacité de cet article, conformément à l'article 31 du présent Protocole.

ARTICLE 19

CLAUSES CONTRACTUELLES MODÈLES

1. Chaque Partie encourage, selon qu'il convient, l'élaboration, la mise à jour et l'utilisation de clauses contractuelles modèles sectorielles et intersectorielles pour les conditions convenues d'un commun accord.
2. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole examine périodiquement l'utilisation des clauses contractuelles modèles sectorielles et intersectorielles.

ARTICLE 20

CODES DE CONDUITE, LIGNES DIRECTRICES ET/OU NORMES DE MEILLEURES PRATIQUES

1. Chaque Partie encourage, selon qu'il convient, l'élaboration, la mise à jour et l'utilisation de codes de conduite, lignes directrices et de meilleures pratiques et/ou normes relatifs à l'accès et au partage des avantages.
2. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole examine périodiquement l'utilisation de codes de conduite, lignes directrices, meilleures pratiques et/ou normes et envisage l'adoption de codes de conduite, lignes directrices, meilleures pratiques et/ou normes spécifiques.

ARTICLE 21**SENSIBILISATION**

Chaque Partie prend des mesures pour sensibiliser le public à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions liées à l'accès et au partage des avantages. Ces mesures peuvent inclure, entre autres :

- a) La promotion du Protocole, y compris de son objectif;
- b) L'organisation de réunions de communautés autochtones et locales et de parties prenantes concernées;
- c) La mise en place et le maintien de bureaux d'assistance pour les communautés autochtones et locales, et les parties prenantes concernées;
- d) La diffusion d'informations par le biais d'un centre d'échange national;
- e) La promotion de codes de conduite, de lignes directrices, de meilleures pratiques et/ou normes en consultation avec les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées;
- f) La promotion d'échanges d'expérience aux niveaux national, régional et international, selon qu'il convient;
- g) L'éducation et la formation des utilisateurs et des fournisseurs de ressources génétiques et de connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques concernant leurs obligations en matière d'accès et de partage des avantages;
- h) La participation des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées à l'application du présent Protocole; et
- i) La sensibilisation aux protocoles communautaires et aux procédures des communautés autochtones et locales.

ARTICLE 22**CAPACITÉS**

I. Les Parties coopèrent à la création et au développement de capacités et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles en vue de la mise en œuvre effective du Protocole dans les pays en développement Parties, en particulier dans les pays les moins avancés et dans les petits États insulaires en développement, ainsi que dans les Parties à économie en transition, y compris par l'intermédiaire des institutions et organisations mondiales, régionales, sous-régionales et nationales. Dans ce contexte, les Parties devraient faciliter la participation des communautés autochtones et

locales et des parties prenantes concernées, y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé.

2. Les besoins des pays en développement Parties, en particulier ceux des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement parmi eux, ainsi que des Parties à économie en transition en matière de ressources financières conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, sont pleinement pris en compte dans la création et le renforcement des capacités aux fins de l'application du présent Protocole.

3. Les pays en développement Parties, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement parmi eux, ainsi que les Parties à économie en transition identifient leurs besoins et leurs priorités en matière de capacités nationales au moyen d'autoévaluations des capacités nationales comme assise pour la prise de mesures appropriées aux fins d'application du présent Protocole. Ce faisant, ces Parties soutiennent les besoins et les priorités des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées en matière de capacités recensés par celles-ci, en mettant l'accent sur les besoins de capacités et les priorités des femmes.

4. En soutien de l'application du Protocole, la création et le renforcement des capacités pourrait viser notamment les domaines essentiels suivants :

- a) La capacité d'appliquer le Protocole et de satisfaire aux obligations aux termes de celui-ci;
- b) La capacité de négocier des conditions convenues d'un commun accord;
- c) La capacité d'élaborer, de mettre en œuvre et de faire respecter des mesures législatives, administratives ou de politique intérieures en matière d'accès et de partage des avantages; et
- d) La capacité des pays de développer leurs capacités endogènes de recherche afin d'ajouter de la valeur à leurs propres ressources génétiques.

5. Les mesures prises en application des paragraphes 1 à 4 ci-dessus peuvent inclure, entre autres :

- a) Le développement juridique et institutionnel;
- b) La promotion de l'équité et de la justice dans les négociations, comme la formation en matière de négociation de conditions convenues d'un commun accord;
- c) La surveillance et l'imposition de la conformité;
- d) L'emploi des meilleurs outils de communication et systèmes Internet disponibles pour les activités relatives à l'accès et au partage des avantages;
- e) L'élaboration et l'utilisation de méthodes d'évaluation;

- f) La bioprospection, recherche associée et études taxonomiques;
 - g) Le transfert de technologie ainsi que l'infrastructure et la capacité technique d'en assurer la pérennité;
 - h) L'augmentation de la contribution des activités d'accès et de partage des avantages à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable de ses éléments constitutifs;
 - i) Des mesures spéciales de renforcement des capacités des parties prenantes concernées en matière d'accès et de partage des avantages; et
 - j) Des mesures spéciales de renforcement des capacités des communautés autochtones et locales en mettant l'accent sur les capacités des femmes de ces communautés, en matière d'accès aux ressources génétiques et/ou aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques.
6. Les informations sur les initiatives de création et de renforcement des capacités prises aux niveaux national, régional et international en application des paragraphes 1 à 5 doivent être communiquées au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages afin de favoriser les synergies et la coordination de la création et du renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages.

ARTICLE 23

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE, COLLABORATION ET COOPÉRATION

Conformément aux articles 15, 16, 18 et 19 de la Convention, les Parties collaborent et coopèrent aux programmes de recherche et de développement techniques et scientifiques, y compris les activités de recherche biotechnologique, afin de réaliser l'objectif du présent Protocole. Les Parties entreprennent, appuient et encouragent l'accès des pays en développement Parties à la technologie et le transfert de technologie à ces pays, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les Parties à économie en transition, afin de favoriser le développement et le renforcement d'une base technologique et scientifique solide et viable pour la réalisation des objectifs de la Convention et du présent Protocole. Dans la mesure du possible et selon qu'il convient, ces activités de collaboration ont lieu dans et avec une ou plusieurs Parties fournissant les ressources génétiques qui est (sont) le(s) pays d'origine de ces ressources, ou une ou plusieurs Parties qui ont acquis les ressources génétiques conformément à la Convention.

ARTICLE 24**NON-PARTIES**

Les Parties encouragent les non-Parties à respecter le Protocole et à communiquer au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages des renseignements appropriés.

ARTICLE 25**MÉCANISME DE FINANCEMENT
ET RESSOURCES FINANCIÈRES**

1. Lorsqu'elles examinent la question des ressources financières destinées à l'application du Protocole, les Parties tiennent compte des dispositions de l'article 20 de la Convention.
2. Le mécanisme de financement de la Convention est le mécanisme de financement du Protocole.
3. En ce qui concerne la création et le renforcement des capacités visés à l'article 22 du présent Protocole, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole tient compte, lorsqu'elle fournit des orientations concernant le mécanisme de financement visé au paragraphe 2 ci-dessus pour examen par la Conférence des Parties, du besoin de ressources financières des pays en développement Parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement parmi eux, et des Parties à économie en transition, ainsi que des besoins de capacités et des priorités des communautés autochtones et locales, y compris les femmes de ces communautés.
4. Dans le cadre du paragraphe 1 ci-dessus, les Parties tiennent également compte des besoins des pays en développement Parties, en particulier ceux des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, ainsi que ceux des Parties à économie en transition, lorsqu'elles s'efforcent de déterminer et satisfaire leurs besoins en matière de création et de renforcement de capacités aux fins de l'application du Protocole.
5. Les orientations fournies au mécanisme de financement de la Convention dans les décisions pertinentes de la Conférence des Parties, y compris celles qui ont été approuvées avant l'adoption du Protocole, s'appliquent, mutatis mutandis, aux dispositions du présent article.
6. Les pays développés Parties peuvent aussi fournir des ressources financières et autres ressources pour l'application des dispositions du Protocole, dans le cadre d'arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux, dont les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition pourront user.

ARTICLE 26**CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT
EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES
AU PROTOCOLE**

1. La Conférence des Parties siège en tant que réunion des Parties au Protocole.
2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au Protocole peuvent participer en qualité d'observateur aux travaux de toute réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole. Lorsque la Conférence des Parties siège en tant que réunion des Parties au Protocole, les décisions qui sont prises en vertu du Protocole le sont seulement par les Parties au Protocole.
3. Lorsque la Conférence des Parties siège en tant que réunion des Parties au Protocole, tout membre du Bureau de la Conférence des Parties représentant une Partie à la Convention qui n'est pas encore Partie au Protocole est remplacé par un nouveau membre qui est élu par les Parties au Protocole parmi elles.
4. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole suit l'application du Protocole et prend, dans le cadre de son mandat, les décisions nécessaires pour en favoriser l'application effective. Elle s'acquitte des fonctions qui lui sont assignées par le Protocole et :
 - a) Formule des recommandations sur toute question concernant l'application du Protocole;
 - b) Crée les organes subsidiaires jugés nécessaires pour faire appliquer le Protocole;
 - c) Fait appel et recourt, en tant que de besoin, aux services, à la coopération et aux informations fournis par les organisations internationales et les organes intergouvernementaux et non gouvernementaux compétents;
 - d) Détermine la présentation et la périodicité de la transmission des informations à communiquer en application de l'article 29 du présent Protocole et examine ces informations ainsi que les rapports soumis par ses organes subsidiaires;
 - e) Examine et adopte, en tant que de besoin, les amendements au Protocole et à son annexe, ainsi qu'à toute annexe additionnelle au Protocole, jugés nécessaires pour son application; et
 - f) Exerce toute autre fonction que pourrait exiger l'application du Protocole.
5. Le règlement intérieur de la Conférence des Parties et les règles de gestion financière de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* au Protocole, à

moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement par consensus.

6. La première réunion de la Conférence des Parties à la Convention siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole est convoquée par le Secrétariat et tenue concurremment avec la première réunion de la Conférence des Parties qui se tiendra après la date d'entrée en vigueur du Protocole. Par la suite, les réunions ordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole se tiendront concurremment avec les réunions ordinaires de la Conférence des Parties, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement.

7. Des réunions extraordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole peuvent avoir lieu à tout autre moment si la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois suivant sa communication aux Parties par le Secrétariat.

8. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout État membre desdites organisations ou tout observateur auprès desdites organisations qui n'est pas Partie à la Convention, peuvent être représentés en qualité d'observateur aux réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole. Tout organe ou institution, à caractère national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, compétent dans des domaines visés par le présent Protocole et ayant informé le Secrétariat de son souhait d'être représenté en qualité d'observateur à une réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, peut être admis en cette qualité à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes ne s'y opposent. L'admission et la participation d'observateurs sont régies par le règlement intérieur visé au paragraphe 5 ci-dessus, sauf disposition contraire du présent article.

ARTICLE 27

ORGANES SUBSIDIAIRES

1. Tout organe subsidiaire créé par, ou en vertu de, la Convention peut s'acquitter de fonctions au titre du Protocole, y compris sur décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au présent Protocole. Une telle décision précise les tâches à entreprendre.

2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au présent Protocole peuvent participer, en qualité d'observateur, aux travaux de toute réunion d'un organe subsidiaire du Protocole. Lorsqu'un organe subsidiaire de la Convention agit en tant qu'organe subsidiaire du Protocole, les décisions

relevant du présent Protocole sont prises uniquement par les Parties au Protocole.

3. Lorsqu'un organe subsidiaire de la Convention exerce ses fonctions en tant qu'organe subsidiaire du Protocole, tout membre du Bureau de cet organe subsidiaire représentant une Partie à la Convention qui n'est pas encore Partie au Protocole est remplacé par un nouveau membre qui est élu par les Parties au Protocole parmi elles.

ARTICLE 28

SECRÉTARIAT

1. Le Secrétariat établi en vertu de l'article 24 de la Convention fait fonction de Secrétariat du présent Protocole.

2. Le paragraphe 1 de l'article 24 de la Convention relatif aux fonctions du Secrétariat s'applique *mutatis mutandis* au présent Protocole.

3. Pour autant qu'ils sont distincts, les coûts des services de secrétariat afférents au présent Protocole sont pris en charge par les Parties au Protocole. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole prend, à sa première réunion, les dispositions financières nécessaires à cet effet.

ARTICLE 29

SUIVI ET ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS

Chaque Partie veille au respect des obligations qui sont les siennes en vertu du présent Protocole et, à des intervalles réguliers et sous la forme décidés par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, fait rapport à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole sur les mesures qu'elle a prises pour appliquer les dispositions du présent Protocole.

ARTICLE 30

PROCÉDURES ET MÉCANISMES PROPRES À ENCOURAGER LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU PRÉSENT PROTOCOLE

La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole examine et approuve, à sa première réunion, des procédures et des mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect. Ces procédures et mécanismes comportent des dispositions visant à offrir des conseils ou une assistance, le cas échéant. Ils sont distincts et sans préjudice de la procédure et

des mécanismes de règlement des différends prévus à l'article 27 de la Convention.

ARTICLE 31

ÉVALUATION ET EXAMEN

La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole procède, quatre ans après l'entrée en vigueur du Protocole, puis ensuite à des intervalles déterminés par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, à une évaluation de son efficacité.

ARTICLE 32

SIGNATURE

Le présent Protocole est ouvert à la signature des Parties à la Convention au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 2 février 2011 au 1^{er} février 2012.

ARTICLE 33

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Le présent Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par les États ou les organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties à la Convention.

2. Le présent Protocole entre en vigueur pour un État ou une organisation régionale d'intégration économique qui le ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère après le dépôt du cinquantième instrument de ratification ainsi qu'il est mentionné au paragraphe 1 ci-dessus, soit le quatre-vingt-dixième jour après la date de dépôt, par cet État ou cette organisation d'intégration économique, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit au moment où la Convention entre en vigueur pour cet État ou cette organisation régionale d'intégration économique, la date la plus tardive étant retenue.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique n'est considéré comme venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les États membres de ladite organisation.

ARTICLE 34**RÉSERVES**

Aucune réserve ne peut être faite au présent Protocole.

ARTICLE 35**DÉNONCIATION**

1. A l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer le présent Protocole par notification écrite au Dépositaire.
2. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de sa réception par le Dépositaire, ou à toute date ultérieure qui pourra être spécifiée dans ladite notification.

ARTICLE 36**TEXTES FAISANT FOI**

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce document habilités, ont signé le présent Protocole aux dates indiquées.

FAIT à Nagoya, le vingt-neuf octobre deux mil dix.

* * *

*Annexe***AVANTAGES MONÉTAIRES ET NON MONÉTAIRES**

1. Les avantages monétaires pourraient comprendre ce qui suit sans y être limités :

- a) Droits d'accès/droits par échantillon collecté ou autrement acquis;
- b) Paiements initiaux;
- c) Paiements par étapes;
- d) Paiement de redevances;
- e) Droits de licence en cas de commercialisation;
- f) Droits spéciaux à verser à des fonds d'affectation spéciale en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique;
- g) Salaires et conditions préférentielles s'il en est convenu d'un commun accord;
- h) Financement de la recherche;
- i) Coentreprises;
- j) Copropriété des droits de propriété intellectuelle pertinents.

2. Les avantages non monétaires peuvent comprendre ce qui suit sans y être limités :

- a) Partage des résultats de la recherche et de la mise en valeur;
- b) Collaboration, coopération et contribution aux programmes de recherche scientifique et de mise en valeur, notamment aux activités de recherche biotechnologique, autant que possible dans la Partie qui fournit les ressources génétiques;
- c) Participation au développement de produits;
- d) Collaboration, coopération et contribution à l'éducation et à la formation;
- e) Accès aux installations de conservation ex situ de ressources génétiques et aux bases de données;
- f) Transfert, au fournisseur des ressources génétiques, des connaissances et technologies à des conditions justes et les plus favorables, y compris à des conditions de faveur et préférentielles s'il en est ainsi convenu d'un commun accord, et en particulier transfert des connaissances et de la technologie qui

utilisent les ressources génétiques, y compris la biotechnologie, ou qui ont trait à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique;

- g) Renforcement des capacités en matière de transfert de technologie;
- h) Renforcement des capacités institutionnelles;
- i) Ressources humaines et matérielles nécessaires au renforcement des capacités pour l'administration et l'application des règlements d'accès;
- j) Formation relative aux ressources génétiques avec la pleine participation des pays qui les fournissent et, autant que possible, dans ces pays;
- k) Accès à l'information scientifique ayant trait à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, y compris les inventaires biologiques et les études taxonomiques;
- l) Apports à l'économie locale;
- m) Recherche orientée vers les besoins prioritaires, tels que la sécurité alimentaire et la santé, compte tenu des utilisations internes des ressources génétiques dans la Partie qui fournit les ressources génétiques;
- n) Relations institutionnelles et professionnelles qui peuvent découler d'un accord d'accès et de partage des avantages et activités de collaboration ultérieures;
- o) Avantages en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance;
- p) Reconnaissance sociale;
- q) Copropriété et droits de propriété intellectuelle pertinents.

Dahir n° 1-14-76 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention faite à Washington le 19 avril 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu la Convention faite à Washington le 19 avril 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 63-13 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-14-24 du 4 jounada I 1435 (6 mars 2014) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Washington le 19 avril 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Dahir n° 1-14-170 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention unifiée pour l'investissement des capitaux arabes dans les pays arabes (révisée), faite à Riyad le 22 janvier 2013

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éllever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention unifiée pour l'investissement des capitaux arabes dans les pays arabes (révisée), faite à Riyad le 22 janvier 2013 ;

Vu la loi n° 118-13 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-14-152 du 25 chaoual 1435 (22 août 2014) ;

Vu le procès-verbal de dépôt des instruments de ratification du Royaume du Maroc de la Convention précitée, fait au Caire le 11 avril 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention unifiée pour l'investissement des capitaux arabes dans les pays arabes (révisée), faite à Riyad le 22 janvier 2013.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Dahir n° 1-14-179 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention faite à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention faite à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 99-13 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-14-159 du 25 chaoual 1435 (22 août 2014) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DU MAROC ET LA RÉPUBLIQUE DE SERBIE TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU

Le Royaume du Maroc et la République de Serbie, désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu,

sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1 PERSONNES VISEES

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

ARTICLE 2 IMPÔTS VISES

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu, les impôts perçus sur le revenu total, ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :

- a) en ce qui concerne le Royaume du Maroc :
 - (1) l'impôt sur le revenu ;
 - (2) l'impôt sur les sociétés ;
 - (ci-après dénommés «impôt marocain ») ;
- b) en ce qui concerne la Serbie :
 - (1) l'impôt sur le revenu des sociétés ;
 - (2) l'impôt sur le revenu personnel ;
 - (ci-après dénommés «impôt serbe »).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales respectives.

ARTICLE 3 DEFINITIONS GENERALES

1. Au sens de la présente Convention :

- 1) les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, le Maroc ou la Serbie, suivant le contexte;
- 2) le terme « Maroc » désigne le Royaume du Maroc et, lorsqu'il est employé dans le sens géographique, le terme « Maroc » comprend :
 - (1) le territoire du Royaume du Maroc, sa mer territoriale; et
 - (2) la zone maritime au delà de la mer territoriale, comportant le lit de la mer et son sous-sol (plateau continental) et la zone économique exclusive sur lesquels le Maroc exerce ses droits souverains conformément à sa législation interne et au droit international, aux fins de l'exploration et de l'exploitation de leurs ressources naturelles ;

- droits souverains conformément à sa législation interne et au droit international, aux fins de l'exploration et de l'exploitation de leurs ressources naturelles ;
- 3) le terme «Serbie» désigne la République de Serbie, et lorsqu'il est employé dans le sens géographique, il désigne le territoire de la République de Serbie;
- 4) le terme « impôt » désigne l'impôt marocain ou l'impôt serbe, suivant le contexte;
- 5) le terme « personne » comprend une personne physique, une société et tout autre groupement de personnes;
- 6) le terme «société » désigne toute personne morale ou toute autre entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
- 7) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;
- 8) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
- 9) l'expression « autorité compétente » désigne :
- (1) dans le cas du Maroc, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé ;
 - (2) dans le cas de la Serbie, le Ministère des Finances et de l'Economie ou son représentant autorisé;
- 10) le terme « national » désigne :
- (1) toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant;
 - (2) toute personne morale, société de personnes ou association constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

ARTICLE 4 RESIDENT

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue, et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat. Il est entendu que cette expression comprend les sociétés de personnes et autres associations en participation (joint venture) dont le siège de direction effective ou le siège social est situé dans cet Etat, et dont chaque membre ou le principal associé y est soumis à l'impôt en application de la législation interne de cet Etat.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

1) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;

2) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;

4) si cette personne possède la nationalité des deux Etats, ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

ARTICLE 5 **ETABLISSEMENT STABLE**

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :

- a) un siège de direction ;
- b) une succursale ;
- c) un bureau ;
- d) une usine ;
- e) un atelier ;
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'exploration et d'extraction de ressources naturelles ;
- g) un point de vente; et
- h) un entrepôt mis à la disposition d'une personne pour stocker les marchandises d'autrui.

3. L'expression « établissement stable » englobe également :

(1) un chantier de construction, de montage ou des activités de surveillance s'y exerçant mais seulement lorsque le chantier ou ces activités ont une durée supérieure à six mois ;

(2) la fourniture de services, y compris les services de consultants, par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé par l'entreprise à cette fin, mais seulement lorsque les activités de cette nature se poursuivent (pour le même projet ou un projet connexe) sur le territoire de l'Etat contractant pendant une ou des périodes représentant un total de plus de trois (3) mois dans les limites d'une période quelconque de douze mois ;

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :

1) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison occasionnelle de marchandises appartenant à l'entreprise et ne générant pas de bénéfice, à condition que ces installations ne soient pas utilisées comme des points de vente dans l'Etat Contractant où elles sont situées ;

2) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison occasionnelle ne générant pas de bénéfice, à condition que ces marchandises ne soient pas vendues dans l'Etat Contractant où le stock est situé;

3) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

4) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;

5) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

6) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas 1) à 5), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7 – agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise d'un autre Etat contractant, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans le premier Etat contractant pour toutes activités que cette personne exerce pour l'entreprise si ladite personne :

- (1) dispose dans cet Etat de pouvoirs, qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont énumérées au paragraphe 4 et qui, exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne feraient pas de cette installation fixe d'affaires un établissement stable au sens dudit paragraphe ; ou
- (2) ne disposant pas de ce pouvoir, elle conserve habituellement dans le premier Etat un stock de marchandises sur lequel elle préleve régulièrement des marchandises aux fins de livraison pour le compte de l'entreprise.

6. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, une entreprise d'assurance d'un Etat contractant est considérée, sauf en matière de réassurance, comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant, si elle collecte des primes sur le territoire de cet autre Etat, ou assure des risques qui y sont encourus par l'intermédiaire d'une personne autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7.

7. Une entreprise d'un Etat contractant n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle exerce son activité dans cet autre Etat par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de cette entreprise, et que des conditions sont convenues ou imposées entre cette entreprise et l'agent dans leurs relations commerciales et financières qui diffèrent de celles qui auraient pu être établies entre deux entreprises indépendantes, il n'est pas considéré comme un agent jouissant d'un statut indépendant au sens de ce paragraphe.

8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

ARTICLE 6 REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

5. Lorsque la propriété d'actions, parts sociales ou autres droits dans une société ou une autre personne morale donne au propriétaire de ces actions, parts ou autres droits la jouissance de biens immobiliers détenus par cette société ou cette autre personne morale, les revenus que le propriétaire tire de l'utilisation, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de son droit de jouissance, sont imposables dans l'Etat contractant où les biens immobiliers sont situés.

ARTICLE 7 BENEFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables audit établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, aucune déduction n'est admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant, versées (à d'autres titres que le remboursement de frais encourus) par l'établissement stable au siège central de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres bureaux, comme redevances, honoraires, ou autres payements similaires, pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commissions, pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme intérêts sur des sommes prêtées à l'établissement stable. De même, il n'est pas tenu compte, dans le calcul des bénéfices de l'établissement stable, des sommes versées (à d'autres titres que le remboursement de frais encourus) par l'établissement stable au siège central de l'entreprise ou de l'un quelconque de ses autres bureaux, comme redevances, honoraires, ou autres payements similaires, pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commissions, pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme intérêts sur des sommes prêtées au siège central de l'entreprise ou de l'un quelconque de ses autres bureaux .

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenus traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions desdits articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

ARTICLE 8 TRAFIG INTERNATIONAL

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Au sens du présent article, l'expression « bénéfices provenant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international », comprend les bénéfices provenant de l'usage ou de la location de conteneurs (y compris les remorques et les équipements auxiliaires utilisés pour le transport des conteneurs), si un tel usage ou location est occasionnel ou accessoire à l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international.

4. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation, mais uniquement à la fraction des bénéfices ainsi réalisés qui revient à chaque participant au prorata de sa part dans l'entreprise commune.

ARTICLE 9 ENTREPRISES ASSOCIEES

1. Lorsque :

1) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

2) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque des procédures judiciaires, administratives ou autres procédures légales ont abouti à la décision définitive qu'à la suite d'actions donnant lieu à un ajustement des bénéfices en vertu du paragraphe 1, l'une des entreprises concernées est soumise à des pénalités en raison de fraude, de faute lourde ou d'omission volontaire.

ARTICLE 10 DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix (10) pour cent du montant brut des dividendes.

Les dispositions de ce paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que d'autres revenus, soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes, s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 15, suivant le cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

6. Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant possède un établissement stable dans l'autre Etat contractant, les bénéfices imposables en vertu du paragraphe 1 de l'article 7, sont soumis à une retenue à la source dans cet autre Etat, et selon sa législation fiscale, lorsque ces bénéfices sont mis à la disposition du siège à l'étranger, mais ladite retenue ne peut excéder dix (10) pour cent du montant desdits bénéfices après en avoir déduit l'impôt sur les sociétés y appliqué dans cet autre Etat.

ARTICLE 11 INTERETS

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix (10) pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant :

1) du Maroc et payés au Gouvernement de la République de Serbie ou à la Banque Nationale de Serbie, sont exempts d'impôt au Maroc ; ou

2) de Serbie et payés au Gouvernement ou à la Banque Centrale (Bank Al Maghrib) du Maroc, sont exempts d'impôt en Serbie.

4. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalités pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 15, suivant le cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 12 REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix (10) pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques ou les films et enregistrements utilisés pour les émissions radiophoniques ou télévisées ou les transmissions par satellite, câble, fibres optiques ou technologies similaires utilisées pour les transmissions destinées au public, les bandes magnétiques, les disquettes ou disques laser (logiciels), d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial, agricole ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial, agricole, ou scientifique (savoir-faire).

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la

base fixe en question. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 15, suivant le cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe, pour lesquels l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 13 HONORAIRES POUR ASSISTANCE TECHNIQUE

1. Les honoraires pour assistance technique payés à un résident de l'autre Etat Contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces honoraires pour assistance technique sont aussi imposables dans l'Etat Contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des honoraires pour assistance technique est un résident de l'autre Etat Contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des honoraires pour assistance technique.

3. Le terme « honoraires pour assistance technique », employé dans le présent article désigne, les rémunérations de toute nature, payées à toute personne, autre qu'un employé travaillant pour le compte de la personne qui verse ces rémunérations, en contre partie de services rendus de nature technique, managériale ou de consultant.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des honoraires pour assistance technique, résident d'un Etat Contractant, exerce dans l'autre Etat Contractant d'où proviennent les honoraires pour assistance technique, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des honoraires pour assistance technique se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe. Dans ce cas, les dispositions de l'Article 7 ou de l'Article 15, suivant les cas, sont applicables.

5. Les honoraires pour assistance technique sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des honoraires pour assistance technique, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe, pour lesquels l'engagement donnant lieu au paiement des honoraires pour assistance technique a été contracté et qui supporte la charge de ces honoraires pour assistance technique, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des honoraires pour assistance technique, compte tenu de l'usage, le droit ou l'information pour lesquels ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les

dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 14 GAINS EN CAPITAL

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Les gains provenant de l'aliénation d'actions en capital d'une société, dont les biens consistent à titre principal, directement ou indirectement, en biens immobiliers situés dans un Etat contractant, sont imposables dans cet Etat Contractant.
5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens, autres que ceux visés aux paragraphes 1 à 4 du présent article, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

ARTICLE 15 PROFESSIONS INDEPENDANTES

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat ; toutefois, ces revenus sont aussi imposables dans l'autre Etat contractant dans les cas suivants :
 - 1) si ce résident dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités ; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est imputable à ladite base fixe est imposable dans l'autre Etat contractant ; ou
 - 2) si son séjour dans l'autre Etat contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée ; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est tirée des activités exercées dans cet autre Etat est imposable dans cet autre Etat.
2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

ARTICLE 16 PROFESSIONS DEPENDANTES

1. Sous réserve des dispositions des articles 17, 19, 20, 21 et 22, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

- 1) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée ; et
- 2) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat ; et
- 3) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

ARTICLE 17 TANTIEMES ET REMUNERATIONS DU PERSONNEL DE DIRECTION DE HAUT NIVEAU

1. Les tantièmes et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration, de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de dirigeant occupant un poste de direction de haut niveau dans une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

ARTICLE 18 ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions des articles 15 et 16, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 15 et 16, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste du spectacle ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne sont pas applicables aux revenus provenant de l'exercice d'activités dans un Etat Contractant par des artistes ou des sportifs, si la visite à cet Etat est financée en totalité ou en partie par des fonds publics de l'un ou des deux Etats contractants ou de leurs subdivisions politiques ou collectivités locales ou si les activités sont exercées dans le cadre d'un programme d'échanges culturels ou sportifs approuvés par les deux Etats Contractants. Dans ce cas, le revenu est taxable dans l'Etat Contractant où l'artiste ou le sportif est résident.

ARTICLE 19 PENSIONS ET RENTES VIAGERES

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 20, les pensions, rentes viagères et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Le terme « rente viagère » désigne une somme fixe payable périodiquement, à des échéances fixes, durant la vie ou pour une période déterminée ou certaine, en contre partie de l'obligation d'effectuer des paiements selon des considérations convenables ou pleines, en argent ou en valeur équivalente.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions, rentes viagères et autres rémunérations similaires provenant d'un Etat Contractant et payées à un résident de l'autre Etat Contractant en contrepartie d'un travail antérieur, sont imposables dans le premier Etat dans la mesure où ces pensions, rentes viagères et autres rémunérations ne sont pas imposables dans cet autre Etat.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, pensions, rentes viagères et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat Contractant ne sont imposable que dans cet Etat.

ARTICLE 20 FONCTIONS PUBLIQUES

1. 1) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payés par un Etat contractant, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

2) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui :

- (1) possède la nationalité de cet Etat ; ou
- (2) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.

2. 1) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

2) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet autre Etat et en possède la nationalité.

3. Les dispositions des articles 16, 17, 18 et 19 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires ainsi qu'aux pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'affaires exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

ARTICLE 21 ETUDIANTS ET STAGIAIRES

1. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

2. En ce qui concerne les bourses et les rémunérations d'un emploi salarié auxquelles ne s'applique pas le paragraphe 1, un étudiant ou un stagiaire défini au paragraphe 1 aura en outre, pendant la durée de ces études ou de cette formation, le droit de bénéficier des mêmes exonérations, dégrèvements ou réductions d'impôts que les résidents de l'Etat dans lequel il séjourne.

ARTICLE 22 PROFESSEURS ET CHERCHEURS

1. La rémunération qu'une personne physique, qui est ou était immédiatement avant de visiter un Etat Contractant, résident de l'autre Etat Contractant, et est présent dans le premier Etat principalement pour enseigner, donner des conférences, ou de mener des recherches dans une université, un collège, une école ou tout autre institution éducative ou institution de recherche scientifique reconnue par le premier Etat, reçue en contrepartie de ces cours, conférences ou travaux de recherches n'est pas imposable dans le premier Etat pendant une période de deux ans à compter de la date de sa première arrivée dans ce premier Etat, à condition que cette rémunération provienne de sources situées en dehors de cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations reçues au titre de travaux de recherche entrepris non pas dans l'intérêt public, mais principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou à des personnes déterminées.

ARTICLE 23 AUTRES REVENUS

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention, ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 15, suivant le cas, sont applicables.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention et qui proviennent de l'autre Etat contractant sont aussi imposables dans cet autre Etat.

ARTICLE 24 ELIMINATION DES DOUBLES IMPOSITIONS

1. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables dans l'autre Etat contractant, le premier Etat, accorde sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans cet autre Etat. Toutefois, cette déduction ne peut excéder la fraction de l'impôt sur le revenu, calculé avant déduction, correspondant aux revenus imposables dans cet autre Etat.
2. Aux fins de l'attribution d'une déduction dans un Etat Contractant, l'impôt payé dans l'autre Etat Contractant prendra en considération l'impôt payé dans cet autre Etat Contractant même s'il a été exonéré ou espacer par cet Etat en vertu de sa législation interne relative aux incitations fiscales.
3. Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la présente Convention, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant reçoit sont exonérés d'impôt dans cet Etat, celui-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus de ce résident, tenir compte des revenus exonérés.

ARTICLE 25 NON-DISCRIMINATION

1- Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2- Les apatrides qui sont des résidents d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'un ou l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de l'Etat concerné qui se trouvent dans la même situation notamment au regard de la résidence.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôts en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 du paragraphe 6 de l'article 12 ou du paragraphe 6 de l'article 13 ne soient applicables, les intérêts, redevances, honoraires pour assistance technique et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. Les dispositions du présent article s'appliquent, aux impôts mentionnés dans l'article 2.

ARTICLE 26 PROCEDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 25, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification des mesures qui entraînent une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la présente Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

ARTICLE 27 ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention, notamment en ce qui concerne la prévention de la fraude et de l'évasion fiscale. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernés par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins, mais peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- 1) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa propre législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
- 2) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
- 3) de fournir des renseignements qui révèleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

ARTICLE 28 MEMBRES DES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DES POSTES CONSULAIRES

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux priviléges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

ARTICLE 29 ENTREE EN VIGUEUR

1. Les Etats Contractants se notifient par écrit, par voie diplomatique, l'achèvement des procédures requises par leurs droits internes pour l'entrée en vigueur de cette Convention.

2. La Convention entrera en vigueur à la date de la dernière notification et ses dispositions prendront effet:

- 1) En ce qui concerne le Maroc :
 - 1) au regard des impôts retenus à la source, pour les montants payés ou crédités le ou après le premier janvier de la première année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention ; et

2) au regard des autres impôts, pour tout exercice fiscal ou période d'imposition commençant le ou le premier janvier de la première année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2) En ce qui concerne la Serbie:

Au regard des impôts sur le revenu tiré dans tout exercice fiscal commençant le ou après le premier janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de cette Convention.

**ARTICLE 30
DENONCIATION**

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut, par écrit, dénoncer la Convention, par voie diplomatique avec un préavis minimal de six mois avant la fin de chaque année civile postérieure à la cinquième année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable :

1) En ce qui concerne le Maroc :

- 1) au regard des impôts retenus à la source, pour les montants payés ou crédités le ou après le premier janvier de la première année civile qui suit celle du préavis de dénonciation ; et
- 2) au regard des autres impôts, pour tout exercice fiscal ou période d'imposition commençant le ou après le premier janvier de la première année civile qui suit celle du préavis de dénonciation.

2) En ce qui concerne la Serbie:

Au regard des impôts sur le revenu tiré dans tout exercice fiscal commençant le ou après le premier janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle du préavis de dénonciation.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Belgrade, le 06 juin 2013, en deux originaux en langues arabe, serbe, française et anglaise, chaque texte faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte en langue anglaise prévaudra.

**Pour
le Royaume du Maroc**

Mohamed Najib BOULIF
Ministre délégué auprès du chef
du Gouvernement, chargé des Affaires Générales
et de la Gouvernance

**Pour
la République de Serbie**

MLADJAN DINKIC
Ministre de Finance et de l'Economie

**Dahir n° 1-15-49 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention de sécurité sociale, faite à
Bruxelles le 18 février 2014 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention de sécurité sociale, faite à Bruxelles le 18 février 2014 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique ;

Vu la loi n° 42-14 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-15-28 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention de sécurité sociale, faite à Bruxelles le 18 février 2014 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

Convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique

Le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique, animés du désir de régler les rapports réciproques entre les deux Etats dans le domaine de la sécurité sociale, sont convenus de ce qui suit.

TITRE I Dispositions générales

Article 1 Définitions

1. Pour l'application de la présente Convention :

- a) Le terme "Belgique" désigne : le Royaume de Belgique;
Le terme " Maroc" désigne : le Royaume du Maroc.

- b) Le terme "territoire" désigne :
 - en ce qui concerne le Maroc : le territoire du Maroc et les zones adjacentes aux eaux territoriales du Maroc, y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci, la zone économique exclusive et les zones sur lesquelles, en conformité avec la législation nationale et le droit international, le Maroc exerce sa juridiction ou ses droits souverains aux fins de l'exploitation et de l'exploration des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol (plateau continental) et des eaux sur-jacentes ;

 - en ce qui concerne la Belgique : le territoire de la Belgique et les zones adjacentes aux eaux territoriales de la Belgique, y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci, la zone économique exclusive et les zones sur lesquelles, en conformité avec la législation nationale et le droit international, la Belgique exerce sa juridiction ou ses droits souverains aux fins de l'exploitation et de l'exploration des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol (plateau continental) et des eaux sur-jacentes.

- c) Le terme "ressortissant" désigne :
 - en ce qui concerne la Belgique : une personne qui a la nationalité belge;
 - en ce qui concerne le Maroc: une personne qui a la nationalité marocaine.

- d) Le terme "législation" désigne : les lois et règlements concernant la sécurité sociale qui sont visés à l'article 2 de la présente Convention.

- e) Le terme "autorité compétente" désigne : les Ministres chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la législation visée à l'article 2 de la présente Convention.
- f) Le terme "institution compétente" désigne : l'institution, l'organisme, l'organisation ou l'autorité chargée d'appliquer, en tout ou en partie, les législations visées à l'article 2 de la présente Convention.
- g) Le terme "personne assurée" désigne : par rapport aux différentes branches de sécurité sociale visées à l'article 2 de la présente Convention, toute personne entrant dans le champ d'application personnel de la présente Convention qui satisfait aux conditions requises par la législation de l'Etat contractant compétent pour avoir droit aux prestations compte tenu des dispositions de la présente Convention.
- h) Le terme "période d'assurance" désigne : toute période reconnue comme telle par la législation sous laquelle cette période a été accomplie, ainsi que toute période assimilée reconnue par cette législation.
- i) Le terme "prestation" désigne : toute prestation en nature ou en espèces prévue par la législation de chacun des Etats contractants, y compris tous compléments ou majorations qui sont applicables en vertu des législations visées à l'article 2 de la présente Convention.
- j) Le terme "membre de la famille" désigne : toute personne définie ou admise comme membre de la famille ou considérée comme ayant droit par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies, ou dans le cas visé à l'article 14 de la présente Convention, par la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel elle réside.
- k) Le terme "survivant" désigne : toute personne définie ou admise comme telle par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies.
- l) Le terme "résidence" désigne : le lieu où une personne réside habituellement.
- m) Le terme "séjour" désigne : le séjour temporaire, un séjour temporaire ne peut, sauf dispositions contraires dans la présente Convention, dépasser une période de 3 mois.

Tout terme non défini au paragraphe 1^{er} du présent article a le sens qui lui est attribué par la législation qui s'applique.

Article 2

Champ d'application matériel

1. La présente Convention s'applique :

- pour la Belgique, aux législations concernant les régimes obligatoires relatifs :
 - a) aux prestations en nature ou en espèces relatives à la maladie et à la maternité des travailleurs salariés;
 - b) aux prestations en nature ou en espèces relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles;
 - c) aux pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés;
 - d) aux prestations relatives à l'invalidité des travailleurs salariés, des marins de la marine marchande et des ouvriers mineurs;
 - e) aux prestations familiales des travailleurs salariés ;
- et, en ce qui concerne le titre II, la présente Convention s'applique à la législation relative à la sécurité sociale des travailleurs salariés ;
- pour le Maroc, aux législations concernant les régimes obligatoires relatifs:
 - a) à la sécurité sociale des travailleurs salariés du secteur privé, couvrant les prestations suivantes : allocations familiales, indemnités journalières de maladie – maternité, allocations de décès, pensions d'invalidité, de vieillesse et de survivants;
 - b) à l'assurance maladie obligatoire des travailleurs salariés du secteur privé tel que prévu par le code de la couverture médicale de base ;
 - c) aux accidents du travail et aux maladies professionnelles des travailleurs salariés du secteur privé.

2. La présente Convention s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe 1^{er} du présent article.
3. Elle s'appliquera aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires s'il n'y a pas, à cet égard, opposition de l'Etat contractant qui modifie sa législation, notifiée à l'autre Etat contractant dans un délai de six mois à partir de la publication officielle desdits actes.

4. La présente Convention n'est pas applicable aux actes législatifs ou réglementaires instituant une nouvelle branche de sécurité sociale, sauf si un accord intervient à cet effet entre les autorités compétentes des Etats contractants.

Article 3

Champ d'application personnel

Sauf dispositions contraires, la présente Convention s'applique aux personnes qui sont ou qui ont été soumises à la législation de l'un des Etats contractants ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants.

Article 4

Egalité de traitement

A moins qu'il n'en soit autrement disposé dans la présente Convention, les personnes visées à l'article 3 sont soumises aux obligations et sont admises au bénéfice de la législation de l'Etat contractant dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.

Article 5

Exportation des prestations

1. A moins que la présente Convention n'en dispose autrement, les prestations en espèces d'assurance maladie et maternité, d'invalidité, d'accidents du travail et de maladies professionnelles ainsi que celles relatives à la retraite et la survie, acquises au titre de la législation de l'un des Etats contractants ne peuvent être suspendues, ni subir aucune réduction ou modification du fait que le bénéficiaire séjourne ou réside sur le territoire de l'autre Etat contractant.
2. Les prestations de retraite et de survie, d'accidents du travail et de maladies professionnelles dues en vertu de la législation belge sont payées aux ressortissants marocains qui résident sur le territoire d'un Etat tiers dans les mêmes conditions que s'il s'agissait de ressortissants belges résidant sur le territoire de cet Etat tiers.
3. Les prestations d'invalidité, d'accidents du travail et de maladies professionnelles ainsi que celles relatives aux pensions de retraite et de survie dues en vertu de la législation marocaine, sont payées aux ressortissants belges qui résident sur le territoire d'un Etat tiers dans les

mêmes conditions que s'il s'agissait de ressortissants marocains résidant sur le territoire de cet Etat tiers.

Article 6

Clauses de réduction ou de suspension

1. Les clauses de réduction ou de suspension prévues par la législation d'un Etat contractant, en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations de sécurité sociale ou avec d'autres revenus, provenant de l'exercice d'une activité professionnelle, sont opposables aux bénéficiaires, même s'il s'agit de prestations acquises en vertu d'un régime de l'autre Etat contractant ou s'il s'agit de revenus obtenus d'une activité professionnelle exercée sur le territoire de l'autre Etat contractant.
2. Toutefois, cette règle n'est pas applicable au cumul de deux prestations de même nature calculées au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies dans les deux Etats contractants.

TITRE II

DISPOSITIONS DETERMINANT LA LEGISLATION APPLICABLE

Article 7

Règles générales

1. Sous réserve des articles 8 à 11 de la présente Convention, la législation applicable est déterminée conformément aux dispositions suivantes :
 - a) le travailleur salarié qui exerce une activité professionnelle sur le territoire d'un Etat contractant est soumis à la législation de cet Etat;
 - b) le travailleur salarié qui fait partie du personnel roulant ou navigant d'une entreprise effectuant, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte, des transports internationaux de passagers ou de marchandises par voies routière, aérienne et ayant son siège sur le territoire d'un Etat contractant est soumis à la législation de ce dernier Etat.
2. Le travailleur salarié qui exerce simultanément une activité sur le territoire des deux Etats contractants est, pour l'entièreté de ses activités salariées, soumis à la législation de l'Etat

contractant sur le territoire duquel il a sa résidence. Pour la fixation du montant des revenus à prendre en considération pour les cotisations dues sous la législation de cet Etat, il est tenu compte des revenus professionnels réalisés sur le territoire des deux Etats contractants.

Article 8

Règles particulières

1. Le travailleur salarié qui, étant au service d'une entreprise ayant sur le territoire de l'un des Etats contractants un établissement dont il relève normalement, est détaché par cette entreprise sur le territoire de l'autre Etat contractant pour y effectuer un travail pour le compte de celle-ci, reste, ainsi que les membres de sa famille qui l'accompagnent, soumis à la législation du premier Etat comme s'il continuait à être occupé sur son territoire à la condition que la durée prévisible du travail qu'il doit effectuer n'excède pas vingt-quatre mois et qu'il ne soit pas envoyé en remplacement d'une autre personne parvenue au terme de la période de son détachement.
2. Dans le cas où le détachement se poursuit au-delà de la période mentionnée ci-dessus, la législation du premier Etat contractant restera applicable à condition que les autorités compétentes des deux Etats contractants ou les institutions désignées par elles en sont d'accord. Toutefois, cet accord ne peut être donné que pour une période supplémentaire n'excédant pas trente-six mois. La prolongation du détachement doit être sollicitée avant la fin de la période initiale de vingt-quatre mois.
3. Le paragraphe 1^{er} du présent article est applicable lorsqu'une personne envoyée par son employeur du territoire d'un Etat contractant sur le territoire d'un pays tiers est envoyée ensuite par cet employeur du territoire du pays tiers vers le territoire de l'autre Etat contractant.
4. Le travailleur salarié d'une entreprise de transport ayant son siège sur le territoire de l'un des Etats contractants, qui est détaché sur le territoire de l'autre Etat contractant, ou y est occupé soit passagèrement, soit comme personnel itinérant, est, ainsi que les membres de sa famille qui l'accompagnent, soumis à la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel l'entreprise a son siège.

Cependant, lorsque l'entreprise a, sur le territoire de l'autre Etat contractant, une succursale ou une représentation permanente, le travailleur salarié que celle-ci occupe est soumis à la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel elle se trouve.

Article 9

Fonctionnaires

Les fonctionnaires et le personnel assimilé d'un Etat contractant qui sont détachés sur le territoire de l'autre Etat contractant pour y exercer leur activité, restent, ainsi que les membres de leur famille, soumis à la législation du premier Etat.

Article 10

Membres des missions diplomatiques et des postes consulaires

1. Les ressortissants de l'Etat contractant accréditant envoyés en qualité de membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire par cet Etat sur le territoire de l'Etat contractant accréditaire sont soumis à la législation du premier Etat.
2. Les personnes engagées localement par une mission diplomatique ou par un poste consulaire de l'Etat contractant accréditant en qualité de membres du personnel administratif et technique, d'employés consulaires ou de membres du personnel de service, et résidant sur le territoire de l'Etat contractant accréditaire, sont soumises à la législation de ce dernier Etat.
3. Lorsque la mission diplomatique ou le poste consulaire de l'Etat contractant accréditant occupe des personnes qui, conformément au paragraphe 2 du présent article, sont soumises à la législation de l'Etat contractant accréditaire, la mission ou le poste tient compte des obligations imposées aux employeurs par la législation de ce dernier Etat.
4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article sont applicables par analogie aux personnes occupées au service privé d'une personne visée au paragraphe 1erdu présent article.
5. Les dispositions des paragraphes 1 à 4 du présent article ne sont pas applicables aux membres honoraires d'un poste consulaire ni aux personnes occupées au service privé de ces personnes.
6. Les dispositions du présent article sont également applicables aux membres de la famille des personnes visées aux paragraphes 1 à 4, vivant à leur foyer, à moins qu'ils n'exercent eux-mêmes une activité professionnelle.

Article 11**Dérogations**

Les autorités compétentes peuvent prévoir, d'un commun accord, dans l'intérêt de certains assurés ou de certaines catégories d'assurés, des dérogations aux dispositions des articles 7 à 10 de la présente Convention.

TITRE III**Dispositions particulières concernant les prestations****Chapitre 1****Maladie et maternité****Article 12****Totalisation des périodes d'assurance**

Pour l'ouverture, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations et leur durée d'octroi, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de chacun des Etats contractants sont totalisées pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Article 13**Prestations en nature en cas de séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant**

1. Une personne assurée ainsi que les membres de sa famille, qui ont droit aux prestations en nature au titre de la législation d'un des Etats contractants et dont l'état de santé vient à nécessiter des soins immédiats au cours d'un séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant, bénéficient des prestations en nature sur le territoire de cet autre Etat contractant.

2. Les prestations en nature sont servies, à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour selon les dispositions qu'elle applique, la durée d'octroi des prestations étant toutefois régie par la législation de l'Etat contractant compétent.

3. Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas :
 - a) lorsqu'une personne assurée ou un membre de sa famille se rend, sans autorisation de l'institution compétente, sur le territoire de l'autre Etat contractant dans le but d'y recevoir un traitement médical;
 - b) sauf en cas d'urgence absolue, aux prothèses, au grand appareillage et aux autres prestations en nature de grande importance dont la liste est arrêtée d'un commun accord par les autorités compétentes. Il y a lieu d'entendre par cas d'urgence absolue ceux où le service de l'une de ces prestations ne peut être différé sans mettre en danger la vie ou affecter définitivement la santé de l'intéressé.
4. Il appartient à l'institution du lieu de séjour de déterminer l'immédiate nécessité des soins visés au paragraphe 1, ainsi que de constater l'urgence absolue visée au paragraphe 3, b).

Article 14

Prestations en nature pour les bénéficiaires et les membres de la famille en cas de résidence sur le territoire de l'autre Etat contractant

1. Une personne assurée, qui a droit aux prestations en nature au titre de la législation d'un des Etats contractants et qui réside sur le territoire de l'autre Etat contractant, bénéficie des prestations en nature sur le territoire de cet autre Etat contractant.
2. Les membres de la famille d'une personne assurée qui est soumise à la législation d'un Etat contractant et qui résident sur le territoire de l'autre Etat contractant bénéficient des prestations en nature sur le territoire de cet autre Etat contractant.
3. Les prestations en nature sont servies, à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence selon les dispositions qu'elle applique.
4. Les paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas aux membres de la famille s'ils ont droit aux prestations en nature en vertu de la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel ils résident.

Article 15**Prestations en nature pour les travailleurs
se trouvant dans des situations particulières**

1. La personne assurée qui est, en vertu des articles 8 à 11, soumise à la législation d'un Etat contractant, ainsi que les membres de sa famille qui l'accompagnent, bénéficient des prestations en nature pendant toute la durée de leur présence sur le territoire de l'autre Etat contractant.
2. Les prestations en nature sont servies, à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour selon les dispositions qu'elle applique.

Article 16**Prestations en nature pour les titulaires
de prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survie**

- Le titulaire de prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survie, dues en vertu des législations des deux Etats contractants, bénéficie pour lui-même et les membres de sa famille des prestations en nature conformément à la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel il réside et à la charge de l'institution compétente de cet Etat.
- Le titulaire d'une prestation d'invalidité, de vieillesse ou de survie, due exclusivement en vertu de la législation de l'un des deux Etats contractants, qui réside sur le territoire de l'autre Etat contractant, bénéficie pour lui-même et les membres de sa famille des prestations en nature. Les prestations en nature sont servies, à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence selon les dispositions qu'elle applique.
- Le paragraphe 2 ne s'applique pas au titulaire d'une prestation d'invalidité, de vieillesse ou de survie, ni aux membres de sa famille lorsqu'il bénéficie de prestations en nature selon la législation d'un des deux Etats contractants sur la base d'une activité professionnelle du titulaire d'une prestation d'invalidité, de vieillesse ou de survie.
- Les paragraphes 1 à 3 ne s'appliquent pas aux membres de la famille s'ils ont droit aux prestations en nature en vertu de la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel ils résident.

Article 17**Cotisations du titulaire de prestations
de vieillesse, survie et invalidité**

1. L'institution compétente d'un Etat contractant qui applique une législation prévoyant des retenues de cotisations pour la couverture des prestations de maladie et de maternité, ne peut procéder à l'appel et au recouvrement de ces cotisations, calculées selon la législation qu'elle applique, que dans la mesure où les dépenses liées aux prestations servies en vertu de l'article 16 de la présente Convention sont à la charge de l'institution compétente dudit Etat.

2. Lorsque, dans le cas visé à l'article 16 paragraphe 2, le titulaire d'une prestation de vieillesse, de survie ou d'invalidité doit payer des cotisations pour la couverture des prestations de maladie et de maternité selon la législation de l'Etat contractant dans lequel il réside, ces cotisations ne peuvent pas être prélevées du fait de son lieu de résidence par l'institution compétente dudit Etat.

Article 18**Prestations en nature en cas de séjour
sur le territoire de l'Etat contractant compétent**

Les personnes assurées visées au paragraphe 1et 2 de l'article 14 et au paragraphe 2 de l'article 16 de la présente Convention qui séjournent sur le territoire de l'Etat contractant compétent bénéficient des prestations en nature sur le territoire de cet Etat, à la charge de l'institution compétente de ce dernier Etat et selon les dispositions qu'applique l'institution du lieu de séjour.

Article 19**Prise en charge de prestations en nature**

1. Lorsqu'une personne assurée ou un membre de sa famille peut prétendre à des prestations en nature en vertu de la législation d'un seul Etat contractant, ces prestations sont exclusivement à charge de l'institution compétente de cet Etat contractant.

2. Lorsqu'une personne ou un membre de sa famille peut prétendre à des prestations en nature en vertu des deux législations concernées, ces prestations sont exclusivement à charge de l'institution de l'Etat contractant sur le territoire duquel elles sont servies.

Article 20

Remboursement des prestations en nature entre institutions

1. Le montant effectif des prestations en nature servies en vertu des dispositions des articles 13, 14, 15 et 16, paragraphe 2 de la présente Convention, est remboursé par l'institution compétente à l'institution qui a servi lesdites prestations, selon les modalités prévues dans l'Arrangement administratif.
2. Les autorités compétentes peuvent décider d'un commun accord de convenir entre elles d'un autre mode de remboursement.

Article 21

Prestations en espèces en cas de maladie et de maternité

1. La personne assurée qui remplit les conditions prévues par la législation de l'Etat contractant compétent pour avoir droit aux prestations en espèces, compte tenu éventuellement des dispositions de l'article 12 de la présente Convention, a droit à ces prestations même si elle se trouve sur le territoire de l'autre Etat contractant. Les prestations en espèces sont servies directement par l'institution compétente dont le bénéficiaire relève. Le bénéficiaire de prestations en espèces de l'assurance maladie - maternité peut séjourner sur le territoire de l'autre Etat contractant moyennant l'accord préalable de l'institution compétente.
2. Le titulaire de prestations en espèces au titre de la législation d'un Etat contractant peut conserver le bénéfice de ces prestations s'il transfère sa résidence sur le territoire de l'autre Etat contractant. L'institution compétente débitrice des prestations peut exiger que le transfert de résidence soit soumis à une autorisation préalable de l'institution compétente. Toutefois, cette autorisation ne peut être refusée que si le déplacement est déconseillé pour des raisons médicales dûment établies.

Chapitre 2
Accidents du travail et maladies professionnelles

Article 22

**Prestations en nature servies en cas de séjour ou de résidence
sur le territoire de l'autre Etat contractant**

1. La personne qui, en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, a droit aux prestations en nature conformément à la législation d'un Etat contractant, bénéficie, en cas de séjour ou de résidence sur le territoire de l'autre Etat contractant, des prestations en nature.
2. Les prestations en nature sont servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence selon la législation qu'elle applique, la durée d'octroi des prestations étant toutefois régie par la législation de l'Etat compétent.

Article 23

**Prestations en nature pour les travailleurs
se trouvant dans des situations particulières**

1. La personne qui est, en vertu des articles 8 à 11, soumise à la législation d'un Etat contractant, a droit, en raison d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, aux prestations en nature pendant toute la durée de son occupation sur le territoire de l'autre Etat contractant.
2. Les prestations en nature sont servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence selon la législation qu'elle applique. La durée d'octroi des prestations est toutefois régie par la législation de l'Etat compétent.

Article 24

Remboursement des prestations en nature entre institutions

1. Le montant effectif des prestations en nature servies en vertu des articles 22 et 23 est remboursé par l'institution compétente à l'institution qui a servi lesdites prestations, selon les modalités prévues dans l'Arrangement administratif.

2. Les autorités compétentes peuvent décider d'un commun accord la renonciation totale ou partielle du remboursement prévu au paragraphe 1er ou convenir entre elles d'un autre mode de paiement.

Article 25

Prise en considération d'accidents du travail et de maladies professionnelles survenus antérieurement

Si la législation d'un Etat contractant prévoit explicitement ou implicitement que les accidents du travail ou les maladies professionnelles survenus antérieurement sont pris en considération pour apprécier le degré d'incapacité, les accidents du travail et les maladies professionnelles survenus antérieurement sous la législation de l'autre Etat contractant sont réputés survenus sous la législation du premier Etat.

Article 26

Accidents survenus sur le chemin du travail

L'accident survenu sur le chemin du travail ayant eu lieu sur le territoire d'un État contractant autre que l'Etat compétent est considéré comme étant survenu sur le territoire de l'Etat compétent.

Article 27

Constatation de la maladie professionnelle

1. Lorsque la victime d'une maladie professionnelle a exercé une activité susceptible de provoquer ladite maladie sous la législation des deux Etats contractants, les prestations auxquelles la victime ou ses survivants peuvent prétendre sont accordées exclusivement au titre de la législation de l'Etat sur le territoire duquel cette activité a été exercée en dernier lieu et sous réserve que l'intéressé remplisse les conditions prévues par cette législation, compte tenu, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 2 du présent article.

2. Si l'octroi de prestations de maladie professionnelle au titre de la législation d'un Etat contractant est subordonné à la condition que la maladie considérée ait été constatée médicalement pour la première fois sur son territoire, cette condition est réputée remplie lorsque ladite maladie a été constatée pour la première fois sur le territoire de l'autre Etat contractant.

3. Si l'octroi des prestations de maladie professionnelle au titre de la législation d'un État contractant est subordonné à la condition qu'une activité susceptible de provoquer la maladie considérée ait été exercée pendant une certaine durée, l'institution compétente de cet État tient compte, dans la mesure nécessaire, des périodes pendant lesquelles une telle activité a été exercée sous la législation de l'autre État contractant, comme si elle avait été exercée sous la législation du premier État.

Article 28

Aggravation de la maladie professionnelle

Lorsque, en cas d'aggravation d'une maladie professionnelle, la personne qui bénéficie ou qui a bénéficié d'une réparation pour une maladie professionnelle en vertu de la législation de l'un des Etats contractants fait valoir, pour une maladie professionnelle de même nature, des droits à prestations en vertu de la législation de l'autre Etat contractant, les règles suivantes sont applicables :

- a) si la personne n'a pas exercé sur le territoire de ce dernier Etat une activité professionnelle susceptible de provoquer ou d'aggraver la maladie professionnelle, l'institution compétente du premier Etat est tenu d'assumer la charge des prestations, compte tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique;
- b) si la personne a exercé sur le territoire de ce dernier Etat une telle activité professionnelle, l'institution compétente du premier Etat est tenue d'assumer la charge des prestations, compte non tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique; l'institution compétente du second Etat accorde à la personne un supplément dont le montant est déterminé selon la législation de cet Etat et qui est égal à la différence entre le montant de la prestation due après l'aggravation et le montant de la prestation qui aurait été due avant l'aggravation.

Article 29

Rente due aux conjoints survivants

En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle suivi de mort, la rente due au conjoint survivant est, le cas échéant, répartie entre les conjoints survivants, selon les dispositions prévues par le statut personnel de l'assuré social. La répartition se fait au prorata et tenant compte de la période du mariage.

Chapitre 3
Vieillesse, survie et invalidité
SECTION 1
Assurance vieillesse et survie

Article 30

Totalisation de périodes d'assurance

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, les périodes d'assurance et les périodes assimilées accomplies conformément à la législation d'un des Etats contractants relatives à l'assurance de pensions, sont totalisées en tant que de besoin, à la condition qu'elles ne se superposent pas, avec les périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Etat contractant, en vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations.

2. Lorsque la législation d'un des Etats contractants subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession déterminée, ne sont totalisées, pour l'admission au bénéfice de ces prestations, que les périodes d'assurance accomplies ou assimilées dans la même profession dans l'autre Etat contractant.

3. Lorsque la législation d'un des Etats contractants subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession déterminée et lorsque ces périodes n'ont pu donner droit auxdites prestations, lesdites périodes sont considérées comme valables pour la liquidation des prestations prévues par le régime général des travailleurs salariés.

4. Lorsque, nonobstant l'application du paragraphe 1^{er}, la personne ne remplit pas les conditions pour ouvrir le droit aux prestations, sont totalisées les périodes d'assurance accomplies sous la législation d'un Etat tiers avec lequel les deux Etats contractants sont liés, chacun en ce qui le concerne, par une convention de sécurité sociale prévoyant la totalisation des périodes d'assurance.

5. Lorsque seul un Etat contractant est lié à un Etat tiers par une convention de sécurité sociale qui s'applique à cette personne, les périodes d'assurance accomplies en vertu de la législation de cet Etat tiers sont totalisées.

Article 31**Calcul des prestations de retraite et de survie**

1. Lorsque la personne satisfait aux conditions requises par la législation d'un des Etats contractants pour avoir droit aux prestations sans qu'il soit nécessaire de procéder à la totalisation, l'institution compétente de cet Etat calcule le droit à la prestation directement sur la base des périodes d'assurance accomplies dans ce dernier Etat et en fonction de sa seule législation.
Cette institution procède aussi au calcul du montant de la prestation qui serait obtenu par application des règles prévues au paragraphe 2, points a) et b). Le montant le plus élevé est seul retenu.
2. Si une personne peut prétendre à une prestation en vertu de la législation d'un des Etat contractants, dont le droit n'est ouvert que compte tenu de la totalisation des périodes d'assurance effectuées conformément à l'article 30, les règles suivantes s'appliquent:
 - a) L'institution compétente de cet Etat calcule le montant théorique de la prestation qui serait due si toutes les périodes d'assurance accomplies en vertu des législations des deux Etats contractants avaient été accomplies uniquement sous la législation qu'elle applique;
 - b) cette institution calcule ensuite le montant dû, sur la base du montant visé au point a), au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies sous sa seule législation par rapport à la durée de toutes les périodes d'assurance comptabilisées en vertu du point a).
 - c) Pour le calcul de la prestation de retraite ou de survie, il est tenu compte des périodes d'assurance pour autant qu'elles ne dépassent pas le maximum de périodes d'assurance qui peut être pris en compte par la législation qu'applique l'institution compétente.

Article 32**Répartition de la prestation de survie**

La pension de survie due au conjoint survivant est le cas échéant répartie, entre les conjoints survivants, selon les dispositions prévues par le statut personnel de l'assuré social. La répartition se fait au prorata et tenant compte de la période du mariage.

SECTION 2**Assurance invalidité****Article 33****Totalisation des périodes d'assurance**

1. Pour l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations d'invalidité, les dispositions de l'article 30 sont applicables par analogie.
2. Le droit à la prestation d'invalidité est attribué à la personne qui, à la date du début de l'invalidité, était soumise à la législation d'un des deux Etats contractants relative aux prestations d'invalidité ou bien qui était titulaire d'une prestation d'invalidité selon cette législation et qui auparavant a accompli des périodes d'assurance selon la législation de l'autre Etat contractant.

Article 34**Calcul des prestations d'invalidité**

1. Si le droit aux prestations d'invalidité au titre de la législation de l'un des deux Etats contractants est ouvert uniquement par totalisation des périodes d'assurance accomplies dans les deux Etats contractants effectuées conformément à l'article 33 de la présente Convention, le montant de la prestation due est déterminé suivant les modalités arrêtées par l'article 31, paragraphe 2 de la présente convention.
2. Sans préjudice des dispositions de l'article 6 de la présente Convention, l'institution compétente d'un Etat contractant alloue un complément pour autant :
 - a) que le droit aux prestations d'invalidité dans cet Etat contractant est ouvert sans qu'il soit nécessaire de faire appel aux dispositions de l'article 33 de la présente Convention ;
 - b) et que le montant résultant de l'addition des prestations des deux Etats contractants calculées selon le paragraphe 1er du présent article, est inférieur au montant de la prestation due sur la base de la seule législation de cet Etat contractant.

Ce complément est égal à la différence entre le montant visé au point b) et le montant dû en vertu de la seule législation de cet Etat contractant.

Article 35**Prestations d'invalidité au cours d'un séjour
dans l'autre Etat contractant**

Le titulaire d'une prestation d'invalidité en vertu de la législation de l'un des deux Etats contractants conserve le bénéfice de cette prestation au cours d'un séjour dans l'autre Etat contractant, lorsque ce séjour a été préalablement autorisé par l'institution compétente du premier Etat contractant. Toutefois, cette autorisation ne peut être refusée que lorsque le séjour se situe dans la période au cours de laquelle, en vertu de la législation du premier Etat contractant, l'institution compétente de cet Etat contractant doit procéder à l'évaluation ou la révision de l'état d'invalidité.

SECTION 3**Dispositions communes relatives aux prestations
d'invalidité, de vieillesse et de survie****Article 36****Périodes d'assurance inférieures à une année**

Sans préjudice des dispositions des articles 30 et 33, dans les cas visés aux articles 31 paragraphe 2 et 34 paragraphe 1^{er}, aucune prestation d'invalidité, de vieillesse ou de survie n'est due par l'institution compétente d'un Etat contractant lorsque les périodes d'assurance accomplies sous la législation de cet Etat contractant, antérieurement à la réalisation du risque, n'atteignent pas, dans leur ensemble, une année.

Article 37**Révision éventuelle des prestations**

1. Si, en raison de l'augmentation du coût de la vie, de la variation du niveau des salaires, les prestations de vieillesse, de survie ou d'invalidité octroyées au titre de la législation de l'un des deux Etats contractants sont modifiées d'un pourcentage ou montant déterminé, l'institution compétente de l'autre Etat contractant n'est pas tenue de procéder à un nouveau calcul desdites prestations.
3. En cas de modification du mode d'établissement ou des règles de calcul des prestations de vieillesse, de survie ou d'invalidité, un nouveau calcul des prestations est effectué conformément à l'article 31 ou 34 de la présente Convention.

Chapitre 4**Allocations familiales****Article 38****Acquisition, maintien ou recouvrement
du droit aux allocations familiales**

1. Lorsque la législation d'un Etat contractant subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution compétente qui applique cette législation tient compte à cet effet, en tant que de besoin aux fins de totalisation des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Etat contractant, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation du premier Etat contractant à la condition qu'elles ne se superposent pas.
2. Le terme « allocations familiales » désigne : les prestations périodiques en espèces telles que fixées dans l'Arrangement administratif prévu à l'article 39 de la présente Convention.
3. Les autorités compétentes détermineront dans ledit Arrangement :
 - a) les catégories d'enfants bénéficiaires ;
 - b) les conditions d'octroi et les taux des allocations familiales ainsi que les périodes pour lesquelles elles sont accordées.
4. Les personnes soumises à la législation de l'un des Etats contractants ont droit, pour les enfants qui résident sur le territoire de l'autre Etat contractant, aux allocations familiales du premier Etat contractant.
5. Le titulaire de pensions ou de rentes dues au titre des législations des deux Etats contractants a droit, pour les enfants qui résident sur le territoire de l'Etat contractant autre que celui où réside ce titulaire, aux allocations familiales de l'Etat où réside le titulaire de pensions ou de rentes.
6. L'orphelin d'une personne défunte qui était soumise à la législation d'un Etat contractant et qui réside sur le territoire de l'autre Etat contractant a droit aux allocations familiales selon la législation de l'Etat contractant à laquelle le défunt était soumis en dernier lieu et dans les conditions visées par cette législation.

7. Par dérogation aux paragraphes 4 à 6, lorsqu'un droit aux allocations familiales est ouvert dans les deux Etats contractants, l'Etat où réside l'enfant est considéré être l'Etat compétent ayant la charge des allocations familiales.

TITRE IV

Dispositions diverses

Article 39

Coopération entre les autorités compétentes

Les autorités compétentes :

- a) prennent, par arrangement administratif, les mesures nécessaires pour l'application de la présente Convention et y désignent les organismes de liaison, les institutions compétentes et les institutions du lieu de résidence et du lieu de séjour;
- b) définissent les procédures d'entraide administrative et les modalités de paiement des dépenses liées à l'obtention de certificats médicaux, administratifs et autres, nécessaires pour l'application de la présente Convention;
- c) se communiquent directement toutes informations concernant les mesures prises pour l'application de la présente Convention;
- d) se communiquent, dans les plus brefs délais et directement, toute modification de leur législation susceptible d'affecter l'application de la présente Convention.

Article 40

Collaboration administrative

- 1. Pour l'application de la présente Convention, les autorités compétentes ainsi que les institutions compétentes de chacun des Etats contractants se prêtent réciproquement leurs bons offices, comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation. Cette entraide est en principe gratuite; toutefois, les autorités compétentes peuvent convenir du remboursement de certains frais.
- 2. Les expertises médicales des personnes qui résident ou séjournent sur le territoire de l'autre Etat contractant, sont effectuées par l'institution du lieu de séjour ou de résidence, à la demande de

l'institution compétente et à sa charge. Les frais de ces expertises médicales ne sont pas remboursés, si les expertises ont été effectuées dans l'intérêt des deux Etats contractants.

3. En cas de remboursement, les frais visés aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article sont remboursés selon les modalités fixées par l'arrangement administratif prévu à l'article 39 de la présente Convention.
4. Pour l'application de la présente Convention, les autorités compétentes et les institutions compétentes des Etats contractants sont habilitées à correspondre directement entre elles, de même qu'avec toute personne, quelle que soit sa résidence. La correspondance peut se faire dans une des langues officielles des Etats contractants.

Article 41

Coopération en matière de lutte contre les fraudes

Outre la mise en œuvre des principes généraux de coopération administrative, les autorités compétentes conviendront, dans un arrangement administratif, des modalités selon lesquelles elles se prêtent leur concours pour lutter contre les fraudes transfrontalières aux cotisations et aux prestations de sécurité sociale, en particulier pour ce qui concerne la résidence effective des personnes, l'appréciation des ressources, le calcul des cotisations et les cumuls de prestations.

Article 42

Communication et protection des données à caractère personnel

1. Les institutions compétentes des deux Etats contractants sont autorisées à se communiquer, aux fins de l'application de la présente Convention, des données à caractère personnel, y compris des données relatives aux revenus des personnes, dont la connaissance est nécessaire à l'institution compétente d'un Etat contractant.
2. La communication par l'institution compétente d'un Etat contractant de données à caractère personnel est soumise au respect de la législation en matière de protection des données de cet Etat contractant.
3. La conservation, le traitement, la diffusion, la modification ou la destruction de données à caractère personnel par l'institution compétente de l'Etat contractant à laquelle elles sont

communiquées sont soumis à la législation en matière de protection des données de cet Etat contractant.

4. Les données visées au présent article ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'application des législations des deux Etats contractants.

Article 43

Taxes et dispense de légalisation

1. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de droits de timbre, de greffe ou d'enregistrement prévues par la législation de l'un des Etats contractants pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cet Etat, est étendu aux pièces et documents analogues à produire en application de la législation de l'autre Etat contractant.
2. Tous actes et documents à produire en application de la présente Convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques ou consulaires.

Article 44

Demandes, déclarations et recours

1. Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être introduits, selon la législation d'un Etat contractant, dans un délai déterminé, auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction de cet Etat, sont recevables s'ils sont introduits dans le même délai auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction de l'autre Etat contractant. En ce cas, l'autorité, l'institution ou la juridiction ainsi saisie transmet sans délai ces demandes, déclarations ou recours à l'autorité, à l'institution ou à la juridiction du premier Etat contractant soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes des Etats contractants. La date à laquelle ces demandes, déclarations ou recours ont été introduits auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction de l'autre Etat contractant est considérée comme la date d'introduction auprès de l'autorité, de l'institution ou de la juridiction, compétente pour en connaître.
2. La demande de prestations introduite auprès de l'institution compétente d'un Etat contractant est également recevable, pour des prestations correspondantes, par l'institution compétente de l'autre Etat contractant.

3. Une demande ou un document ne peut être rejeté parce qu'il est rédigé dans une langue officielle de l'autre Etat contractant.

Article 45

Paiement des prestations

1. Les institutions débitrices de prestations en vertu de la présente Convention s'en libéreront valablement dans la monnaie de leur Etat.
2. L'institution débitrice verse les prestations dues directement au bénéficiaire, ou, en ce qui concerne les allocations familiales, à l'allocataire, aux échéances et selon les modalités prévues par la législation qu'elle applique.
3. Les transferts qui résultent de l'application de la présente Convention ont lieu conformément aux accords en vigueur en cette matière entre les deux Etats contractants.
4. Les dispositions de la législation d'un Etat contractant en matière de contrôle des changes ne peuvent faire obstacle au libre transfert des montants financiers résultant de l'application de la présente Convention.

Article 46

Règlement des différends

Les différends entre les institutions compétentes, relatifs à l'interprétation et à l'application de la présente Convention, seront réglés par négociation entre les autorités compétentes.

Article 47

Paiements indus

1. Si, lors du paiement ou de la révision de prestations en application de la Convention, l'institution compétente d'un Etat contractant a versé au bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut demander à l'institution compétente de l'autre Etat débiteur d'une prestation correspondante en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les rappels des arrérages dus audit bénéficiaire.

Les modalités d'application de cette disposition seront arrêtées de commun accord entre les autorités compétentes belges et marocaines.

Si le montant payé en trop ne peut être retenu sur les rappels d'arrérages, les dispositions du paragraphe 2 sont applicables.

2. Lorsque l'institution compétente d'un Etat contractant a versé à un bénéficiaire de prestations une somme à laquelle il n'a pas droit, cette institution peut, dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique, demander à l'institution de l'autre Etat contractant, débiteur de prestations en faveur de ce bénéficiaire, de retenir ladite somme sur les montants qu'il verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites où une telle compensation est autorisée par la législation qu'elle applique, comme s'il s'agissait de sommes servies par elle-même et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière.

Article 48

Procédures d'exécution

1. Les décisions exécutoires des instances judiciaires de l'un des deux Etats contractants, ainsi que les actes ou titres exécutoires rendus par une autorité ou une institution de l'un des Etats contractants qui ne sont plus susceptibles de recours, relatifs à des cotisations de sécurité sociale, d'intérêts et de tous autres frais ou de la répétition des prestations indûment servies, sont reconnus et mis en exécution sur le territoire de l'autre Etat contractant dans les limites et selon les procédures prévues par la législation et toutes autres procédures qui sont applicables à des décisions similaires de l'autre Etat contractant.
2. La reconnaissance ne peut être refusée que lorsqu'elle est incompatible avec l'ordre public de l'Etat contractant sur le territoire duquel la décision, l'acte ou le titre aurait dû être exécuté.
3. Les créances d'une institution, dans le cadre d'une procédure d'exécution, de faillite ou de liquidation forcée sur le territoire de l'autre Etat contractant, bénéficient de priviléges identiques à ceux accordés au titre de la législation de cet Etat contractant.
4. Les créances devant faire l'objet d'un recouvrement ou d'un recouvrement forcé sont protégées par les mêmes garanties et priviléges que des créances de même nature d'une institution située sur le territoire de l'Etat contractant sur lequel le recouvrement ou le recouvrement forcé s'opère.

5. Les modalités d'application du présent article sont fixées dans le cadre de l'Arrangement administratif prévu à l'article 39 de la présente Convention.

Article 49

Recours contre tiers

Si la personne bénéficie de prestations en vertu de la législation de l'un des deux Etats contractants pour un dommage résultant de faits survenus sur le territoire de l'autre Etat contractant, les droits éventuels de l'institution débitrice à l'encontre du tiers tenu à la réparation du dommage sont réglés de la manière suivante :

- a) lorsque ladite institution est subrogée, en vertu de la législation qu'elle applique, dans les droits que le bénéficiaire détient à l'égard du tiers, cette subrogation est reconnue par l'autre Etat contractant ;
- b) lorsque ladite institution a un droit direct à l'égard du tiers, l'autre Etat reconnaît ce droit.

TITRE V

Dispositions transitoires et finales

Article 50

Evènements antérieurs à l'entrée en vigueur de la Convention

1. La présente Convention s'applique également aux évènements qui se sont réalisés antérieurement à son entrée en vigueur.
2. La présente Convention n'ouvre aucun droit à des prestations qui sont créées par cette Convention pour une période antérieure à son entrée en vigueur.
3. Toute période d'assurance accomplie sous la législation de l'un des Etats contractants avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour la détermination du droit à une prestation s'ouvrant conformément aux dispositions de cette Convention.
4. La présente Convention ne s'applique pas aux droits qui ont été liquidés par l'octroi d'une indemnité forfaitaire ou par le remboursement de cotisations.

Article 51
Révision, prescription, déchéance

1. Toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire de l'Etat contractant autre que celui où se trouve l'institution débitrice, est à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention.
2. Les droits des intéressés ayant obtenu, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention, la liquidation d'une prestation, sont révisés à leur demande, compte tenu des dispositions de cette Convention. En aucun cas, une telle révision ne doit avoir pour effet de réduire les droits antérieurs des intéressés.
3. Si la demande visée aux paragraphes 1^{er} ou 2 du présent article est présentée dans un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits ouverts conformément aux dispositions de cette Convention sont acquis à partir de cette date, sans que les dispositions de la législation de l'un ou de l'autre Etat contractant, relatives à la déchéance ou à la prescription des droits, soient opposables aux intéressés.
4. Si la demande visée aux paragraphes 1^{er} ou 2 du présent article est présentée après l'expiration d'un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits qui ne sont pas frappés de déchéance ou qui ne sont pas prescrits, sont acquis à partir de la date de la demande, sous réserve de dispositions plus favorables de la législation de l'Etat contractant en cause.

Article 52

Durée

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée par un des Etats contractants par notification écrite adressée à l'autre Etat avec un préavis de douze mois.

Article 53
Garantie des droits acquis ou en cours d'acquisition

En cas de dénonciation de la présente Convention, les droits et paiements des prestations acquises en vertu de la Convention seront maintenus. Les Etats contractants prendront des arrangements en ce qui concerne les droits en cours d'acquisition.

Article 54**Abrogations et mesures transitoires**

1. Le jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, la Convention générale sur la sécurité sociale signée le 24 juin 1968 entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc cesse d'exister et est remplacée par la présente Convention.
2. Les demandes de prestations formulées avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, mais n'ayant pas donné lieu, à cette date, à une décision, sont examinées au regard des dispositions de la Convention du 24 juin 1968 précitée et de la présente Convention. La solution la plus favorable pour l'assuré est retenue.

Article 55**Entrée en vigueur**

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suivra la date de réception de la note par laquelle le dernier des deux Etats contractants aura signifié à l'autre Etat contractant que les formalités légalement requises pour l'entrée en vigueur de cette Convention sont accomplies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le 18 février 2014 en double exemplaire, en langues arabe, néerlandaise et française, les trois textes faisant également foi.

**Pour
le Royaume du Maroc**

Abdeslam SEDDIKI
Ministre de l'Emploi et des Affaires
Sociales

**Pour
le Royaume de Belgique**

Laurette ONKELINX
Vice-Première Ministre et Ministre des
Affaires Sociales et de la Santé Publique

Dahir n° 1-15-74 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention de coopération en matière de lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, faite à Bruxelles le 18 février 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Belgique.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention de coopération en matière de lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, faite à Bruxelles le 18 février 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Belgique ;

Vu la loi n°49-14 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n°1-15-60 du 1^{er} chaabane 1436 (20 mai 2015) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention de coopération en matière de lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, faite à Bruxelles le 18 février 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Belgique.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**CONVENTION DE COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME DU MAROC ET LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME DE BELGIQUE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE
LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET LE TERRORISME**

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC

ET

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE

ci-après dénommés les Parties Contractantes,

SE fondant sur le souci de promouvoir les rapports d'amitié et de coopération entre les deux Etats ;

SE fondant sur le désir de renforcer cette coopération dans le cadre des engagements internationaux souscrits par les deux Etats en matière de respect des droits et libertés fondamentaux, notamment la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 et le Pacte International relatif aux droits civils et politiques fait à New York le 19 décembre 1966 ;

VU que la Partie marocaine a accompli des avancées considérables dans le processus de rapprochement graduel de sa législation avec l'acquis communautaire ;

CONSIDERANT que la criminalité organisée représente une menace grave pour le développement socio-économique des Etats contractants, et que les développements récents de la criminalité organisée internationale, notamment le blanchiment d'argent, constituent un des facteurs dangereux de déstabilisation des sociétés ;

CONSIDERANT que le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, tel que défini par la Convention unique sur les stupéfiants du 30 mars 1961, la Convention sur les substances psychotropes du 21 février 1971, le Protocole du 25 mars 1972 modifiant la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 ainsi que la Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes du 20 décembre 1988, constitue un danger pour la santé et la sécurité des citoyens ;

CONSIDÉRANT le souci des deux Parties Contractantes de réprimer les entrées et sorties illégales du territoire des Etats et les migrations illégales ainsi que de démanteler les filières organisées qui participent à ces actes illégaux ou qui en tirent profit ;

CONSIDÉRANT que la lutte contre la traite des êtres humains et contre l'exploitation sexuelle des enfants, visée notamment à l'article 34 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, est une préoccupation des Parties Contractantes;

CONSIDÉRANT que les développements récents en matière de terrorisme représentent une menace grave pour la sécurité et nécessitent un renforcement de la coopération bilatérale dans le respect de la législation nationale ;

ANIMES par la volonté de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines relevant de leur compétence ;

ONT résolu, dans le respect du droit national de chacune des deux Parties Contractantes, de conclure la présente Convention :

ARTICLE 1

1. Dans le respect de leur droit national et selon les règles et sous les conditions déterminées par la présente Convention, chacune des Parties Contractantes s'engage à accorder à l'autre Partie Contractante, la coopération la plus large dans les cas où la lutte contre la criminalité organisée ou le terrorisme nécessite une coopération entre les Parties Contractantes.

Les Parties Contractantes entendent, aux fins de la présente Convention, par criminalité organisée toute infraction commise par une organisation criminelle, définie comme une association structurée, de plus de deux personnes, établie dans le temps, et agissant de façon

concertée en vue de commettre des infractions punissables d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins quatre ans ou d'une peine plus grave, que ces infractions constituent une fin en soi ou un moyen pour obtenir des avantages patrimoniaux, et le cas échéant, influencer indûment le fonctionnement d'autorités publiques.

Les Parties Contractantes entendent, aux fins de la présente Convention, par terrorisme, les infractions terroristes telles que définies dans le droit national.

Outre la notification visée au paragraphe 1^{er} de l'article 15, les Parties Contractantes se notifient mutuellement, dans une déclaration distincte, les infractions terroristes considérées comme telles en vertu du droit national respectif de chaque Partie et conformément au paragraphe 3 du présent article. Cette déclaration peut être modifiée à tout moment moyennant une notification à l'autre partie.

2. A cet effet, les Parties Contractantes coopéreront à la prévention, la poursuite et la répression, notamment, des infractions suivantes :

- les crimes et délits contre les personnes ;
- le trafic illicite de stupéfiants, substances psychotropes et précurseurs ;
- le trafic de substances à effet stimulateur de la production animale nuisibles à la santé humaine, ainsi que les infractions connexes ;
- l'immigration irrégulière ;
- le proxénétisme et la traite des êtres humains ;
- l'exploitation sexuelle des enfants et la production, la distribution ou la détention de matériel à caractère pornographique portant sur des enfants ;

- l'extorsion de fonds ;
- le vol et le trafic illicite d'armes, munitions, explosifs, substances radioactives, matières nucléaires et biologiques, produits à double usage et autres substances dangereuses ;
- les falsifications et contrefaçons des moyens de paiement et titres, ainsi que leur distribution et leur usage ;
- le trafic des documents faux ou falsifiés ;
- les infractions économiques et financières ;
- les atteintes aux biens, entre autres le vol, le trafic d'oeuvres d'art et d'objets historiques ;
- le vol et le trafic illicite de véhicules à moteur ;
- le blanchiment d'argent et les transactions financières irrégulières ;
- les infractions liées à la cybercriminalité ;
- les infractions terroristes, y compris le financement du terrorisme.

3. La liste prévue au paragraphe précédent pourra être modifiée par des arrangements entre les Ministres compétents des Parties Contractantes.

ARTICLE 2

La collaboration entre les Parties Contractantes portera également sur la recherche en vue de la localisation :

- des personnes disparues et l'aide à l'identification de cadavres ;
- des objets volés, disparus, détournés.

ARTICLE 3

Les Parties Contractantes coopéreront dans les domaines spécifiés dans les articles 1 et 2 ci-dessus par :

- les échanges d'informations concernant les domaines de coopération relevant de la présente Convention ;
- l'assistance logistique, technique et scientifique, les expertises et les fournitures de matériel technique spécialisé ;
- l'échange d'expériences et des bonnes pratiques ;
- la coopération dans le domaine de la formation professionnelle ;
- l'aide à la préparation de l'exécution des demandes d'entraide judiciaire en matière pénale, en ce compris, le cas échéant, la livraison contrôlée.

Les modalités de mise en oeuvre de ces moyens sont réglées par des arrangements entre les Ministres compétents des Parties Contractantes.

ARTICLE 4

Les Parties Contractantes se prêteront assistance et assureront une coopération étroite et permanente. Elles procéderont notamment à un échange de toutes les informations pertinentes et importantes.

ARTICLE 5

1. Les Parties Contractantes s'engagent à ce que les services compétents dans les matières visées par la présente Convention s'accordent, dans le respect du droit national et dans les limites de leurs compétences, l'assistance aux fins de la prévention et de la recherche de faits punissables visés à l'article premier, pour autant que le droit national de la Partie Contractante requise ne réserve pas la demande ou son exécution aux autorités judiciaires.

2. Dans des cas particuliers, chaque Partie Contractante peut, dans le respect de son droit national et sans y être invitée, communiquer à la Partie Contractante concernée des informations qui peuvent être importantes pour celle-ci aux fins de l'assistance pour la prévention et la répression d'infractions telles que visées à l'article premier de la présente Convention ou pour la prévention de menaces pour l'ordre et la sécurité publics.

ARTICLE 6

La preuve des faits incriminés ne peut être tirée d'une information fournie par l'une des Parties Contractantes que si elle est transmise conformément aux dispositions internationales relatives à l'entraide judiciaire en matière pénale.

ARTICLE 7

1. Les demandes d'assistance et les réponses à ces demandes doivent être échangées entre les organes centraux chargés, par chaque Partie Contractante, de la coopération régie par la présente Convention.

Lorsque la demande ne peut être faite en temps utile par la voie susvisée, elle peut, exceptionnellement et en cas d'urgence uniquement, être adressée par les services de la Partie Contractante requérante, compétents dans les matières visées par la Présente Convention, directement aux services de la Partie Contractante requise, compétents dans les matières visées par la Présente Convention, et celles-ci peuvent y répondre directement. Dans ces cas exceptionnels, le service requérant doit aviser dans les meilleurs délais l'organe central chargé, dans la Partie Contractante requise, de la coopération internationale, de sa demande directe et d'en motiver l'urgence.

Une demande est qualifiée d'urgente dans les cas où le passage par la procédure administrative formelle auprès des organes centraux

risque d'entraver ou de compromettre l'action de prévention ou de recherche.

2. La désignation des organes centraux chargés de la coopération internationale est réglée par des arrangements entre les Ministres compétents des Parties Contractantes.

ARTICLE 8

Le service compétent requérant visé à l'article 7 ou l'organe central requérant doit garantir le degré de confidentialité que le service compétent requis visé à l'article 7 ou l'organe central requis de l'autre Partie Contractante a attribué à l'information. Les degrés de sécurité sont ceux utilisés par INTERPOL.

ARTICLE 9

1. La coopération entre les Parties Contractantes, régie par la Présente Convention, peut prendre la forme d'un contact par l'intermédiaire d'officiers de liaison à désigner pour une durée déterminée ou indéterminée.

2. Le détachement d'officiers de liaison a pour but l'assistance :

- a. sous la forme d'échange d'informations aux fins de la lutte tant préventive que répressive contre la criminalité ;
- b. dans l'exécution des demandes d'entraide judiciaire en matière pénale ;
- c. pour les besoins de l'exercice des missions des autorités chargées de la surveillance des frontières extérieures et de l'immigration ;
- d. pour les besoins de l'exercice des missions des autorités chargées de la prévention des menaces contre l'ordre public.

3. Les officiers de liaison ont une mission d'avis et d'assistance. Ils ne sont pas compétents pour l'exécution autonome de mesures de police. Ils fournissent des informations et exécutent leurs missions dans le cadre des instructions qui leur sont données par la Partie Contractante d'origine et par la Partie Contractante auprès de laquelle ils sont détachés. Ils font régulièrement rapport à l'organe central de la Partie Contractante auprès de laquelle ils sont détachés.

4. Les Ministres compétents des Parties Contractantes peuvent convenir que les officiers de liaison d'une Partie Contractante détachés auprès d'Etats tiers fournissent des informations à l'autre Partie Contractante, sur demande ou de leur propre initiative, et accomplissent, dans les limites de leurs compétences, des missions pour le compte de l'autre Partie Contractante.

ARTICLE 10

1. En application de la présente Convention, sont soumis au droit national respectif de chaque Partie Contractante, toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés, et appliquées à toute information concernant une personne physique, identifiée ou identifiable directement ou indirectement.

En ce qui concerne la protection des données à caractère personnel en application de la présente Convention, les Parties Contractantes garantissent un niveau de protection des données à caractère personnel qui respecte les dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, ainsi que le protocole additionnel du 8 novembre 2001, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données.

2. En application de la présente Convention, les dispositions ci-après doivent être observées :

- a. les informations précitées ne peuvent être utilisées par la Partie Contractante destinataire qu'aux seules fins pour lesquelles la présente Convention prévoit la transmission de telles informations ;
- b. les informations précitées ne peuvent être utilisées que par les autorités judiciaires, les services et instances qui assurent une tâche ou remplissent une fonction dans le cadre des fins visées dans la présente Convention et plus particulièrement aux articles 1 et 2. Les Parties Contractantes se communiqueront la liste des autorités, services et instances utilisateurs ;
- c. la Partie Contractante qui transmet les informations précitées est tenue de veiller à leur exactitude et à leur caractère complet. Elle est également tenue de veiller à ce que ces informations ne soient pas conservées plus longtemps que nécessaire. Si elle constate, soit de sa propre initiative soit suite à une demande de la personne enregistrée, que des informations incorrectes ou qui n'auraient pas dû être transmises ont été fournies, la Partie Contractante destinataire doit en être informée sans délai ; cette dernière est tenue de procéder à la correction ou à la destruction des informations ;
- d. une Partie Contractante ne peut invoquer le fait que l'autre Partie Contractante ait transmis des informations incorrectes pour se décharger de la responsabilité qui lui incombe conformément à son droit national ;
- e. les Parties Contractantes garantissent l'application des mesures techniques et organisationnelles pour protéger les informations contre la destruction accidentelle ou non autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que contre la modification, l'accès et tout autre traitement non autorisé ;
- f. la transmission et la réception des informations précitées doivent être enregistrées. Les Parties Contractantes se communiqueront la liste des autorités ou services autorisés à consulter l'enregistrement ;

g. l'accès aux informations précitées est régi par le droit national de la Partie Contractante à laquelle la personne enregistrée présente sa demande. La Partie Contractante qui n'est pas à l'origine des informations ne peut communiquer des renseignements concernant ces informations que si elle a obtenu préalablement l'accord de la Partie Contractante qui est à l'origine des informations ;

h. les informations précitées ne peuvent être utilisées par la Partie Contractante destinataire qu'aux seules fins indiquées par la Partie Contractante qui les fournit et dans le respect des conditions imposées par cette Partie Contractante.

3. En outre, en ce qui concerne la transmission, les dispositions ci-après doivent être observées :

a. la communication des informations précitées ne pourra avoir lieu que dans le cadre des enquêtes et dossiers en cours et sur base de raisons dûment invoquées ;

b. la communication des informations précitées à d'autres instances, dans les conditions déterminées par la Présente Convention, ne pourra avoir lieu qu'après autorisation préalable de la Partie Contractante qui les fournit ;

c. sur demande, la Partie Contractante destinataire informe la Partie Contractante qui transmet les informations de l'usage qui en a été fait et des résultats obtenus sur la base des informations transmises.

4. Chaque Partie Contractante désigne une autorité de contrôle chargée, dans le respect du droit national, d'exercer sur son territoire un contrôle indépendant des traitements d'informations à caractère personnel effectués sur la base de la présente Convention. Ces autorités de contrôle sont également compétentes pour analyser les difficultés d'application ou d'interprétation de la présente Convention portant sur le traitement d'informations à caractère personnel. Ces autorités de contrôle peuvent s'entendre pour coopérer dans le cadre des missions qui leur sont reconnues par la présente Convention.

ARTICLE 11

Si des informations à caractère personnel sont transmises par l'intermédiaire d'un officier de liaison visé à l'article 9, les dispositions de la Présente Convention sont également applicables.

ARTICLE 12

§1. Chacune des Parties Contractantes refuse l'assistance lorsque celle-ci est de nature à menacer la souveraineté, la sécurité, l'ordre public, d'autres intérêts essentiels de l'Etat ou lorsqu'elle est contraire aux dispositions légales en vigueur sur son territoire.

§2. Chacune des Parties Contractantes refuse également l'assistance lorsqu'elle concerne des infractions du type de celles visées à l'article 2,1° de la Convention du 7 juillet 1997 entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc sur l'entraide judiciaire en matière pénale.

ARTICLE 13

Les deux Parties Contractantes créent une commission mixte composée de représentants de chaque Partie Contractante. Elles s'informeront mutuellement de la composition de la commission mixte ainsi que des services désignés pour la mise en oeuvre de cette Convention.

La commission mixte est chargée de faciliter et d'évaluer régulièrement la coopération régie par la présente Convention, y compris l'application des règles de protection des données. Elle se réunira une fois tous les deux ans et, le cas échéant, à la demande de l'une des deux Parties Contractantes. Les réunions auront lieu alternativement en Belgique et au Maroc.

La Commission mixte peut créer, en cas de nécessité, des groupes de travail spécialisés, permanents ou occasionnels.

ARTICLE 14

La commission mixte instituée par l'article 13 facilitera le règlement des problèmes qui surgiraient de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention.

Tout différend non résolu par la commission mixte sera traité par voie diplomatique.

ARTICLE 15

Les Parties Contractantes se notifieront mutuellement, par écrit et par la voie diplomatique, l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

La Convention entrera en vigueur à une date fixée d'un commun accord, qui ne pourra pas être antérieure à celle de la seconde des notifications mutuelles mentionnées au premier alinéa du présent article et à celle de la notification par la Partie marocaine de l'accomplissement des procédures d'adhésion aux instruments prévus à l'article 10 de la présente Convention.

La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toute Partie Contractante peut la dénoncer au moyen d'une notification écrite adressée par voie diplomatique à l'autre Partie Contractante. La dénonciation prendra effet 6 mois après la date de son envoi.

ARTICLE 16

Toute Partie Contractante peut faire parvenir à l'autre Partie Contractante toutes propositions tendant à modifier la présente Convention. Les Parties Contractantes arrêtent d'un commun accord les modifications à la présente Convention.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

**FAIT à Bruxelles, le 18 février 2014, en deux exemplaires originaux,
dans chacune des langues arabe, française et néerlandaise, les trois
textes faisant également foi.**

**POUR LE GOUVERNEMENT DU
ROYAUME DU MAROC**

Mohamed Hassad
Ministre de l'Intérieur

**POUR LE GOUVERNEMENT DU
ROYAUME DE BELGIQUE**

Joëlle Milquet
Ministre de l'Intérieur

Annemie TURTELBOOM
Ministre de la Justice

Dahir n° 1-15-126 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord additionnel à la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition faite à Rome le 12 février 1971 entre le Royaume du Maroc et la République italienne, fait à Rabat le 1^{er} avril 2014.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord additionnel à la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition faite à Rome le 12 février 1971 entre le Royaume du Maroc et la République italienne, fait à Rabat le 1^{er} avril 2014 ;

Vu la loi n° 66-14 portant approbation de l'Accord additionnel précité, promulguée par le dahir n°1-15-99 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord additionnel précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord additionnel à la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition faite à Rome le 12 février 1971 entre le Royaume du Maroc et la République italienne, fait à Rabat le 1^{er} avril 2014.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**Accord additionnel à la Convention d'aide mutuelle judiciaire,
d'exequatur des jugements et d'extradition, signée à Rome le 12 février 1971.**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République italienne,

désireux d'intensifier et d'améliorer la coopération entre les deux pays en matière d'extradition, réglementée par la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition, signée à Rome le 12 février 1971, ci-dessous désignée "la Convention"

sont convenus de ce qui suit :

Article 1

**(Modification de l'Article 31 de la Convention :
Infractions donnant lieu à l'extradition)**

L'Article 31 de la Convention est remplacé par le suivant :

Article 31.

Aux fins de cette Convention, l'extradition peut être accordée lorsque :

- a) la demande d'extradition est formulée aux fins de poursuite et que l'infraction est punissable, au regard de la loi des deux Etats, d'une peine de détention d'au moins un an ;
- b) la demande d'extradition est formulée aux fins d'exécution d'une condamnation définitive à une peine de détention ou à une autre mesure restrictive de la liberté individuelle, pour une infraction punissable au regard de la loi des deux Etats, et que, lors de la présentation de la demande, la partie de la peine ou de la mesure restrictive restant à purger est d'au moins six mois.

Afin d'établir si un fait constitue une infraction au regard de la loi des deux Etats conformément au paragraphe 1 du présent Article, peu importe que leurs lois respectives le rangent dans la même catégorie d'infractions ou qu'elles le désignent par le même terme.

Pour les infractions en matière de taxes et d'impôts, de droits douaniers et de change, l'extradition ne peut être refusée au seul motif que la loi de l'Etat Requis n'impose pas le même type de taxes et d'impôts ou qu'elle ne prévoit pas la même réglementation en matière de taxes, d'impôts, de droits douaniers et de change que la loi de l'Etat Requérant.

L'extradition est également accordée si l'infraction faisant l'objet de la demande a été commise en dehors du territoire de l'Etat Requérant, à condition que la loi de l'Etat Requis autorise la poursuite d'une infraction de la même nature commise en dehors de son territoire.

Si la demande d'extradition vise deux infractions ou plus, dont chacune constitue une infraction au regard de la loi des deux Etats, et à condition que l'une d'entre elles remplisse les conditions prévues par les paragraphes 1 et 2 du présent Article, l'Etat Requis peut accorder l'extradition pour toutes ces infractions.

Article 2
Peine de mort et peines contraires

Après l'article 31 de la Convention est ajouté l'article suivant:

Article 31 Bis.

Si l'extradition est demandée aux fins de poursuite pour une infraction punie par la peine de mort ou par une peine contraire à la loi de l'Etat Requis, l'Etat Requérant appliquerait la peine prévue pour la même infraction par la loi de l'Etat Requis.

Si l'extradition est demandée aux fins de l'exécution d'une condamnation définitive à la peine de mort ou à une autre peine contraire à la loi de l'Etat Requis, l'extradition ne sera pas acceptée, à moins que cette peine est remplacée par la peine maximale assignée pour la même infraction par la loi de l'Etat Requis.

Article 3

(Modification de l'Article 32 de la Convention : Motifs de refus obligatoires)

L'Article 32 de la Convention est remplacé par le suivant :

Article 32.

L'extradition n'est pas accordée :

a) lorsque l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par l'Etat Requis comme une infraction politique ou comme une infraction connexe à une telle infraction.

A cette fin, ne sont pas considérées comme des infractions politiques :

1- le meurtre ou toute autre infraction portant atteinte à la vie, à l'intégrité physique ou à la liberté d'un Chef d'Etat ou de Gouvernement ou d'un membre de sa famille ;

2- les infractions de terrorisme ;

3- les crimes contre l'humanité prévus par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1948 ;

4- les infractions prévues par la Convention de Genève de 1949 et par le premier Protocole additionnel à ladite Convention ;

5- les faits prévus par la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1984 ;

6- toute autre infraction exclue de cette catégorie en vertu d'un traité, d'une convention ou d'un accord international quelconque auxquels les deux Etats sont parties ;

b) lorsque l'Etat Requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir la personne réclamée pour des considérations de race, de sexe, de religion, de condition sociale, de nationalité ou d'opinions politiques ou encore que la position de cette personne dans une procédure pénale risque d'être aggravée pour l'une de ces raisons ;

c) lorsque l'Etat Requis a des raisons sérieuses d'estimer que, dans l'Etat Requérant, la personne réclamée a été soumise ou sera soumise, pour l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée, à une procédure qui ne garantit pas le respect des droits minimaux de la défense ou à un traitement cruel, inhumain, dégradant ou à toute autre action ou omission portant atteinte à ses droits fondamentaux. Le jugement par contumace ne constitue pas en soi un motif de refus de l'extradition ;

d) lorsque, pour l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée, la personne réclamée a déjà fait l'objet d'un jugement définitif par les Autorités compétentes de l'Etat Requis ou d'un autre Etat ;

e) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a fait l'objet, dans l'Etat Requis, d'une amnistie, d'une remise générale de peine ou d'une grâce ou encore d'une prescription, ou en cas d'autres causes d'extinction de l'infraction ou de la peine ;

f) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée constitue exclusivement une infraction militaire selon la loi de l'Etat Requis ;

g) lorsque l'Etat Requis estime que l'octroi de l'extradition peut compromettre sa souveraineté, sa sécurité, son ordre public ou d'autres intérêts essentiels de l'Etat, ou bien entraîner des conséquences opposées aux principes fondamentaux de sa législation nationale.

Article 4

(Modification de l'Article 33 de la Convention : Motifs de refus facultatifs)

L'Article 33 de la Convention est remplacé par l'article suivant :

Article 33.

L'extradition peut être refusée dans l'une des circonstances suivantes :

- a) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est soumise à la juridiction de l'Etat Requis conformément au droit interne de ce dernier et que la personne réclamée fait ou fera l'objet de poursuites pénales de la part des Autorités compétentes de cet Etat pour l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée ;
- b) lorsque l'Etat Requis estime que l'extradition n'est pas compatible avec des appréciations à caractère humanitaire en raison de l'âge, des conditions de santé ou d'autres conditions personnelles de la personne réclamée.

Article 5

(Abrogation des Articles 34 et 35 de la Convention)

Les Articles 34 et 35 de la Convention sont abrogés.

Article 6

(Langue et dispense de légalisation)

Après l'Article 36 de la Convention il est inséré l'Article suivant :

Art. 36 bis.

La demande d'extradition et les documents relatifs à la procédure doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

Les actes et les documents envoyés conformément à la présente Convention sont dispensés de toute procédure de légalisation.

Article 7

(Procédure simplifiée d'extradition)

Après l'Article 38 de la Convention il est inséré l'Article suivant :

Art. 38 bis.

Lorsque la personne dont l'extradition est demandée déclare y consentir, l'extradition peut être accordée sur la base de la seule demande d'arrestation provisoire, sans qu'il soit nécessaire de présenter la documentation visée à l'Article 36 de la présente Convention. Toutefois, la Partie Requise peut demander les renseignements ultérieurs qu'elle estime nécessaires pour accorder l'extradition.

La déclaration de consentement de la personne réclamée est valable si elle est faite avec l'assistance d'un défenseur à un représentant du pouvoir judiciaire de la Partie Requise, qui est tenu d'informer la personne réclamée du

droit de se prévaloir d'une procédure formelle d'extradition, du droit de se prévaloir de la protection que lui confère la règle de la spécialité et de l'irrévocabilité de ladite déclaration.

La déclaration est consignée dans un procès-verbal où il est donné acte du respect des conditions de sa validité.

Article 8

(Modification de l'Article 42 : Décision sur la demande d'extradition)

A l'Article 42 de la Convention, après le paragraphe 6, il est ajouté le paragraphe suivant :

La période passée en détention, y compris en assignation à résidence, depuis la date de l'arrestation jusqu'à la date de la remise, est prise en considération par l'Etat Requérant aux fins de la détention provisoire dans la procédure pénale ou de la peine à exécuter.

Article 9

(Modification de l'Article 43 : Remise ajournée et remise temporaire)

Le paragraphe 3 de l'Article 43 de la Convention est remplacé par les paragraphes suivants :

Toutefois, sur demande de l'Etat Requérant, l'Etat Requis peut, conformément à sa législation nationale, remettre temporairement la personne réclamée à l'Etat Requérant afin de permettre le déroulement de la procédure pénale en cours, déterminant d'un commun accord avec l'Etat Requérant les temps et les modalités de la remise temporaire. La personne remise est placée en détention pendant son séjour sur le territoire de l'Etat Requérant et remise à l'Etat Requis dans le délai établi. Cette période de détention est prise en considération aux fins de la peine à exécuter dans l'Etat Requis.

Outre le cas prévu dans le précédent paragraphe 1, la remise peut être ajournée lorsque, en raison des conditions de santé de la personne réclamée, le transfert est susceptible de mettre en danger la vie ou d'aggraver l'état de cette dernière. A cet effet, il est nécessaire que l'Etat Requis présente à l'Etat Requérant un rapport médical détaillé émis par une structure sanitaire publique compétente sur son territoire.

Article 10

(Modification de l'Article 45 : Réextradition)

L'Article 45 de la Convention est remplacé par le suivant :

Sauf dans les cas prévus par le point 1 de l'Article 44, sans le consentement de l'Etat Requis l'Etat Requérant ne peut pas remettre à un Etat tiers la

personne qui lui a été remise et qui est réclamée par l'Etat tiers pour des infractions commises antérieurement à la remise. L'Etat Requis peut demander la production des documents et des renseignements indiqués à l'Article 36.

Article 11
(Entrée en vigueur, modification et cessation)

Le présent Accord additionnel entrera en vigueur le 31ème jour suivant la date de la dernière notification attestant l'accomplissement des formalités internes requises dans chacun des deux États.

Le présent Accord additionnel pourra être modifié en tout moment par accord écrit entre les Etats Contractants. Toute modification entrera en vigueur conformément à la procédure prescrite au paragraphe 1 du présent Article et fera partie du présent Accord additionnel.

Le présent Accord additionnel est conclu pour une durée illimitée.

Chaque Etat peut dénoncer le présent Accord additionnel en tout temps par notification écrite adressée à l'autre Etat. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de cette notification. Toutefois, le présent Accord additionnel continuera à s'appliquer à l'exécution des demandes d'extradition présentées avant que la dénonciation ne prenne effet.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent Accord additionnel.

Fait à Rabat le 1^{er} Avril 2014, en double exemplaires originaux, en langue arabe, italienne et française. Les deux textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaudra.

Pour le Gouvernement du
Royaume du Maroc

Pour le Gouvernement de la
République Italienne

El Mostafa RAMID
Ministre de la Justice et des Libertés

Andrea ORLANDO
Ministre de la Justice

Dahir n° 1-21-06 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention de coopération dans le domaine militaire et technique entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, faite à Amman le 20 juillet 2019.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention de coopération dans le domaine militaire et technique entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, faite à Amman le 20 juillet 2019 ;

Vu la loi n°65-19 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-20-89 du 16 joumada I 1442 (31 décembre 2020) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention de coopération dans le domaine militaire et technique entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, faite à Amman le 20 juillet 2019.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

المادة العاشرة
مقتضيات ختامية

1. تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ آخر إشعار متبادل عبر القنوات الدبلوماسية يؤكد استكمال الإجراءات الداخلية الازمة.

2. تبقى هذه الاتفاقية سارية المفعول لمدة خمس سنوات، تتجدد تلقائياً لمدة سنة واحدة متكررة وبالشروط نفسها إلا إذا قام أحد الجانبين بإخطار الجانب الآخر خطياً، قبل ثلاثة أشهر من انتهاء مدتتها الأولى أو المتتجدة، عن نيته إنهاء الاتفاقية.

ويجوز إنهاء العمل بهذه الاتفاقية في أي وقت من قبل أي من الجانبين بموجب إخطار كتابي يرسل للجانب الآخر عبر القنوات الدبلوماسية، وتصبح الاتفاقية منتهية المفعول بعد ثلاثة أشهر من تاريخ استلام الجانب الآخر لهذا الإخطار.

3. لا يؤثر إنهاء هذه الاتفاقية سلباً على إتمام عقود مبرمة أو برامج تحت التنفيذ تم الاتفاق حولها في وقت سابق للإنهاء.

4. يمكن إجراء تعديل على هذه الاتفاقية في أي زمان وبالاتفاق المشترك بين الجانبين وذلك من خلال القنوات والمخاطبات الرسمية.

تم التوقيع على هذه الاتفاقية بعمان بتاريخ 20 يوليو 2019 ميلادية في نسختين أصليتين باللغة العربية.

عن	عن
حكومة المملكة الأردنية الهاشمية	حكومة المملكة المغربية

أيمن الصفدي	ناصر بوريطة
وزير الخارجية وشؤون المغاربة	وزير الشؤون الخارجية والتعاون الدولي

3. يتنازل الجانبان عن المطالب المتعلقة بالأضرار التي تنجم بشكل غير متعمد وليس نتيجة لإهمال صريح خلال تنفيذ بنود هذه الاتفاقية. وفي حال وجود مطالبات لطرف ثالث ضد الجهة المرسلة تتعهد الجهة المضيفة بمراعاة مصالح الجهة المرسلة وذلك بالنيابة عنها خلال تسوية أي مطالبات.

المادة الثامنة

أمن المعلومات

1. على كل جانب الالتزام بسرية المعلومات التي يحصل عليها من الجانب الآخر، ولا يجوز نقل هذه المعلومات السرية لحكومات أو مؤسسات أو أفراد بلد ثالث إلا بعد موافقة مكتوبة من الجانبين.

2. إذا تمكّن طرف ثالث من الإطلاع على أي من المعلومات التي يتبادلها الجانبان، فعلى الجانب الذي اكتشفت المعلومات لديه أن يبلغ الجانب الآخر خطياً وبدون أي تأخير.

3. تطبق الدولة المستقبلة مستوى من التصنيف للمعاملات يعادل المستوى الذي يطبقه الجانب المرسل، كما يجب عليها اتخاذ إجراءات الحماية المناسبة.

4. تصرّح الوصول للمعلومات السرية يجب أن يقتصر على الأشخاص المعنيين بها، ويجب أن يمنع تصريح الوصول للمعلومات السرية للسلطات المختصة التي سوف تستخدم هذه المعلومات للأهداف الرسمية فقط مع مراعاة وجوب حصول الأشخاص الذين سيكون لهم حق الوصول لهذه المعلومات السرية على التصريح الأمني المناسب.

5. تستمر مسؤولية الجانبين في حماية المعلومات السرية وعدم الكشف عنها حتى بعد مدة انتهاء هذه الاتفاقية، إلا إذا اتفق الجانبان على خلاف ذلك.

6. على الجانبين احترام حقوق الامتياز والنشر والأسرار التجارية المتعلقة ب المجالات التعاون التي تتم في نطاق هذه الاتفاقية.

المادة التاسعة

حل الخلافات

إذا برز أي خلاف بين الجانبين أثناء تطبيق نصوص هذه الاتفاقية فسيتم حله بالطرق الودية بين الجانبين دون اللجوء إلى طرف ثالث.

المادة الخامسة

اللجنة العسكرية المشتركة

1. يتم تشكيل لجنة تعاون عسكري مغربي-أردنيية بهدف تنظيم وتنسيق التعاون الثنائي في المجالات العسكرية المندرجة في إطار هذه الاتفاقية.
2. تقوم هذه اللجنة بتحديد الآليات الملائمة لتنفيذ هذه الاتفاقية، والإشراف على تفعيل الأنشطة المتفق عليها.
3. تجتمع هذه اللجنة بانتظام في كل من البلدين بالتناوب أو حسب ما يقرره الجانبان.
4. يتم تبادل الخطابات والمراسلات عبر القنوات الدبلوماسية.

المادة السادسة

المسائل المالية

1. يعتمد مبدأ المعاملة بالمثل فيما يتعلق بتغطية التكاليف المتربعة على تنفيذ بنود هذه الاتفاقية.
2. تحمل الجهة الضيفة، بعد اتفاق مشترك مسبق بين الطرفين، تكلفة النقل والإقامة داخل حدودها للوفود الرسمية الزائرة والتي لا تزيد مدة الزيارة فيها عن سبعة أيام.
3. تحكم كلفة مشاركة العسكريين في الدورات والتمارين والتدريبات إما اتفاقيات فرعية يتم إبرامها بين الجانبين، أو ترتيبات فنية وإدارية توقع قبل تنفيذ هذه النشاطات وضمن القوانين المعمول بها في البلدين.

المادة السابعة

الإجراءات القانونية والانضباط

1. يخضع الأفراد الضيوف وأفراد عائلاتهم للقوانين والنظم المعمول بها في الدولة المستقبلة خلال وجودهم فيها، بما في ذلك إجراءات الدخول والإقامة والمغادرة وتكون الاختصاصات القضائية كاملة للدولة المستقبلة.
2. يحق للدولة المرسلة أن تمارس الانضباط العسكري المخول لها في قانونها وأحكام الانضباط العسكري بها، على الأفراد العسكريين الخاضعين لقانون الخدمة العسكرية بالدولة المرسلة، في أراضي الدولة المستقبلة. ولكلبار الموظفين العسكريين التابعين للدولة المرسلة سلطة توقيع عقوبات عسكرية تأدبية على أفرادها وفقاً لقوانين وأحكام الانضباط العسكري الخاصة بهم.

المادة الثانية

مجالات التعاون العسكري والتقني

1. يتعاون الجانبان في المجالات العسكرية التالية:

- أ. التدريب والتعليم العسكري (النشاطات الرياضية والثقافية وإدارة الأرمات والكوارث)،
- ب. التعاون بين القوات البرية والجوية والبحرية والهيئات والوحدات والأسلحة في البلدين؛
- ج. التسليح وصناعة المعدات الدفاعية وتطوير وتحديث التكنولوجيا،
- د. تصميم وتشغيل أنظمة الاتصالات العاملة في صفوف القوات المسلحة،
- هـ. إلى التحتية العسكرية،
- وـ. الطب العسكري،
- زـ. التكوين في الميدان اللوجستي،
- حـ. تبادل الخبرات في المجالات العسكرية،
- طـ. الشؤون الاجتماعية المتعلقة بمنتسبي القوات المسلحة،
- يـ. التاريخ العسكري والأرشفة والإصدارات وإدارة المتحف العسكري،

2. لا يقتصر التعاون بين الجانبين على المجالات المذكورة أعلاه حيث يمكن لأي منها تأسيس تعاون عسكري في مجالات أخرى.

3. يمكن، ضمن إطار هذه الاتفاقية، إبرام اتفاقيات فرعية لتنفيذ أي من الفقرات أعلاه من قبل الجهات المسؤولة عن تنفيذ الاتفاقية.

المادة الثالثة

أشكال التعاون

تمثل أشكال التعاون فيما يلي:

1. الزيارات المتبادلة والاجتماعات على كافة المستويات،
2. البعثات الدراسية بالإضافة إلى المشاركة في الدورات التي تعقد في المعاهد والمدارس العسكرية،
3. المنتديات والاجتماعات والمؤتمرات،
4. تبادل الضباط من مختلف مكونات القوات المسلحة للتخطيط في مجال التدريب والتمارين العسكرية،
5. التمارين والتدريب العسكرية المشتركة،
6. تبادل الضباط بين المدارس والمعاهد العسكرية لتعزيز الخبرات،
7. تبادل الخبرات العسكرية بين المعينين في مجال إدارة الأرمات،
8. أي شكل آخر من أشكال التعاون يتفق عليه.

المادة الرابعة

الزيارات

يقوم الجانبان باتفاق مشترك بتنظيم الزيارات الثنائية لتشمل مختلف المستويات وذلك لتعزيز التعاون الثنائي.

اتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية بخصوص التعاون في المجال العسكري والتكنولوجيا

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية، والمتافق على تسميتها في هذه الاتفاقية بـ"الجانبين" وتسمية كل منها بـ"الجانب":

وانطلاقا من وشائج القربي وأواصر الأخوة التي تستمد منها العلاقات المتميزة بين البلدين الشقيقين المملكة الأردنية الهاشمية والمملكة المغربية التي عكست نفسها على صفاء العلاقة الودية الحميمة بين القوات المسلحة في البلدين الشقيقين بما يعزز الروابط الوثيقة والتعاون البناء خدمة لمصالح البلدين وقواتهما المسلحة؛

ورغبة منها في وضع إطار للتعاون العسكري وتنظيم التواصل المبني على التنسيق والتعاون المرتكز على صدق النوايا وفق معايير علمية وموضوعية للوصول إلى جهد مشترك يعني العلاقات بين القوات المسلحة محققاً ومفعلاً التوجهات العليا للقيادتين السياسيتين في البلدين الشقيقين؛

وإدراكاً منها أن هذه الاتفاقية والاتفاقيات الفرعية المبرمة ضمن إطارها ستكون منسجمة مع التوجهات الوطنية والإقليمية والدولية لكل منها، وأنها لن تتعارض مع أي من هذه التوجهات ولن تكون عائقاً في سبيل التزامات أي من البلدين الشقيقين وقواتهما المسلحة على المستويين الإقليمي والدولي؛

وتؤكدانها أن التعاون بينهما لن يكون موجهاً ضد أي طرف ثالث؛

فقد اتفقنا على ما يلي:

المادة الأولى

القصد

1. إن القصد من هذه الاتفاقية هو وضع الإطار القانوني اللازم للتعاون بين الجانبين في المجالات العسكرية والتقنية المختلفة.
2. القوات المسلحة الأردنية والقوات المسلحة الملكية المغربية مسؤولة عن تنفيذ مقتضيات هذه الاتفاقية.

ظهير شريف رقم 1.21.06 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاقية بخصوص التعاون في المجال العسكري والتقني بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية، الموقعة بعمان في 20 يوليو 2019.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتنا :

بناء على الاتفاقية بخصوص التعاون في المجال العسكري والتقني بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية، الموقعة بعمان في 20 يوليو 2019 :

وعلى القانون رقم 65.19 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.20.89 بتاريخ 16 من جمادى الأولى 1442 (31 ديسمبر 2020) :

ونظراً للتبادل الإعلامي باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

نشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية بخصوص التعاون في المجال العسكري والتقني بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية، الموقعة بعمان في 20 يوليو 2019.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

المادة 11 :
(الدخول حيز التنفيذ والتعديل والإنهاء)

يدخل هذا الاتفاق الإضافي حيز التنفيذ في اليوم الواحد والثلاثين (31) الموالي لتاريخ آخر إشعار باستكمال الإجراءات الداخلية المطلوبة لدى البلدين.

يمكن تعديل هذا الاتفاق الإضافي في أي وقت باتفاق كتابي بين الدولتين المتعاقدتين. ويدخل كل تعديل حيز التنفيذ وفقاً للمسطرة المشار إليها في الفقرة 1 من هذه المادة ويشكل جزءاً من هذا الاتفاق الإضافي.

يبرم هذا الاتفاق الإضافي لمدة غير محددة. يمكن لكل دولة إنهاء العمل بهذا الاتفاق الإضافي عن طريق توجيه إشعار كتابي بذلك للدولة الثانية. يسري مفعول هذا الإنهاء بعد مرور ستة أشهر من تاريخ التوصل بهذا الإشعار. بالرغم من ذلك، يبقى هذا الاتفاق سارياً بالنسبة للطلبات المقدمة قبل أن يصبح الانهاء نافذاً.

وإثباتاً لذلك وقع المأذون لهما بذلك من طرف حكومتيهما، هذا الاتفاق الإضافي.

وحرر بالرباط بتاريخ أبريل 2014، في نظيرتين أصليين باللغات العربية والإيطالية والفرنسية، وللنصين نفس الحجية. وفي حال اختلاف في التأويل يرجح النص الفرنسي.

عن
حكومة الجمهورية الإيطالية

أندريا أورلاندو
وزير العدل

عن
حكومة المملكة المغربية

المصطفى الرميد
وزير العدل والحرفيات

المطلوب للتسليم بحقه في الاستفادة من مسطرة التسليم العادية وبحقه في الاستفادة من الحماية التي توفرها له قاعدة الاختصاص، و بأن تصرحه بقبول التسليم النهائي ولا رجعة فيه.

يضمن التصريح في محضر، حيث يتم الإشارة إلى أنه قد تم احترام شروط صحة هذا التصريح.

المادة 8 :

(تعديل الفصل 42: القرار المتخذ بشأن طلب التسليم)
(تضاف الفقرة التالية بعد الفقرة 6 من الفصل 42 من الاتفاقية)

تؤخذ مدة الاعتقال من تاريخ إلقاء القبض إلى تاريخ التسليم، بما في ذلك فترة الإقامة الجبرية، بعين الاعتبار من قبل الدولة الطالبة في احتساب مدة الاعتقال المؤقت ضمن مسطرة جنائية أو فيما يتعلق بالعقوبة المراد تنفيذها.

المادة 9 :

(تعديل الفصل 43: التسليم المؤجل والتسليم المؤقت)
تستبدل الفقرة 3 من الفصل 43 من الاتفاقية بما يلي:

غير أنه، وبناء على طلب الدولة الطالبة، يمكن للدولة المطلوبة، وفقاً لتشريعها الوطني، أن تسلم الشخص المطلوب مؤقتاً إلى الدولة الطالبة من أجل سريان مسطرة جنائية جارية وباتفاق مشترك مع الدولة الطالبة حول مدة وشكليات التسليم المؤقت. ويظل الشخص المسلم في حالة اعتقال طيلة فترة تواجده بإقليم الدولة الطالبة ويسلم إلى الدولة المطلوبة في الأجل المحدد. وتحسب مدة الاعتقال هذه ضمن مدة العقوبة الجنائية التي سيقضيها الشخص بالدولة المطلوبة.

بالإضافة إلى الحالة المنصوص عليها في الفقرة 1، يمكن تأجيل تسليم الشخص المطلوب بسبب ظروفه الصحية إذا كان التسليم قد يعرض حياته للخطر أو يتسبب في تدهور حالته الصحية. ولهذا الغرض، يتوجب على الدولة المطلوبة أن تقدم للدولة الطالبة تقريراً طبياً مفصلاً صادراً عن مؤسسة صحية عوممية مختصة في إقليمه.

المادة 10 :

(تعديل الفصل 45: إعادة التسليم)

يستبدل الفصل 45 من الاتفاقية بالفصل التالي:

باستثناء الحالات المنصوص عليها في البند 1 من الفصل 44، لا يمكن للدولة الطالبة، بدون موافقة الدولة المطلوبة، أن تسلم لدولة ثالثة الشخص الذي سلم إليها والذى يكون مطلوباً من طرف هذه الدولة الثالثة من أجل أفعال ارتكبت قبل التسليم. ويمكن للدولة المطلوبة أن تطلب الحصول على الوثائق والمعلومات المشار إليها في الفصل 36.

المادة 4 :**(تعديل الفصل 33 من الاتفاقية: أسباب الرفض الاختيارية)**

يستبدل الفصل 33 من الاتفاقية بال التالي:

الفصل 33

يمكن رفض التسلیم في الحالات التالية:

أ- إذا كانت الجريمة موضوع طلب التسلیم معروضة على المحکمة لدى الدولة المطلوبة طبقاً لقانونها الداخلي وعندما يكون الشخص المطلوب للتسليم خاصعاً أو سيخضع لمتابعة جنائية من قبل السلطات المختصة في هذه الدولة من أجل الجريمة التي تم طلب التسلیم من أجلها.

ب- إذا تبين للدولة المطلوبة أن التسلیم يتعارض مع الاعتبارات ذات الطابع الإنساني بسبب السن أو الظروف الصحية أو غير ذلك من الظروف الشخصية للشخص للمطلوب.

المادة 5 :**(إلغاء الفصلين 34 و 35 من الاتفاقية)**

يلغى الفصلان 34 و 35 من الاتفاقية.

المادة 6 :**(اللغة و الإعفاء من المصادقة)**

يدرج بعد الفصل 36 من الاتفاقية الفصل التالي:

الفصل 36 مكرر

يرفق طلب التسلیم والوثائق المتعلقة بالمسطرة بترجمة إلى اللغة الفرنسية. تعفى الوثائق والمستندات المرسلة طبقاً لهذه الاتفاقية من المصادقة.

المادة 7 :**(مسطرة التسلیم المبسطة)**

يدرج الفصل التالي بعد الفصل 38 من الاتفاقية:

الفصل 38 مكرر

إذا وافق الشخص المطلوب للتسليم صراحة على ذلك، يمكن منح التسلیم بناء على طلب الاعتقال المؤقت فقط ودون الحاجة إلى تقديم الوثائق المشار إليها في الفصل 36 من هذه الاتفاقية. غير أنه، يمكن للطرف المطلوب أن يطلب فيما بعد المعلومات التي يعتبرها ضرورية للموافقة على التسلیم.

يكون تصريح الشخص المطلوب بالموافقة مقبولاً إذا قدم بحضور محاميه أمام ممثل للسلطة القضائية لدى الطرف المطلوب والذي يتعين عليه إشعار الشخص

- 2- الجرائم الإرهابية؛
- 3- الجرائم ضد الإنسانية المحددة في اتفاقية منع جريمة الإبادة الجماعية والمعاقبة عليها، المصادق عليها من طرف الجمعية العامة للأمم المتحدة بتاريخ 09 ديسمبر 1948؛
- 4- الجرائم المنصوص عليها في اتفاقية جنيف لسنة 1949 وفي البروتوكول الإضافي الأول للاتفاقية المذكورة؛
- 5- الأفعال المنصوص عليها في اتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملات أو العقوبات القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة المصادق عليها من طرف الجمعية العامة للأمم المتحدة بتاريخ 10 ديسمبر 1984؛
- 6- كل جريمة أخرى لا تدخل في هذا النوع بمقتضى معاهدة أو اتفاقية أو أي اتفاق دولي تكون الدولتان طرفاً فيه.
- ب-إذا كانت للدولة المطلوبة أسباب جدية للاعتقاد أن طلب التسليم قد قدم لمتابعة أو معاقبة شخص لاعتبارات مرتبطة بالعرق أو الجنس أو الدين أو الوضعية الاجتماعية أو الجنسية أو الآراء السياسية أو إذا كان وضع هذا الشخص، نتيجة هذه الأسباب، سيزداد سوءاً أثناء المسطرة الجنائية.
- ج-إذا كانت للدولة المطلوبة أسباب جدية للاعتقاد بأن الشخص المطلوب للتسليم قد تم إخضاعه أو سيتم إخضاعه بالدولة الطالبة، من أجل الجريمة موضوع طلب التسليم، لمسطرة لا تضمن احترام الحق الأدنى في الدفاع أو لمعاملة قاسية أو لا إنسانية أو مهينة أو غيرها من الأفعال أو إغفال القيام بأفعال تمس حقوقه الأساسية. ولا يعد إجراء المسطرة الغيابية في حد ذاته سبباً لرفض طلب التسليم.
- د- إذا كان الشخص المطلوب تسليمه قد صدر في حقه حكم نهائي من أجل الجريمة موضوع طلب التسليم، من طرف السلطات المختصة بالدولة المطلوبة أو دولة أخرى.
- هـ- إذا كانت الجريمة المطلوب من أجلها التسليم قد صدر فيها بالدولة المطلوبة عفو شامل أو تخفيض عام للعقوبة أو عفو أو أن تكون موضوع تقادم أو أي سبب من أسباب سقوط الجريمة أو العقوبة.
- و- إذا كانت الجريمة المطلوب من أجلها التسليم تعد، حصرياً ، حسب قانون الدولة المطلوبة جريمة عسكرية.
- ز- إذا ارتأت الدولة المطلوبة أن منح التسليم من شأنه المس بسيادتها أو أمنها أو نظامها العام أو أيّاً من مصالحها الأساسية أو يمكن أن تترتب عنه نتائج تتعارض مع المبادئ الأساسية لتشريعها الوطني.

بالنسبة للأفعال المتعلقة بالرسوم والضرائب والحقوق الجمركية ورسوم صرف العملات، فإنه لا يمكن رفض التسلیم لمجرد كون الدولة المطلوبة لا تفرض نفس النوع من الرسوم والضرائب أو لا ينص قانونها على نفس التشريعات في ميدان الرسوم والضرائب والحقوق الجمركية ورسوم صرف العملات التي يفرضها أو ينص عليها قانون الدولة الطالبة.

يمنح التسلیم كذلك إذا كان الفعل المطلوب من أجله التسلیم قد ارتكب خارج إقليم الدولة الطالبة، شريطة أن يسمح قانون الدولة المطلوبة بمتابعة جريمة من نفس النوع ارتكبت خارج إقليم هذه الدولة.

إذا تعلق طلب التسلیم بجريمتين أو أكثر، تعتبر كل منها بمثابة جريمة حسب قانون الدولتين شريطة أن تتوفّر في واحدة منها الشروط المنصوص عليها في الفقرتين "أ" و "ب" من هذه المادة، يمكن للدولة المطلوبة الموافقة على طلب التسلیم من أجل كل هذه الجرائم.

المادة 2:

عقوبة الإعدام و العقوبات المخالفة

يضاف فصل بعد الفصل 31 من الاتفاقية كالتالي:

الفصل 31 مكرر

إذا كان التسلیم مطلوباً بهدف المتابعة من أجل جريمة يعاقب عليها بالإعدام أو بعقوبة مخالفة لقانون الدولة المطلوبة، فإن الدولة الطالبة تطبق العقوبة المقررة لنفس الجريمة في تشريع الدولة المطلوبة.

إذا كان التسلیم مطلوباً من أجل تنفيذ حكم نهائي بعقوبة الإعدام أو عقوبة أخرى تخالف تشريع الدولة المطلوبة، يتم رفض التسلیم ، ما لم يتم استبدال هذه العقوبة بالعقوبة القصوى المقررة لنفس الجريمة في تشريع الدولة المطلوبة.

المادة 3:

(تعديل الفصل 32 من الاتفاقية : أسباب الرفض الإلزامية)

يستبدل الفصل 32 من الاتفاقية بما يلي:

الفصل 32

يتم رفض طلب التسلیم في الحالات التالية:

أ- إذا كانت الدولة المطلوبة تعتبر الجريمة المطلوب من أجلها التسلیم جريمة سياسية أو جريمة مرتبطة بجريمة سياسية. ولهذه الغاية، لا تعتبر الأفعال التالية جرائم سياسية:

1- اغتيال رئيس دولة أو رئيس حكومة أو أحد أفراد عائلاتهم أو أي جريمة اعتداء على حياتهم، أو سلامتهم البدنية أو حريةهم؛

اتفاق إضافي لاتفاقية التعاون القضائي المتبادل وتنفيذ الأحكام القضائية وتسليم المجرمين، الموقعة بروما بتاريخ 12 فبراير 1971

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإيطالية،
ورغبة منها في تعزيز وتحسين التعاون بين البلدين في مجال تسليم المجرمين
الذي تنظمه اتفاقية التعاون القضائي المتبادل وتنفيذ الأحكام وتسليم المجرمين
الموقعة في روما بتاريخ 12 فبراير 1971، وال المشار إليها في ما يلي بـ "الاتفاقية"؛
قد اتفقنا على ما يلي:

المادة الأولى:
(تعديل الفصل 31 من الاتفاقية: الأفعال الموجبة للتسليم)

يستبدل الفصل 31 من الاتفاقية بما يلي:
الفصل 31

لأغراض هذه الاتفاقية، يمكن الموافقة على طلب التسليم في الحالات التالية:

- أ- إذا تم تقديم طلب التسليم من أجل المتابعة وإذا كانت الجريمة تستلزم عقوبة حبسية لا تقل عن سنة بمقتضى قانون الدولتين؛
 - ب- إذا تم تقديم طلب التسليم من أجل تنفيذ حكم نهائي يقضي بعقوبة حبسية أو إجراء آخر سالب للحرية الشخصية من أجل جريمة يعاقب عليها قانون الدولتين في حال كانت المدة المتبقية من العقوبة أو الإجراء السالب للحرية لا تقل عن ستة أشهر عند تقديم هذا الطلب.
- يتم تحديد ما إذا كان الفعل يشكل جريمة بمقتضى قانون الدولتين وفقاً للفقرة "أ"،
بغض النظر عن كون قوانين بلديهما تصنف الفعل المذكور في نفس مجموعة الأفعال
أو تمنحه نفس التكييف القانوني.

ظهير شريف رقم 1.15.126 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق الإضافي لاتفاقية التعاون القضائي المتبادل وتنفيذ الأحكام القضائية وتسلیم المجرمين الموقعة بروما في 12 فبراير 1971 بين المملكة المغربية والجمهورية الإيطالية، الموقع بالرباط في فاتح أبريل 2014.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الإضافي لاتفاقية التعاون القضائي المتبادل وتنفيذ الأحكام القضائية وتسلیم المجرمين الموقعة بروما في 12 فبراير 1971 بين المملكة المغربية والجمهورية الإيطالية، الموقع بالرباط في فاتح أبريل 2014؛ وعلى القانون رقم 66.14 الموافق بموجبه على الاتفاق الإضافي المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.99 بتاريخ 18 من شوال 1436 (4 أغسطس 2015)؛

ونظراً للتبدل الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق الإضافي المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الإضافي لاتفاقية التعاون القضائي المتبادل وتنفيذ الأحكام القضائية وتسلیم المجرمين الموقعة بروما في 12 فبراير 1971 بين المملكة المغربية والجمهورية الإيطالية، الموقع بالرباط في فاتح أبريل 2014.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء: عزيز أخنوش.

*

* *

المادة السادسة عشرة

يجوز لأي طرف متعاقد أن يقدم إلى الطرف المتعاقد الآخر أي اقتراح لتعديل هذه الاتفاقية. وتحدد هذه التعديلات باتفاق مشترك بين الطرفين المتعاقدين.

وإثباتاً لذلك، قام الموقعون أدناه، المرخص لهم بذلك، بوضع توقيعاتهم على هذه الاتفاقية.

وحرر ببروكسيل في 18 فبراير 2014، في نسختين أصليتين باللغات العربية و الفرنسية و الهولندية و للنصوص الثلاثة نفس الحجية.

عن حكومة المملكة البلجيكية

عن حكومة المملكة المغربية

نائبة الوزير الأول ووزير الداخلية

وزير الداخلية

جويل ميلكي

محمد حصاد

وزيرة العدل

أنيمي تورتلبووم

المادة الثالثة عشرة

يحدث الطرفان المتعاقدان لجنة مشتركة مكونة من ممثلين لكل طرف متعاقد. يتبادل الطرفان المعلومات حول تشكيل اللجنة المشتركة وكذا المصالح المعنية من أجل تنفيذ هذه الاتفاقية.

تتكلف اللجنة المشتركة بتسهيل وتقديم منظم للتعاون المنصوص عليه في هذه الاتفاقية، بما في ذلك تطبيق المقتضيات الخاصة بحماية المعلومات. تجتمع اللجنة المشتركة مرة كل سنتين، وإن اقتضى الحال، بطلب من أحد الطرفين المتعاقدين. تعقد الاجتماعات بصفة دورية في المغرب وبلجيكا.

تحدد اللجنة المشتركة عند الضرورة مجموعات للعمل متخصصة دائمة أو مؤقتة.

المادة الرابعة عشرة

تسهل اللجنة المشتركة المنصوص عليها في المادة الثالثة عشرة حل المشاكل الناجمة عن تأويل أو تطبيق هذه الاتفاقية. كل خلاف لم يتم حلها من طرف اللجنة المشتركة يعالج عبر القناة الدبلوماسية.

المادة الخامسة عشرة

يشعر كل طرف متعاقد الطرف الآخر كتابياً عبر القناة الدبلوماسية باستكمال الإجراءات الدستورية الضرورية لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

تدخل الاتفاقية حيز التنفيذ في تاريخ يحدده باتفاق مشترك. لا يمكن أن يتم هذا الاتفاق قبل الإشعار الثاني المتداول المشار إليه في الفقرة الأولى من هذه المادة وكذا قبل الإشعار من الطرف المغربي، باستكمال مساطر الانضمام إلى الاتفاقيات الأوروبية المذكورة في المادة العاشرة من هذه الاتفاقية.

تعقد هذه الاتفاقية لمدة غير محددة.

يمكن لكل طرف إلغاء هذه الاتفاقية بعد إشعار الطرف الآخر كتابة عبر القناة الدبلوماسية. يصبح هذا الإلغاء نافذا ستة أشهر بعد الإشعار بالإلغاء.

و- يجب تسجيل إرسال واستقبال المعلومات السالفة الذكر. يتبادل الطرفان المتعاقدان قائمة السلطات أو المصالح المرخص لها بالإطلاع على التسجيل.

ز- الإطلاع على المعلومات يخضع لنظام التشريع الوطني للطرف المتعاقد الذي يقدم إليه الشخص المسجل طلبه. لا يمكن للطرف المتعاقد الذي لم يكن مصدر المعلومات إرسال إرشادات حولها إلا بموافقة الطرف المتعاقد الذي هو مصدر المعلومات.

ي- لا يمكن للطرف المتعاقد المرسل إليه استعمال المعلومات السالفة الذكر إلا للأغراض المشار إليها من جانب الطرف المتعاقد الذي أرسلها وباحترام الشروط المفروضة من جانب الطرف المتعاقد.

3- يجب احترام المقتضيات التالية المتعلقة بالإرسال :

أ. لا يتم تبليغ هذه المعلومات إلا في سياق التحقيقات والقضايا السارية وعلى أساس بيان مفصل للأسباب.

ب. لا يمكن إرسال المعلومات السالفة الذكر وفقاً للشروط المنصوص عليها في هذه الاتفاقية إلا بالموافقة المسبقة للطرف المتعاقد الذي أرسلها.

ت. بطلب من الطرف المتعاقد الذي أرسل المعلومات يقدم الطرف المتعاقد المرسلة إليه معلومات حول استعمالها و حول النتائج المحصل عليها على أساس هذه المعلومات.

4- في إطار احترام التشريع الوطني للطرفين، يعين كل طرف متعاقد سلطة للمراقبة مكلفة بالقيام فوق التراب الوطني بمراقبة مستقلة لمعالجة المعلومات ذات طابع شخصي تجري على أساس هذه الاتفاقية.

تحتفظ سلطات المراقبة كذلك في تحليل صعوبات تطبيق أو تأويل هذه الاتفاقية المتعلقة بمعالجة المعلومات ذات الطابع الشخصي. يمكن لسلطات المراقبة الاتفاق على التعاون في إطار المهام المخولة لها بموجب هذه الاتفاقية.

المادة الحادية عشرة

تطبق مقتضيات هذه الاتفاقية كذلك إذا أرسلت معلومات ذات طابع شخصي بواسطة ضابط الربط المشار إليه في المادة التاسعة.

المادة الثانية عشرة

يرفض كل طرف متعاقد المساعدة إذا كان من طبيعتها تهديد السيادة أو الأمن أو النظام العام أو أي مصالح أخرى أساسية للدولة أو إذا كانت مخالفة للمقتضيات القانونية الجاري بها العمل في البلد.

يرفض كل طرف متعاقد المساعدة إذا كانت تتعلق بالجرائم المشار إليها في المادة 2 الفقرة 1 من اتفاقية 7 يوليو 1997 بين المملكة المغربية و المملكة البلجيكية حول التعاون القضائي في المجال الجنائي.

الطرف المتعاقد الأصلي والطرف المتعاقد المعتمدون لديه. يقدم ضباط الربط بانتظام تقريراً للمصلحة المركزية للطرف المتعاقد المعتمدون لديه.

4- يمكن للوزراء المختصين لدى الطرفين المتعاقدين أن يتفقوا على أن يقدم ضباط الربط لطرف متعاقد معتمدون لدى أطراف ثالثة معلومات للطرف الآخر المتعاقد بعد طلب أو بمبادرة منهم ويقومون في حدود اختصاصاتهم بمهام حساب الطرف الآخر المتعاقد.

المادة العاشرة

1- تطبيقاً لهذه الاتفاقية، تخضع لتشريع الطرفين المتعاقدين كل عملية أو مجموعة العمليات التي تمت أو لم تتم بواسطة نظم آلية ومطبقة على كل معلومة تتعلق بشخص حددت هويته أو قابلة للتحديد مباشرة أو غير مباشرة.

فيما يخص حماية المعلومات ذات الطابع الشخصي في إطار تنفيذ هذه الاتفاقية، يضمن الطرفان المتعاقدان مستوى حماية المعطيات الشخصية يحترم مقتضيات الاتفاقية الأوروبية حول حماية الأشخاص الذاتيين تجاه المعالجة الآلية للمعطيات ذات الطابع الشخصي، الموقعة في 28 يناير 1981، و البروتوكول الإضافي للاتفاقية الأوروبية حول حماية الأشخاص الذاتيين تجاه المعالجة الآلية للمعطيات ذات الطابع الشخصي، المتعلقة بسلطات المراقبة و التبادل الدولي للمعطيات، الموقع في 8 نوفمبر 2001.

2- تطبيقاً لهذه الاتفاقية تحترم المقتضيات التالية :

أ- لا يمكن استعمال المعلومات السالفة الذكر من جانب الطرف المتعاقد المرسلة إليه إلا من أجل الأغراض التي تنص عليها هذه الاتفاقية.

ب- لا يمكن استعمال المعلومات السالفة الذكر إلا من طرف السلطات القضائية والمصالح أو الهيئات التي لها دور في إطار الأغراض المشار إليها في هذه الاتفاقية وخاصة المادتين الأولى والثانية. يتداول الطرفان المتعاقدان قائمة السلطات والمصالح والهيئات المستعملة.

ج- يحرص الطرف المتعاقد الذي يقدم المعلومات السالفة الذكر على دقتها وتمامها. كما يحرص الطرف المتعاقد على أن لا تحفظ هذه المعلومات أكثر مما هو ضروري. إذا لاحظ الطرف المتعاقد بمبادرة منه أو بطلب من الشخص المسجل معلومات مغلوطة أو لا ينبغي إرسالها وأرسلت، يجب إشعار الطرف المرسلة إليه بدون أجل. يقوم هذا الأخير بتصحيح هذه المعلومات أو بخلافها.

د- لا يمكن لطرف متعاقد أن يعفى من المسؤولية المفروضة عليه وفقاً لتشريعه الوطني بإدعائه أن الطرف المتعاقد الآخر أرسل إليه معلومات مغلوطة.

هـ- يضمن الطرفان المتعاقدان اتخاذ إجراءات تقنية وتنظيمية لحماية المعلومات من الإتلاف العرضي أو الغير المرخص به، ومن فقدانها أو تعديلها أو الوصول إليها أو أي معالجة غير مرخص بها.

المادة السابعة

1- تتبادل المصالح المركزية المكلفة بالتعاون لكل طرف متعاقد طلبات المساعدة والأجوبة على هذه الطلبات طبقاً لبنود هذه الاتفاقية.

إذا تعذر تقديم طلب في آجال طلب معقولة بالطريقة المشار إليها أعلاه، يمكن تقديمها استثنائياً وفي حالة استعجال فقط من طرف المصالح المختصة في المجالات المنصوص عليها في هذه الاتفاقية للطرف المتعاقد الملتمس مباشرة إلى نظيراتها عند الطرف المانح التي يمكن لها الإجابة عليها مباشرة. في هذه الحالات الاستثنائية، تخبر المصلحة الملتمسة في أقرب الأجال، المصلحة المركزية المكلفة بالتعاون الدولي من جانب الطرف المتقاعد المانح بطلبها المباشر وتبرر استعجاله.

يوصف الطلب بمستعجل في الحالات التي يكون من شأن الالتجاء إلى تطبيق المسطرة الإدارية الشكلية من طرف المصالح المركزية، عرقلة أو تعريض العمل الوقائي أو البحث للخطر.

2- يتم تعيين المصالح المركزية المكلفة بالتعاون الدولي باتفاق بين الوزراء المختصين لدى الطرفين المتعاقدين.

المادة الثامنة

تضمن المصلحة الملتمسة المشار إليها في المادة السابعة أو المصلحة المركزية الملتمسة نفس درجة السرية التي منحتها لها المصلحة المختصة المانحة المشار إليها في المادة السابعة أو المصلحة المركزية المانحة. تستعمل درجة السرية التي يعتمدها الأنتربول.

المادة التاسعة

1- يمكن أن يأخذ التعاون المنصوص عليه في هذه الاتفاقية شكل اتصال بين الطرفين المتعاقدين عن طريق ضباط الربط الذين يتم تعيينهم لمدة محددة أو غير محددة.

2- اعتماد ضباط الربط يهدف إلى المساعدة :

أ-على شكل تبادل معلومات من أجل محاربة وقائية وقمعية للجريمة؛

ب-من أجل تنفيذ طلبات التعاون القضائي في المجال الجنائي؛

ج-من أجل تمكين السلطات المكلفة بحراسة الحدود الخارجية والهجرة من القيام بمهامها؛

د-من أجل تمكين السلطات المكلفة بحماية النظام العام من القيام بمهامها.

3- يتولى ضباط الربط مهمة الاستشارة والمساعدة وليس من اختصاصهم القيام بالتنفيذ المستقل لإجراءات الشرطة. يقدم ضباط الربط المعلومات وينفذوا مهاماتهم في إطار تعليمات

المادة الثالثة

يتعاون الطرفان المتعاقدان في الميادين المحددة في المادتين الأولى والثانية المشار إليهما أعلاه عن طريق:

- تبادل المعلومات المتعلقة بميادين التعاون المنصوص عليها في هذه الاتفاقية؛
- المساعدة اللوجستيكية والتكنولوجية والعلمية والخبرات وتقديم المعدات التقنية المختصة؛
- تبادل التجارب وأنجع الممارسات؛
- التعاون في ميدان التكوين المهني؛
- المساعدة على تهيئة تنفيذ طلبات التعاون القضائي في المجال الجنائي بما في ذلك، إن اقتضى الحال، التسلیم المراقب.

تسوى شروط تطبيق هذه الوسائل باتفاق بين الوزراء المختصين للطرفين المتعاقدين.

المادة الرابعة

يتبادل الطرفان المتعاقدان المساعدة والتعاون الوثيق والمستمر، ويقومان خاصة بتبادل مختلف المعلومات الملائمة والمهمة.

المادة الخامسة

1- يلتزم الطرفان المتعاقدان بأن تعمل المصالح المختصة في المجالات المنصوص عليها في هذه الاتفاقية في إطار احترام التشريع الوطني وفي حدود اختصاصاتها على تبادل المساعدة من أجل الوقاية والبحث عن الأعمال المعاقب عليها وال المشار إليها في المادة الأولى إن لم يكن تشريع الطرف المتعاقد الملائم ينص على أن الطلب أو تنفيذه من اختصاص السلطات القضائية.

2- يمكن لكل طرف متعاقد، وذلك في إطار احترام تشريعيه دون أن يكون مدعوا لذلك، أن يقدم للطرف الآخر في الحالات الخاصة معلومات قد تكون ذات أهمية بالنسبة لهذا الأخير، وذلك من أجل المساعدة على الوقاية وقمع الجرائم المشار إليها في المادة الأولى في هذه الاتفاقية أو من أجل الوقاية ضد تهديد الأمن والنظام العامين.

المادة السادسة

لا يمكن استنتاج الدليل من الأفعال المجرمة من خلال المعلومة المقدمة من أحد الطرفين المتعاقدين إلا إذا قدمت طبقاً للمقتضيات الدولية المتعلقة بالتعاون القضائي في المجال الجنائي.

2- لأجل هذا الغرض، يتعاون الطرفان المتعاقدان على الوقاية، والمتابعة وقمع الجرائم التالية :

- الجنایات والجناح ضد الأشخاص؛
- الاتجار الغير المشروع في المخدرات والمؤثرات العقلية والتركيبيات؛
- الاتجار اللامشروع في المواد المستعملة في تنشيط نمو الإنتاج الحيواني المضررة بالصحة وكذا الجرائم المرتبطة بها؛
- الهجرة الغير الشرعية؛
- القوادة والاتجار في الكائنات البشرية؛
- الاستغلال الجنسي للأطفال، إنتاج وتوزيع وامتلاك وسائل تكتسي طابع الخلاعة تتعلق بالأطفال؛
- سلب الأموال؛
- السرقة والاتجار الغير المشروع في الأسلحة والعتاد والمتغيرات والمواد المشعة والمواد التoxicية والبيولوجية والمواد ذات الاستعمال المزدوج ومواد أخرى خطيرة؛
- تزوير وتزييف وسائل الأداء والسنادات وكذا توزيعها واستعمالها؛
- ترويج الوثائق المزورة أو المزيفة؛
- الجرائم الاقتصادية والمالية؛
- المس بالمتلكات بما فيها السرقة والاتجار اللامشروع في الأعمال الفنية والأشياء ذات قيمة تاريخية؛
- السرقة والاتجار الغير المشروع في وسائل النقل ذات محرك؛
- تبييض الأموال و التعاملات المالية الغير المشروعية؛
- الجرائم الإرهابية، بما في ذلك تمويل الإرهاب.

3- يمكن تغيير اللائحة المنصوص عليها في الفقرة أعلاه باتفاق بين الوزراء المختصين للطرفين المتعاقدين.

المادة الثانية

يشمل التعاون بين الطرفين المتعاقدين كذلك البحث من أجل تحديد موقع:

- الأشخاص المختلفين والمساعدة على تحديد هوية الجنيث؛
- الأشياء المسروقة والمختفية والمختلسة.

واعتباراً أن الاتجار الغير المشروع في المخدرات والمؤثرات العقلية كما تتم تعريفها في إطار الاتفاقية الفريدة حول المخدرات الموقعة في 30 مارس 1961، والاتفاقية حول المؤثرات العقلية الموقعة في 21 فبراير 1971 ومتى 25 مارس 1972 المغير للاتفاقية الفريدة حول المخدرات 1961 وكذلك الاتفاقية المتعلقة بمحاربة الاتجار الغير المشروع في المخدرات والمؤثرات العقلية الموقعة بتاريخ 20 ديسمبر 1988، يشكل خطراً على الصحة وأمن المواطنين؛

ونظراً لعدم الطرفين المتعاقدين على الحد من الدخول والخروج اللامشروع لتراب البلدين والهجرة السرية وكذلك تفكك الشبكات المنظمة المشاركة في هذه الأعمال اللامشروع أو المستفيدة منها؛

واعتباراً لكون محاربة الاتجار في الكائنات البشرية ومحاربة الاستغلال الجنسي للأطفال المشار إليهما في المادة 34 لاتفاقية الأمم المتحدة المتعلقة بحقوق الطفل الموقعة في 20 نوفمبر 1989 تشكل إنشغالاً للطرفين المتعاقدين؛

ونظراً للمستجدات الأخيرة في ميدان الإرهاب التي تشكل تهديداً خطيراً للأمن والتي تستدعي تعزيز التعاون الثنائي في إطار احترام التشريعات الوطنية؛

تحدوهما الرغبة في تقوية التعاون الثنائي في مجالات التابعة لاختصاصاتها. اتفقنا في إطار الاحترام المتبادل لتشريعات البلدين على ما يلي :

المادة الأولى

1- في إطار احترام التشريع الوطني وطبقاً للقواعد والشروط المحددة في هذه الاتفاقية، يلتزم كل طرف متعاقد على التعاون مع الطرف الآخر كلما دعت ضرورة محاربة الجريمة المنظمة أو الإرهاب إلى ذلك.

يقصد الطرفان المتعاقدان بموجب هذه الاتفاقية بمفهوم الجريمة المنظمة، كل جريمة مقرفة من لدن منظمة إجرامية تعرف كشبكة مهيكلة لأكثر من شخصين محددة في الزمن، تعمل بتنسيق من أجل القيام بجرائم تقضي العاقبة عليها بالسجن لمدة أدنى أربع سنوات أو بعقوبة أشد على أن تكون هذه الجرائم مقصودة لذاتها أو وسيلة لكسب امتيازات مالية أو إن اقتضى الحال من أجل التأثير على سير مصالح السلطات العمومية.

يقصد الطرفان، بموجب هذه الاتفاقية، بمفهوم الإرهاب، الجرائم الإرهابية كما هي محددة في تشريعاتهم الوطنية؛

بالإضافة إلى الإشعار المشار إليه في الفقرة الأولى من المادة 15، يخطر الطرفين المتعاقدين بعضها البعض، في بيان منفصل، بالجرائم الإرهابية التي تعتبر كذلك وفقاً للتشريعات الوطنية لكل منها ووفقاً للفقرة الثالثة من هذه المادة. يجوز تغيير هذا البيان في أي وقت بتوجيهه بإشعار إلى الطرف الآخر.

اتفاقية تعاون

بين

حكومة المملكة المغربية

و

حكومة مملكة بلجيكا

في مجال محاربة الجريمة المنظمة والإرهاب

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة مملكة بلجيكا المشار إليهما بـ "الطرفين" فيما يلي:

بناء على انشغالهما بضرورة تطوير علاقات الصداقة والتعاون بين البلدين؛ ورغبة منهما في تعزيز هذا التعاون في إطار الالتزامات الدولية للبلدين في مجال احترام الحقوق والحريات الأساسية ولا سيما الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الموقع بتاريخ 10 ديسمبر 1948 والميثاق الدولي المتعلق بالحقوق المدنية والسياسية الموقع بنيويورك في 19 ديسمبر 1966؛

وبالنظر إلى الخطوات الهامة التي قطعها المغرب في مسلسل تحقيق التقارب التدريجي بين الأنظمة القانونية المغربية والأوروبية؛

واعتباراً منهما أن الجريمة المنظمة تشكل تهديداً خطيراً بالنسبة للتنمية الاجتماعية والاقتصادية للبلدين المتعاقدين، وأن التطورات الأخيرة لجريمة المنظمة الدولية ولا سيما تبييض الأموال تشكل أحد الأسباب الخطيرة في عدم استقرار المجتمعات.

ظهير شريف رقم 1.15.74 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر اتفاقية التعاون في مجال الجريمة

المنظمة والإرهاب، الموقعة ببروكسيل في 18 فبراير 2014 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة مملكة بلجيكا

الحمد لله وحده،

التابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولبه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على اتفاقية التعاون في مجال الجريمة المنظمة والإرهاب، الموقعة ببروكسيل في 18 فبراير 2014 بين المملكة المغربية

وجمهورية مملكة بلجيكا :

وعلى القانون رقم 49.14 المأوفق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.15.60 بتاريخ

فاتح شعبان 1436 (20 مايو 2015) :

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاقية التعاون في مجال محاربة الجريمة المنظمة والإرهاب،

الموقعة ببروكسيل في 18 فبراير 2014 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة مملكة بلجيكا.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

المادة 53

ضمان الحقوق المكتسبة أو التي في طور الاكتساب

في حالة إنتهاء العمل بهذه الاتفاقية، يتم الحفاظ على الحقوق وأداء التعويضات المكتسبة بموجب هذه الاتفاقية. وتعمل الدولتان المتعاقدتان على إبرام اتفاقيات فيما يتعلق بالحقوق التي توجد في طور الاكتساب.

المادة 54

الفسخ والتدابير الانتقالية

1- ينتهي العمل بالاتفاقية العامة للضمان الاجتماعي الموقعة في 24 يونيو 1968 بين المملكة المغربية والمملكة البلجيكية، وذلك بتاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ. وتعوض بهذه الاتفاقية.

2- تتم دراسة طلبات التعويضات المقدمة قبل دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ التي لم يتخذ بشأنها أي قرار خلال هذا التاريخ، وفق مقتضيات اتفاقية 24 يونيو 1968 السالفة الذكر و كذا بمقتضى هذه الاتفاقية. ويرجح الحل الأفضل للمؤمن له.

المادة 55

الدخول حيز التنفيذ

تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ في اليوم الأول من الشهر الثالث الذي يلي تاريخ التوصل بالذكرة التي تشعر من خلالها آخر دولة من الدولتين المتعاقدتين الدولة المتعاقدة الأخرى باستكمال الإجراءات القانونية المطلوبة لديها لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ. و إثباتاً لذلك، قام الموقعان المرخص لهما بذلك، بتوقيع هذه الاتفاقية.

حررت هذه الاتفاقية ببروكسل بتاريخ 18 فبراير 2014، في نظيرين أصلين، باللغات العربية والفرنسية والهولندية. وللنوصوص الثلاث نفس الحجية.

عن
حكومة مملكة بلجيكا

عن
حكومة المملكة المغربية

لوريت أونكلانكس
نائبة الوزير الأول، وزيرة الشؤون
الاجتماعية والصحة العمومية

عبد السلام الصديقي
وزير التشغيل والشؤون الاجتماعية

- 2- لا تخول هذه الاتفاقية أي حق في التعويضات المحدثة من طرف هذه الاتفاقية بالنسبة للفترة التي سبقت دخولها حيز التنفيذ.
- 3- تؤخذ بعين الاعتبار، كل فترة تامين أنجزت في ظل تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين قبل تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، لتحديد الحق في التعويض وفقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية.
- 4- لا تطبق هذه الاتفاقية على الحقوق التي تمت تصفيتها بمنح تعويض جزافي أو باسترداد الأشتراكات.

المادة 51

المراجعة، التقادم، السقوط

- 1- تتم تصفية أو استعادة كل تعويض لم تتم تصفيته أو تم إيقافه بسبب جنسية المعنى بالأمر أو بسبب إقامته فوق تراب الدولة المتعاقدة غير التي تتواجد بها المؤسسة المدينة، بطلب من المعنى بالأمر، ابتداء من دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.
- 2- تتم مراجعة الحقوق التي حصل عليها المعنيون بالأمر قبل دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ والتعويضات المصفاة، وذلك بطلب منهم مع مراعاة مقتضيات هذه الاتفاقية. ولا يمكن في أي حال من الأحوال أن يكون لهذه المراجعة أثر على تخفيض الحقوق السابقة للمعنيين بالأمر.
- 3- إذا تم تقديم الطلب المشار إليه في الفقرتين 1 أو 2 من هذه المادة في أجل سنتين ابتداء من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، فإن الحقوق المخولة وفقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية تكتسب ابتداء من هذا التاريخ، بدون أن تكون مقتضيات تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين أو الدولة الأخرى المتعلقة بسقوط أو تقادم الحقوق ملزمة للمعنيين بالأمر.
- 4- إذا تم تقديم الطلب المشار إليه في الفقرتين 1 أو 2 من هذه المادة بعد انتهاء أجل سنتين المولالية لتاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، فإن الحقوق غير المعرضة للسقوط أو التقادم تكتسب ابتداء من تاريخ تقديم الطلب، شريطة توفر تشريع الدولة المتعاقدة المعنية على مقتضيات تمنع امتيازات أفضل.

المادة 52

المدة

تبرم هذه الاتفاقية لمدة غير محددة، و يمكن إنهاء العمل بها من طرف إحدى الدولتين المتعاقدتين عن طريق إخطار كتابي، موجه إلى الدولة المتعاقدة الأخرى مع إشعار مسبق مدته إثنا عشر شهراً.

فيها، والمتعلقة باشتراكات الضمان الاجتماعي وبالفوائد وبكل المصاري夫 أو برد التعويضات المؤدلة بغير حق، يتم الاعتراف بها وتنفيذها على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى في الحدود وحسب المساطر المنصوص عليها في التشريع وجميع المساطر الأخرى المطبقة على القرارات المشابهة للدولة المتعاقدة الأخرى.

2- لا يمكن رفض الاعتراف بالقرار أو الأمر إلا إذا كان يتعارض مع النظام العام للدولة المتعاقدة التي كان ينبغي أن يطبق على ترابها.

3- تستفيد ديون المؤسسة، في إطار مسطرة التنفيذ أو الإفلاس أو التصفية القسرية فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، من الامتيازات المماثلة لتلك الممنوحة بمقتضى تشريع هذه الدولة المتعاقدة.

4- تتمتع الديون التي يجب أن تكون موضوع تحصيل أو تحصيل قسري بحماية بنفس الضمانات والامتيازات التي تستفيد منها الديون ذات نفس الطبيعة لمؤسسة متواجدة فوق تراب الدولة المتعاقدة التي على ترابها تم التحصيل أو التحصيل القسري.

5- يتم تحديد كيفيات تطبيق هذه المادة في التنسيق الإداري المنصوص عليه في المادة 39 من هذه الاتفاقية.

المادة 49

استرجاع الحق من الغير

إذا كان الشخص يستفيد من تعويضات بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين بسبب ضرر ناجم عن أحداث وقعت على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الحقوق المحتملة للمؤسسة المدينة إزاء الغير، الذي يتعين عليه تعويض الضرر تسوى بالكيفية التالية:

أ- عندما تحل المؤسسة المذكورة، بمقتضى التشريع الذي تطبقه، محل المستفيد من الحقوق فيما يتعلق بالحقوق إزاء الغير، يعترف بهذا الحلول من طرف الدولة المتعاقدة الأخرى.

ب- عندما يكون لتلك المؤسسة حق مباشر حيال الغير، تعرف الدولة الأخرى بهذا الحق.

باب الخامس

مقتضيات انتقالية ونهائية

المادة 50

الواقع السابقة لدخول الاتفاقية حيز التنفيذ

1- تطبق هذه الاتفاقية أيضا على الواقع السابقة لدخولها حيز التنفيذ.

3- تم التحويلات الناتجة عن تطبيق هذه الاتفاقية طبقاً للاتفاقات السارية المفعول في هذا المجال بين الدولتين المتعاقدتين.

4- لا يمكن لمقتضيات تشريع الدولة المتعاقدة المتعلقة بمجال مراقبة الصرف أن تعرقل حرية تحويل المبالغ المالية الناتجة عن تطبيق هذه الاتفاقية.

المادة 46 تسوية الخلافات

تسوى الخلافات الناشئة بين المؤسسات المختصة المتعلقة بتأويل وتطبيق هذه الاتفاقية عن طريق التفاوض بين السلطات المختصة.

المادة 47 الأداءات غير المستحقة

1- إذا قامت المؤسسة المختصة للدولة المتعاقدة، عند أداء أو مراجعة التعويضات تطبيقاً لهذه الاتفاقية، بأداء مبلغ المستفيد من التعويضات يتجاوز المبلغ المستحق له، يمكن لها أن تطلب من المؤسسة المختصة للدولة المتعاقدة الأخرى المدينة بتعويض مماثل لفائدة هذا المستفيد، اقتطاع المبلغ المؤدى الزائد من المتأخرات المستحقة لهذا المستفيد.

تحدد كيفيات تطبيق هذا المقتضى باتفاق مشترك بين السلطات المختصة المغربية والبلجيكية.

إذا تعذر اقتطاع المبلغ الزائد من المتأخرات، تطبق أحكام الفقرة 2.

2- إذا أدت المؤسسة المختصة للدولة المتعاقدة لمستفيد من التعويضات مبلغاً ليس له الحق فيه، يمكن لهذه المؤسسة، في إطار الشروط و الحدود المنصوص عليها في التشريع الذي تطبقه، أن تطلب من مؤسسة الدولة المتعاقدة الأخرى المدينة بالتعويضات لفائدة هذا المستفيد اقتطاع المبلغ المذكور من المبالغ التي تؤديها له. تقوم هذه المؤسسة الأخيرة بالإقتطاع حسب الشروط و في الحدود المسموح بها في التشريع الذي تطبقه، كما لو كان المبلغ مصروفاً من طرفها؛ و تعمل على تحويل المبلغ المقتطع إلى المؤسسة الدائنة.

المادة 48 مساطر التنفيذ

1- القرارات التنفيذية للهيئات القضائية لإحدى الدولتين المتعاقدتين، و كل الأوامر التنفيذية الصادرة من طرف سلطة أو مؤسسة إحدى الدولتين المتعاقدتين، وغير قابلة للطعن

المادة 43

الرسوم والإعفاء من التصديق

- 1- يتم تمديد الاستفادة من الإعفاء أو التخفيف من الرسوم، أو مصاريف التمبر أو حقوق التسجيل المنصوص عليها من طرف تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين فيما يتعلق بالوثائق والمستندات التي يجب الإدلاء بها تطبيقاً لتشريع هذه الدولة، إلى الوثائق والمستندات المماثلة التي يجب الإدلاء بها تطبيقاً لتشريع الدولة المتعاقدة الأخرى.
- 2- تعفى جميع العقود والوثائق التي يجب الإدلاء بها تطبيقاً لهذه الاتفاقية من تأشيرة التصديق عليها من طرف السلطات الدبلوماسية أو القنصلية.

المادة 44

الطلبات، التصریحات و الطعون

- 1- تقبل الطلبات أو التصریحات أو الطعون التي كان ينبغي تقديمها حسب تشريع دولة متعاقدة في أجل محدد لدى سلطة أو مؤسسة أو هيئة قضائية لهذه الدولة، إذا تم تقديمها في نفس الأجل لدى سلطة أو مؤسسة أو هيئة قضائية للدولة المتعاقدة الأخرى. وفي هذه الحالة، ترسل السلطة أو المؤسسة أو الهيئة القضائية المعنية هذه الطلبات أو التصریحات أو الطعون إلى السلطة أو المؤسسة أو الهيئة القضائية للدولة المتعاقدة الأولى فوراً، إما مباشرة أو عن طريق السلطات المختصة للدولتين المتعاقدتين. ويعتبر تاريخ تقديم الطلبات أو التصریحات أو الطعون لدى السلطة أو المؤسسة أو الهيئة القضائية التابعة للدولة المتعاقدة الأخرى هو تاريخ التقديم لدى السلطة أو المؤسسة أو الهيئة القضائية المختصة التعامل مع هذه الطلبات أو التصریحات أو الطعون.
- 2- يتم أيضاً قبول طلب التعويضات المقدم إلى المؤسسة المختصة لدولة متعاقدة من أجل تعويضات مماثلة من طرف المؤسسة المختصة للدولة المتعاقدة الأخرى.
- 3- لا يمكن رفض طلب أو وثيقة لكونه محرراً بلغة رسمية للدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة 45

أداء التعويضات

- 1- تقوم المؤسسات المدنية بالتعويضات، بموجب هذه الاتفاقية، بأدائها بعملة دولتها.
- 2- تؤدي المؤسسة المدنية التعويضات المستحقة مباشرةً للمستفيد، أو فيما يتعلق بالتعويضات العائلية للمعنى بالتعويضات في الأجال و حسب الكيفيات المنصوص عليها في التشريع الذي تطبقه.

تشريعاتهم الخاصة. وتكون هذه المساعدة، من حيث المبدأ، مجانية؛ إلا أنه يمكن للسلطات المختصة الاتفاق على استرجاع بعض المصاري夫.

2- تتجز الخبرات الطبية للأشخاص الذين يقيمون أو يقيمون مؤقتا فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى من طرف مؤسسة محل الإقامة أو الإقامة المؤقتة، وذلك بطلب من المؤسسة المختصة وعلى حسابها. لا تسترجع مصاريف هذه الخبرات الطبية إذا أنجزت لفائدة الدولتين المتعاقدين معا.

3- في حالة استرجاع المصاري夫، فإن التكاليف المشار إليها في الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة تسترجع حسب الكيفيات المحددة في التنسيق الإداري المنصوص عليه في المادة 39 من هذه الاتفاقية.

4- لتطبيق هذه الاتفاقية، يحق للسلطات المختصة و للمؤسسات المختصة للدولتين المتعاقدين أن يتراسلوا مباشرة فيما بينهم أو مع أي شخص أينما كانت إقامته. ويمكن أن تتم المراسلات بإحدى اللغات الرسمية للدولتين المتعاقدين.

المادة 41 التعاون في مجال مكافحة الغش

بالإضافة إلى تطبيق المبادئ العامة للتعاون الإداري، فإن السلطات المختصة ستحدد في التنسيق الإداري، الكيفيات التي من خلالها يمكن تقديم المساعدة لبعضها البعض لمكافحة الغش العابر للحدود فيما يتعلق بالاشتراكات وتعويضات الضمان الاجتماعي، وخاصة فيما يتعلق بالإقامة الفعلية للأشخاص وتقييم الموارد وحساب الاشتراكات وترáكم التعويضات.

المادة 42 التواصل و حماية المعطيات ذات الطابع الشخصي

1- بهدف تطبيق هذه الاتفاقية، يسمح للمؤسسات المختصة للدولتين المتعاقدين أن تتبادل المعطيات ذات الطابع الشخصي، بما فيها المعطيات التي تتعلق بمداخل الأشخاص، والتي تعد معرفتها ضرورية بالنسبة للمؤسسة المختصة لدولة متعاقدة.

2- يخضع إرسال المعطيات ذات الطابع الشخصي من طرف المؤسسة المختصة لدولة متعاقدة لاحترام التشريع المتعلق بمجال حماية المعطيات لهذه الدولة المتعاقدة.

3- يخضع الاحتفاظ بالمعطيات ذات الطابع الشخصي أو معالجتها أو نشرها أو تعديلها أو التخلص منها من طرف المؤسسة المختصة لدولة متعاقدة، المرسلة إليها، للتشريع المتعلق بمجال حماية المعطيات لهذه الدولة المتعاقدة.

4- لا يمكن استعمال المعطيات المشار إليها في هذه المادة لأغراض أخرى غير تطبيق تشريعات الدولتين المتعاقدين.

5- يحق لصاحب المعاشات أو الإيرادات المستحقة برسم تشريعات الدولتين المتعاقدتين، بالنسبة للأطفال المقيمين فوق تراب الدولة المتعاقدة غير تلك التي يقيم بها صاحب المعاشات أو الإيرادات، الاستفادة من التعويضات العائلية التي تمنحها الدولة التي يقيم فيها هذا الأخير.

6- يحق لليتيم شخص متوفى كان خاضعاً لتشريع دولة متعاقدة والذي يقيم فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، الاستفادة الحق في التعويضات العائلية حسب تشريع الدولة المتعاقدة التي كان المتوفى خاضعاً لها آخر مرة وحسب الشروط المحددة في هذا التشريع.

7- بخلاف الفقرات من 4 إلى 6، إذا كان الحق في التعويضات العائلية مفتوحاً في الدولتين المتعاقدتين، فإن الدولة التي يقيم فيها الطفل تعتبر هي الدولة المختصة التي تتحمل صرف التعويضات العائلية.

الباب الرابع مقتضيات مختلفة

المادة 39 التعاون بين السلطات المختصة

نقوم السلطات المختصة :

أ- باتخاذ الإجراءات الازمة لتطبيق هذه الاتفاقية عن طريق التنسيق الإداري الذي تحدد فيه كذلك هيئات الاتصال و المؤسسات المختصة و مؤسسات محل الإقامة والإقامة المؤقتة؛

ب- بتحديد مساطر التعاون الإداري وكيفيات أداء المصاريف المرتبطة بالحصول على الشواهد الطبية والإدارية وغيرها ، الازمة لتطبيق هذه الاتفاقية.

ج- بإخبار بعضها البعض بشكل مباشر بجميع المعلومات المتعلقة بالإجراءات المتخذة لتطبيق هذه الاتفاقية.

د- بإخبار بعضها البعض، في أقرب الأجال وبشكل مباشر، بكل تعديل في تشريعاتها التي من الممكن أن تؤثر على تطبيق هذه الاتفاقية.

المادة 40 المساعدة الإدارية

1- لتطبيق هذه الاتفاقية، تقوم السلطات المختصة وكذلك المؤسسات المختصة لكلا الدولتين المتعاقدتين بتقديم مساعيهم الحميدة لبعضهما البعض كما لو تعلق الأمر بتطبيق

عنهما من طرف المؤسسة المختصة لدولة متعاقدة عندما لا يبلغ مجموع فترات التأمين المنجزة سنة واحدة في ظل تسيير هذه الدولة المتعاقدة، قبل وقوع الخطر.

المادة 37 المراجعة المحتملة للمعاشات

1- إذا تم تعديل معاشات الشيخوخة أو المتوفى عنهم أو العجز المخولة بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين بنسبة معينة أو بمبلغ معين، بسبب ارتفاع مستوى المعيشة أو تحول مستوى الأجر، فإن المؤسسة المختصة للدولة المتعاقدة الأخرى ليست ملزمة بإعادة حساب هذه المعاشات.

2- في حالة تعديل طريقة تحديد أو قواعد حساب معاشات الشيخوخة أو المتوفى عنهم أو العجز، يتم القيام بحساب جديد للمعاشات طبقاً للمادتين 31 أو 34 من هذه الاتفاقية.

القسم الرابع التعويضات العائلية

المادة 38 اكتساب الحق في التعويضات العائلية أو البقاء عليه أو تحصيله

1- إذا كان تشريع دولة متعاقدة يستوجب لاكتساب الحق في التعويضات، أو الإبقاء عليه أو تحصيله، إنجاز فترات تأمين، فإن المؤسسة المختصة التي تطبق هذا التشريع تقوم، عند الحاجة، بتجميع فترات التأمين المنجزة في ظل تسيير الدولة المتعاقدة الأخرى، كأنها فترات تأمين أُنجزت في ظل تسيير الدولة المتعاقدة الأولى بشرط عدم تزامنها مع بعضها.

2- يقصد من مصطلح "التعويضات العائلية" : التعويضات الدورية النقدية كما هي محددة في التنسيق الإداري المنصوص عليه في المادة 39 من هذه الاتفاقية.

3- تحدد السلطات المختصة في هذا التنسيق:

أ- فئات الأطفال المستفيدين؛

ب- شروط منح التعويضات العائلية و مبلغها وكذا الفترات التي ستمكن خلاها.

4- يحق للأشخاص الخاضعين لتشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين، بالنسبة للأطفال المقيمين فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، الاستفادة من التعويضات العائلية التي تمنحها الدولة المتعاقدة الأولى.

المادة 34 حساب معاشات العجز

- 1- إذا كان الحق في معاشات العجز بمقتضى تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين مفتوحاً فقط عن طريق تجميع فترات التأمين المنجزة في الدولتين المتعاقدتين وفقاً للمادة 33 من هذه الاتفاقية، فإن مبلغ المعاش المستحق يحدد حسب الكيفيات المحددة في المادة 31، الفقرة 2 من هذه الاتفاقية.
- 2- دون المساس بمقتضيات المادة 6 من هذه الاتفاقية، تمنح المؤسسة المختصة لإحدى الدولتين المتعاقدتين مبلغاً إضافياً بشرط:
- أ- أن يكون الحق في معاشات العجز في هذه الدولة المتعاقدة مفتوحاً دون الحاجة للرجوع لمقتضيات المادة 33 من هذه الاتفاقية؛
 - ب- وأن يكون المبلغ الناتج عن جمع معاشات الدولتين المتعاقدتين المحتسبة وفقاً للفقرة 1 من هذه المادة أقل من مبلغ المعاش المستحق على أساس تشريع هذه الدولة المتعاقدة فقط.
- يساوي هذا المبلغ الإضافي الفرق بين المبلغ المشار إليه في النقطة ب) و المبلغ المستحق بموجب تشريع هذه الدولة المتعاقدة فقط.

المادة 35 معاشات العجز خلال الإقامة المؤقتة في الدولة المتعاقدة الأخرى

يحتفظ صاحب معاش العجز بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين بالاستفادة من هذا المعاش خلال الإقامة المؤقتة في الدولة المتعاقدة، إذا كانت هذه الإقامة المؤقتة مرخص بها مسبقاً من طرف المؤسسة المختصة التابعة للدولة المتعاقدة الأولى. غير أنه لا يمكن رفض الرخصة إلا إذا كانت الإقامة المؤقتة تقع في الفترة التي يجب أن تقوم خلالها المؤسسة المختصة لهذه الدولة المتعاقدة بتقييم أو مراجعة حالة العجز بموجب تشريع الدولة المتعاقدة الأولى.

الفرع الثالث مقتضيات مشتركة متعلقة بمعاشات العجز، الشيخوخة و المتوفى عنهم

المادة 36 فترات التأمين التي تقل عن سنة

دون المساس بمقتضيات المادتين 30 و 33، وفي الحالات المشار إليها في الفقرة 2 من المادة 31 والفقرة 1 من المادة 34، لا يستحق أي معاش للعجز أو للشيخوخة أو للمتوفى

تشريع هذه المؤسسة أيضا في حساب مبلغ المعاش الذي يستخلص بتطبيق القواعد المنصوص عليها في الفقرة 2، النقطة (أ) و (ب). يؤخذ فقط بأعلى مبلغ محتسب.

-2 إذا كان يمكن لشخص المطالبة بتعويض بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين وأن هذا الحق لا يخول إلا بتجميع فترات التأمين المنجزة وفقاً للمادة 30، فإنه يتم تطبيق القواعد التالية:

1- تحتسب المؤسسة المختصة لهذه الدولة المبلغ النظري للمعاش المستحق إذا كانت فترات التأمين المنجزة بموجب تشريع الدولتين المتعاقدتين قد تم إنجازها فقط في ظل التشريع الذي تطبقه.

ب-تحسب هذه المؤسسة المختصة بعد ذلك المبلغ المستحق على أساس المبلغ المشار إليه في النقطة (أ) بشكل يتناسب مع مدة فترات التأمين المنجزة في ظل تشريعها فقط وعلاقة بمدة فترات التأمين المحتسبة بموجب النقطة (أ).

ت-لحساب معاشات التقاعد أو المتوفى عنهم، تؤخذ في الاعتبار، فترات التأمين شريطة ألا تتعدي الحد الأقصى لفترات التأمين التي يمكن أن تؤخذ بعين الاعتبار من طرف التشريع الذي تطبقه المؤسسة المختصة.

المادة 32

توزيع معاش المتوفى عنهم

يوزع معاش المتوفى عنهم المستحق للزوجة المتوفى عنها، وعند الاقتضاء، بين الزوجات المتوفى عنهن، وفقاً للمقتضيات المنصوص عليها في الوضعية العائلية للمؤمن. ويتم توزيع بتحديد حصة كل زوجة أخذها بعين الاعتبار مدة الزواج.

الفرع الثاني التأمين عن العجز

المادة 33

تجمیع فترات التأمين

1- لاكتساب الحق في معاشات العجز، أو للبقاء عليه أو لتحصيله، تطبق مقتضيات المادة 30 بالمماثلة.

2- يمنح الحق في معاشات العجز للشخص الذي كان عند تاريخ بداية العجز، خاضعاً لتشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين المتعلق بمعاشات العجز، أو للشخص الذي كان صاحب معاش العجز حسب هذا التشريع والذي أنجز مسيقاً لفترات التأمين وفقاً لتشريع الدولة المتعاقدة الأخرى.

القسم الثالث
الشيخوخة، المتوفى عنهم و العجز

الفرع الأول
تأمين الشيخوخة و المتوفى عنهم

المادة 30
تجميع فترات التأمين

- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من هذه المادة، يتم تجميع فترات التأمين والفترات المشابهة لها المنجزة طبقاً لتشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين المتعلقة بالتأمين على المعاشات، حسب الحاجة بشرط عدم تزامنها مع فترات التأمين المنجزة في ظل تشريع الدولة المتعاقدة الأخرى بهدف اكتساب الحق في التعويضات أو الإبقاء عليه أو تحصيله.

- إذا كان تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين يخضع منح بعض التعويضات لشرط إنجاز فترات التأمين في مهنة معينة، فإن فترات التأمين المنجزة أو المشابهة لها في نفس المهنة في الدولة المتعاقدة الأخرى هي التي تؤخذ فقط بعين الاعتبار عند تجميع فترات التأمين للاستفادة من هذه التعويضات.

- إذا كان تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين يخضع منح بعض التعويضات لشرط إنجاز فترات التأمين في مهنة معينة و إذا كانت هذه الفترات لم تخول الحق في الاستفادة من هذه التعويضات، فإن هذه الفترات تعتبر صالحة لتصفية التعويضات المنصوص عليها من طرف النظام العام للعمال الأجراء.

- إذا لم يستوف الشخص الشروط لفتح الحق في التعويضات، على الرغم من تطبيق الفقرة 1، يتم تجميع فترات التأمين المنجزة في ظل تشريع دولة ثالثة تربطها بكل الدولتين المتعاقدتين، كل فيما يخصه، باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي التي تنص على تجميع فترات التأمين.

- إذا كانت دولة متعاقدة واحدة فقط مرتبطة بدولة ثالثة باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي المطبقة على هذا الشخص، فإنه يتم تجميع فترات التأمين المنجزة بموجب تشريع هذه الدولة الثالثة.

المادة 31
حساب معاشات التقاعد و المتوفى عنهم

- في حالة استيفاء الشخص للشروط التي يستوجبها تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين للاستفادة من التعويضات دون اللجوء إلى التجميع، فإن المؤسسة المختصة لهذه الدولة تحتسب الحق في المعاش مباشرة على أساس فترات التأمين المنجزة فوق تراب هذه الدولة الأخيرة وفقاً لتشريعها فقط.

3- إذا كان منح التعويضات المتعلقة بالمرض المهني بمقتضى تشريع دولة متعاقدة خاضعاً لشرط أن يكون النشاط الذي من شأنه أن يتسبب في هذا المرض قد مورس خلال مدة معينة، فإن المؤسسة المختصة التابعة لهذه الدولة تأخذ بعين الاعتبار وبالقدر اللازم، الفترات التي مورس خلالها هذا النشاط في ظل تشريع الدولة المتعاقدة الأخرى، كما لو أن هذا النشاط قد مورس في ظل تشريع الدولة الأولى.

المادة 28

تفاقم المرض المهني

في حالة تفاقم المرض المهني، فإن الشخص الذي يستفيد أو استفاد من التعويض عن مرض المهني بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين، يطالب، بالنسبة لمرض المهني من نفس النوع بحقوقه في التعويضات بموجب تشريع الدولة المتعاقدة الأخرى. وتنطبق القواعد التالية في هذه الحالة :

أ- إذا لم يمارس الشخص، على تراب هذه الدولة الأخيرة، نشاطاً مهنياً من شأنه أن يتسبب أو أن يزيد في تفاقم المرض المهني، فإن المؤسسة المختصة التابعة للدولة الأولى ملزمة بتحمل كلفة التعويضات، بالنظر إلى تفاقم المرض، وذلك حسب مقتضيات التشريع الذي تطبقه.

ب- إذا مارس الشخص فوق تراب هذه الدولة الأخيرة نشاطاً مهنياً، فإن المؤسسة المختصة التابعة للدولة الأولى ملزمة بتحمل كلفة التعويضات، بغض النظر عن تفاقم المرض، حسب مقتضيات التشريع الذي تطبقه. تمنح المؤسسة المختصة التابعة للدولة الثانية مبلغاً إضافية للشخص، يحدد مقدارها حسب تشريع هذه الدولة و الذي يساوي الفرق بين مبلغ التعويض المستحق بعد تفاقم المرض و مبلغ التعويض الذي كان مستحقاً قبل التفاقم.

المادة 29

إيراد مستحق للزوجات الأرامل

في حالة حادثة شغل أو مرض المهني متبع بوفاة، فإن الإيراد المستحق للزوجة المتوفى عنها يوزع، عند الاقتضاء، بين الزوجات المتوفى عنهن حسب الوضعية العائلية للشخص المؤمن. ويتم تحديد حصة كل زوجة أخذها في الاعتبار مدة الزواج.

المادة 24

استرجاع التعويضات العينية بين المؤسستين

- 1- يتم إرجاع المبلغ الفعلي المتعلق بالتعويضات العينية المقدمة بموجب المادتين 22 و 23 من طرف المؤسسة المختصة إلى المؤسسة التي منحت هذه التعويضات، وفق الكيفيات المنصوص عليها في التسبيق الإداري.
- 2- يمكن للسلطات المختصة أن تقرر باتفاق مشترك التخلص كلياً أو جزئياً على الاسترجاع المنصوص عليه في الفقرة 1، أو التوافق فيما بينها على طريقة أخرى للأداء.

المادة 25

الأخذ بعين الاعتبار حوادث الشغل و الأمراض المهنية الواقعة سابقاً

إذا كان تشريع دولة متعاقدة ينص صراحة أو ضمنياً أن تؤخذ بعين الاعتبار حوادث الشغل أو الأمراض المهنية التي وقعت سابقاً لتقييم درجة العجز، فإن حوادث الشغل و الأمراض المهنية التي وقعت سابقاً في ظل تشريع الدولة المتعاقدة الأخرى تعتبر كأنها وقعت في ظل تشريع الدولة الأولى.

المادة 26

حوادث الطريق

تعتبر حادثة الطريق الواقعة فوق تراب الدولة المتعاقدة غير الدولة المختصة كائناً وقعت فوق تراب الدولة المختصة.

المادة 27

معاينة المرض المهني

- 1- إذا مارس ضحية مرض مهني نشاطاً من شأنه أن يتسبب في هذا المرض، في ظل تشريع الدولتين المتعاقدتين، فإن التعويضات التي يمكن أن يطالب بها الضحية أو المتوفى عنهم، تمنح حصرياً بمقتضى تشريع الدولة التي على مورس فوق ترابها هذا النشاط آخر مرة وشروطه استثناء المعنى بالأمر للشروط المنصوص عليها من طرف هذا التشريع، مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من هذه المادة عند الاقتضاء.
- 2- إذا كان منح التعويضات المتعلقة بالمرض المهني بمقتضى تشريع دولة متعاقدة خاضعاً لشرط أن يكون هذا المرض قد تمت معاينته طبياً لأول مرة فوق ترابها، يعتبر هذا الشرط مستوفياً عندما يكون هذا المرض قد تمت معاينته لأول مرة فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.

متواجاً فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى. تمنح التعويضات النقدية مباشرةً من طرف المؤسسة المختصة التي يتبع لها المستفيد. ويمكن للمستفيد من التعويضات النقدية للتأمين عن المرض والأمومة أن يقيم مؤقتاً على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى بشرط الإذن المسبق للمؤسسة المختصة.

-2 يمكن لصاحب التعويضات النقدية بمقتضى تشريع دولة متعاقدة الاحتفاظ بالاستفادة من هذه التعويضات إذا قام بتحويل محل إقامته إلى تراب الدولة المتعاقدة الأخرى. يمكن للمؤسسة المختصة المدينة بالتعويضات أن تفرض خضوع تحويل الإقامة للإذن المسبق للمؤسسة المختصة. غير أنه لا يمكن رفض هذا الإذن إلا إذا كان الانتقال غير موصى به لأسباب طبية مثبتة رسمياً.

القسم الثاني حوادث الشغل والأمراض المهنية

المادة 22

التعويضات العينية المصروفة في حالة الإقامة المؤقتة أو الإقامة فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى

-1 يستفيد الشخص الذي له الحق في التعويضات العينية وفقاً لتشريع دولة متعاقدة على إثر حادث شغل أو مرض مهني من هذه التعويضات في حالة الإقامة المؤقتة أو في حالة الإقامة على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.

-2 تمنح التعويضات العينية، على حساب المؤسسة المختصة، من طرف مؤسسة محل الإقامة المؤقتة أو الإقامة وفقاً للتشريع الذي تطبقه. غير أن مدة منح التعويضات تتطلب خاضعة لتشريع الدولة المختصة.

المادة 23

التعويضات العينية للعمال المتواجدين في حالات خاصة

-1 يحق للشخص المشار إليه في المواد من 8 إلى 11 والخاضع لتشريع دولة متعاقدة، الاستفادة على إثر حادث شغل أو مرض مهني من التعويضات العينية طيلة فترة اشتغاله على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.

-2 تمنح التعويضات العينية من طرف مؤسسة محل الإقامة المؤقتة أو الإقامة وفقاً للتشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة. غير أن مدة منح التعويضات تتطلب خاضعة لتشريع الدولة المختصة.

- في حالة المشار إليها في الفقرة 2 من المادة 16، إذا كان صاحب معاش الشيروخة أو الوفاة أو العجز ملزماً بأداء الاشتراكات لتعويضات المرض والأمومة وفق تشرع الدولة المتعاقدة التي يقيم فوق ترابها، فإن هذه الاشتراكات لا يمكن اقتطاعها بسبب محل إقامته من طرف المؤسسة المختصة لهذه الدولة.

المادة 18

التعويضات العينية في حالة الإقامة المؤقتة على تراب الدولة المتعاقدة المختصة

يستفيد الأشخاص المؤمنون المشار إليهم في الفقرتين 1 و 2 من المادة 14 و الفقرة 2 من المادة 16 من هذه الاتفاقية الذين يقيمون مؤقتاً فوق تراب الدولة المتعاقدة المختصة من التعويضات العينية على تراب هذه الدولة وعلى حساب المؤسسة المختصة التابعة لها وفق المقتضيات التي تطبقها مؤسسة محل الإقامة المؤقتة.

المادة 19

تحمل التعويضات العينية

1- إذا كان بإمكان الشخص المؤمن أو فرد من أسرته المطالبة بالتعويضات العينية بموجب تشرع دولة متعاقدة واحدة، فإن هذه التعويضات تكون حصرياً على حساب المؤسسة المختصة لهذه الدولة المتعاقدة.

2- إذا كان بإمكان الشخص أو فرد من أسرته المطالبة بالتعويضات العينية بموجب التشريعين المعنيين، فإن هذه التعويضات تكون حصرياً على حساب مؤسسة الدولة المتعاقدة التي منحت هذه التعويضات فوق ترابها.

المادة 20

استرجاع التعويضات العينية بين المؤسستين

1- يتم إرجاع المبلغ الفعلي للتعويضات العينية الممنوحة بموجب مقتضيات المواد 13 و 14 و الفقرة 2 من المادة 16 من هذه الاتفاقية من طرف المؤسسة المختصة إلى المؤسسة التي منحت هذه التعويضات وفق الكيفيات المنصوص عليها في التنسيق الإداري.

2- يمكن للسلطات المختصة أن تحدد طريقة أخرى لإرجاع المصارييف باتفاق مشترك.

المادة 21

التعويضات النقدية في حالة المرض والأمومة

1- إن الشخص المؤمن، الذي يستوفي الشروط المنصوص عليها في تشرع الدولة المتعاقدة للاستفادة من التعويضات النقدية وبعد الأخذ بعين الاعتبار لمقتضيات المادة 12 من هذه الاتفاقية، له الحق في هذه التعويضات حتى وإن كان

المادة 15**التعويضات العينية للعمال المتواجدين في حالات خاصة**

- 1 يستفيد الشخص المؤمن الذي يخضع بموجب المواد من 8 إلى 11 لتشريع دولة متعاقدة، وكذلك أفراد أسرته المرافقين له، من التعويضات العينية طوال مدة تواجدهم فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.
- 2 تصرف التعويضات العينية من طرف مؤسسة محل الإقامة المؤقتة وفق المقتضيات التي تطبقها وعلى حساب المؤسسة المختصة.

المادة 16**التعويضات العينية لأصحاب معاشات العجز أو الشيخوخة أو المتوفى عنهم**

- 1 يستفيد صاحب معاشات العجز أو الشيخوخة أو المتوفى عنهم المستحقة بموجب تشريعات الدولتين المتعاقدتين، وكذلك أفراد أسرته من التعويضات العينية طبقاً لتشريع الدولة المتعاقدة التي يقيم على ترابها وعلى حساب المؤسسة المختصة لهذه الدولة.
- 2 يستفيد صاحب معاش العجز أو الشيخوخة أو المتوفى عنهم، المستحقة فقط بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين، والذي يقيم على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، وكذلك أفراد أسرته من التعويضات العينية. تصرف هذه التعويضات، من طرف مؤسسة محل الإقامة وفقاً للمقتضيات التي تطبقها وعلى حساب المؤسسة المختصة.
- 3 لا تطبق الفقرة 2 على صاحب معاش العجز أو الشيخوخة أو المتوفى عنهم و لا على أفراد أسرته، إذا كان يستفيد من التعويضات العينية وفق تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين على أساس مزاولة صاحب معاش العجز أو الشيخوخة أو المتوفى عنهم لنشاط مهني.
- 4 لا تطبق الفقرات من 1 إلى 3 على أفراد الأسرة إذا كان لهم الحق في التعويضات العينية بموجب تشريع الدولة المتعاقدة التي يقيمون على ترابها.

المادة 17**اشتراكات صاحب معاشات الشيخوخة والوفاة والعجز**

- 1 لا يمكن للمؤسسة المختصة للدولة المتعاقدة، التي تطبق تشريعاً ينص على اقتطاع الاشتراكات لتغطية تعويضات عن المرض والأمومة، أن تقوم بطلب وتحصيل هذه الاشتراكات، المحاسبة وفقاً للتشريع الذي تطبقه، إلا إذا كانت المصارييف المرتبطة بالتعويضات المنوحة بموجب المادة 16 من هذه الاتفاقية على حساب المؤسسة المختصة لهذه الدولة.

2- تمنح التعويضات العينية على حساب المؤسسة المختصة من طرف مؤسسة محل الإقامة المؤقتة وفق المقتضيات التي تطبقها، غير أن مدة منح التعويضات تظل خاضعة لتشريع الدولة المتعاقدة المختصة.

3- لا تطبق الفقرة 1:

أ- إذا توجه الشخص المؤمن أو فرد من أسرته، بدون إذن المؤسسة المختصة، إلى الدولة المتعاقدة الأخرى بهدف تلقي علاج طبي؛

ب- على آلات تعويض الجسم والأجهزة الكبرى وتعويضات عينية أخرى ذات أهمية كبرى والمحددة في لائحة باتفاق مشترك بين السلطات المختصة ، إلا في حالة الضرورة المستعجلة. وفيهم من حالات الضرورة المستعجلة تلك التي يتعدّر فيها تأجيل منح إحدى التعويضات لكي لا يتم تعریض حياة المعنى بالأمر للخطر أو المس بصفة نهائية بصحته.

4- و يرجع لمؤسسة محل الإقامة المؤقتة تحديد الضرورة الفورية للعلاجات الطبية المشار إليها في الفقرة 1 و لمعرفة الضرورة القصوى المشار إليها في الفقرة 3 (النقطة ب).

المادة 14

التعويضات العينية للمستفيدين وأفراد الأسرة خلال فترة الإقامة على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى

1- إن الشخص المؤمن الذي له الحق في التعويضات العينية بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين، والذي يقيم على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، يستفيد من التعويضات العينية فوق تراب هذه الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- يستفيد أفراد أسرة الشخص المؤمن الذي يخضع لتشريع دولة متعاقدة و الذين يقيمون على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى من التعويضات العينية على تراب هذه الدولة المتعاقدة الأخرى.

3- تصرف التعويضات العينية من طرف مؤسسة محل الإقامة وفق المقتضيات التي تطبقها وعلى حساب المؤسسة المختصة

4- لا تطبق الفقرتان 2 و 3 على أفراد الأسرة إذا كان لهم الحق في التعويضات العينية بموجب تشريع الدولة المتعاقدة المقيمين على ترابها.

-3 إذا كانت البعثة الدبلوماسية أو المركز القنصلي التابع للدولة المتعاقدة المعتمدة تشغل الأشخاص الذين هم، وفقاً للفقرة 2 من هذه المادة، خاضعين لتشريع الدولة المتعاقدة المعتمدة لديها، فإن البعثة أو المركز يأخذ بعين الاعتبار الالتزامات المفروضة على المشغلين من طرف تشرع هذه الدولة الأخيرة.

-4 تطبق مقتضيات الفقرتين 2 و 3 من هذه المادة بالمماطلة على الأشخاص الذين يؤدون خدمة شخصية للشخص المشار إليه في الفقرة 1 من هذه المادة.

-5 لا تطبق مقتضيات الفقرات من 1 إلى 4 من هذه المادة، لا على الأعضاء الفخرية لمركز قنصلي ولا على الأشخاص الذين يؤدون خدمة شخصية لهؤلاء.

-6 تطبق مقتضيات هذه المادة كذلك على أفراد أسرة الأشخاص المشار إليهم في الفقرات من 1 إلى 4 الذين يقيمون معهم، ماعدا إذا كان هؤلاء الأفراد يزاولون نشاطاً مهنياً.

المادة 11 الاستثناءات

يمكن للسلطات المختصة، باتفاق مشترك و لمصلحة بعض المؤمن لهم أو بعض فئات المؤمن لهم، وضع استثناءات لمقتضيات المواد من 7 إلى 10 من هذه الاتفاقية.

الباب الثالث مقتضيات خاصة تتعلق بالتعويضات

القسم 1 المرض والأمومة

المادة 12 تجميع فترات التأمين

من أجل تخويل، أو إيقاء أو تحصيل الحق في التعويضات ومدة منحها، يتم تجميع فترات التأمين المنجزة بموجب تشرع كل دولة متعاقدة بشرط عدم تزامنها مع بعضها.

المادة 13 التعويضات العينية في حالة الإقامة المؤقتة على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى

-1 يستفيد الشخص المؤمن و كذا أفراد أسرته الذين لهم الحق في التعويضات العينية بموجب تشرع إحدى الدولتين المتعاقدتين، و الذي استلزمت حالتهم الصحية علاجات طبية فورية خلال فترة الإقامة المؤقتة فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى، من التعويضات العينية على تراب هذه الدولة المتعاقدة.

2- في الحالات التي يستمر فيها الإلتحاق لمدة تفوق المدة المشار إليها أعلاه، يبقى تشريع الدولة المتعاقدة الأولى مطبقاً شريطة موافقة السلطات المختصة للدولتين المتعاقدتين أو المؤسسات التي تعينها هذه السلطات. ولا يمكن أن تعطى هذه الموافقة إلا لمدة إضافية لا تتجاوز 36 شهراً. يجب تقديم طلب تمديد مدة الإلتحاق قبل نهاية الفترة الأولى المحددة في 24 شهراً.

3- تطبق الفقرة الأولى من هذه المادة عندما يرسل الشخص من طرف مشغله من تراب دولة متعاقدة إلى تراب دولة ثالثة، ثم يرسله هذا المشغل فيما بعد من تراب بلد ثالث إلى تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.

4- يخضع العامل الأجير التابع لمقاولة نقل لها مقرها على تراب إحدى الدولتين المتعاقدتين والذي يلحق على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى أو يشتغل فيها إما بشكل عابر أو كمستخدم جوال، كما يخضع أفراد أسرته المرافقين له، لتشريع الدولة المتعاقدة التي يوجد على ترابها مقر المقاولة.

غير أنه إذا كان للمقاولة على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى فرع أو ممثلية دائمة، فإن العامل الأجير الذي يشغله هذا الفرع أو تلك الممثلية يخضع لتشريع الدولة المتعاقدة التي على ترابها يوجد هذا الفرع أو تلك الممثلية.

المادة 9 الموظفون

يظل الموظفون والمستخدمون المشابهون لهم التابعون لدولة متعاقدة، الملحقون فوق تراب الدولة المتعاقدة الأخرى لممارسة نشاطهم، وكذا أفراد أسرهم خاضعين لتشريع الدولة الأولى.

المادة 10 أعضاء البعثات الدبلوماسية والبعثات القنصلية

1- يخضع مواطنو الدولة المتعاقدة المعتمدة المرسلون كأعضاء لبعثة دبلوماسية أو مركز قنصلي من طرف هذه الدولة فوق تراب الدولة المتعاقدة المعتمد لديها لتشريع الدولة الأولى.

2- يخضع الأشخاص المستخدمون محلياً من طرف بعثة دبلوماسية أو مركز قنصلي تابع للدولة المتعاقدة المعتمدة بصفتهم أعضاء الطاقم الإداري والتقني أو مستخدمين قنصليين أو أعيان الخدمة، المقيمين على تراب الدولة المتعاقدة المعتمدة لديها، لتشريع هذه الأخيرة.

الضمان الاجتماعي أو مع مداخليل أخرى تم الحصول عليها من نشاط مهني، حتى وإن كانت تعويضات مكتسبة بموجب نظام الدولة المتعاقدة الأخرى أو حتى وإن كانت مداخليل محصلة من ممارسة نشاط مهني على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.

-2 غير أن هذه القاعدة لا يمكن تطبيقها في حالة الجمع بين تعويضين من نفس النوع تم احتسابهما حسب فترات التأمين المنجزة في كلتا الدولتين المتعاقدتين.

الباب الثاني
مقتضيات محددة للتشريعات المطبقة
المادة 7
قواعد عامة

-1 مع مراعاة المواد من 8 إلى 11 من هذه الاتفاقية، يحدد التشريع المطبق وفقاً للمقتضيات التالية:

-1- يخضع العامل الأجير الذي يمارس نشاطاً مهنياً على تراب الدولة المتعاقدة لتشريع هذه الدولة؛

ب- يخضع العامل الأجير، الذي ينتمي إلى فئة المستخدمين الناقلين براً أو جواً التابعين لمقاولة تقوم لحساب الغير أو لحسابها بالنقل الدولي للمسافرين أو للبضائع عبر الطرق البرية أو الجوية و لها مقرها على تراب الدولة المتعاقدة، لتشريع هذه الأخيرة.

-2 يخضع العامل الأجير الذي يمارس في نفس الوقت نشاطاً على تراب الدولتين المتعاقدتين، بالنسبة لمجموع أنشطته المأجورة، لتشريع الدولة المتعاقدة التي يتواجد فيها محل إقامته. لتحديد مبلغ المداخليل التي يمكن اعتمادها لتحديد الاشتراكات المستحقة وفقاً لتشريع هذه الدولة تؤخذ بعين الاعتبار المداخليل المهنية المنجزة على تراب الدولتين المتعاقدتين.

المادة 8
قواعد خاصة

-1 العامل الأجير، الذي يعمل لحساب مقاولة لها مؤسسة على تراب إحدى الدولتين المتعاقدتين ويتبع لها بصفة اعتيادية، و الذي الحق من طرف هذه المقاولة على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى لإنجاز عمل لحسابها، يظل، بمعية أفراد أسرته المرافقين له، خاضعاً لتشريع الدولة الأولى كما لو كان يشتغل على ترابها بشرط أن لا تتعذر المدة المتوقعة للعمل الذي يجب أن ينجذه 24 شهراً وأن لا يتم إرساله لتعويض شخص آخر أنهى مدة إلزامه.

4- لا تطبق هذه الاتفاقية على النصوص التشريعية أو التنظيمية التي تحدث فرعا جديدا للضمان الاجتماعي ما لم يتم التوصل إلى اتفاق في هذا الصدد بين السلطات المختصة للدولتين المتعاقدتين.

المادة 3 مجال التطبيق الشخصي

ما لم يتم التنصيص على خلاف ذلك، تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص الخاضعين أو الذين كانوا خاضعين لتشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين وكذا على أفراد أسرهم وعلى المتوفى عنهم.

المادة 4 المساواة في المعاملة

ما لم تنص هذه الاتفاقية على خلاف ذلك، فإن الأشخاص المشار إليهم في المادة 3 يخضعون للالتزامات و يقبلون للاستفادة من تشريع الدولة المتعاقدة بنفس الشروط التي تطبق على مواطني هذه الدولة.

المادة 5 تحويل التعويضات

1- ما لم تنص هذه الاتفاقية على خلاف ذلك، فإن التعويضات النقدية للتأمين عن المرض والأمومة، عن العجز، عن حوادث الشغل والأمراض المهنية، وكذلك تلك المتعلقة بمعاش التقاعد و معاش المتوفى عنهم، المكتسبة بموجب تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين لا يمكن إيقافها، أو تخفيضها أو تعديلها لكون المستفيد يقيم مؤقتا أو يقيم على تراب الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- تؤدى معاشات التقاعد والمتوفى عنهم وحوادث الشغل والأمراض المهنية المستحقة بموجب التشريع البلجيكي للمواطنين المغاربة المقيمين على تراب دولة ثالثة بنفس الشروط كما لو كانوا مواطنين بلجيكيين مقيمين على تراب هذه الدولة الثالثة.

3- تؤدى معاشات العجز وحوادث الشغل والأمراض المهنية، وكذلك تلك المتعلقة بمعاشات التقاعد والمتوفى عنهم المستحقة بموجب التشريع المغربي للمواطنين البلجيكيين المقيمين على تراب دولة ثالثة بنفس الشروط كما لو كانوا مواطنين مغاربة مقيمين على تراب تلك الدولة الثالثة.

المادة 6 شروط التخفيض أو التوقيف

1- إن شروط التخفيض أو التوقيف المنصوص عليها من طرف تشريع دولة متعاقدة تكون مطبقة على المستفيدين في حالة الجمع بين تعويض وتعويضات أخرى يخولها

ن- مصطلح "إقامة مؤقتة" يعني: الإقامة المؤقتة التي لا يمكن أن تتعدي مدة 3 أشهر، إلا إذا كانت مقتضيات هذه الاتفاقية تنص على خلاف ذلك.

-2 كل مصطلح غير معرف في الفقرة الأولى من هذه المادة له المعنى الذي يعطيه له التشريع المطبق.

المادة 2 مجال التطبيق المادي

1- تطبق هذه الاتفاقية :

• بالنسبة للمغرب، على التشريعات المتعلقة بالأنظمة الإجبارية الخاصة :

أ- بالضمان الاجتماعي للعمال الماجورين في القطاع الخاص، و التي تشمل التعويضات التالية: التعويضات العائلية، التعويضات اليومية عن المرض والأمومة، منحة الوفاة، معاشات العجز و الشيوخة و المتوفى عنهم؛

ب- بالتأمين الإجباري عن المرض للعمال الماجورين بالقطاع الخاص كما هو منصوص عليه في مدونة التغطية الصحية الأساسية؛

ج- بحوادث الشغل والأمراض المهنية للعمال الماجورين بالقطاع الخاص.

• بالنسبة لبلجيكا، على التشريعات المتعلقة بالأنظمة الإجبارية الخاصة :

أ- بالتعويضات العينية أو النقدية المتعلقة بالمرض والأمومة بالنسبة للعمال الماجورين؛

ب- بالتعويضات العينية أو النقدية المتعلقة بحوادث الشغل و الأمراض المهنية؛

ت- بمعاشات التقاعد و المتوفى عنهم للعمال الماجورين؛

ث- بالتعويضات المتعلقة بالعجز للعمال الماجورين، و البحارة في الملاحة التجارية و عمال المناجم؛

ج- بالتعويضات العائلية للعمال الماجورين.

وفيما يخص الباب الثاني، تطبق هذه الاتفاقية على التشريع المتعلق بالضمان الاجتماعي للعمال الماجورين.

2- تطبق هذه الاتفاقية أيضا على كل النصوص التشريعية أو التنظيمية التي ستعمل أو ستتم التشريعات المدرجة في الفقرة الأولى من هذه المادة.

3- تطبق هذه الاتفاقية على النصوص التشريعية أو التنظيمية التي تمدد مجال الأنظمة الموجودة لتشمل فئات جديدة من المستفيدين ما لم تبد الدولة المتعاقدة التي عدل تشريعها اعترافا بها هذا الشأن تبلغه للدولة المتعاقدة الأخرى في أجل 6 أشهر، ابتداء من النشر الرسمي لهذه النصوص.

- فيما يتعلّق ببلجيكا: تراب مملكة بلجيكا والمناطق المجاورة للمياه الإقليمية بلجيكا، بما في ذلك البحر الإقليمي وما وراءه، المنطقة الاقتصادية الخاصة والمناطق التي تمارس عليها المملكة البلجيكية سلطاتها أو حقوقها السيادية طبقاً للتشريع الوطني والقانون الدولي، بهدف الاستغلال واستكشاف الموارد الطبيعية لأعماق البحار وباطن الأرض والمياه العلوية (الجرف القاري).

د- مصطلح "مواطن" يعني:

- بالنسبة للمغرب: الشخص ذو الجنسية المغربية؛
- بالنسبة لبلجيكا: الشخص ذو الجنسية البلجيكية.

هـ- مصطلح "تشريع" يعني: القوانين والنصوص التنظيمية المتعلقة بالضمان الاجتماعي المشار إليها في المادة 2 من هذه الاتفاقية.

وـ- مصطلح "سلطة مختصة" يعني: الوزراء المكلفوون، كل حسب اختصاصه، بتطبيق التشريع المشار إليه في المادة 2 من هذه الاتفاقية.

زـ- مصطلح "مؤسسة مختصة" يعني: المؤسسة، الهيئة، المنظمة أو السلطة المكلفة بتطبيق كل أو جزء من التشريعات المشار إليها في المادة 2 من هذه الاتفاقية.

حـ- مصطلح "الشخص المؤمن" يعني: بالنسبة لمختلف فروع الضمان الاجتماعي المشار إليها في المادة 2 من هذه الاتفاقية، كل شخص يدخل في مجال التطبيق الشخصي لهذه الاتفاقية الذي يستوفي الشروط المحددة من طرف تشريع الدولة المتعاقدة المختصة لتخويل الحق في التعويضات أخذًا بعين الاعتبار مقتضيات هذه الاتفاقية.

طـ- مصطلح "فترات التأمين" يعني: أي فترة معترف بها كفترة تأمين من طرف التشريع الذي أنجزت طبقه، و كذلك كل فترة مشابهة لها معترف بها من طرف هذا التشريع.

يـ- مصطلح "تعويض" يعني: كل تعويض عيني أو نقيدي منصوص عليه من طرف تشريع إحدى الدولتين المتعاقدتين، بما فيها التعويضات التكميلية أو الزيادات المطبقة بموجب التشريعات المشار إليها في المادة 2 من هذه الاتفاقية.

كـ- مصطلح "فرد من الأسرة" يعني: كل شخص معرف أو مقبول كفرد من الأسرة أو يعتبر كذي حق من قبل التشريع الذي بموجبه يتم منح التعويضات، أو حسب الحالة المشار إليها في المادة 14 من هذه الاتفاقية، بموجب تشريع الدولة المتعاقدة التي يقيم على ترابها.

لـ- مصطلح "متوفى عنه" يعني: كل شخص معرف أو مقبول كذلك من قبل التشريع الذي بموجبه يتم منح التعويضات.

مـ- مصطلح "إقامة" يعني : المحل الذي يقيم فيه الشخص بشكل اعتيادي.

اتفاقية الضمان الاجتماعي
بين
المملكة المغربية
و
مملكة بلجيكا

ان المملكة المغربية ومملكة بلجيكا، رغبة منها في تنظيم العلاقات المتبادلة بينهما في مجال الضمان الاجتماعي، اتفقنا على ما يلي:

الباب الأول
مقتضيات عامة

المادة 1
تعريف

-1 من أجل تطبيق هذه الاتفاقية :

أ- مصطلح "بلجيكا" يعني : مملكة بلجيكا ؛

ب- مصطلح "المغرب" يعني : المملكة المغربية ؛

ج- مصطلح "تراب" يعني :

- فيما يتعلق بالمغرب: تراب المملكة المغربية والمناطق المجاورة للمياه الإقليمية لل المغرب، بما في ذلك البحر الإقليمي وما وراءه، المنطقة الاقتصادية الخاصة والمناطق التي تمارس عليها المملكة المغربية سلطاتها أو حقوقها السيادية، طبقا للتشريع الوطني والقانون الدولي، بهدف الاستغلال واستكشاف الموارد الطبيعية لأعماق البحار و باطن الأرض والمياه العلوية (الجرف القاري)؛

ظهير شريف رقم 1.15.49 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر اتفاقية الضمان الاجتماعي، الموقعة ببروكسيل في 18 فبراير 2014 بين المملكة المغربية ومملكة بلجيكا

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على اتفاقية الضمان الاجتماعي، الموقعة ببروكسيل في 18 فبراير 2014 بين المملكة المغربية ومملكة بلجيكا؛

وعلى القانون رقم 42.14 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.15.28 بتاريخ

29 من ربيع الآخر 1436 (19 فبراير 2015)؛

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللاحقة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

نشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاقية الضمان الاجتماعي، الموقعة ببروكسيل في 18 فبراير 2014

بين المملكة المغربية ومملكة بلجيكا.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

ويمكن لكل دولة متعاقدة أن تنتهي العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار كتابي في حدود ستة أشهر على الأقل قبل نهاية السنة المدنية المولالية لمدة خمس سنوات تبدأ من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. وفي هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية:

1) فيما يخص المغرب :

(1) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداء من أو بعد اليوم الأول من يناير من أول سنة مدنية مولالية لسنة الإخطار بـإلغاء الاتفاقية؛

(2) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في أو بعد اليوم الأول من يناير من أول سنة مدنية مولالية لسنة الإخطار بـإلغاء الاتفاقية.

2) فيما يخص صربيا:

بالنسبة للضرائب على الدخل الناشئ عن كل سنة ضريبية تبدأ في أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية المولالية مباشرة لسنة الإخطار بـإلغاء الاتفاقية.

و إثباتاً لذلك، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في بلغراد بتاريخ 06 يونيو 2013 في نظيرين أصليين باللغات العربية والصربيّة والفرنسية والإنجليزية، ولكلّة النصوص نفس الحجية. وفي حالة وجود خلاف في التأويل، يرجح النص باللغة الإنجليزية.

عن
جمهورية صربيا

مليدجان دينكيتش
وزير المالية والاقتصاد

عن
المملكة المغربية

محمد نجيب بوليف
الوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة
مكلف بالشؤون العامة والحكامة

المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بها. ويجوز لهؤلاء الأشخاص أو السلطات استعمال هذه المعلومات فقط لهذه الأغراض، ويمكن لهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.

2. لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 1 على أنها تلزم دولة متعاقدة:
 - 1) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التفريع والممارسة الإدارية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛
 - 2) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛
 - 3) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفًا للنظام العام.

المادة الثامنة و العشرون أعضاء البعثات الدبلوماسية والمناصب القنصلية

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية أو المناصب القنصلية سواء بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقيات خاصة.

المادة التاسعة والعشرون الدخول في حيز التنفيذ

1. تخطر كل من الدولتين المتعاقدين أحدهما الأخرى كتابة، عبر القنوات الدبلوماسية، باستكمال الإجراءات التي تتطلبها قوانينها الداخلية لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.
2. تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بتاريخ آخر هذين الإخطارين و تطبق مقتضياتها:
 - 1) فيما يخص المغرب :
 - (1) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المودعة أو المقرضة ابتداء من أو بعد اليوم الأول من يناير من أول سنة مدنية موالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ؛
 - (2) و بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في أو بعد اليوم الأول من يناير من أول سنة مدنية موالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.
 - 2) فيما يخص صربيا:

بالنسبة للضرائب على الدخل الناشئ عن كل سنة ضريبية تبدأ في أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الموالية مباشرة لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ.

المادة الثلاثون إنهاء الاتفاقية

تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إنهاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة.

في الدولة المذكورة أولاً لאיه ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المذكورة أولاً.

6. تطبق مقتضيات هذه المادة على الضرائب المشار إليها في المادة 2

المادة السادسة والعشرون المسطرة الودية

1. عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقدين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فبإمكانه، وبصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التشريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها أو، إذا كانت حالته تدخل في إطار الفقرة 1 من المادة 25، على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي هو مواطنها. ويجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات المواتية لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2. إذا تبين للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره ولم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تحاول أن تسوى الحالة بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية. ويطبق اتفاق مهما كانت الأجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين.

3. تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبديد الشكوك التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية. ويمكنها كذلك أن تشاور فيما بينها قصد تجنب الإزدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.

4. يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين أن تتصل مباشرة فيما بينها، بما في ذلك بواسطة لجنة مشتركة تتكون من تلك السلطات أو من ممثليها، لغرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابعة.

المادة السابعة والعشرون تبادل المعلومات

1. تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين المعلومات الضرورية لتطبيق مقتضيات هذه الاتفاقية أو مقتضيات التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين والمتعلقة بالضرائب التي تشملها الاتفاقية، ما دامت الضريبة المحتمل فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية، خصوصاً فيما يتعلق بمنع الغش والتهرب من هذه الضرائب. وتظل المعلومات المحصل عليها من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها حسب التشريع الداخلي لهذه الدولة ولا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو السلطات (بما فيها المحاكم والهيئات الإدارية) المكلفة بوضع وتحصيل الضرائب التي تشملها الاتفاقية، أو بالمساطر أو

التي تستخلصها عن مداخيل هذا المقيم خصماً يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المؤدبة في تلك الدولة الأخرى. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل، المحسوبة قبل الخصم، والمطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2. لغرض منح الخصم في دولة متعاقدة، فإن الضريبة المؤدبة في الدولة المتعاقدة الأخرى تعتبر كأنها تشمل الضريبة التي كان من المفترض أداؤها في تلك الدولة الأخرى و التي استفادت من تخفيض أو إعفاء في تلك الدولة طبقاً لمقتضياتها القانونية المتعلقة بالحوافز الضريبية.

3. عندما تكون المداخيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في تلك الدولة وفقاً لأي مقتضى من هذه الاتفاقية، فإن تلك الدولة، من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مداخيل المقيم، تأخذ بعين الاعتبار المداخيل المعفاة.

المادة الخامسة والعشرون عدم التمييز

1. لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لآية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة. و يطبق هذا المقتضى كذلك، على الرغم من مقتضيات المادة 1، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقدتين.

2. لا يخضع الأشخاص عديمو الجنسية المقيمون بدولة متعاقدة في أي من الدولتين المتعاقدتين لآية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي يخضع أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة.

3. إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. ولا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنح المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصومات شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنحه لمقيميها اعتباراً لوضعيتهم المدنية أو لأعبائهم العائلية.

4. باستثناء الحالات التي لا تطبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12، فإن الفوائد والإتاوات ومرتبات المساعدة التقنية والمصاريف الأخرى المؤدبة من طرف مقاولة دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقاولة المفروضة عليها الضريبة، طبقاً لنفس الشروط كما لو كانت مؤدبة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولاً.

5. إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأس المالها كلها أو جزئياً، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع

2. فيما يخص المنح والمرتبات برسم عمل مأجور التي لا تشملها الفقرة 1، فالطالب أو المتمرن كما تم تعريفه في الفقرة 1 له الحق كذلك، خلال مدة دراسته أو تكوينه، في الاستفادة من نفس الإعفاءات أو الإسقاطات أو التخفيضات الضريبية الممنوحة للمقيمين بالدولة التي يقطن فيها.

المادة الثانية والعشرون الأكاديمية والباحثون

1. إن المرتبات التي يحصل عليها شخص طبيعي، بصفته مقيماً أو كان مباشرة قبل زيارة دولة متعاقدة مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى والذي يقطن في الدولة المذكورة أولاً لغرض أساسي هو التدريس أو إلقاء محاضرات أو إجراء بحوث في جامعة أو ثانوية أو مدرسة أو أية مؤسسة تعليمية أخرى أو مؤسسة للبحث العلمي معترف بها من طرف الدولة المذكورة أولاً، لقاء هذا التدريس والمحاضرات أو البحث لا تفرض عليها الضريبة في الدولة المذكورة أولاً لمدة سنتين من تاريخ أول وصوله للدولة المذكورة أولاً شريطة أن تكون هذه المرتبات متأتية من مصادر خارج تلك الدولة.

2. لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المرتبات المحصل عليها برسم بحوث يتم إنجازها لا للمصلحة العامة، لكن أساساً لغرض تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة الثالثة والعشرون مداخيل أخرى

1. إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أياً كان مصدرها، و التي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

2. لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيماً بدولة متعاقدة ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكان الحق أو الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبط بها فعلياً. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 15 حسبما يقتضيه الحال.

3. على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، فإن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة التي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية و الناشئة في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة كذلك في تلك الدولة الأخرى.

المادة الرابعة والعشرون تفادي الازدواج الضريبي

1. عندما يحصل مقيم بدولة متعاقدة على مداخيل تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن الدولة المذكورة أولاً تمنح على الضريبة

3. على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المعاشات والإيرادات وغيرها من المرتبات المماثلة الناشئة في دولة متعاقدة والمؤداة لمقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى مقابل خدمات سابقة يجوز أن تفرض عليها الضريبة في الدولة المذكورة أولاً طالما أن هذه المعاشات والإيرادات وغيرها من المرتبات المماثلة لا تخضع للضريبة في الدولة الأخرى.

4. على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المعاشات والإيرادات وغيرها من المبالغ المؤداة طبقاً لتشريع الضمان الاجتماعي لدولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

المادة العشرون الوظائف العمومية

1. 1) إن الأجر و الرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية لشخص طبيعي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؟

2) غير أن هذه الأجر و الرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في تلك الدولة وكان الشخص الطبيعي مقيناً بتلك الدولة:

(1) مواطننا لتلك الدولة؛ أو

(2) لم يصبح مقيناً بتلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.

2. 1) إن المعاشات المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية سواء كان ذلك مباشرةً أو عن طريق الاقتطاع من ودائع تم إنشاؤها لشخص طبيعي برسم خدمات قدمها لتلك الدولة أو لذلك الفرع أو لتلك الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؟

2) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقيناً بتلك الدولة الأخرى ومواطناً لها.

3. تطبق مقتضيات المواد 16، 17، 18 و 19 على الأجر والرواتب وغيرها من المرتبات المماثلة الأخرى وكذلك على المعاشات المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار أنشطة أعمال تمارسها دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية.

المادة الواحدة والعشرون الطلبة والمتربون

1. إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متربن مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرةً بدولة متعاقدة، مقيناً بالدولة المتعاقدة الأخرى ويعتنى بالدولة المذكورة أولاً فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه، و التي يتلقاها لأجل تغطية مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة شريطة أن تكون متأتية من مصادر خارج تلك الدولة.

المادة السابعة عشرة

المكافآت ومرتبات الأطر العلية

1. إن المكافآت وأتعاب الحضور والتعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضواً في مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو مجلس مماثل لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
2. إن الأجر والرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته مسؤولاً يشغل منصباً إدارياً من مستوى عالٍ في شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة الثامنة عشرة

الفنانون والرياضيون

1. على الرغم من مقتضيات المادتين 15 و 16، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فناناً استعراضياً كفنان المسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزة، أو كموسيقي أو كرياضي تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
2. عندما لا يعود دخل الأنشطة الممارسة شخصياً وبهذه الصفة من طرف فنان استعراضي أو رياضي للفنان أو الرياضي نفسه لكن لشخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المواد 7، 15 و 16، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضي أو الرياضي.

3. لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة على الدخل الذي يحصل عليه الفنان الاستعراضي أو الرياضي من الأنشطة الممارسة في دولة متعاقدة إذا كانت الزيارة ممولة كلياً أو أساساً من أموال عمومية لأحدى أو كلتتا الدولتين المتعاقدتين أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية أو كانت الأنشطة ممارسة في إطار برنامج للتبادل الثقافي أو الرياضي موافق عليه من طرف كلتتا الدولتين المتعاقدتين. في هذه الحالة، تفرض الرياضي موافق عليه من طرف كلتتا الدولتين المتعاقدتين. في هذه الحالة، تفرض الضريبة على الدخل فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها الفنان الاستعراضي أو الرياضي.

المادة التاسعة عشرة

المعاشات والإيرادات

1. مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات والإيرادات وغيرها من المرتبات المماثلة المؤددة لمقيم بدولة متعاقدة برسم عمل سابق، تفرض عليهما الضريبة فقط في تلك الدولة.
2. يعني لفظ "الإيرادات" ما يدفع بشكل دوري في آجال ثابتة مدى الحياة أو خلال فترة محددة مقابل الالتزام بالدفع وفقاً لقواعد مناسبة إما نقداً أو بقيمة مكافأة.

المادة الخامسة عشرة

المهن المستقلة

1. إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرفة أو نشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة؛ غير أن هذا الدخل تفرض عليه الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية:
 - 1) إذا كان هذا المقيم يتتوفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لممارسة نشطته؛ وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل المنسوب لهذه القاعدة الثابتة فقط؛ أو
 - 2) إذا كان يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو فترات تساوي أو تتجاوز في مجموعها 183 يوماً خلال أي فترة إثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛ وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل الناتج عن الأنشطة الممارسة في تلك الدولة الأخرى فقط.

2. تشمل عبارة "مهنة حرفة" بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التربوي أو البيداخوجي، وكذا الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

المادة السادسة عشرة

المهن غير المستقلة

1. مع مراعاة مقتضيات المواد 17، 19، 20، 21، و 22، فإن الأجور والرواتب والمرتبات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارساً في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارساً فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
2. على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المذكورة أولاً إذا:
 - 1) كان المستفيد يقطن بالدولة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوماً خلال كل فترة إثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛
 - 2) وكانت المرتبات مدفوعة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛
 - 3) وكانت أعباء المرتبات لا تتحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكونها المشغل في الدولة الأخرى.
3. على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستقلة في النقل الدولي تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارية الفعلية للمقاولة.

مرتباً فعلياً بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5. تعتبر مرتبات المساعدة التقنية ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيناً بهذه الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بمرتبات المساعدة التقنية في دولة متعاقدة، سواء كان مقيناً بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها العقد الذي ترتب عنه أداء مرتبات المساعدة التقنية ارتباطاً فعلياً وتحمّل من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة مرتبات المساعدة التقنية، فعندئذ تعتبر مرتبات المساعدة التقنية تلك ناشئة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

6. إذا ترتب بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من مرتبات المساعدة التقنية أو تربط كليهما بأشخاص آخرين تجاوز مبلغ مرتبات المساعدة التقنية، باعتبار الخدمات التي تدفع من أجلها، المبلغ المتطرق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة وفق تشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الرابعة عشرة أرباح رأس المال

1. إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة عن نقل ملكية الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6 و التي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2. إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقوله التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة والتي تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقوله التي تتبع إلى قاعدة ثابتة يملكها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى لغرض ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاولة) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

3. إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية السفن أو الطائرات المستغلة في النقل الدولي أو الأرباح الناتجة عن الأموال المنقوله المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

4. إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أسهم رأسمال شركة تتكون أموالها أساساً، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من ممتلكات عقارية توجد في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة.

5. إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات من 1 إلى 4 من هذه المادة تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

الليزر (برامج المعلوماتية)، أو براءات الاختراع، أو علامات الصنع أو علامات تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة سرية، أو استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو فلاحي أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو الفلاحي أو العلمي (اكتساب المهارة).

4. لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد من الإتاوات مقيماً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي تتولد عنه الإتاوات مرتبطة فعلياً بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة المذكورة. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5. تعتبر الإتاوات ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيماً بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات في دولة متعاقدة، سواء كان مقيماً بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها العقد الذي تولد عنه أداء الإتاوات و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الإتاوات، فإن تلك الإتاوات تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

6. إذا تجاوز مبلغ الإتاوات بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلى من الإتاوات أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلى في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الخدمات التي تدفع من أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة مرتبات المساعدة التقنية

1. إن مرتبات المساعدة التقنية الناشئة في دولة متعاقدة و المسؤولة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2. غير أن مرتبات المساعدة التقنية هاته تفرض عليها الضريبة أيضاً في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها و وفقاً لتشريع هذه الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلى من مرتبات المساعدة التقنية مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي لمرتبات المساعدة التقنية.

3. يقصد بعبارة "مرتبات المساعدة التقنية" في هذه المادة المدفوعات على اختلف أنواعها المؤدلة مقابل خدمات ذات طبيعة تقنية أو إدارية أو استشارية.

4. لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد من مرتبات المساعدة التقنية مقيماً بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها مرتبات المساعدة التقنية أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي تتولد عنه مرتبات المساعدة التقنية

2) صربيا و المؤداة للحكومة المغربية أو للبنك المركزي المغربي (بنك المغرب) تغدو من الضريبة في صربيا.

4. يعني لفظ "الفوائد" المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن أم لا و سواء كانت تحمل حق المشاركة في أرباح المدين أم لا، وعلى وجه التحديد الدخل الناتج عن الأموال العمومية وسندات الاقتراض، بما في ذلك العلاوات والجوائز المتعلقة بهذه السندات. ولا تعتبر الغرامات المفروضة على التأخير في الدفع فوائد لأغراض هذه المادة.

5. لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيما بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو منهنة مسلولة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكان الدين الذي تقول عنه الفوائد مرتبطا فعليا بالمؤسسة المستقلة أو القاعدة الثابتة المذكورة. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6. تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيما بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي تولد عنه أداء الفوائد وتحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7. إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثانية عشرة

الإتاوات

1. إن الإتاوات الناشئة في دولة متعاقدة و المؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2. غير أن هذه الإتاوات تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تتضمنها فيها ووفقا لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي للإتاوات.

3. يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي أو فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية والأشرطة و التسجيلات الخاصة بالبث الإذاعي أو التلفزي أو البث عن طريق الأقمار الصطناعية، أو الارتباط، أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البث الموجه للعموم، أو الأشرطة المضغطة، أو الأقراص و أقراص

3. تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم أو حصص المشاركة الأخرى مساعدة في الأرباح باستثناء الديون وكذا المداخيل الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

4. لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيمًا بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكانت المساعدة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة بها فعلياً. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5. عندما تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحاً أو دخلاً من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم المؤددة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساعدة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعلياً بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تضريب الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤددة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كلياً أو جزئياً من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6. على الرغم من أي مقتضى آخر من هذه الاتفاقية، عندما تملك شركة مقيمة بدولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الأرباح المفروضة عليها الضريبة طبقاً للفقرة 1 من المادة 7 تخضع لضريبة محجوزة من المصدر في تلك الدولة الأخرى وفقاً لتشريعها الضريبي إذا كانت هذه الأرباح موضوعة رهن إشارة المقر في الخارج، غير أن الضريبة المحجوزة على هذا النحو لا يمكنها أن تتجاوز 10 بالمائة من مبلغ الأرباح المذكورة بعد خصم الضريبة على الشركات المطبقة عليها في تلك الدولة الأخرى.

المادة الحادية عشرة الفوائد

1. إن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والمؤددة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2. غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيمًا بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3. على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد الناشئة في:
 1) المغرب و المؤددة لحكومة جمهورية صربيا أو للبنك الوطني لصربيا تعفى من الضريبة في المغرب؛ أو

٤. تطبق مقتضيات الفقرة ١ كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو اتحاد أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية التي تعود لكل مشارك حسب نسبته في الاستغلال المشترك.

المادة التاسعة المقاولات الشريكية

١. عندما :

(١) تساهم مقاولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو
 (٢) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة دولة متعاقدة و مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى،
 وفي كلتا الحالتين، تكون المقاولاتان مرتبطتان في علاقتهما التجارية أو المالية بشرط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي، لو لا هذه الشروط، كانت ستحصل عليها إحدى المقاولاتين، ولكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقاولة وتفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك.

٢. عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقاولة تلك الدولة - و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك - أرباحاً تم بسببها فرض الضريبة على مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى و كان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقاولة الدولة المذكورة أولاً لو كانت الشروط المتفق عليها بين المقاولاتين هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المؤدى عن هذه الأرباح. ولتحديد هذه التسوية، تأخذ المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، وعند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بالتشاور فيما بينها.

٣. لا تطبق مقتضيات الفقرة ٢ إذا أدت متابعات قضائية أو إدارية أو قانونية أخرى إلى حكم نهائي يقضي، إثر إجراءات نتجت عنها تسوية للأرباح بموجب الفقرة ١، بأن إحدى المقاولاتين تخضع لغرامات جزائية فيما يتعلق بالغش أو الإهمال الشديد أو التغاضي المعتمد.

المادة العاشرة أرباح الأسهم

١. إن أرباح الأسهم المؤداة من قبل شركة مقيدة بدولة متعاقدة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

٢. غير أن أرباح الأسهم تلك تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم و ذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيناً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز ١٠ بالمائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم.

إن هذه الفقرة لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة فيما يتعلق بالأرباح التي تؤدي منها أرباح الأسهم.

في جهة أخرى. غير أنه لن يسمح ببأي خصم عن المبالغ المؤدبة، عند الاقتضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصاروفة) بواسطة المؤسسة المستقرة للمقر المركزي للمقاولة أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرافية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة. و بالمثل، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المؤسسة المستقرة المبالغ (غير استرداد المبالغ المصاروفة) المدرجة من طرف المؤسسة المستقرة في الجانب المدين من حساب المقر المركزي للمقاولة أو لأي من مكاتبها الأخرى، على شكل إتاوات، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرافية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة أو لأي من مكاتبها الأخرى.

4. إذا كان من المعتاد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح المنسوبة لمؤسسة مستقرة على أساس توزيع نسيبي لمجموع أرباح المقاولة على مختلف أجزائها، فلا يمنع أي مقتضى من الفقرة 2 هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة حسب التوزيع النسيبي المعمول به؛ على أن تستعمل طريقة التوزيع المعتمدة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة.

5. لا تنسب أية أرباح إلى مؤسسة مستقرة لمجرد قيام تلك المؤسسة المستقرة بشراء بضائع أو سلع للمقاولة.

6. لأغراض الفقرات السابقة، تحدد كل سنة وحسب نفس الطريقة الأرباح المنسوبة ل المؤسسة المستقرة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة وكافية للعمل بعكس ذلك.

7. عندما تشمل الأرباح عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة.

المادة الثامنة النقل الدولي

1. تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

2. إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمقاولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المقر يعتبر موجوداً في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مستغل السفينة.

3. لأغراض هذه المادة، فإن عبارة "الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي" تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات (بما في ذلك القاطرات و المعدات الملحة المستعملة لنقل الحاويات) إذا كان هذا التأجير أو الاستغلال إضافي أو عرضي لاستغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي.

المادة السادسة

المداخيل العقارية

1. إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2. لعبارة "ممتلكات عقارية" المدلول الذي يمنحه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات. وتشمل العبارة في جميع الحالات الماشية والتوابغ والتجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة والغابات، والحقوق التي تطبق عليها مقتضيات القانون الخاص المتعلقة بالملكية العقارية وحق الانتفاع بالممتلكات العقارية، والحقوق الخاصة بالمدفوّعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعدينية والمنابع والموارد الطبيعية الأخرى؛ ولا تعتبر السفن والمراكب والطائرات ممتلكات عقارية.

3. تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخيل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار أو تأجير الأراضي، وكذا عن أي شكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4. تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقاولة وكذا على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهنة مستقلة.

5. إذا كانت الأسهم أو الحصص أو أية حقوق أخرى في شركة أو شخص معنوي آخر تخول مالكها حق الانتفاع بممتلكات عقارية تملكها الشركة أو الشخص المعفو عن الآخر، فإن الدخل الذي يحصل عليه المالك من استغلال أو تأجير أو أي شكل آخر من أشكال استغلال حقه في الانتفاع يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها الممتلكات العقارية.

المادة السابعة

أرباح الأعمال

1. تفرض الضريبة على أرباح مقاولة دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة، إلا إذا كانت المقاولة تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها. فإذا مارست المقاولة نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، ولكن فقط بقدر ما ينسب منها إلى تلك المؤسسة المستقرة.

2. مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقاولة دولة متعاقدة نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تنسـب، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن تجنيها لو كانت مقاولة مميزة ومنفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شروط مماثلة وتعامل باستقلالية تامة مع المقاولة التي هي مؤسسة مستقرة لها.

3. لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة والمصاريف العامة للإدارة التي يتم بذلها على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه المؤسسة المستقرة أو

- (3) الاحتفاظ بمخزون بضائع تملكها المقاولة فقط لغرض التحويل من قبل مقاولة أخرى؛
- (4) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو جمع معلومات للمقاولة؛
- (5) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أية أنشطة ذات طابع تحضيري أو إضافي للمقاولة؛
- (6) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في المقاطع من (1) إلى (5)، شريطة أن تحفظ مجموع الأنشطة الممارسة من طرف مكان العمل الثابت والناتجة عن هذا الجمع بطابع تحضيري أو إضافي.
5. على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، عندما يعمل شخص – غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7 – في دولة متعاقدة لحساب مقاولة تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك المقاولة تعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقاولة في حالة ما:
- 1) إذا كانت له ويزاول بصفة اعتيادية في هذه الدولة سلطة لإبرام العقود باسم تلك المقاولة، إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 و التي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا يجعل من ذلك المكان الثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم هذه الفقرة؛ أو
 - 2) لم تكن له مثل هذه السلطة، ولكنه يحتفظ بصفة اعتيادية في الدولة المذكورة أولاً بمخزون من بضائع أو سلع ويقوم بتسلیم بضائع أو سلع منها بصفة منتظمة نيابة عن المقاولة.
6. على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر مقاولة تأمين تابعة لدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين، ذات مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المقاولة تقبض أقساط التأمين أو تقوم بتأمين مخاطر تقع فوق تراب تلك الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7.
7. لا يعتبر أنه لمقاولة دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى لمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في الإطار العادي لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب تلك المقاولة وكانت الشروط المتفق عليها أو المفروضة بين المقاولة والوكيل في علاقتها التجارية والمالية تختلف عن تلك التي قد ترتبط بين مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل في مفهوم هذه الفقرة.

8. إن كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة تراقب أو تخضع لمراقبة شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاول نشاطها في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته لجعل من إحدى الشركاتتين مؤسسة مستقرة للأخرى.

(3) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أي منهما، يعتبر مقيناً فقط بالدولة التي هو مواطنها؛

(4) إذا كان هذا الشخص مواطناً لكلاً من الدولتين أو لم يكن مواطناً لأيٍ منهما، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين في القضية باتفاق مشترك.

3. إذا كان شخص غير الشخص الطبيعي مقيناً بالدولتين المتعاقدتين وفقاً لمقتضيات الفقرة 1، فإنه يعتبر مقيناً فقط بالدولة التي يوجد فيها مقر إدارته الفعلية.

المادة الخامسة المؤسسة المستقرة

1. لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقاولة نشاطها كلياً أو جزئياً.

2. تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص:

- (1) مقر الإدارة؛
- (2) الفرع؛
- (3) المكتب؛
- (4) المصنع؛
- (5) المشغل؛

6) المنجم، بئر البترول أو الغاز، المقلع أو أي مكان آخر لاستكشاف واستخراج الموارد الطبيعية؛

7) المكان المستخدم كمنفذ للبيع؛

8) والمستودع الموضوع رهن إشارة شخص من أجل تخزين سلع آخر.

3. تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" كذلك:

(1) ورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة بها، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع أو الأنشطة لأكثر من ستة أشهر؛

(2) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مقاولة بواسطة ماجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم من طرف المقاولة لهذا الغرض، لكن فقط إذا استمرت مثل هذه الأنشطة (لنفس المشروع أو لمشروع مرتبطة به) في دولة متعاقدة لفترة أو فترات تتجاوز في مجموعها أكثر من ثلاثة أشهر في حدود مدة اثنى عشر شهراً؛

4. على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة "مؤسسة مستقرة" تشمل:

(1) استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض أو تسليم عرضي لبضائع تملكها المقاولة و لا يهدف للحصول على ربح، شريطة أن لا تستعمل هذه المنشآت كمنفذ للبيع في الدولة المتعاقدة التي توجد بها هذه المنشآت؛

(2) الاحتفاظ ببضائع تملكها المقاولة فقط لغرض التخزين أو العرض أو التسليم العرضي لا يهدف للحصول على ربح، شريطة أن لا تباع هذه البضائع في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها المخزون؛

7) تعني عبارتا "مقنولة دولة متعاقدة" و "مقنولة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقنولة يستغلها مقنون بدولة متعاقدة و مقنولة يستغلها مقنون بالدولة المتعاقدة الأخرى؛

8) تعني عبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مقنولة يوجد مقر إدارتها الفعلية في دولة متعاقدة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

9) تعني عبارة "السلطة المختصة":

(1) فيما يخص المغرب: وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك؛

(2) فيما يخص صربيا: وزارة المالية والاقتصاد أو ممثلها المرخص له بذلك؛

10) يعني لفظ "مواطن":

(1) أي شخص طبيعي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛

(2) أي شخص معنوي، شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة.

2. لتطبيق الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ أو عبارة لم يتم تعريفه في الاتفاقية المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك، و يرجح المعنى الممنوح لهذا اللفظ أو العبارة من طرف التشريع الضريبي لهذه الدولة على المعنى الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة.

المادة الرابعة المقيم

1. لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص يخضع للضريبة في دولة وفقاً لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مكان تأسيسه أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، وتطبق كذلك على تلك الدولة وكذا على جميع فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين لا يخضعون للضريبة في تلك الدولة إلا على الدخل المتاتي من مصادر موجودة في تلك الدولة. ومن المفهوم أن هذه العبارة تشمل شركات الأشخاص وشركات المحاسبة التي يقع مقر إدارتها الفعلية أو مقرها الاجتماعي في تلك الدولة و التي يخضع كل مساهم أو المساهم الرئيسي فيها للضريبة في تلك الدولة طبقاً لتشريعها الضريبي الداخلي.

2. عندما يكون شخص طبيعي، تبعاً لمقتضيات الفقرة 1، مقيماً بكلتا الدولتين المتعاقدتين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية:

(1) يعتبر هذا الشخص مقيماً فقط بالدولة التي يوجد له فيها سكن دائم؛ وإذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية واقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية)؛

(2) إذا تعذر تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز مصالح هذا الشخص الحيوية، أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اغتيادية؛

المنقوله أو غير المنقوله، و الضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المؤدأة من قبل مقاولات، و كذا الضرائب على زيادة قيمة رأس المال.

3. إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص:

(1) فيما يخص المملكة المغربية:

(1) الضريبة على الدخل؛

(2) والضريبة على الشركات؛

(والمشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية)؛

(2) فيما يخص صربيا:

(1) الضريبة على دخل الشركات؛

(2) الضريبة على الدخل الشخصي؛

(والمشار إليها فيما بعد بالضريبة الصربية).

4. تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية و تضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. و تطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين بعضها البعض على التعديلات الهامة التي تدخلها على شريعتها الضريبية.

المادة الثالثة

تعريف عامة

1. لأغراض هذه الاتفاقية:

(1) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص المغرب أو صربيا؛

(2) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، و عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ "المغرب":

(1) تراب المملكة المغربية، البحر الإقليمي؛

(2) والمنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي وتشمل امتداد البحر وأعماقه الباطنية (الجرف القاري) والمنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادي طبقاً لتشريعه الداخلي وللقانون الدولي، وذلك بهدف استكشاف واستغلال موارده الطبيعية؛

(3) يعني لفظ "صربيا" جمهورية صربيا و عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يعني تراب جمهورية صربيا؛

(4) يعني لفظ "ضريبة" حسب سياق النص الضريبة المغربية أو الضريبة الصربية؛

(5) يشمل لفظ "شخص" الشخص الطبيعي والشركة وأي مجموعة أخرى من الأشخاص؛

(6) يعني لفظ "شركة" أي شخص معنوي أو أي كيان يعتبر شخصاً معنوياً لأغراض فرض الضريبة؛

**اتفاقية
بين
المملكة المغربية
وجمهورية صربيا
لتجنب الازدواج الضريبي
في ميدان الضرائب على الدخل**

إن المملكة المغربية وجمهورية صربيا، رغبة منها في إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل،

اتفقنا على ما يلي:

**المادة الأولى
الأشخاص المعنيون**

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين المتعاقدتين.

**المادة الثانية
الضرائب المعنية**

1. تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية، بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2. تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال

ظهير شريف رقم 1.14.179 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاقية الموقعة ببلغراد في 6 يونيو 2013 بين المملكة المغربية وجمهورية صربيا لتجنب الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة ببلغراد في 6 يونيو 2013 بين المملكة المغربية وجمهورية صربيا لتجنب الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل :

وعلى القانون رقم 99.13 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة وال الصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.14.159 بتاريخ 25 من شوال 1435 (22 أغسطس 2014) :

ونظرًا للتبدل الإعلامي واستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

نشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة ببلغراد في 6 يونيو 2013 بين المملكة المغربية وجمهورية صربيا لتجنب الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* *

**الاتفاقية الموحدة
لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية**

- وافق عليها مؤتمر القمة العربي الحادي عشر الذي عقد بمدينة عمان "المملكة الأردنية الهاشمية" خلال الفترة من 25 - 27 نوفمبر "تشرين الثاني" 1980 .
- وقعت الاتفاقية بتاريخ 27/11/1980 بمدينة عمان "المملكة الأردنية الهاشمية" .

الدول المصادقة والمتضمنة

1981/2/16	بتاريخ	مملكة البحرين
1981/5/20	بتاريخ	المملكة العربية السعودية
1981/6/3	بتاريخ	الجمهورية التونسية
1981/6/8	بتاريخ	المملكة الأردنية الهاشمية
1981/6/8	بتاريخ	جمهورية العراق
1981/6/8	بتاريخ	الجمهورية اليمنية
1982/3/8	بتاريخ	دولة الإمارات العربية المتحدة
1982/4/1	بتاريخ	دولة الكويت
1982/5/4	بتاريخ	دولة ليبيا
1982/5/18	بتاريخ	دولة قطر
1982/7/19	بتاريخ	جمهورية السودان
1983/9/20	بتاريخ	دولة فلسطين "انضمام"
1985/1/18	بتاريخ	الجمهورية الإسلامية الموريتانية
1985/2/19	بتاريخ	الجمهورية اللبنانية "انضمام"
1985/10/2	بتاريخ	جمهورية الصومال
1986/4/1	بتاريخ	جمهورية جيبوتي
1986/9/10	بتاريخ	الجمهورية العربية السورية
1987/2/19	بتاريخ	المملكة المغربية
1992/4/19	بتاريخ	جمهورية مصر العربية "انضمام"
1994/5/18	بتاريخ	سلطنة عمان "انضمام"
1996/2/27	بتاريخ	الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

تحفظات:

تحفظت سلطنة عمان بمقتضى وثيقة انضمامها الى الاتفاقية على عبارة "فرصة الطعن بمشروعية نزع الملكية" الواردة في البند (أ) من الفقرة الثانية من المادة (٩) من الاتفاقية.

تاريخ النفاذ:

تدخل الاتفاقية حيز النفاذ ابتداء من تاريخ 9/9/1981 وذلك تطبيقاً لنص الفقرة الثانية من المادة (41) من الاتفاقية.

**الاستثمار في الدول العربية - الاتفاقية الموحدة لاستثمار
رؤوس الأموال العربية في الدول العربية المعدلة**

إن مجلس الجامعة على مستوى القمة العربية التنموية: الاقتصادية والاجتماعية،
- بعد اطلاعه:

- على مذكرة الأمانة العامة،
- وعلى قرار المجلس الاقتصادي والاجتماعي (ق 1925 - د.ع 90 - 13/9/2012) بشأن الاستثمار في الدول العربية،
- وعلى قرار المجلس الاقتصادي والاجتماعي (ق 1923 - د.ع 90 - 13/9/2012) بشأن تحديد جدول أعمال القمة العربية التنموية: الاقتصادية والاجتماعية في دورتها الثالثة (الرياض: 21-22 يناير / كانون ثان 2013)،
- وعلى قرار المجلس الاقتصادي والاجتماعي (ق 1941 - د.أ 6/12/2012) بشأن رفع الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية المعدلة إلى القمة العربية التنموية: الاقتصادية والاجتماعية في دورتها الثالثة (الرياض: 21-22/1/2013).
- وعلى الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية المعدلة،
- وعلى مشاريع القرارات المرفوعة من الاجتماع المشترك لوزراء الخارجية والوزراء المعينين بالمجلس الاقتصادي والاجتماعي التحضير للقمة العربية التنموية: الاقتصادية والاجتماعية (الدورة الثالثة)،
- وفي ضوء المناقشات،

يقرر

- 1- الموافقة على الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية المعدلة بالصيغة المرفقة (*).
- 2- دعوة الدول العربية إلى التصديق على الاتفاقية المعدلة لوضعها موضع التنفيذ مع بداية عام 2014.
- 3- حث القطاع الخاص العربي على الاستفادة مما توفره الاتفاقية من مزايا تتعلق بتشجيع الاستثمارات العربية البينية وضمان تدفتها.

(ق.ق: 30 د.ع (3) - ج 3 - 22/1/2013)

(*) تتحفظ الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية على إضافة العبارة التالية (وبدون أن تترتب أية ضرائب ورسوم على عملية التحويل) التي وردت في الفقرة 1 من المادة (6).

البند الأول**قرار****بشأن:****الاستثمار في الدول العربية**

إن المجلس الاقتصادي والاجتماعي على المستوى الوزاري،

- بعد إطلاعه على:

- مذكرة الأمانة العامة،

- ومشروع تطوير الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية،
- وتقريري وتحصيات الاجتماع الثالث والرابع للجنة المعنية بدراسة التعديلات على الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية، في الدول العربية وتقرير وتحصيات اجتماع اللجنة الدائمة للشؤون القانونية لمراجعة المسودة الأولية لاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية،

- وقرارى المجلس الاقتصادي والاجتماعي رقم 1911 بتاريخ 9/2/2012، رقم 1925 بتاريخ 13/9/2012 بشأن تعديل الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية بالدول العربية،

- ونتائج الاجتماع الثالث للجنة المعنية بالمتابعة والإعداد لقمة العربية التنموية: الاقتصادية والاجتماعية على المستوى الوزاري،

- وتقرير وتحصيات المجلس الاقتصادي والاجتماعي على مستوى كبار المسؤولين.

- وبعد الاستماع إلى إيضاحات الأمانة العامة،

- وفي ضوء المناقشات،

بمقدمة

1- الإحاطة علماً بتقريري وتحصيات الاجتماع الثالث والرابع للجنة المعنية بدراسة التعديلات على الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية.

2- الموافقة على مشروع الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية (المعدلة) بالصيغة المرفقة ورفعه إلى القمة العربية التنموية: الاقتصادية والاجتماعية في دورتها الثالثة (الرياض: 21-22/1/2013) لاعتماده.

3- حيث الدول العربية على التصديق على الاتفاقية المعدلة قبل نهاية عام 2014 بعد اعتمادها من القمة العربية التنموية: الاقتصادية والاجتماعية في دورتها الثالثة (الرياض: 21-22/1/2013).

(ق) 1941 - د. أ - (2012/12/6)

(+) تتحلظ الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية على إضافة العبارة التالية (وبدون أن تترتب لها ضرائب ورسوم على عملية التحويل) التي وردت في الفقرة 1 من المادة (6).

المادة الرابعة

أحكام عامة

- 1- يتم اللجوء إلى هذا الملحق بناء على:
- أ- إدراج شرط في العقود المبرمة بين أطراف الاستثمار مع إمكانية اختيار النموذج التالي: "جميع المنازعات الناشئة عن هذا العقد أو عن تطبيقه أو بمناسبة تتم تسويتها وفقاً لملحق الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية (المعدلة) الخاص بالوساطة والتوفيق والتحكيم".
- ب- اتفاق لاحق على نشوء النزاع.
- 2- ما لم يرد بشأنه نص في هذا الملحق تطبق بشأنه قواعد التوفيق والتحكيم للجنة الأمم المتحدة للقانون التجاري الدولي (الأونسيترال).
- 3- تتولى الأمانة العامة لجامعة الدول العربية (قطاع الشؤون القانونية) متابعة إجراءات تنفيذ أحكام هذا الملحق تحت إشراف المجلس الاقتصادي والاجتماعي وتُعد جامعة الدول العربية سلطة التعين المشار إليها في قواعد (الأونسيترال).

* * *

- 6- تفصل هيئة التحكيم في كل المسائل المتعلقة باختصاصها وتحدد الإجراءات الخاصة بها.
- 7- تسمح هيئة التحكيم لجميع الأطراف بفرصه عادلة لتقديم مذكراتهم والإدلاء بأقوالهم وتصدر قراراتها بأغلبية الأصوات متضمنة أسباب كل قرار ويجب أن يكون القرار موقعا من أغلبية أعضاء الهيئة على الأقل، وتسليم صورة موقعة منه لكل طرف.
- 8- يكون قرار هيئة التحكيم الصادر وفقا لأحكام هذه المادة نهائيا وملزما يتوجب على الطرفين الامتثال له وتنفيذه بمجرد صدوره ما لم تحدد الهيئة مهلة لتنفيذه أو لتنفيذ جزء منه، ولا يجوز الطعن في قرار التحكيم.
- 9- يجب أن يصدر قرار هيئة التحكيم خلال مدة لا تتجاوز ستة أشهر من تاريخ أول انعقاد للهيئة وللأمين العام لجامعة الدول العربية بناء على طلب مسبب من الهيئة أن يمد تلك المدة إذا رأى ضرورة لذلك لمرة واحدة وبما لا يتجاوز ستة أشهر أخرى.
- 10- يحدد الأمين العام لجامعة الدول العربية أتعاب المحكمين ومكافآت غيرهم من الأشخاص الذين يكلفون بالأعمال والإجراءات المتعلقة بالتحكيم ويتحمل كل من الطرفين ما أنفقه من مصروفات التحكيم بينما تفصل هيئة التحكيم تحديد الطرف الذي يتحمل مصروفات التحكيم ذاته أو نسبة توزيعها بين الطرفين وإجراءات وطريقة دفعها.
- 11- يتم تنفيذ حكم التحكيم وفقا لنص المادة (37) من اتفاقية الرياض للتعاون القضائي بالنسبة للدول الأطراف فيها.
- 12- إذا مضت مدة ثلاثة أشهر من صدور حكم هيئة التحكيم دون تنفيذه يرفع الأمر إلى محكمة الاستثمار العربية للحكم بما تراه مناسبا لتنفيذها.

قبلوه من حلول ويجب تبليغ الأطراف بهذا التقرير خلال أسبوعين من تقديمها ولكل منهم إيداء الرأي فيه خلال أسبوعين من تاريخ التبليغ.

-3 لا يكون لتقرير الموفق أي حجية أمام القضاء فيما لو عرض عليه النزاع.

المادة الثالثة

التحكيم

-1 إذا لم يتفق الطرفان على اللجوء إلى التوفيق، أو لم يتمكن الموفق من إصدار تقريره في المدة المحددة، أو لم يتفق الأطراف على قبول الحلول المقترحة فيه، جاز للطرفين الاتفاق على اللجوء إلى التحكيم.

-2 تبدأ إجراءات التحكيم عن طريق إخطار يتقدم به الطرف الراغب في التحكيم إلى الطرف الآخر في المنازعة ويوضح في هذا الإخطار طبيعة المنازعة والقرار المطلوب صدوره فيها واسم المحكم المعين من قبله ويجب على الطرف الآخر خلال ثلاثة أيام من تاريخ تقديم ذلك الإخطار أن يخطر طالب التحكيم باسم المحكم الذي عينه ويختار المحكمان خلال ثلاثة أيام من تاريخ تعيين آخرهما حكما مرجحا يكون رئيساً لهيئة التحكيم ويكون له صوت مرجح عند تساوى الآراء.

-3 إذا لم يعين الطرف الآخر محكماً أو لم يتفق المحكمان على تعيين الحكم المرجح خلال الآجال المقررة لذلك تكون هيئة التحكيم من محكم واحد أو من عدد فردي من المحكمين بينهم حكم مرجح، ويكون لكل طرف أن يطلب تعيينهم من جانب الأمين العام لجامعة الدول العربية.

-4 لا يجوز لأي طرف في المنازعة تغيير المحكم الذي عينه بعد البدء في نظر الدعوى إلا أنه في حالة استقالة أي محكم أو وفاته أو عجزه عن العمل يعين محكم بدله بعين الطريقة التي عين بها المحكم الأصلي ويكون للخلف جميع سلطات المحكم الأصلي ويقوم بجميع واجباته.

-5 تتعقد هيئة التحكيم لأول مرة في الزمان والمكان اللذين يحددهما الحكم المرجح، ثم تقرر الهيئة بعد ذلك مكان انعقادها ومواعيدها.

ملحق

الوساطة والتوفيق والتحكيم

المادة الأولى

الوساطة

- 1 في حالة اتفاق الطرفين على تسوية النزاع عن طريق الوساطة يتم اختيار الوسيط من قبل طرفي النزاع ويخطران به الأمانة العامة لجامعة الدول العربية التي تتولى متابعة إجراءات الوساطة.
- 2 يتضمن اتفاق الطرفين وصف النزاع ومطالبات الأطراف واسم الوسيط والأتعاب التي قررت له، وتقوم الأمانة العامة بتلبيغ الوسيط نسخة من هذا الاتفاق.
- 3 تقتصر مهمة الوسيط على تقريب وجهات النظر، ويصدر تقريره خلال شهر من تاريخ إبلاغه بمهمته عن طريق الأمانة العامة لجامعة الدول العربية.
- 4 تطبق باقي الإجراءات الخاصة بالتوفيق على ذات إجراءات الوساطة.

المادة الثانية

التوفيق

- 1 في حالة اتفاق المتنازعين على التوفيق يجب أن يتضمن الاتفاق وصفاً للنزاع ولمطالبات الأطراف فيه، واسم الموفق الذي اختير والأتعاب التي قررت له، ويجوز للمتنازعين أن يطلبوا من الأمين العام لجامعة الدول العربية اختيار من يتولى التوفيق بينهما، وتقوم الأمانة العامة لجامعة بتلبيغ الموفق نسخة من اتفاق التوفيق ويطلب إليه مباشرة مهامه.

- 2 تقتصر مهمة الموفق على التقريب بين وجهات النظر المختلفة ويكون له حق إبداء المقترحات الكفيلة بحل يرضيه الأطراف، وعلى الأطراف تزويده بالبيانات والوثائق التي تساعده على النهوض بمهمته، وعلى الموفق أن يقدم خلال ثلاثة أشهر من تلبيغه بمهمة التوفيق تقريراً إلى الأمين العام لجامعة الدول العربية يتضمن تلخيصاً لأوجه الخلاف ومقترحاته بشأن تسويتها وما يكون الأطراف قد

المادة الثانية والثلاثون

إذا انسحبت أي دولة طرف في الاتفاقية المعدلة أو أوقف العمل بحكم من أحكام الاتفاقية بموجب المادة (16) فإن ذلك لا يؤثر على الحقوق والالتزامات الناجمة عن الاستثمار والمكتسبة بموجب نصوص الاتفاقية.

المادة الثالثة والثلاثون

يكون تعديل هذه الاتفاقية بموافقة ثلثي الدول الأطراف ويصبح التعديل نافذاً في حق الدول المصادقة بعد ثلاثة أشهر من إيداع وثائق التصديق على التعديل من قبل خمس دول على الأقل.

* * *

المادة الثامنة والعشرون

تكون الوثائق والمستندات والشهادات التي تصدرها السلطات المختصة في أي من الدول الأطراف أو يصدرها المجلس - في حدود اختصاصاته - أحد الأدلة لاستعمال الحقوق وإثبات الالتزامات التي ترتبها الاتفاقية وتثبت بها الحالة المدنية والقانونية ومؤهلات العاملين في المشروع دون الخضوع إلى إجراءات تصديق المحررات الأجنبية في الدول الأطراف.

المادة التاسعة والعشرون

- تصدق الدول الأطراف في الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية على هذه الاتفاقية المعدلة طبقاً لأنظمتها الداخلية وتودع وثائق التصديق لدى الأمانة العامة للجامعة.
- يجوز للدول العربية التي لم تنضم إلى الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية أن تنضم إلى هذه الاتفاقية المعدلة، وذلك بإيداع وثيقة انضمامها لدى الأمانة العامة للجامعة.
- تتولى الأمانة العامة للجامعة إبلاغ الدول الأعضاء بإيداع وثائق التصديق عليها.

المادة الثلاثون

تدخل هذه الاتفاقية المعدلة حيز النفيذ بعد ثلاثة أشهر من إيداع وثائق التصديق عليها من قبل خمس دول أطراف في الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية، وتسري في شأن الدولة العربية المصدقة أو المنضمة إلى الاتفاقية المعدلة بعد شهر من تاريخ إيداع وثيقة تصديقها أو انضمامها لدى الأمانة العامة للجامعة.

المادة الحادية والثلاثون

لا يجوز لأي دولة طرف في الاتفاقية المعدلة أن تنسحب منها إلا بعد مرور خمس سنوات على نفاذها بالنسبة إليها، ويكون الانسحاب بإشعار كتابي يوجه إلى الأمين العام للجامعة، ولا يصبح سارياً إلا بعد سنة واحدة من تاريخ تبليغه بهذا الإشعار.

المادة الرابعة والعشرون

إذا لم يوجد اتفاق مغایر بين أطراف النزاع تكون الوساطة والتوفيق والتحكيم وفقاً للقواعد والإجراءات الواردة في ملحق الاتفاقية، والذي يعد جزءاً لا يتجزأ من هذه الاتفاقية.

المادة الخامسة والعشرون

إذا نصت اتفاقية عربية دولية تنشئ استثماراً عربياً أو أي اتفاق يتعلق بالاستثمار ضمن نطاق جامعة الدول العربية أو فيما بين أعضائها على إحالة مسألة أو نزاع ما إلى تحكيم دولي أو قضاء دولي جاز باتفاق أطرافه اعتباره داخلاً ضمن ولاية المحكمة.

الفصل السابع

أحكام ختامية

المادة السادسة والعشرون

-1 تكلف كل دولة من الدول الأطراف خلال مدة لا تزيد عن سنة من تاريخ دخول الاتفاقية حيز النفاذ جهة مركزية واحدة فيها بمسؤولية تسهيل تنفيذ أحكام الاتفاقية داخل إقليمها في مراحل الاستثمار المختلفة وتبلغ الأمانة العامة لجامعة الدول العربية بذلك.

-2 للجهة المركزية أن تتخاطب مباشرة مع المستثمرين والجهات الأخرى بشأن كل ما يدخل ضمن دائرة اختصاصها.

المادة السابعة والعشرون

-1 في أي حالة تتطلب تحويل عملة تنفيذاً لأحكام الاتفاقية يتم التحويل بعملة الاستثمار أو بأية عملة أخرى حرّة قابلة للتحويل، بموجب سعر الصرف السائد في الدولة التي يجري بها التحويل وذلك وفقاً لأحكام المادة (6).

-2 يتم التحويل خلال المدة اللازمة عادة لاستكمال الإجراءات المصرفية بلا تأخير فإذا تأخر تحويل المال أكثر من ثلاثة أشهر من تاريخ تقديم طلب مستوى الشروط القانونية، يستحق للمستثمر على الدولة المضيفة فوائد عن المال غير المحول اعتباراً من تاريخ انتهاء تلك المهلة بأسعار الفائدة المصرفية السائدة في الدولة المضيفة.

المادة التاسعة عشرة

للأمانة العامة لجامعة الدول العربية أن تتفق مع المؤسسة العربية لضمان الاستثمار وائتمان الصادرات فيما يقع ضمن اختصاصها على القيام بأي مهمة من المهام التي تنص عليها الفقرتان (3) و(4) من المادة (15).

المادة العشرون

إذا ما دفعت أية دولة طرف أو جهة عربية مبلغًا عن أضرار تعرض لها المستثمر العربي نتيجة ضمان كانت قد قدمته له منفردة أو بالاشتراك مع المؤسسة العربية لضمان الاستثمار وائتمان الصادرات أو مع جهة أخرى أو نتيجة أي تدابير تأمينية، يحل الدافع محل المستثمر تجاه الدولة المضيفة في حدود ما دفعه على أن لا يتعدى في ذلك الحقوق المقررة قانوناً للمستثمر تجاه تلك الدولة وتظل حقوق المستثمر تجاه الدولة المذكورة قائمة فيما يتجاوز المبالغ التي دفعت له.

الفصل السادس

تسوية المنازعات

المادة الحادية والعشرون

للمستثمر العربي أن يلجأ إلى القضاء في الدولة المضيفة طبقاً لقواعد الاختصاص فيها وذلك في الأمور التي تدخل في اختصاص المحكمة على أنه إذا رفع المستثمر العربي الدعوى أمام إحدى الجهات امتنع عليه رفعها أمام الجهة الأخرى.

المادة الثانية والعشرون

إذا لم يتفق أطراف النزاع على خلاف ذلك، تتم تسوية المنازعات الناشئة بين أطراف الاستثمار المتعلقة بتطبيق هذه الاتفاقية عن طريق المحكمة وفقاً لنظمها الأساسي الذي يبين تشكيلها واحتياطاتها ونظام عملها.

المادة الثالثة والعشرون

إذا تعذر حسم النزاع بالوسائل التي تم الاتفاق عليها بين أطراف الاستثمار يتم اللجوء إلى محكمة الاستثمار العربية.

أصحاب رؤوس الأموال العرب بغية تشجيعهم ومساعدتهم على الاستثمار في المشاريع العربية.

-4 المساعدة على إنشاء النظم والمؤسسات التي تسهل أو تشجع على تحقيق أغراض الاتفاقية أو تكملها بما في ذلك الأجهزة الاستشارية والتنفيذية وأجهزة ونظم تجميع الموارد المالية والبشرية وتوجيهها نحو الاستثمار داخل الدول العربية توجيهها متوازياً.

المادة السادسة عشرة

-1 للمجلس أن يوافق على وقف العمل بأي من أحكام الاتفاقية في أي دولة طرف بناء على طلبها وله أن يقيد ذلك بحدود زمانية أو مكانية أو موضوعية وعلى الجهات المسئولة في الدولة أن تسترشد بملحوظات وتوصيات المجلس لضمان العودة إلى التقييد بأحكام الاتفاقية.

-2 لا يشمل الحكم الوارد في الفقرة 1 من هذه المادة المزايا والضمادات التي سبق منحها لأي مستثمر عربي في نطاق هذه الاتفاقية.

المادة السابعة عشرة

للمجلس أن يشكل لجاناً من بين أعضائه أو من يمثلهم وأن يخولها ما يراه من اختصاصاته كما يجوز للمجلس أن يشكل:

-1 لجاناً فنية تمثل مصالح المستثمرين والدول المضيفة للاستثمار وباقى عناصر الاستثمار وذلك لدراسة ما يرى إسناده إليها من مسائل.

-2 لجنة فنية لتفسير أحكام هذه الاتفاقية.

الفصل الخامس

في ضمان الاستثمار

المادة الثامنة عشرة

للمستثمر العربي أن يؤمن على استثماره لدى المؤسسة العربية لضمان الاستثمار وائتمان الصادرات أو أي جهة تأمين يراها مناسبة.

تكون الأولوية في توظيف العمالة والخبرات لمواطني الدولة المضيفة في حال توفر المؤهلات المطلوبة، وأن تبذل الدولة المضيفة قصارى جهدها بala تشكل تشريعاتها عائقاً لتطوير وتحديث الاستثمارات فيها.

المادة الثالثة عشرة

- 1 يلتزم المستثمر العربي في مختلف أوجه نشاطه أقصى قدر ممكن من التسويق مع الدولة المضيفة ومع مؤسساتها وأجهزتها المختلفة وعليه احترام قوانينها ونظمها.
- 2 يتحمل المستثمر العربي مسؤولية إخلاله بالالتزامات الواردة في الفقرة السابقة وفقاً للقانون النافذ في الدولة المضيفة أو التي يقع فيها الإخلال بالالتزام.

الفصل الثالث

في المعاملة التفضيلية

المادة الرابعة عشرة

للدولة المضيفة تقرير أي مزايا إضافية للاستثمار العربي تجاوز الحد الأدنى المنصوص عليه في هذه الاتفاقية.

الفصل الرابع

في متابعة تنفيذ الاتفاقية

المادة الخامسة عشرة

يتولى المجلس الإشراف على تنفيذ أحكام هذه الاتفاقية وله في سبيل ذلك:

- 1 إصدار وتعديل وإلغاء القواعد والإجراءات الازمة لمتابعة تنفيذ أحكام الاتفاقية.
- 2 التعاون مع الدول الأطراف في ملائمة القواعد والأحكام والإجراءات المتعلقة بالاستثمار في الدول الأطراف بما يساعد على تنفيذ أحكام الاتفاقية وتحقيق أغراضها.
- 3 جمع وتنسيق التقارير والمعلومات والبيانات والتشريعات والقواعد والإحصاءات المتعلقة بالاستثمار و مجالاته والقطاعات المفتوحة للاستثمار وشروطها في الدول الأطراف بعد الحصول عليها من الجهات المختصة ووضعها تحت تصرف

ب- الامتناع عن تنفيذ حكم قضائي أو تحكيمي واجب التنفيذ ذي صلة مباشرة بالاستثمار.

ج- التسبب بأي وجه آخر بالفعل أو بالامتناع في أحداث ضرر للمستثمر العربي بمخالفة الأحكام القانونية النافذة في الدولة المضيفة.

-2 في حالة تعرض استثمارات المستثمر العربي لخسائر في إقليم الدولة المضيفة نتيجة حرب أو حالة طوارئ وطنية تمنح الدولة المضيفة معاملة لا تقل أفضليّة عن تلك التي تمنحها لمستثمرها أو طرف ثالث أيهما أفضل.

-3 تكون قيمة التعويض عادلة لما لحق بالمستثمر من ضرر وتبعاً لنوع الضرر ومقداره، ويكون بعملة قابلة للتحويل حسب الفقرة (2) من أحكام المادة (6).

المادة العاشرة

-1 يكون التعويض نقدياً إذا تعذر إعادة الاستثمار إلى حاله قبل وقوع الضرر.
 -2 يشترط في تقدير التعويض النقدي أن يجري خلال ستة أشهر من يوم وقوع الضرر وان يدفع خلال سنة من تاريخ الاتفاق على مقدار التعويض أو اكتساب التقدير صفتة القطعية وإلا استحق المستثمر فوائد تأخيرية على المبلغ غير المدفوع اعتباراً من اليوم التالي لانقضاء هذه المدة وفقاً لأسعار الفائدة المصرفية السائدة في الدولة المضيفة وفقاً للفقرة(2) من أحكام المادة (6) من هذه الاتفاقية.

المادة الحادية عشرة

بما لا يتعارض مع أنظمة وقوانين الدولة المضيفة، يتمتع المستثمر العربي مع أفراد أسرته بحق الدخول والإقامة والانتقال والمغادرة بحرية وبلا عائق في إقليم الدولة المضيفة، ولا تفرض قيود على هذا الحق إلا بأمر قضائي. ويتمتع العاملون في الاستثمار وأسرهم بتسهيلات الدخول والإقامة والمغادرة.

المادة الثانية عشرة

تسهل الدولة المضيفة للمستثمر العربي الحصول على ما تحتاجه استثماراته من أيدٍ عاملة عربية ومن خبرات عربية وأجنبية وفقاً لقوانينها السارية في هذا الشأن، على أن

2- على أنه يجوز:

- أ- نزع الملكية لتحقيق نفع عام بمقتضى ما تملكه الدولة المضيفة أو مؤسساتها من سلطة القيام بوظائفها في تنفيذ المشاريع العامة شريطة أن يتم ذلك على أساس غير تميّز ووفقاً لأحكام قانونية عامة تتضمّن نزع الملكية مقابل تعويض عادل ومساوي لقيمة السوقية للاستثمار قبل اتخاذ قرار نزع الملكية أو يكون معروفاً للجمهور أيهما كان أسبق. وإذا لم يكن من الممكن التأكيد من القيمة السوقية، يتم تحديد التعويض طبقاً للأصول المتعارف عليها عموماً بالنسبة للتقييم وعلى أساس مبادئ منصفة تأخذ في الاعتبار - ضمن أمور أخرى - رأس المال المستثمر، والإهلاك، وقيمة الإحلال والعناصر الأخرى ذات الصلة، يتعين تحديد مبلغ التعويض المشار إليه في الفقرة 2 من هذه المادة - وجعله قابلاً للأداء ودفعه بدون تأخير في مدة أقصاها سنة من تاريخ اكتساب قرار نزع الملكية صفتة القطعية. وفي حالة التأخير في الأداء تحتسب فائدة على التعويض على أساس سعر السوق التجاري، ابتداء من نهاية المدة المحددة ولغاية تاريخ الأداء، على أن لا تتجاوز هذه المدة ثلاثة أشهر أخرى. يحق للمستثمر العربي الذي تتأثر استثماراته بنزع الملكية، فرصة الطعن في إجراءات نزع الملكية أو/و مقدار التعويض بالطرق القانونية.
- ب- اتخاذ الإجراءات التحفظية المؤقتة الصادرة بموجب أمر من جهة قضائية مختصة وإجراءات تنفيذ الأحكام الصادرة من جهة قضائية مختصة.

المادة التاسعة

- 1- يستحق المستثمر العربي تعويضاً عادلاً عما يصيّبه من ضرر يتناسب مع هذا الضرر نتيجة قيام الدولة المضيفة أو إحدى سلطاتها العامة أو المحلية أو مؤسساتها بما يلي:
- أ- الإخلال بأي من الالتزامات والتعهدات الدولية المفروضة على عائق الدولة المضيفة والناشئة عن هذه الاتفاقية لمصلحة المستثمر العربي أو عدم القيام بما يلزم لتنفيذها سواء كان ذلك ناشئاً عن عمد أو إهمال.

بالالتزامات القانونية التي ترتب على المشروع الاستثماري المستحقة في الدولة المضيفة بدون أن يخضع في ذلك إلى أي قيود تميزية مصرافية أو إدارية أو قانونية وبدون أن تترتب أي ضرائب ورسوم على عملية التحويل^(*)، ولا يسري ذلك على مقابل الخدمات المصرافية.

-2- تتم التحويلات بحرية وبدون أي تأخير بالعملة الأصلية للاستثمار أو بإحدى العملات القابلة للتحويل والمعرفة من قبل صندوق النقد الدولي ويتم التحويل بسعر الصرف السائد في تاريخ التحويل في الدولة المضيفة.

المادة السابعة

-1- يجوز للمستثمر العربي أن يتصرف في استثماره بجميع أوجه التصرف الذي تسمح به طبيعته وبما لا يتعارض مع القوانين والأنظمة السارية في الدولة المضيفة.

-2- تستمر معاملة الاستثمار حسب أحكام هذه الاتفاقية ما دامت تتتوفر له الشروط المحددة فيها.

المادة الثامنة

-1- لا يخضع رأس المال العربي المستثمر بموجب أحكام هذه الاتفاقية لأي تدابير خاصة أو عامة دائمة أو مؤقتة مهما كانت صيغتها القانونية تلحق أيا من أصوله أو احتياطياته أو عوائده كلياً أو جزئياً وتؤدي إلى المصادر أو الاستيلاء الجيري أو نزع الملكية أو التأمين أو التصفية أو الحل أو انتزاع أو تبديد أسرار الملكية الفكرية أو الحقوق العينية الأخرى أو منع سداد الديون أو تأجيلها جبراً أو أي تدابير أخرى تؤدي إلى الحجز أو التجميد أو الحراسة أو غير ذلك من صور المساس بحق الملكية في ذاته أو إلى الإخلال بما يترتب عليه للملك من سلطات جوهرية تتمثل في سيطرته على الاستثمار وحياته وحقوق إدارته وحصوله على عوائده أو استيفاء حقوقه والوفاء بالالتزاماته.

^(*) تحفظ الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية على إضافة العبارة التالية (وبندون أن تترتب أي ضرائب ورسوم على عملية التحويل) التي وردت في الفقرة 1 من المادة (6).

المادة الرابعة

يستهدى في استخلاص الأحكام المتعلقة بهذه الاتفاقية وفي تفسيرها بالمبادئ التي تقوم عليها والأهداف التي استلهمتها ثم بالقواعد والمبادئ المشتركة في تشريعات الدول الأعضاء في جامعة الدول العربية ثم بالأعراف التجارية الدولية.

الفصل الثاني

معاملة الاستثمار والمستثمر العربي

المادة الخامسة

1- يتمتع المستثمر العربي بحرية الاستثمار في إقليم أي دولة طرف في المجالات المتاحة وفقاً لأنظمة والقوانين في الدولة الطرف وذلك في حدود نسب المشاركة في الملكية المقررة في قانون الدولة الطرف كما يتمتع المستثمر بالتسهيلات والامتيازات والضمانات وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية.

2- يعامل رأس المال العربي المستثمر في الدولة المضيفة معاملة لا تقل تفضيلاً عن رأس المال المملوك لمواطني تلك الدولة أو دولة ثالثة أيهما كان أفضل بلا تمييز.

3- للمستثمر العربي حق الاختيار في أن يعامل أي معاملة أخرى تقررها أحكام عامة في الدولة المضيفة بموجب قانون أو اتفاقية دولية أو اتفاقات استثمارية أخرى ولا يشمل ذلك ما قد تمنحه الدولة الطرف من معاملة متميزة لاستثمار محدد نظراً لأهميته الخاصة لتلك الدولة.

4- لا تسرى أحكام هذه المادة على ما يلي:

أ- المزايا التي يمنحها أي من الأطراف المتعاقدة لمستثمر دولة ثالثة بمقتضى عضويتها في منطقة تجارة حرة أو إتحاد جمركي أو سوق مشتركة.

ب- المعاملة الضريبية أو الزكوية.

ج- تملك الأراضي والعقارات.

المادة السادسة

1- يتمتع المستثمر العربي بحرية تحويل رأس المال المستثمر وعوائده في إقليم أي دولة طرف بدون تأخير، ثم إعادة تحويله إلى أي دولة بدون تأخير بعد الوفاء

مساهمة المستثمر العربي في رأس مال الشخص الاعتباري عن 51% بصورة مباشرة.

9- المجلس: هو المجلس الاقتصادي والاجتماعي لجامعة الدول العربية.

10- الجهة المركزية: هي الجهة المعنية بتنفيذ أحكام هذه الاتفاقية داخل الدولة الطرف.

11- المحكمة: هي محكمة الاستثمار العربية.

12- العوائد: مخرجات الاستثمار وجميع المبالغ المالية التي يدرها الاستثمار وعوائدها، وتشمل على سبيل المثال لا الحصر، الأرباح والفوائد والمكاسب الرأسمالية والإتاوات والرسوم والتعويضات.

13- الإقليم: إقليم الدولة المصيفة للاستثمار والبحر الإقليمي والمنطقة الاقتصادية الخالصة والجرف القاري الذي تمارس عليه الدولة الحقوق السيادية طبقاً للقانون الدولي المعمول به في هذا الشأن.

الفصل الأول

أحكام عامة

المادة الثانية

تسمح الدول الأطراف في هذه الاتفاقية - وفي إطار أحكامها - بانتقال رؤوس الأموال العربية فيما بينها بحرية وتشجع وتسهل استثمارها مع مراعاة التشريعات والأنظمة المتعلقة بالنشاطات المقننة وحماية البيئة، وتعهد بأن تحمي المستثمر والاستثمارات وعوائدها وتتمتع رؤوس الأموال العربية في الدولة الطرف بمعاملة عادلة ومنصفة في جميع الأوقات، وأن لا تفرض أي متطلبات أداء أو قبول قد تكون ضارة بالاستثمار أو ذات أثر سلبي عليه أو التمنع به.

المادة الثالثة

-1- تشكل أحكام هذه الاتفاقية حدأً أدنى لمعاملة كل استثمار يخضع لها.

-2- وفي حدود هذا الحد الأدنى تكون الأولوية في التطبيق لأحكام الاتفاقية عند تعارضها مع قوانين وأنظمة الدول الأطراف.

الاتفاقية إنما تشكل حداً أدنى في معاملة رؤوس الأموال والاستثمارات العربية يجب أن تكفله التشريعات الوطنية المتعلقة بالاستثمار في الدول العربية. قد أقرت هذه الاتفاقية وملحقها الذي يعتبر جزءاً لا يتجزأ منها معلن استعدادها التام لوضعها موضع التنفيذ نصاً وروحـاً مؤكدة رغبتها في بذل قصارى جهودها لتحقيق أهدافها وغاياتها.

قد اتفقت على ما يلي:

فصل تمهيدي

تعريف

المادة الأولى

يقصد لأغراض هذه الاتفاقية بالكلمات والعبارات الواردة أدناه المعاني المبينة إزاءها إلا إذا دل سياق النص على غير ذلك:

- 1 الاتفاقية: هي الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية المعقودة بين دول الجامعة العربية الأطراف فيها (المعدلة).
- 2 الجامعة: هي جامعة الدول العربية.
- 3 الدولة العربية: هي الدولة العضو بجامعة الدول العربية.
- 4 الدولة الطرف: هي الدولة العربية التي تكون الاتفاقية نافذة بالنسبة إليها.
- 5 الدولة المضيفة: هي الدولة الطرف التي تكون الاستثمارات العربية داخل حدودها الجغرافية.
- 6 رأس المال العربي: هو المال الذي يملكه المستثمر العربي ويشمل كل ما يمكن تقويمه بالنقد من حقوق مادية ومعنوية.
- 7 استثمار رأس المال العربي: هو استخدام رأس المال العربي في أحد المجالات الاقتصادية أو الاجتماعية في إقليم دولة طرف غير دولة جنسية المستثمر العربي أو تحويله إليها بهدف تحقيق عوائد وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية.
- 8 المستثمر العربي: هو الشخص الطبيعي أو الاعتباري الذي يملك رأس مال عربي ويقوم باستثماره في إقليم دولة طرف لا يتمتع بجنسيتها على ألا تقل نسبة

الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية المعدلة

دیاجة:

إن حكومات الدول الأعضاء في جامعة الدول العربية. تحقيقاً لأهداف ميثاق الجامعة ومعاهدة الدفاع المشترك والتعاون الاقتصادي بين دول الجامعة العربية ومجمل المبادئ والغايات التي تتضمنها اتفاقيات العمل الاقتصادي العربي والقرارات الصادرة عن المجلس الاقتصادي والاجتماعي لجامعة الدول العربية. وانطلاقاً من هدف تعزيز التنمية الاقتصادية والاجتماعية العربية الشاملة والتكامل الاقتصادي العربي. وإيماناً بأن علاقات الاستثمار بين الدول العربية تشغل في العمل الاقتصادي والاجتماعي العربي المشترك مجالاً أساسياً يمكن من خلال تنظيمه، تعبئة عوامل الإنتاج لدعم التنمية المشتركة فيها على أساس المنافع المتبادلة والمصالح العربية. واقتاعاً منها بان توفير مناخ ملائم للاستثمار لتحريك الموارد الاقتصادية العربية في ميدان الاستثمار العربي المشترك يتطلب تسهيل الإجراءات المتعلقة بالاستثمار في الدول العربية، وتسهيل انتقال رؤوس الأموال العربية وتوظيفها وحمايتها داخل الدول العربية وتسهيل انتقال المستثمرين العرب بين الدول العربية بما يخدم التنمية المستدامة فيها وبما يرفع مستوى معيشة مواطنيها ويدعم مستثمريها. وإذا تعتبر أن الأحكام الواردة في هذه

ظهير شريف رقم 1.14.170 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس

الأموال العربية في الدول العربية «المعدلة»، الموقعة بالرياض في 22 يناير 2013

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية «المعدلة»، الموقعة بالرياض في 22 يناير 2013؛

وعلى القانون رقم 118.13 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.14.152

بتاريخ 25 من شوال 1435 (22 أغسطس 2014)؛

وعلى محضر ايداع وثائق مصادقة المملكة المغربية على الاتفاقية المذكورة، الموقع بالقاهرة في 11 أبريل 2022،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية

«المعدلة»، الموقعة بالرياض في 22 يناير 2013.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

و إثباتا لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في نظيرين بواشنطن بتاريخ 19 أبريل 2013 باللغات العربية واللithuanian والإنجليزية، وكل النصوص نفس الحجية. وفي حالة وجود خلاف في تأويل مقتضيات هذه الاتفاقية، يرجع النص باللغة الإنجليزية.

عن
حكومة المغرب
عن
حكومة ليتوانيا

ريمانطيس سادزيوس
وزير المالية
نزار بركة
وزير الاقتصاد والمالية

المادة الثامنة و العشرون**أعضاء البعثات الدبلوماسية و المناصب الفنصلية**

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية أو المناصب الفنصلية سواء بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقيات خاصة.

المادة التاسعة و العشرون**الدخول في حيز التنفيذ**

1- تخطر حكومتا الدولتين المتعاقدين بعضهما البعض باستكمال الإجراءات الدستورية الازمة لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

2- تدخل الاتفاقية حيز التنفيذ ابتداءً من تاريخ لخر الإخطارين المشار إليه في الفقرة (1) و يجري العمل بأحكامها في كلتا الدولتين المتعاقدين:

- (أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المودعة أو المقرضة ابتداءً من فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ؛
- (ب) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

المادة الثلاثون**إنتهاء الاتفاقية**

تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إنتهاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة. ويمكن لكل دولة متعاقدة أن تنهي العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار كتابي، ستة أشهر على الأقل قبل نهاية السنة المدنية بعد خمس سنوات من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. وفي هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية في كلتا الدولتين المتعاقدين:

- (أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المودعة أو المقرضة ابتداءً من فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لتبليغ الإخطار؛
- (ب) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لتبليغ الإخطار.

4- عندما يكون الدين الضريبي لدولة متعاقدة بینا قد تتخذ تلك الدولة بشأنه وطبقاً لقانونها تدابير الحفظ لضمان تحصيله، يجب أن يقبل بناء على طلب السلطة المختصة في تلك الدولة لغرض اتخاذ تدابير الحفظ من قبل السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى. على تلك الدولة الأخرى أن تتخذ تدابير الحفظ فيما يتعلق بذلك الدين الضريبي وفقاً لمقتضيات قوانينها كما لو كان ذلك الدين الضريبي بینا ضريبياً لها حتى لو كان ذلك الدين الضريبي، في الوقت الذي تكون فيه هذه التدابير مطبقة، غير نافذ في الدولة المذكورة لولا أزيد من ذلك الشخص له الحق في منع تحصيله.

5- بعض النظر عن مقتضيات الفقرتين 3 و4، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل دولة متعاقدة لأغراض الفقرتين 3 أو 4، لا يجب أن يخضع للقيود الزمنية ولا تمنح له أية أولوية، في تلك الدولة، والتي تطبق على دين ضريبي بحكم طبيعته وفقاً لقوانين تلك الدولة. بالإضافة إلى ذلك ، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل دولة متعاقدة لأغراض الفقرتين 3 أو 4، لا يجب أن يمنع أية أولوية، في تلك الدولة، بموجب قوانين الدولة المتعاقدة الأخرى.

6- لا تُعرض المتابعت المتعلقة بوجود أو صحة أو مبلغ دين ضريبي لدولة متعاقدة أمام المحاكم أو الهيئات الإدارية للدولة المتعاقدة الأخرى.

7- حيثما يتم في أي وقت، بعد تقديم طلب من قبل دولة متعاقدة بموجب الفقرتين 3 أو 4 وقبل أن تحصل وتحوّل الدولة المتعاقدة الأخرى مبلغ الدين الضريبي إلى الدولة المذكورة أولاً، فإن ذلك الدين الضريبي يتوقف أن يكون:

- أ) في حالة طلب طبقاً للفقرة 3، بینا ضريبياً للدولة المذكورة أولاً يمكن تحصيله وفقاً لقوانين تلك الدولة ويدن به شخص، لا يملكه، في ذلك الوقت و بموجب قوانين تلك الدولة منع تحصيله، لو
- ب) في حالة طلب بموجب الفقرة 4، بینا ضريبياً للدولة المذكورة أولاً قد تتخذ تلك الدولة بموجب قوانينها، تدابير الحفظ لغرض ضمان تحصيله.

على السلطة المختصة للدولة المذكورة أولاً أن تسارع بإبلاغ السلطة المختصة في الدولة الأخرى بذلك الواقع، وعلى الدولة المذكورة أولاً تعليق أو سحب طلبها حسب اختيار الدولة الأخرى.

8- لا تفسر مقتضيات هذه المادة، بأي حال، على أنها تفرض على دولة متعاقدة الالتزام:

- (أ) باتخاذ تدابير إدارية مخالفة لقانونها ومارستها الإدارية أو للدولة المتعاقدة الأخرى؛
- (ب) باتخاذ تدابير قد تكون متعارضة مع السياسة العامة (النظام العام)؛
- (ج) بتقديم المساعدة إذا لم تتخذ الدولة المتعاقدة الأخرى، جميع التدابير المعقولة للتحصيل أو الحفظ، حسب الحالـة، المتاحة بموجب قوانينها أو ممارساتها الإدارية؛
- (د) بتقديم المساعدة في الحالـات التي يكون فيها للعبـه الإداري لـذلك الدولة غير مناسب بشكل واضح مع الـفائدة التي تحصل عليها الدولة المتعاقدة الأخرى.

3- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرتين 1 و 2 على أنها تلزم دولة متعاقدة:

أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع و الممارسة الإدارية المعهود بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادلة المعهود بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو تقديم معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفًا للنظام العام.

4- إذا طلبت المعلومات من طرف دولة متعاقدة عملاً بهذه المادة، وجب على الدولة المتعاقدة الأخرى استخدام التدابير التي تتوفر عليها للحصول على المعلومات المطلوبة حتى وإن كانت الدولة الأخرى لا تحتاج إلى تلك المعلومات لأغراض ضريبية خاصة بها. وبخضوع الالتزام المشار إليه في الجملة السابقة للقيود المنصوص عليها في الفقرة 3 ما لم تكن هذه القيود تحظر على دولة متعاقدة تقديم المعلومات لمجرد أن هذه المعلومات لا تشكل مصلحة داخلية بالنسبة إليها.

5- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 3 على أنها تسمح لدولة متعاقدة بالامتناع عن توفير معلومات لمجرد أنها توجد في حوزة مصرف أو مؤسسة مالية أخرى أو وكيل أو شخص يعمل بصفة وكيل أو بصفة مؤمن أو لأن المعلومات المطلوبة ترتبط بحقوق ملكية أحد الأشخاص.

المادة السابعة و العشرون

المساعدة لتحصيل الضرائب

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين تقديم المساعدة لبعضهما البعض في تحصيل ديونهما الضريبية. هذه المساعدة لا تُقيد بالموادتين 1 و 2. تتفق السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين على طريقة تطبيق هذه المادة.

2- مصطلح "الدين الضريبي" كما هو مستخدم في هذه المادة يعني مبلغًا معتقدًا يتعلق بالضرائب، من كل نوع أو تسمية، المفروضة من قبل الدول المتعاقدة، أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية، ما دام فرض الضريبة تلك لا يتعارض مع هذه الاتفاقية أو أيهَا اتفاقية أخرى تكون الدول المتعاقدة أطرافاً فيها، بما في ذلك لفوائد والغرامات والتکاليف الإدارية للتحصيل أو الحفظ المرتبطة بهذا المبلغ.

3- عندما يكون الدين الضريبي لدولة متعاقدة قابل للإنفاذ وفقاً لقوانين تلك الدولة ويدين به شخص لا يمكنه، في ذلك الوقت، بموجب قوانين تلك الدولة، منع تحصيله، يجب لن يقبل هذا الدين الضريبي، بناءً على طلب السلطة المختصة في تلك الدولة، لغرض تحصيله من قبل السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى. يجب تحصيل هذا الدين الضريبي من طرف تلك الدولة الأخرى وفقاً لمقتضيات قوانينها المطبقة لإنفاذ وتحصيل ضرائبه الخاصة كما لو كان الدين الضريبي ديناً ضريبياً لتلك الدولة الأخرى.

و بصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التشريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حاليه على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها لو، إذا كانت حالته تدخل في إطار الفقرة 1 من المادة 24، على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي هو مواطنها. و يجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات الموالية لأول إخطار بالتدبیر الذي أدى إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2- إذا تبين للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره و لم تستطع نفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تحاول أن تسوى الحال بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى فقصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لاتفاقية، و يطبق الاتفاق فيما كانت الأجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدتين.

3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبديد الشكوك التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية. و يمكنها كذلك أن تشاور فيما بينها فقصد تجنب الازدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.

4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين أن تصل مباشرة فيما بينها، بما في ذلك بوساطة لجنة مشتركة تتكون من تلك السلطات أو من ممثليها، لغرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابقة.

المادة السادسة و العشرون

تبادل المعلومات

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين المعلومات المفروض أن لها صلة وثيقة فيما بينها لأجل العمل بمقتضيات هذه الاتفاقية أو لتدبیر أو تطبيق التشريع الداخلي المتعلق بالضرائب، فيما كانت طبيعتها أو تسييئتها وللتى يتم تحصيلها لحساب الدولتين المتعاقدتين، أو فروعهما السياسية أو جماعاتها المحلية ما دامت الضريبة المقرر فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. إن تبادل المعلومات لا يقتيد بالملatinen 1 و 2.

2- تظل المعلومات المحصل عليها عملا بالفقرة 1 من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها عملا بالتشريع الداخلي لهذه الدولة. و لا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص لو للسلطات (بما فيها المحاكم و الهيئات الإدارية) المكلفة بوضع أو تحصيل الضرائب المشار إليها في الفقرة 1، أو بالمساطر أو المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بهذه الضرائب، أو هيئات المراقبة المتعلقة بهؤلاء الأشخاص لو هذه السلطات. و لا يجوز للأشخاص أو السلطات المذكورة استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض. و يمكنهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم لو عند إصدار الأحكام.

المادة الرابعة و العشرون

عدم التمييز

- 1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبنا من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصا بالنظر إلى الإقامة. ويطبق هذا المقضى كذلك، على الرغم من مقتضيات المادة 1، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقدتين.
- 2- لا يخضع الأشخاص العديمو الجنسية المقيمون بدولة متعاقدة في أي من الدولتين المتعاقدتين لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبنا من تلك التي يخضع أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصا بالنظر إلى الإقامة.
- 3- إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. ولا يمكن تأويل هذا المقضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنح المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصومات شخصية أو إمتيازات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنحه لمقيميها اعتبارا لوضعيتهم المدنية أو لأعبائهم العائلية.
- 4- باستثناء الحالات التي تطبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12، فإن الفوائد والإتاوات والمصاريف الأخرى المودعة من طرف مقاولة دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقاولة المفروضة عليها الضريبة، طبقا لنفس الشروط كما لو كانت مودعة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولا.
- 5- إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأس المالها كليا أو جزئيا، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة المذكورة أولا لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبنا من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المذكورة أولا.
- 6- تطبق مقتضيات هذه المادة، على الرغم من مقتضيات المادة 2، على الضرائب بمختلف أنواعها و تسمياتها.

المادة الخامسة و العشرون

المسطرة الودية

- 1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقدتين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فيإمكانه،

المادة الثانية و العشرون

مداخيل أخرى

1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أيا كان مصدرها، و التي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل الممتلكات العقارية كما تم تتعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيما بدولة متعاقدة و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابنة توجد فيها، وكان الحق أو الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبط بها فعليا. وفي هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

المادة الثالثة و العشرون

تفادي الازدواج الضريبي

1- في ليتوانيا يتم تفادي الازدواج الضريبي كالتالي:
عندما يحصل مقيم بليتوانيا على مداخيل تفرض عليها الضريبة في المغرب طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن ليتوانيا، ما لم تتوفر معاملة أكثر تفضيلاً في قانونها الداخلي، تمنح على الضريبة التي تستخلاصها عن مداخيل هذا المقيم خصماً يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المودة في المغرب.

إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل في ليتوانيا ، المحسوبة قبل الخصم، والمطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في المغرب.

2- في المغرب يتم تفادي الازدواج الضريبي كالتالي:
عندما يحصل مقيم بالمغرب على مداخيل تفرض عليها الضريبة في ليتوانيا طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن المغرب يمنح على الضريبة التي يستخلاصها عن مداخيل هذا المقيم خصماً يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المودة في ليتوانيا. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة المغربية على الدخل، المحسوبة قبل الخصم، و المطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في ليتوانيا.

عندما تكون المدخل التي يحصل عليها مقيم بالمغرب معفاة من الضريبة في المغرب وفقاً لأي مقتضى من هذه الاتفاقية، فإن المغرب، من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مداخيل المقيم، يأخذ بعين الاعتبار للمداخيل المعفاة.

3- إن الضرائب على الدخل المعفاة أو المخفضة لفترة محددة طبقاً للتشريع الداخلي لدولة متعاقدة المتعلق بالتجزيعات الضريبية تعتبر مودة و يجب خصمها من الضريبة المودة على مثل هذا الدخل في الدولة المتعلقة الأخرى.

ب) غير أن هذه الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في تلك الدولة و كان الشخص الطبيعي مقىماً بتلك الدولة:

(أ) مواطننا لتلك الدولة؛ أو

(ب) لم يصبح مقىماً بتلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.

2- أ) إن المعاشات المودعة من طرف دولة متعاقدة لو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية سواء كان ذلك مباشرةً أو عن طريق الانقطاع من وداعن تم إنشاؤها لشخص طبيعي برسم خدمات قدمها لتلك الدولة أو لذلك الفرع أو لتلك الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

ب) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقىماً بتلك الدولة و مواطننا لها.

3- تطبق مقتضيات المولد 15، 16، 17 و 18 على الأجور و الرواتب و غيرها من المرتبات المماثلة الأخرى و كذا على المعاشات المودعة مقابل خدمات مقدمة في إطار نشطة أعمال تمارسها دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية.

المادة العشرون

الطلبة

لن البالغ التي يحصل عليها طالب أو متمن أو مترب مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرةً بدولة متعاقدة، مقىماً بالدولة المتعاقدة الأخرى و يقطن بالدولة المذكورة لو لا فقط لغرض متابعة دراسته لو تكوينه، و التي يتلقاها لأجل تغطية مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه لا تفرضه لا تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة شريطة أن تكون متأتية من مصادر خارج تلك الدولة.

المادة الواحدة و العشرون

الأساتذة و الباحثون

1- لن الشخص الطبيعي الذي يزور دولة متعاقدة لغرض وحيد هو للتدريس أو إنجاز بحوث في جامعة، كلية، مدرسة أو غيرها من المؤسسات التعليمية المعترف بها في تلك الدولة و الذي هو مقىم لو كان مباشرةً قبل هذه الزيارة مقىماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة لو لا عن أي مرتب يحصل عليه برسم ذلك التدريس أو البحث لفترة لا تتجاوز سنتين ابتداءً من تاريخ أول وصول له إلى تلك الدولة شريطة أن يكون ذلك المرتب الذي حصل عليه متأتياً من مصادر خارج تلك الدولة.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخل المحصل عليها برسم بحوث ينجذبها الشخص الطبيعي لا للمصلحة العامة، لكن أساساً لغرض تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

2- عندما لا يعود دخل الأنشطة الممارسة شخصياً وبهذه الصفة من طرف فنان استعراضي أو رياضي للفنان أو الرياضي نفسه لكن لشخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المواد 14، 15، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضي أو الرياضي.

3- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 على الدخل الناتج عن الأنشطة الممارسة بدولة متعاقدة من طرف فنان استعراضي أو رياضي إذا كانت الزيارة إلى تلك الدولة ممولة كلياً أو جزئياً بأموال عامة لحكومة أو حكومتي الدولتين المتعاقدتين أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية. في هذه الحالة لا تفرض الضريبة على الدخل إلا في الدولة المتعاقدة التي يقيم فيها الفنان الاستعراضي أو الرياضي.

المادة الثامنة عشرة المعاشات والإيرادات العمرية

1- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات والإيرادات العمرية وغيرها من المرتبات المماثلة المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة برسم عمل سابق، تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

2- يعني لفظ "إيراد" مبلغاً معيناً يؤدى دورياً للشخص الطبيعي في آجال ثابتة لمدى حياته أو خلال فترة معينة أو قابلة للتعيين مقابل الالتزام بأداء تعويض تام وملائم نقداً أو بما يقوم بالفقد.

3- إن التعويضات عن حوادث العمل المؤداة طبقاً لعقد تأمين من طرف دولة متعاقدة لو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية لشخص طبيعي الذي يكون أو كان مسؤولاً في تلك الدولة أو لفرع السياسي أو السلطة تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

4- على الرسم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المعاشات وغيرها من المبالغ المؤداة، على دفعات أو على شكل مبلغ جزافي، طبقاً لتشريع الضمان الاجتماعي لدولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

المادة التاسعة عشرة الوظائف العمومية

1- إن الأجور والرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المؤداة من طرف دولة متعاقدة لو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية لشخص طبيعي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة لو لهذا الفرع أو لهذه السلطة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛

المادة الخامسة عشرة

المهن غير المستقلة

- 1- مع مراعاة مقتضيات المواد 16، 18، 19، 20 و 21، فإن الأجر والرواتب والمرتبات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارساً في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارساً فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- 2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المذكورة أولاً إذا :
- (أ) كان المستفيد يقطن بالدولة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوماً خلال كل فترة إثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛
 - (ب) وكانت المرتبات موزعة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛
 - (ج) وكانت أصحاب المرتبات لا تتحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكها المشغل في الدولة الأخرى.
- 3- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متنه مغيبة أو طائرة مستغلة في النقل الدولي من قبل مقاولة دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة.

المادة السادسة عشرة

مكافآت المدراء

إن المكافآت و أتعاب الحضور و التعويضات الأخرى للمماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضواً في مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو لية هبة أخرى مماثلة لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة السابعة عشرة

الفنانون و الرياضيون

- 1- على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و 15، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فناناً مستعاضياً كفنان للمسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزة، أو كموسيقي أو كرياضي تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقوله التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعلقة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقوله التي تتبع إلى قاعدة ثابتة يملكها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى لغرض ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاولة) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

3- إن أرباح مقاولة دولة متعلقة، تعمل في النقل الدولي بواسطة السفن أو الطائرات، الناتجة عن نقل ملكية السفن أو الطائرات المستقلة في النقل الدولي لو الأموال المنقوله المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

4- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية لأهم رأسمال شركة تكون أموالها أساساً، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من ممتلكات عقارية توجد في دولة متعلقة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة.

5- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات السابقة من هذه المادة تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

المادة الرابعة عشرة للمهن المستقلة

1- إن الدخل الذي يحصل عليه شخص طبيعي مقيم بدولة متعلقة من خلال ممارسته لمهنة حرفة أو نشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة، إلا إذا توفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لممارسة أنشطته. فإذا توفر على مثل هذه القاعدة الثابتة، فإنه يجوز أن تفرض الضريبة على الدخل في الدولة المتعاقدة الأخرى لكن فقط على الجزء المنسوب لهذه القاعدة الثابتة. لهذا الغرض، إذا قطن شخص طبيعي مقيم بدولة متعلقة، في الدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات تساوي أو تتجاوز في مجموعها 183 يوماً خلال أي فترة إثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية، فإنه يعتبر متوفراً على قاعدة ثابتة بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى و يناسب الدخل الناتج عن أنشطته المشار إليها أعلاه و الممارسة في الدولة الأخرى إلى تلك القاعدة الثابتة.

2- تشمل غلبة "مهنة حرفة" بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطبع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التريسي أو للبيداغوجي، وكذا الأنشطة المستقلة للأطباء و المحامين و المهندسين و المهندسين المعماريين و أطباء الأسنان و المحاسبين .

2- غير أن هذه الإتاوات تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقا لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقينا بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي للإتاوات.

3- يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي أو فني أو علمي بما في ذلك الأفلام السينمائية والأشرطة والتسجيلات و الوسائل الأخرى لإعادة إنتاج الصورة و الصوت المستعملة في البث الإذاعي لو التلفزي، أي براءة اختراع، أو علامة صنع أو علامة تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة معرفية، أو البث عن طريق الأقمار الاصطناعية، أو الارتباط، أو الألياف البصرية أو أي تقنية مماثلة أو لاستعمال أو الحق في لاستعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو العلمي و كذا المساعدة التقنية (خدمات ذات طبيعة تقنية).

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد من الإتاوات مقينا بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي تتولد عنه الإتاوات مرتبطا فعليا بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة المذكورة. و في هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- تعتبر الإتاوات ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقينا بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات في دولة متعاقدة، سواء كان مقينا بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها العقد الذي تولد عنه أداء الإتاوات و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الإتاوات، فإن تلك الإتاوات تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

6- إذا تجاوز مبلغ الإتاوات بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو تربط كلها بأشخاص آخرين المبلغ المنتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الخدمات التي تدفع من أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة

أرباح رأس المال

1- إن الأرباح أو المدخلات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة عن نقل ملكية الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6 و التي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيناً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز ١٠ بالمائة من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والمتعلقة والمستفاد منها فعلياً من طرف حكومة الدولة المتعاقدة الأخرى بما في ذلك فروعها السياسية وسلطاتها المحلية والبنك المركزي، تغدو من الضريبة في الدولة المذكورة أعلاه.

4- يعني لفظ "الفوائد" المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن لم لا وسواء كانت تحمل حق للمشاركة في ربح الدين لم لا، فعلى وجه التحديد الدخل الناتج عن الأموال العمومية وسندات الاقراض، بما في ذلك العلاوات والجوائز المتعلقة بهذه السندات. ولا تعتبر الغرامات المفروضة على التأخير في الدفع فوائداً لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيناً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة ثابتة توجد فيها، و كان الدين الذي تولد عنه الفوائد مرتبطة فعلياً بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة. وفي هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 لو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان الدين مقيناً بتلك الدولة. غير أنه إذا كان الدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيناً بدولة متعاقدة أو غير مقيد بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي تولد عنه أداء الفوائد وتحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك للفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7- إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط الدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد لو تربط كلها بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين الدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تنفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداء خاضعاً للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعلقة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثانية عشرة

الإتاوات

1- إن الإتاوات الناشئة في دولة متعاقدة و المؤداة لقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

ب) 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم في باقي الحالات الأخرى.

هذه الفقرة لا تؤثر على فرض للضريبة على الشركة فيما يتعلق بالأرباح التي تؤدي منها لأرباح الأسهم.

3- تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم و أسهم أو سندات الانتفاع و حصص العناجم لو حصلت أخرى معاونة في الأرباح باستثناء الديون و الدخل الناتج عن حصص المشاركة الأخرى و كذا المدخلات الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقينا بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم أنفطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، لو منهأة مسجلة بواسطة ثابتة توجد فيها، وكانت المساعدة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة بها فعلياً . و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- علماً تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحاً لو دخلاً من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم المؤداة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها نفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساعدة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعلياً بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تضريب الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤداة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كلياً أو جزئياً من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6- على الرغم من أي مقتضى آخر من هذه الاتفاقية، عندما تملك شركة مقيمة بدولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الأرباح المفروضة عليها الضريبة طبقاً للفقرة 1 من المادة 7 تخضع لضريبة محجوزة من المصدر في تلك الدولة الأخرى وفقاً لتشريعها الضريبي، غير أن الضريبة المحجوزة على هذا النحو لا يمكنها أن تتجاوز 5 بالمائة من مبلغ الأرباح المذكورة بعد خصم الضريبة على الشركات المطبقة عليها في تلك الدولة الأخرى.

المادة الحادية عشرة

الفولند

1- إن الفولند الناشئة في دولة متعاقدة والموداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة التاسعة

المقاولات الشريكية

1- عندما:

(أ) يساهم مقاولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو

(ب) يساهم نفع الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة دولة متعاقدة و مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى،

و في كلتا الحالتين، تكون المقاولات مرتبطة في علاقتها التجارية أو المالية بشروط منتفع عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي لولا هذه الشروط ، كانت ستحصل عليها إحدى المقاولاتين، ولكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقاولة و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك.

2- عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقاولة تلك الدولة - و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك- أرباحاً تم بسببها فرض الضريبة على مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى و كان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقاولة الدولة المذكورة لولا لو كانت الشروط المنتفع عليها بين المقاولاتين هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المؤدى عن هذه الأرباح إذا اعتبرت تلك الدولة الأخرى أن التسوية مبررة. و لتحديد هذه التسوية، تأخذ المقاييس الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، و عند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بالتشاور فيما بينها.

المادة العاشرة

أرباح الأسهم

1- إن أرباح الأسهم المؤداة من قبل شركة مقاومة بدولة متعاقدة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن أرباح الأسهم تلك قد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم و ذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيناً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز:

(أ) 5 بالمائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم، إذا كان المالك المستفيد هو شركة (غير شركة الأشخاص) في حوزتها مباشرة مالاً يقل عن 10 بالمائة من رأس مال الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم؛

- 3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة و المصاريف العامة للإدارة التي يتم بذلها على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه المؤسسة المستقرة أو في جهة أخرى. النفقات التي يسمح بخصمها من طرف دولة متعاقدة لا يجب أن تشمل إلا النفقات المسموح خصمها حسب القانون الداخلي لتلك الدولة.
- 4- إذا كان من المعتمد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح المنسوبة لمؤسسة مستقرة على أساس توزيع نسيبي لمجموع أرباح المقاولة على مختلف لجزائها، فلا يمنع أي مقتضى من الفقرة 2 هذه للدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاصة للضريبة حسب التوزيع النسيبي المعمول به؛ على أن تستعمل طريقة التوزيع المعتمدة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة.
- 5- لا تنسب أرباح إلى مؤسسة مستقرة لمجرد قيام تلك المؤسسة المستقرة بشراء بضائع و سلع المقاولة.
- 6- لأغراض الفقرات السابقة، تحدد كل سنة و حسب نفس الطريقة الأرباح المنسوبة ل المؤسسة المستقرة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة و كافية للعمل بعken ذلك.
- 7- عندما تشمل الأرباح عناصر من الدخل تتراولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك الموارد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة.

المادة الثامنة

الملاحة البحرية و الجوية

- 1- تفرض الضريبة على أرباح مقاولة دولة متعاقدة الناتجة عن لستغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في تلك الدولة المتعاقدة.
- 2- تطبق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو اتحاد أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال.
- 3- لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مقاولة دولة متعاقدة الناتجة عن لستغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن لستغلال لو تأجير الحاويات إذا كانت هذه الأرباح تابعة للأرباح التي تطبق عليها مقتضيات الفقرة 1.

والحقوق التي تطبق عليها مقتضيات القانون الخاص المتعلقة بالملكية العقارية، أي حق اختيار لو حق ممثل لاكتساب الأموال غير المنقولة وحق الانتفاع بالممتلكات العقارية، والحقوق الخاصة بالمدفوعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعدنية والمنابع والموارد الطبيعية الأخرى؛ الحقوق في الأصول الناتجة عن استكشاف أو استغلال امتداد البحر وأعماقه الباطنية ومواردهم الطبيعية، بما في ذلك الحق في الاستفادة من هذه الأصول لو الانتفاع بها. ولا تعتبر السفن والمراكب والطائرات ممتلكات عقارية.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المدخلات الناتجة عن الاستغلال المباشر لو الإيجار لو تأجير الأرضي، وكذا عن أي شكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقولة وكذا على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهنة مستقلة.

5- إذا كانت الأسهم أو الحصص لو لية حقوق أخرى في شركة لو شخص معنوي آخر تخول مالكها حق الانتفاع بمبتكات عقارية تملكتها هذه الشركة أو الشخص المعنوي الآخر، فإن الدخل الذي يحصل عليه المالك من استغلال أو تأجير أو أي شكل آخر من أشكال استغلال حقه في الانتفاع يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها الممتلكات العقارية.

المادة السابعة أرباح المقاولات

1- تفرض الضريبة على أرباح مقاولة دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة، إلا إذا كانت المقاولة تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها. فإذا مارست المقاولة نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، ولكن فقط بقدر ما يتسب عنها إلى تلك المؤسسة المستقرة. إلا أن الأرباح الناتجة عن بيع بضائع أو سلع ذات طابع مماثل أو مشابه لتلك التي يتم بيعها، أو عن أنشطة أعمال أخرى ذات طابع مماثل لو مشابه لتلك التي تتم ممارستها، بواسطة تلك المؤسسة المستقرة يمكن أن تتسب إلى تلك المؤسسة المستقرة إذا تم إثبات أن مثل هذه المبيعات لو الأنشطة تمت بهدف التهرب من التضريب في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة.

2- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقاولة دولة متعاقدة نشاطا في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تتسب، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن تجيئها لو كانت مقاولة مميزة و منفصلة تمارس نفس الأنشطة أو الأنشطة معاقة في نفس الشروط أو شروط مماثلة و تتعامل باستقلالية تامة مع المقاولة التي هي مؤسسة مستقرة لها.

4- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة "مؤسسة مستقرة" تشمل:

- استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض أو تعليم بضائع تملكها المقاولة؛
- الاحتفاظ ببضائع تملكها المقاولة فقط لغرض التخزين أو العرض أو التسليم؛
- الاحتفاظ بمخزون بضائع تملكها المقاولة فقط لغرض التحويل من قبل مقاولة أخرى؛
- استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو جمع معلومات للمقاولة؛
- استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أية أنشطة ذات طابع تحضيري أو إضافي للمقاولة؛
- استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في المقاطع من (أ) إلى (ه)، شريطة أن تحتفظ مجموع الأنشطة الممارسة من طرف مكان العمل للثابت و الناتجة عن هذا الجمع بطابع تحضيري أو إضافي.

5- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، عندما يعمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 6 - لحساب مقاولة و كانت له و يزاول بصفة اعتينالية في دولة متعاقدة سلطة لإبرام العقود باسم المقاولة فإن تلك المقاولة تعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في تلك الدولة فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقاولة إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك المشار إليها في الفقرة 4 و التي إذا نعمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا تجعل من تلك المكان للثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم هذه الفقرة.

6- لا يعتبر أنه لمقاولة دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى لمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في الإطار العادي لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب تلك المقاولة و كانت الفروط المنقق عليها أو المفروضة بين المقاولة و الوكيل في علاقتها التجارية و المالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل في مفهوم هذه الفقرة.

7- إن كون شركة مقيدة بدولة متعاقدة تراقب أو تخضع لمراقبة شركة مقيدة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاول نشاطها في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته ليجعل من إحدى الشركاتتين مؤسسة مستقرة للأخرى.

المادة السادسة

المدخل العقارية

- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة لو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- عبارة "ممتلكات عقارية" المذكور الذي يمنحه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات. وتشمل العبارة في جميع الحالات المائية و الترابي و التجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة و للغابات،

- ب) إذا تعذر تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز مصالح هذا الشخص الحيوية، أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيناً فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية؛
- ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أي منهما، يعتبر مقيناً فقط بالدولة التي هو مواطنها؛
- د) إذا كان هذا الشخص مواطناً لكلا الدولتين أو لم يكن مواطناً لأيٍّ منهما، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين في القضية باتفاق مشترك.

3- إذا كان شخص غير الشخص الطبيعي مقيناً بالدولتين المتعاقدتين وفقاً لمقتضيات الفقرة 1، فإن السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين تسعى إلى تسوية المسألة باتفاق مشترك. في حالة عدم التوصل إلى اتفاق، لأغراض الاتفاقية، لا يحق للشخص المطالبة بأي مزايا توفرها هذه الاتفاقية.

المادة الخامسة المؤسسة المستقرة

- 1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقولته نشاطها كلياً أو جزئياً.
- 2- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص:
- (أ) مقر الإدارة؛
 - (ب) الفرع؛
 - (ج) المكتب؛
 - (د) المصانع؛
 - (هـ) المنشآت؛
 - (و) المنجم، بئر البترول أو الغاز، المقلع أو أي مكان آخر لاستخراج الموارد الطبيعية؛
 - (ز) و متجر أو مكان مستخدم كمنفذ للبيع.
- 3- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" كذلك:
- (أ) ورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع لأكثر من ستة أشهر؛
 - (ب) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مقاولة بواسطة ماجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم من طرف المقاولة لهذا الغرض، لكن فقط إذا استمرت مثل هذه الأنشطة (نفس المشروع أو مشروع مرتبطة به) في دولة متعاقدة لفترة لا فترات تتجاوز في مجموعها أكثر من ثلاثة أشهر في حدود مدة اثنى عشر شهراً؛
 - (ج) أنشطة تقدم في دولة متعاقدة في إطار التنقيب عن أو استغلال لمنابع البحر وأعماله الباطنية ومواردهم الطبيعية المتولدة في تلك الدولة.

- د) يشمل لفظ "شخص" الشخص الطبيعي و الشركة و أي مجموعة أخرى من الأشخاص؛
- هـ) يعني لفظ "شركة" أي شخص معنوي أو أي كيان يعتبر شخصا معنويا لأغراض فرض الضريبة؛
- و) تعني عبارتا "مقاؤلة دولة متعاقدة" و "مقاؤلة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقاؤلة يستغلها مقيم بدولة متعاقدة و مقاؤلة يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛
- ز) تعني عبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة لو طائرة تقوم باستغلالها مقاؤلة في دولة متعاقدة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة لو الطائرة فقط بين أماكن توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى؛
- ح) تعني عبارة "المملطة المختصة":
- (أ) فيما يخص ليتوانيا : وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك؛
 - (بـ) فيما يخص المغرب: وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك؛
 - ط) يعني لفظ "مواطن":
- (أ) أي شخص طبيعي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛
 - (بـ) أي شخص معنوي، شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة.

2- لتطبيق الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ أو عبارة لم يتم تعريفه في الاتفاقية المعنى الذي يمنحه لياء في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعلقة بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك، و يرجع المعنى المندرج لهذا اللفظ أو العبارة من طرف التشريع الضريبي لهذه الدولة على المعنى الذي تمنحه لياء لفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة.

المادة الرابعة

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص يخضع للضريبة في دولة وفقا لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مكان تأسيسه أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، و تطبق كذلك على تلك الدولة و كذا على جميع فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين يخضعون للضريبة في تلك الدولة إلا على الدخل المتولى من مصادر موجودة في تلك الدولة.

2- عندما يكون شخص طبيعي، تبعا لمقتضيات الفقرة 1، مقينا بكلتا الدولتين المتعاقدين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية:

- (أ) يعتبر هذا الشخص مقينا فقط بالدولة التي يوجد له فيها سكن دائم؛ و إذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقينا فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية و اقتصادية لائق (مركز المصالح الحيوية)؛

المادة الثانية الضرائب المعنية

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2- تعتبر ضرائبا على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها للضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة أو غير المنقولة، و كذا الضرائب على زيادة قيمة رأس المال.

3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص:

(أ) فيما يخص ليتوانيا:

(ا) الضريبة على الربح؛

(ii) والضريبة على الدخل؛

(والمشار إليها فيما بعد بالضريبة الليتوانية)؛

(ب) فيما يخص المغرب:

(ا) الضريبة على الدخل؛

(ii) والضريبة على الشركات؛

(والمشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية).

4- تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية وتضاد إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. و تطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بعضها البعض على التعديلات الهامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية.

المادة الثالثة تعريف عامة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك:

(أ) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص ليتوانيا أو المغرب؛

(ب) يعني لفظ "ليتوانيا" جمهورية ليتوانيا و عندما يستخدم بالمعنى الجغرافي يعني التراب الواقع تحت سيادتها وللمناطق الأخرى التي تمارس عليها جمهورية ليتوانيا حقوقا سيادية أو ولاية وفقا للقانون الدولي؛

(ج) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، و عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ "المغرب":

(ا) تراب المملكة المغربية، البحر الإقليمي؛

(ii) و المنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي و تشمل امتداد البحر و أعمقه للباطنية (الجرف

القاري) و المنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادي طبقا لتشريعه الداخلي و للقانون الدولي، و ذلك بهدف استكشاف و استغلال موارده الطبيعية؛

اتفاقية
بين
حكومة المملكة المغربية
وحكومة جمهورية ليتوانيا
لتتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي
في ميدان الضرائب على الدخل

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية ليتوانيا،

رغبة منها في إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل،

اتفقنا على ما يلي:

المادة الأولى
الأشخاص المعنيون

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعلقة أو بكلتا الدولتين المتعاقدين.

ظهير شريف رقم 1.14.76 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاقية الموقعة بواشنطن في 19 أبريل 2013 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية ليتوانيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا:

بناء على الاتفاقية الموقعة بواشنطن في 19 أبريل 2013 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية ليتوانيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل :

وعلى القانون رقم 63.13 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.14.24 بتاريخ 4 جمادى الأولى 1435 (6 مارس 2014) :

ونظراً للتبادل الإعلامي واستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ؛

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

نشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بواشنطن في 19 أبريل 2013 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية ليتوانيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

المرفق الثاني

خطة عمل اللجنة الحكومية الدولية لبروتوكول ناغويا بشأن الحصول على الموارد الجينية والتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدامها الملحق باتفاقية التنوع البيولوجي

ألف - مسائل لنظر اللجنة الحكومية الدولية في اجتماعها الأول

- 1 طرائق تشغيل غرفة تبادل المعلومات بشأن الحصول وتقاسم المنافع، بما في ذلك التقارير المتعلقة بأنشطتها (الفقرة 4 من المادة 14).
- 2 تدابير للمساعدة في بناء القدرات، وتنمية القدرات وتعزيز الموارد البشرية والقدرات المؤسسية في البلدان النامية، ولا سيما أقل البلدان نموا والدول الجزرية الصغيرة النامية من بينها، والأطراف ذات الاقتصاد الانتقالي، مع مراعاة الاحتياجات التي تحدها الأطراف المعنية لتنفيذ البروتوكول (المادة 22).
- 3 تدابير لزيادة التوعية بأهمية الموارد الجينية والمعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية والمسائل ذات الصلة بالحصول وتقاسم المنافع (المادة 21).
- 4 الإجراءات التعاونية والآليات المؤسسية لتعزيز الامتثال لأحكام البروتوكول ومعالجة حالات عدم الامتثال، بما في ذلك الإجراءات والآليات التي تقدم المشورة أو المساعدة، حسب الاقتضاء (المادة 30).

باء - مسائل لنظر اللجنة الحكومية الدولية في اجتماعها الثاني

- 5 وضع ميزانية برامجية لفترة السنين بعد بدء نفاذ البروتوكول.
- 6 صياغة الإرشاد الموجه إلى الآلية المالية (المادة 25).
- 7 صياغة الإرشاد لحشد الموارد لتنفيذ البروتوكول.
- 8 النظر في النظام الداخلي لمؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في البروتوكول (الفقرة 5 من المادة 26).
- 9 صياغة مشروع جدول الأعمال المؤقت للاجتماع الأول لمؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في البروتوكول (الفقرة 6 من المادة 26).
- 10 الحاجة إلى آلية عالمية متعددة الأطراف لتقاسم المنافع وأساليب هذه الآلية (المادة 10).
- 11 مواصلة النظر في البنود التي تم بحثها في الاجتماع الأول للجنة الحكومية الدولية، عند الضرورة.

- (و) نقل المعرف والتكنولوجيا إلى مقدم الموارد الجينية بشروط عادلة وبأنساب الشروط، بما في ذلك شروط ميسرة ونفعية يتلقى عليها، وخصوصاً فيما يتعلق بالمعرف والتكنولوجيا التي تستعمل الموارد الجينية، بما في ذلك التكنولوجيا الأحيائية، أو التي تتصل بحفظ التنوع البيولوجي واستخدامه المستدام؛
- (ز) تعزيز القدرات على نقل التكنولوجيا؛
- (ح) بناء القدرات المؤسسية؛
- (ط) الموارد البشرية والمادية لتعزيز القدرات على إدارة وإنفاذ لوائح الحصول؛
- (ي) التدريب المتعلق بالموارد الجينية بمشاركة كاملة من البلدان المقدمة للموارد الجينية، وإن أمكن لدى تلك البلدان؛
- (ك) الحصول على المعلومات العلمية المتصلة بحفظ التنوع البيولوجي واستخدامه المستدام، بما في ذلك قوائم الجرد البيولوجية والدراسات التصنيفية؛
- (ل) الإسهامات في الاقتصاد المحلي؛
- (م) البحوث الموجهة نحو الاحتياجات ذات الأولوية، مثل الصحة والأمن الغذائي، مع مراعاة الاستخدامات المحلية للموارد الجينية في الطرف المقدم للموارد الجينية؛
- (ن) العلاقات المؤسسية والمهنية التي يمكن أن تترتب على اتفاق الحصول وتقاسم المنافع وما يتبعه من أنشطة تعاونية؛
- (س) فوائد الأمن الغذائي والمعيشي؛
- (ع) الاعتراف الاجتماعي؛
- (ف) الملكية المشتركة لحقوق الملكية الفكرية ذات الصلة.

* * *

وإثباتاً لما تقدم، قام الموقعون أدناه، المفوضون لهذا الغرض حسب الأصول، بالتوقيع على هذا البروتوكول في التواريف المحددة.

تحرر في ناغويا في اليوم التاسع والعشرين من شهر أكتوبر/تشرين الأول عام ألفين وعشرين.

* * *

مرفق

المنافع النقدية وغير النقدية

-1 يجوز أن تشمل المنافع النقدية على سبيل المثال لا الحصر ما يلي:

- (أ) رسوم/رسم الحصول على كل عينة تم جمعها أو الحصول عليها؛
- (ب) مدفوعات مقدمة؛
- (ج) دفعات على مراحل محددة؛
- (د) دفع أتاوات؛
- (هـ) رسوم الترخيص في حالة التسويق التجاري؛
- (و) رسوم خاصة يجب دفعها إلى الصناديق الاستثمارية التي تساند حفظ التنوع البيولوجي واستخدامه المستدام؛
- (ز) الرواتب والشروط التفضيلية حيثما يكون متقدماً عليها بصورة متبادلة؛
- (ح) تمويل البحث؛
- (ط) المشاريع المشتركة؛
- (ي) الملكية المشتركة لحقوق الملكية الفكرية ذات الصلة.

-2 يجوز أن تشمل المنافع غير النقدية على سبيل المثال لا الحصر ما يلي:

- (أ) تقاسم نتائج البحث والتطوير؛
- (ب) التعاون والمساهمة في برامج البحث والتطوير العلميين، خصوصاً أنشطة البحث في التكنولوجيا الأحيائية، لدى الطرف المقدم للموارد الجينية إذا أمكن ذلك؛
- (ج) المشاركة في تطوير المنتجات؛
- (د) التعاون والمساعدة والإسهام في التقييف والتدريب؛
- (هـ) السماح بالدخول إلى مرافق الموارد الجينية خارج الموقع الطبيعي وإلى قواعد البيانات؛

المادة 32

التوقيع

يفتح باب التوقيع على هذا البروتوكول أمام الأطراف في الاتفاقية بمقر الأمم المتحدة في نيويورك من 2 فبراير/شباط 2011 إلى 1 فبراير/شباط 2012.

المادة 33

بدء النفاذ

1- يبدأ نفاذ هذا البروتوكول في اليوم التسعين من تاريخ إيداع الصك الخمسين للتصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام للدول أو منظمات التكامل الاقتصادي الإقليمي الأطراف في الاتفاقية.

2- يبدأ نفاذ هذا البروتوكول لأي دولة أو منظمة التكامل الاقتصادي الإقليمي، تصدق على هذا البروتوكول أو تقبله أو توافق عليه أو تتضمّن إليه بعد إيداع الصك الخمسين المشار إليه في الفقرة 1 أعلاه، في اليوم التسعين من التاريخ الذي تودع فيه تلك الدولة أو منظمة التكامل الاقتصادي الإقليمي صك تصديقها أو قبولها أو موافقتها أو انضمامها، أو في التاريخ الذي يبدأ فيه نفاذ هذه الاتفاقية للدولة أو منظمة التكامل الاقتصادي الإقليمي، أيهما أبعد.

3- لأغراض الفقرتين 1 و 2 أعلاه، لا يعد أي صك تودعه منظمة التكامل الاقتصادي الإقليمي وثيقة إضافية للوثائق المودعة من قبل الدول الأعضاء في تلك المنظمة.

المادة 34

التحفظات

لا يجوز إبداء تحفظات على هذا البروتوكول.

المادة 35

الانسحاب

1- يجوز لأي طرف الانسحاب من هذا البروتوكول بتقديم إخطار كتابي إلى الوديع في أي وقت بعد مضي سنتين من تاريخ بدء نفاذ هذا البروتوكول بالنسبة لذلك الطرف.

2- يصبح الانسحاب نافذاً بعد انتهاء سنة واحدة على تلقى الوديع لإخطار الانسحاب، أو في أي تاريخ لاحق حسبما يحدّد في إخطار الانسحاب.

المادة 36

النصوص ذات الحجية

يودع لدى الأمين العام للأمم المتحدة أصل هذا البروتوكول، الذي تتساوى نصوصه العربية والصينية والإنكليزية والفرنسية والروسية والإسبانية من حيث الحجية.

3- عندما تؤدي هيئة فرعية تابعة لاتفاقية وظائفها فيما يتعلق بالمسائل الخاصة بهذا البروتوكول، يستبدل أي عضو من أعضاء مكتب هذه الهيئة الفرعية يمثل طرفا في الاتفاقية، ولكن لا يكون في ذلك الوقت طرفا في هذا البروتوكول، بعضه تنتخبه الأطراف في هذا البروتوكول من بينها.

المادة 28

الأمانة

- 1- تعمل الأمانة المنشأة بموجب المادة 24 من الاتفاقية كأمانة لهذا البروتوكول.
- 2- تطبق الفقرة 1 من المادة 24 من الاتفاقية بشأن وظائف الأمانة على هذا البروتوكول، مع مراعاة ما يقتضيه اختلاف الحال.
- 3- تحمل الأطراف في هذا البروتوكول تكاليف خدمات الأمانة متى كانت مستقلة. ويبيت مؤتمر الأطراف العامل كاجتماًع للأطراف في هذا البروتوكول، في اجتماعه الأول، في ترتيبات الميزانية الضرورية لتحقيق هذا الغرض.

المادة 29

الرصد والإبلاغ

يقوم كل طرف برصد تنفيذ التزاماته بموجب هذا البروتوكول، وإبلاغ مؤتمر الأطراف العامل كاجتماًع للأطراف في هذا البروتوكول، على فترات وفي أشكال يحددها مؤتمر الأطراف العامل كاجتماًع للأطراف في هذا البروتوكول، بالتدابير التي اتخذها لتنفيذ هذا البروتوكول.

المادة 30

إجراءات وآليات لتعزيز الامتثال لهذا البروتوكول

يقوم مؤتمر الأطراف العامل كاجتماًع للأطراف في هذا البروتوكول، في اجتماعه الأول، ببحث واعتماد إجراءات تعاونية وآليات مؤسسية لتعزيز الامتثال لأحكام هذا البروتوكول ومعالجة حالات عدم الامتثال. وتشمل هذه الإجراءات والآليات أحكاماً لإسداء المسورة أو تقديم المساعدة، حسب الاقتضاء. وتكون هذه الإجراءات والآليات مستقلة، ولا تخل بإجراءات وآليات تسوية المنازعات بموجب المادة 27 من الاتفاقية.

المادة 31

التقييم والاستعراض

يجري مؤتمر الأطراف العامل كاجتماًع للأطراف في هذا البروتوكول، تقييماً لفعالية البروتوكول بعد أربع سنوات من بدء نفاذ هذا البروتوكول وبعد ذلك على فترات يقررها مؤتمر الأطراف العامل كاجتماًع للأطراف في هذا البروتوكول.

(ج) السعي، حيثما يكون ملائماً، إلى الحصول على الخدمات والمعلومات التي تقدمها المنظمات الدولية والهيئات الحكومية الدولية وغير الحكومية المختصة واستخدامها وتعاون معها؛

(د) تحديد شكل ووتيرة إرسال المعلومات التي يتعين تقديمها وفقاً للمادة 29 من هذا البروتوكول والنظر في هذه المعلومات فضلاً عن التقارير التي تقدمها أية هيئة فرعية؛

(هـ) النظر، حسب الاقتضاء، في التعديلات على هذا البروتوكول ومرفقه، فضلاً عن أي مرفقات إضافية لهذا البروتوكول، واعتمادها، التي تعتبر ضرورية لتنفيذ هذا البروتوكول؛

(و) ممارسة أية وظائف أخرى قد تكون مطلوبة لتنفيذ هذا البروتوكول.

5- يطبق النظام الداخلي لمؤتمر الأطراف والقواعد المالية لاتفاقية، مع مراعاة ما يقتضيه اختلاف الحال، بموجب هذا البروتوكول، باستثناء إذا قرر مؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول خلاف ذلك بتوافق الآراء.

6- تعقد الأمانة أول اجتماع لمؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول بالاقتران مع الاجتماع الأول لمؤتمر الأطراف المقرر عقده بعد تاريخ بدء نفاذ هذا البروتوكول. وتعقد الاجتماعات العادية اللاحقة لمؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول بالاقتران مع الاجتماعات العادية لمؤتمر الأطراف، ما لم يقرر مؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول خلاف ذلك.

7- تعقد الاجتماعات الاستثنائية لمؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول في أوقات أخرى حسبما يرى مؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول ذلك ضرورياً، أو بناء على طلب مكتوب من أي طرف، شريطة أن يحظى الطلب بتأييد من ثلث الأطراف على الأقل في غضون ستة أشهر من إرسال الأمانة للطلب إلى الأطراف.

8- يجوز أن تكون الأمم المتحدة، ووكالاتها المتخصصة والوكالة الدولية للطاقة الذرية، فضلاً عن أي دولة عضو فيها أو مراقب عنها، ليست طرفاً في الاتفاقية، ممثلة بصفة مراقب في اجتماعات مؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول. ويجوز لأي هيئة أو وكالة، سواء وطنية أو دولية، حكومية أو غير حكومية ذات اختصاص في المسائل المنسوبة بهذا البروتوكول، وتكون قد أبلغت الأمانة برغبتها في حضور اجتماع من اجتماعات مؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول، أن تحضر على هذا الأساس، ما لم يعرض ثلاثة الأطراف الحاضرين على الأقل. ويُخضع قبول ومشاركة المراقبين إلى النظام الداخلي المشار إليه في الفقرة 5 أعلاه، باستثناء ما هو منصوص عليه خلاف ذلك في هذه المادة.

المادة 27

الهيئات الفرعية

1- يجوز لأي هيئة فرعية تنشأها الاتفاقية أو تنشأ بموجبها، أن تخدم هذا البروتوكول، بما في ذلك عملاً بمقرر يتّخذه مؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول. ويحدد هذا المقرر المهام الواجب تنفيذها.

2- يجوز للأطراف في الاتفاقية التي ليست أطرافاً في هذا البروتوكول أن تشارك بصفة مراقب في مداولات أي اجتماع من اجتماعات تلك الهيئات الفرعية. وعندما تعمل هيئة فرعية في الاتفاقية كهيئة فرعية لهذا البروتوكول، يكون اتخاذ القرارات بموجب هذا البروتوكول وفقاً على الأطراف في هذا البروتوكول.

المادة 25

الأالية المالية والموارد المالية

- 1- تراعي الأطراف أحكام المادة 20 من الاتفاقية عند النظر في الموارد المالية اللازمة لتنفيذ هذا البروتوكول.
- 2- تكون الآلية المالية للاتفاقية هي الآلية المالية لهذا البروتوكول.
- 3- فيما يتعلق ببناء وتنمية القدرات المشار إليها في المادة 22 من هذا البروتوكول، يراعي مؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول، عند تقديم إرشاد يتعلق بالآلية المالية المشار إليها في الفقرة 2 أعلاه، لكي ينظر فيه مؤتمر الأطراف، حاجة الأطراف من البلدان النامية، ولا سيما أقل البلدان نمواً والدول الجزئية الصغيرة النامية من بينها، والأطراف ذات الاقتصاد الانتقالي، إلى موارد مالية، فضلاً عن الاحتياجات والأولويات للقدرات للمجتمعات الأصلية والمحلية، بما فيها نساء هذه المجتمعات.
- 4- في سياق الفقرة 1 أعلاه، تراعي الأطراف أيضاً احتياجات الأطراف من البلدان النامية، ولا سيما أقل البلدان نمواً والدول الجزئية الصغيرة النامية من بينها، والأطراف ذات الاقتصاد الانتقالي، في جهودها الرامية إلى تحديد وتتنفيذ متطلبات بناء وتنمية القدرات لديها لأغراض تنفيذ هذا البروتوكول.
- 5- ينطبق الإرشاد الموجه إلى الآلية المالية للاتفاقية في المقررات ذات الصلة الصادرة عن مؤتمر الأطراف، بما فيها تلك الموافق عليها قبل اعتماد هذا البروتوكول، مع مراعاة ما يقتضيه اختلاف الحال، على أحكام هذه المادة.
- 6- يجوز أيضاً أن تقدم الأطراف من البلدان المتقدمة موارد مالية وغيرها من الموارد لتنفيذ أحكام هذا البروتوكول من خلال قنوات ثنائية وإقليمية ومتعددة الأطراف، وأن تستفيد منها الأطراف من البلدان النامية والأطراف ذات الاقتصاد الانتقالي.

المادة 26

مؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول

- 1- يعمل مؤتمر الأطراف كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول.
- 2- يجوز للأطراف في الاتفاقية التي ليست أطرافاً في هذا البروتوكول أن تشارك بصفة مراقب في مداولات أي اجتماع لمؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول. وعندما يعمل مؤتمر الأطراف كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول، يكون اتخاذ القرارات بموجب هذا البروتوكول وفقاً على الأطراف فيه.
- 3- عندما ي العمل مؤتمر الأطراف كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول، يستبدل أي عضو من أعضاء مكتب مؤتمر الأطراف يمثل طرفاً في الاتفاقية، ولكن لا يكون في ذلك الوقت طرفاً في هذا البروتوكول، بعضو منتخب للأطراف في هذا البروتوكول من بينها.
- 4- يبقى مؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول تتنفيذ هذا البروتوكول قيد الاستعراض الدوري ويتحدد، في حدود ولايته، المقررات الضرورية لتعزيز تنفيذه على نحو فعال. ويؤدي الوظائف المحددة له بموجب هذا البروتوكول ويقوم بما يلي:

- (أ) رفع توصيات بشأن آية مسائل ضرورية لتنفيذ هذا البروتوكول؛
- (ب) إنشاء الهيئات الفرعية حسبما تكون ضرورية لتنفيذ هذا البروتوكول؛

- (د) استخدام أفضل أدوات الاتصال والنظم القائمة على الانترنت المتاحة في أنشطة الحصول وتقاسم المنافع؛
- (هـ) تطوير واستخدام طرائق تقدير القيمة؛
- (و) التثقيب البيولوجي، وما يرتبط به من بحوث ودراسات تصنيفية؛
- (ز) نقل التكنولوجيا، والبنية التحتية والقدرة التقنية على تسهيل استدامة نقل التكنولوجيا هذا؛
- (ح) تعزيز مساهمة أنشطة الحصول وتقاسم المنافع في حفظ التنوع البيولوجي والاستخدام المستدام لمكوناته؛
- (ط) تدابير خاصة لزيادة قدرات أصحاب المصلحة المعنيين بالعلاقة إلى الحصول وتقاسم المنافع؛
- (ي) تدابير خاصة لزيادة قدرات المجتمعات الأصلية والمحلية مع التركيز على تعزيز قدرات نساء هذه المجتمعات فيما يتعلق بالحصول على الموارد الجينية و/أو المعرف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية.
- 6- ينبغي تقديم المعلومات عن مبادرات بناء وتنمية القدرات المتخذة على المستويات الوطنية والإقليمية والدولية، وفقاً للفرات 1 إلى 5 أعلاه، إلى غرفة تبادل المعلومات بشأن الحصول وتقاسم المنافع بغية تعزيز أوجه التأثير والتنسيق بشأن بناء وتنمية القدرات المتعلقة بالحصول وتقاسم المنافع.

المادة 23

نقل التكنولوجيا والتعاون

تعاون الأطراف، وفقاً للمواد 15 و16 و18 و19 من الاتفاقية، وتساهم في برامج البحث والتطوير التقني والعلمي، بما في ذلك أنشطة البحث في مجال التكنولوجيا الأحيائية، كوسيلة لتحقيق هدف هذا البروتوكول. وتقوم الأطراف بتعزيز وتشجيع الحصول على التكنولوجيا ونقلها إلى الأطراف من البلدان النامية، ولا سيما أقل البلدان نمواً والدول الجزرية الصغيرة النامية من بينها، والأطراف ذات الاقتصاد الانتقالي، من أجل التمكين من تطوير وتعزيز قاعدة تكنولوجية وعلمية سليمة ومستمرة لتحقيق أهداف الاتفاقية وهذا البروتوكول. ويجب أن تتم هذه الأنشطة التعاونية، حيثما أمكن، في ومع الطرف أو الأطراف المقدمة للموارد الجينية التي هي بلد أو بلدان منشأ هذه الموارد الجينية أو الطرف أو الأطراف التي حصلت على الموارد الجينية وفقاً لاتفاقية.

المادة 24

غير الأطراف

تقوم الأطراف بتشجيع غير الأطراف على الانضمام إلى هذا البروتوكول والمساهمة بمعلومات مناسبة في غرفة تبادل المعلومات بشأن الحصول وتقاسم المنافع.

- (ر) تنفيذ وتدريب مستخدمي ومقدمي الموارد الجينية والمعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية حول التزاماتهم المتعلقة بالحصول وتقاسم المنافع؛
- (ح) مشاركة المجتمعات الأصلية والمحلية وأصحاب المصلحة المعنيين في تنفيذ هذا البروتوكول؛
- (ط) زيادة التوعية بالبروتوكولات والإجراءات المجتمعية للمجتمعات الأصلية والمحلية.

المادة 22

القدرات

- 1- تعاون الأطراف في بناء القدرات، وتنمية القدرات وتعزيز الموارد البشرية والقدرات المؤسسية لتنفيذ هذا البروتوكول على نحو فعال في الأطراف من البلدان النامية، ولا سيما أقل البلدان نموا والدول الجزئية الصغيرة النامية من بينها، والأطراف ذات الاقتصاد الانتقالي، بما في ذلك من خلال المؤسسات والمنظمات العالمية والإقليمية دون الإقليمية والوطنية القائمة. وفي هذا السياق، ينبغي للأطراف أن تيسّر مشاركة المجتمعات الأصلية والمحلية وأصحاب المصلحة المعنيين، بما فيهم المنظمات غير الحكومية، والقطاع الخاص.
- 2- يجب أن تؤخذ في الاعتبار التام احتياجات الأطراف من البلدان النامية، لا سيما أقل البلدان نموا والدول الجزئية الصغيرة النامية من بينها، والأطراف ذات الاقتصاد الانتقالي، إلى موارد مالية وفقاً للأحكام ذات الصلة في الاتفاقية، وذلك لبناء وتنمية القدرات من أجل تنفيذ هذا البروتوكول.
- 3- على الأطراف من البلدان النامية، لا سيما أقل البلدان نموا والدول الجزئية الصغيرة النامية من بينها، والأطراف ذات الاقتصاد الانتقالي، أن تحدد احتياجاتها وأولوياتها الوطنية من حيث القدرات من خلال تقييمات ذاتية لقدراتها الوطنية، كأساس للتدابير الملائمة، فيما يتعلق بتنفيذ هذا البروتوكول. وعند القيام بذلك، ينبغي أن تدعم هذه الأطراف احتياجات وأولويات المجتمعات الأصلية والمحلية وأصحاب المصلحة المعنيين من حيث بناء القدرات، حسبما تحددها ومع التشديد على احتياجات وأولويات النساء من القدرات.
- 4- من أجل دعم تنفيذ هذا البروتوكول، يجوز أن تتناول بناء وتنمية القدرات المجالات الرئيسية التالية ضمن غيرها:

- (أ) القدرة على تنفيذ التزامات هذا البروتوكول والامتثال لها؛
 - (ب) القدرة على التفاوض لوضع شروط متفق عليها بصورة متبادلة؛
 - (ج) القدرة على إعداد وتطبيق وإنفاذ تدابير تشريعية أو إدارية أو سياسات محلية بشأن الحصول وتقاسم المنافع؛
 - (د) قدرة البلدان على تطوير قدرات الأبحاث الوطنية لديها من أجل إضافة قيمة لمواردها الجينية.
- 5- يجوز أن تشتمل التدابير المتعددة وفقاً للفراء من 1 إلى 4 أعلاه على ما يلي، ضمن جملة أمور:
 - (أ) التطوير القانوني والمؤسسي؛
 - (ب) تعزيز الإنصاف والعدالة في المفاوضات، مثل التدريب على التفاوض حول شروط متفق عليها بصورة متبادلة؛
 - (ج) رصد وإنفاذ الامتثال؛

3- يتخذ كل طرف تدابير فعالة، عند الاقتضاء، فيما يتعلق بما يلي:

(أ) اللجوء إلى العدالة؛

(ب) استخدام آليات فيما يتعلق بالاعتراف المتبادل بالأحكام وقرارات التحكيم الأجنبية وإنفاذها.

4- يستعرض مؤتمر الأطراف العامل كاجتماً للأطراف في هذا البروتوكول فعالية هذه المادة وفقاً للمادة 31 من هذا البروتوكول.

المادة 19

البنود التعاقدية النموذجية

1- يشجع كل طرف، حسب الاقتضاء، على إعداد وتحديث واستخدام بنود تعاقدية نموذجية قطاعية ومتعددة القطاعات للشروط المتفق عليها بصورة متبادلة.

2- يجري مؤتمر الأطراف العامل كاجتماً للأطراف في هذا البروتوكول تقريباً دورياً لاستخدام البنود التعاقدية النموذجية القطاعية والمتعددة القطاعات.

المادة 20

مدونات السلوك والمبادئ التوجيهية وأفضل الممارسات و/أو المعايير

1- يشجع كل طرف، حسب الاقتضاء، على إعداد وتحديث واستخدام مدونات السلوك الطوعية والمبادئ التوجيهية وأفضل الممارسات و/أو المعايير فيما يتعلق بالحصول وتقاسم المنافع.

2- يجري مؤتمر الأطراف العامل كاجتماً للأطراف في هذا البروتوكول تقريباً دورياً لاستخدام مدونات السلوك الطوعية والمبادئ التوجيهية وأفضل الممارسات و/أو المعايير وينظر في اعتماد مدونات السلوك والمبادئ التوجيهية وأفضل الممارسات و/أو المعايير المحددة.

المادة 21

زيادة التوعية

يتخذ كل طرف تدابير لزيادة التوعية بأهمية الموارد الجينية والمعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية، والمسائل المتعلقة بالحصول وتقاسم المنافع. ويجوز أن تشتمل هذه التدابير على ما يلي، ضمن جملة أمور:

(أ) الترويج لهذا البروتوكول، بما في ذلك هدفه؛

(ب) تنظيم اجتماعات للمجتمعات الأصلية والمحلية وأصحاب المصلحة المعنيين؛

(ج) إنشاء وصياغة مكتب مساعد للمجتمعات الأصلية والمحلية وأصحاب المصلحة المعنيين؛

(د) نشر المعلومات من خلال غرفة وطنية لتبادل المعلومات؛

(هـ) تشجيع مدونات السلوك الطوعية والمبادئ التوجيهية وأفضل الممارسات و/أو المعايير بالتشاور مع المجتمعات الأصلية والمحلية وأصحاب المصلحة المعنيين؛

(و) تشجيع، حسب الاقتضاء، التبادل المحلي والإقليمي والدولي للخبرات؛

(ب) تشجيع مستخدمي ومقدمي الموارد الجنينية على إدراج أحكام في الشروط المتفق عليها بصورة متبادلة لتقاسم المعلومات بشأن تنفيذ هذه الشروط، بما في ذلك من خلال متطلبات الإبلاغ؛

(ج) التشجيع على استخدام أدوات ونظم اتصال فعالة من حيث التكاليف.

-2 يشكل أي تصريح يصدر وفقاً للفقرة (هـ) من المادة 6، أو ما يعادله، ويتاح إلى غرفة تبادل المعلومات بشأن الحصول وتقاسم المنافع، يشكل شهادة امتحال معترف بها دولياً.

-3 تكون شهادة الامتحال المعترف بها دولياً دليلاً على أن المورد الجنيني الذي تشمله قد تم الحصول عليه وفقاً للموافقة المسبقة عن علم، وبإبرام شروط متفق عليها بصورة متبادلة، حسماً ينص عليه التشريع المحلي أو المتطلبات التنظيمية للحصول وتقاسم المنافع في الطرف الذي يقدم الموافقة المسبقة عن علم.

-4 يجب أن تتضمن الشهادة المعترف بها دولياً المعلومات التالية كحد أدنى عندما لا تكون سرية:

- (أ) اسم السلطة التي أصدرتها؛
- (ب) تاريخ الإصدار؛
- (ج) المقدم؛
- (د) رمز فريد لتعريف الشهادة؛
- (هـ) الشخص أو الكيان التي منحت الموافقة المسبقة عن علم له؛
- (و) الموضع الوارد أو الموارد الجنينية المشمولة في الشهادة؛
- (ز) تأكيداً يفيد بإبرام الشروط المتفق عليها بصورة متبادلة؛
- (ح) تأكيداً يفيد بالحصول على موافقة مسبقة عن علم؛
- (ط) الاستخدام التجاري و/أو الاستخدام غير التجاري.

المادة 18

الامتحال للشروط المتفق عليها بصورة متبادلة

-1 على كل طرف، لدى تنفيذه للفقرة (ز) من المادة 6، والمادة 7، أن يشجع مقدمي ومستخدمي الموارد الجنينية وأو المعرف التقليدية المرتبطة بالموارد الجنينية على إدراج أحكام بشأن الشروط المتفق عليها بصورة متبادلة، حسب الاقتضاء، لتغطية تسوية المنازعات، وتتضمن هذه الأحكام:

- (أ) الولاية القضائية التي ستخضع لها أي عمليات لتسوية المنازعات؛
- (ب) القانون الواجب التطبيق؛ و/أو
- (ج) خيارات لتسوية المنازعات بطرق بديلة، مثل الوساطة أو التحكيم.

-2 يكفل كل طرف إتاحة إمكانية اللجوء إلى العدالة بموجب نظمه القانونية، بما يتضمنه ومتطلبات الولاية القضائية المطبقة، في حالات المنازعات الناشئة عن الشروط المتفق عليها بصورة متبادلة.

المادة 16

**الامتثال للتشريع المحلي أو المتطلبات التنظيمية للحصول وتقاسم المنافع
بالنسبة للمعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية**

- يتخذ كل طرف تدابير شرعية أو إدارية أو سياساتية ملائمة وفعالة ومتاسبة، حسب الاقتضاء، تنص على أن الحصول على المعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية المستخدمة داخل ولايته القضائية يتم وفقاً للموافقة المسبقة عن علم أو موافقة وإشراك المجتمعات الأصلية والمحليه ومع وضع شروط متفق عليها بصورة متبادلة، حسبما ينص عليه التشريع المحلي أو المتطلبات التنظيمية للحصول وتقاسم المنافع للطرف الآخر الذي توجد به هذه المجتمعات الأصلية والمحليه.
- يتخذ كل طرف تدابير ملائمة وفعالة ومتاسبة لمعالجة حالات عدم الامتثال للتدابير المعتمدة وفقاً للفقرة 1 أعلاه.
- تتعاون الأطراف، إلى أقصى قدر ممكن وحسب الاقتضاء، في حالات الانتهاك المزعوم للتشريع المحلي أو المتطلبات التنظيمية للحصول وتقاسم المنافع المشار إليها في الفقرة 1 أعلاه.

المادة 17

رصد استخدام الموارد الجينية

- لدعم الامتثال، يتأخذ كل طرف، حسب الاقتضاء، تدابير لرصد وتعزيز الشفافية بشأن استخدام الموارد الجينية. ويجب أن تشمل هذه التدابير على:

(أ) تعيين نقطة تفتيش واحدة أو أكثر على النحو التالي:

- (1) نقاط التفتيش المعينة تجمع أو تستلم، حسب الحالة، المعلومات المتعلقة بالموافقة المسبقة عن علم، من مصدر المورد الجيني، بإبرام الشروط المتفق عليها بصورة متبادلة، و/أو استخدام الموارد الجينية، حسب الاقتضاء؛
- (2) على كل طرف، حسب الحالة واعتماداً على الخصائص الخاصة لنقطة التفتيش المعينة، إلزام مستخدمي الموارد الجينية بتقديم المعلومات المذكورة في الفقرة أعلاه إلى نقطة التفتيش المعينة. ويتم ذلك طرفاً التدابير الملائمة والفعالة والمتاسبة لمعالجة حالات عدم الامتثال؛

(3) تكون هذه المعلومات، بما فيها من شهادات الامتثال المعترف بها دولياً، عند توافرها، بدون إخلال لحماية المعلومات السرية، ويجب تقديمها إلى السلطات الوطنية المختصة، وإلى الطرف الذي يقدم الموافقة المسبقة عن علم وإلى غرفة تبادل المعلومات بشأن الحصول وتقاسم المنافع، حسب الاقتضاء؛

(4) يجب أن تكون نقاط التفتيش فعالة وينبغي أن تكون مهامها متصلة بتنفيذ الفقرة الفرعية (أ) هذه. وينبغي أن تكون متصلة باستخدام الموارد الجينية، أو بجمع المعلومات ذات الصلة في المراحل التي تشمل أيها من مراحل البحث أو التطوير أو الابتكار أو قبل التسويق التجاري أو مرحلة التسويق التجاري.

المادة 14

غرفة تبادل المعلومات بشأن الحصول وتقاسم المنافع وتقاسم المعلومات

-1 تنشأ بموجب هذا غرفة لتبادل المعلومات بشأن الحصول وتقاسم المنافع كجزء من آلية غرفة تبادل المعلومات بموجب الفقرة 3 من المادة 18 من الاتفاقية. وتعمل الغرفة كوسيلة لتقاسم المعلومات المتعلقة بالحصول وتقاسم المنافع. وتتوفر، بصفة خاصة، الحصول على المعلومات ذات الصلة بتنفيذ هذا البروتوكول التي يتيحها كل طرف.

-2 بدون الإخلال بحماية المعلومات السرية، يتيح كل طرف لغرفة تبادل المعلومات بشأن الحصول وتقاسم المنافع أية معلومات مطلوبة بموجب هذا البروتوكول، فضلاً عن المعلومات المطلوبة عملاً بالمقررات التي يتخذها مؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول. وتشتمل المعلومات على:

- (أ) التدابير التشريعية والإدارية والسياسية بشأن الحصول وتقاسم المنافع؛
- (ب) معلومات عن نقطة الاتصال الوطنية والسلطة أو السلطات الوطنية المختصة؛
- (ج) التصاريح أو ما يعادلها الصادرة عند وقت الحصول كدليل على قرار منح الموافقة المسبقة عن علم وإبرام الشروط المتفق عليها بصورة متبادلة.

-3 ويجوز أن تتضمن المعلومات الإضافية ما يلي، إن وجدت وحسب الإقتضاء:

- (أ) السلطات المختصة المعنية للمجتمعات الأصلية والمحلية، والمعلومات حسبما تقررها؛
- (ب) بنود تعاقدية نموذجية؛
- (ج) الطرائق والأدوات المعدة لرصد الموارد الجينية؛
- (د) مدونات السلوك وأفضل الممارسات.

-4 ينظر مؤتمر الأطراف العامل كاجتماع للأطراف في هذا البروتوكول، في اجتماعه الأول، في طرائق تشغيل غرفة تبادل المعلومات بشأن الحصول وتقاسم المنافع، بما في ذلك التقارير المتعلقة بأنشطتها، ويتخذ قرارات بشأنها، وتبقى قيد الاستعراض بعد ذلك.

المادة 15

الامتثال للتشريع المحلي أو المتطلبات التنظيمية المحلية للحصول وتقاسم المنافع

-1 يتخذ كل طرف تدابير تشريعية أو إدارية أو سياسية ملائمة وفعالة ومتاسبة تنص على أن يتم الحصول على الموارد الجينية المستخدمة داخل ولايته القضائية وفقاً للموافقة المسبقة عن علم ومع وضع شروط متفق عليها بصورة متبادلة، حسبما ينص عليه التشريع المحلي أو المتطلبات التنظيمية للحصول وتقاسم المنافع للطرف الآخر.

-2 تتخذ الأطراف تدابير ملائمة وفعالة ومتاسبة لمعالجة حالات عدم الامتثال للتدابير المعتمدة وفقاً للفقرة 1 أعلاه.

-3 تتعاون الأطراف، إلى أقصى قدر ممكن وحسب الإقتضاء، في حالات الانتهاك المزعوم للتشريع المحلي أو المتطلبات التنظيمية للحصول وتقاسم المنافع المشار إليها في الفقرة 1 أعلاه.

(ج) بنود تعاقدية نموذجية لتقاسم المنافع الناشئة عن استخدام المعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية.

-4 لا تُقيد الأطراف، بقدر الإمكان لدى تنفيذها لهذا البروتوكول، الاستخدام المألف للموارد الجينية، والمعارف التقليدية المرتبطة بها وتبادلها داخل المجتمعات الأصلية والمحلية وفيما بينها وفقاً لأهداف الاتفاقية.

المادة 13

نقاط الاتصال الوطنية والسلطات الوطنية المختصة

-1 يعين كل طرف نقطة اتصال وطنية معنية بالحصول وتقاسم المنافع. وتقوم نقطة الاتصال الوطنية بإتاحة المعلومات على النحو التالي:

(أ) في حالة مقدمي الطلبات الذين يسعون إلى الحصول على الموارد الجينية، معلومات عن إجراءات الحصول على الموافقة المسبقة عن علم ووضع شروط متفق عليها بصورة متبادلة، بما في ذلك تقاسم المنافع؛

(ب) في حالة مقدمي الطلبات الذين يسعون إلى الحصول على المعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية، حيثما أمكن، معلومات عن إجراءات الحصول على الموافقة المسبقة عن علم أو القبول أو المشاركة، حسب الاقتضاء، للمجتمعات الأصلية والمحلية ووضع شروط متفق عليها بصورة متبادلة بما في ذلك تقاسم المنافع؛

(ج) معلومات عن السلطات الوطنية المختصة، والمجتمعات الأصلية والمحلية المعنية وأصحاب المصلحة المعنيين.

وتكون نقطة الاتصال الوطنية مسؤولة عن عمليات الاتصال بالأمانة.

-2 يعين كل طرف سلطة وطنية مختصة واحدة أو أكثر معنية بالحصول وتقاسم المنافع. وتكون السلطات الوطنية المختصة مسؤولة، وفقاً للتدابير التشريعية أو الإدارية أو السياسات الوطنية الواجبة التطبيق، عن منح حق الحصول، أو عند الاقتضاء، إصدار دليل كتابي يفيد باستيفاء متطلبات الحصول ومسؤولية عن الإبلاغ عن الإجراءات والمتطلبات المنطبقة للحصول على الموافقة المسبقة عن علم وإبرام شروط متفق عليها بصورة متبادلة.

-3 يجوز أن يعين طرف ما كياناً واحداً ل القيام بوظائف كل من نقطة الاتصال والسلطة الوطنية المختصة.

-4 يبلغ كل طرف الأمانة، في موعد لا يتجاوز تاريخ بدء نفاذ هذا البروتوكول بالنسبة له، بمعلومات عن وسيلة الاتصال بنقطة الاتصال الوطنية والسلطة أو السلطات الوطنية المختصة لديه. وفي الحالات التي يعين فيها طرف ما أكثر من سلطة وطنية مختصة واحدة، عليه أن يرسل إلى الأمانة، مرفقاً بإخطاره معلومات ذات صلة عن مسؤوليات كل سلطة من هذه السلطات. وحيثما ينطبق الأمر، تبين هذه المعلومات، كحد أدنى، أي سلطة مختصة مسؤولة عن الموارد الجينية المطلوبة. ويبلغ كل طرف الأمانة فوراً بأي تغييرات في تعيين نقطة الاتصال الوطنية لديه أو بأي تغيير في وسيلة الاتصال بالسلطة أو السلطات الوطنية المختصة لديه أو مسؤولياتها.

-5 تتبع الأمانة المعلومات الواردة عملاً بالفقرة 4 أعلاه من خلال غرفة تبادل المعلومات بشأن الحصول وتقاسم المنافع.

المادة 10

الأالية العالمية المتعددة الأطراف لتقاسم المنافع

على الأطراف النظر في الحاجة إلى آلية عالمية متعددة الأطراف لتقاسم المنافع وأساليب هذه الآلية لمعالجة التقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدام الموارد الجينية والمعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية التي تحدث في حالات عبور الحدود أو التي لا يكون من الممكن منح الموافقة المسبقة عن علم أو الحصول عليها. وتستخدم منافع الموارد الجينية التي يتقاسماها المستخدمون والمعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية من خلال هذه الآلية لدعم حفظ التنوع البيولوجي والاستخدام المستدام لمكوناته على المستوى العالمي.

المادة 11

التعاون عبر الحدود

1- في الحالات التي توجد فيها نفس الموارد الجينية في الموقع الطبيعي داخل إقليم أكثر من طرف واحد، تسعى هذه الأطراف إلى التعاون، حسب الاقتضاء، مع مشاركة المجتمعات الأصلية والمحلية المعنية، حيثما ينطبق الأمر، بغية تنفيذ هذا البروتوكول.

2- في حالة تقاسم نفس الموارد التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية بين مجتمع واحد أو أكثر من المجتمعات الأصلية والمحلية في عدة أطراف، تسعى هذه الأطراف إلى التعاون، حسب الاقتضاء، مع مشاركة المجتمعات الأصلية والمحلية المعنية، بغية تنفيذ هدف هذا البروتوكول.

المادة 12

المعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية

1- تراعي الأطراف في تنفيذ التزاماتها بموجب هذا البروتوكول، رهنا بالتشريع المحلي، القوانين العرفية للمجتمعات الأصلية والمحلية، وبروتوكولاتها وإجراءاتها المجتمعية، حسب الإقتضاء، فيما يتعلق بالمعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية.

2- تقوم الأطراف بالمشاركة الفعالة للمجتمعات الأصلية والمحلية المعنية، بإنشاء آليات لإبلاغ المستخدمين المحتملين للمعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية عن التزاماتهم، بما في ذلك التدابير التي تناح من خلال غرفة تبادل المعلومات بشأن الحصول وتقاسم المنافع للحصول على هذه المعرف وتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدام هذه المعرف.

3- تسعى الأطراف، حسب الاقتضاء، إلى دعم إعداد المجتمعات الأصلية والمحلية، بما في ذلك نساء هذه المجتمعات، لما يلي:

(أ) بروتوكولات مجتمعية فيما يتعلق بالحصول على المعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية والتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدام هذه المعرف؛

(ب) متطلبات دنيا للشروط المتفق عليها بصورة متبادلة لضمان التقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدام المعرف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية؛

(ز) وضع قواعد وإجراءات واضحة للإلزام بشروط متفق عليها بصورة متبادلة ووضعها. ويجب وضع هذه الشروط كتابة ويمكن أن تتضمن، جملة أمور، منها:

(1) حكما لتسوية المنازعات؛

(2) شروطا بشأن تقاسم المنافع، بما في ذلك بالعلاقة إلى حقوق الملكية الفكرية؛

(3) شروطا للاستخدام اللاحق من جانب طرف ثالث، إن وجد؛

(4) شروطا بشأن التغييرات في النوايا، عند الاقتضاء.

المادة 7

الحصول على المعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية

وفقاً للقانون المحلي، يتخذ كل طرف تدابير، حسب الاقتضاء، بهدف ضمان الحصول على المعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية التي تحوزها المجتمعات الأصلية والمحلية بموافقة مسبقة عن علم أو قبول ومشاركة هذه المجتمعات الأصلية والمحلية، وبأبرام شروط متفق عليها بصورة متبادلة.

المادة 8

اعتبارات خاصة

على كل طرف القيام بما يلي، لدى إعداد وتنفيذ تشریعه أو متطلباته التنظيمية بشأن الحصول وتقاسم المنافع:

(أ) تهيئة الظروف لتعزيز وتشجيع البحوث التي تسهم في حفظ التنوع البيولوجي واستخدامه المستدام، ولا سيما في البلدان النامية، بما في ذلك من خلال تدابير مبسطة بشأن الحصول لأغراض البحوث غير التجارية، مع مراعاة الحاجة إلى معالجة تغير النية لهذه البحوث؛

(ب) إيلاء الاعتبار الواجب لحالات الطوارئ الحالية أو الوشيكة، التي تهدد أو تضر صحة البشر أو الحيوانات أو النباتات، حسبما يتقرر على المستوى الوطني أو الدولي. ويجوز أن تأخذ الأطراف في الاعتبار الحاجة إلى الحصول المعجل على الموارد الجينية والتقاسم العادل والمنصف السريع للمنافع الناشئة عن استخدام هذه الموارد الجينية، بما في ذلك الحصول على معاملات بتكلفة معقولة لمن يحتاجون إليها، وخصوصاً في البلدان النامية.

(ج) النظر في أهمية الموارد الوراثية للأغذية والزراعة ودورها الخاص للأمن الغذائي.

المادة 9

المساهمة في الحفظ والاستخدام المستدام

تشجع الأطراف المستخدمين والمقدمين على توجيه المنافع الناشئة عن استخدام الموارد الجينية نحو حفظ التنوع البيولوجي والاستخدام المستدام لمكوناته.

- ٣- لتنفيذ الفقرة ١ أعلاه، يتخذ كل طرف تدابير تشريعية أو إدارية أو سياساتية، حسب الاقتضاء.
- ٤- يجوز أن تشمل المنافع على منافع نقدية وغير نقدية، بما في ذلك على سبيل المثال وليس الحصر، المنافع المذكورة في المرفق.
- ٥- يتخذ كل طرف تدابير تشريعية أو إدارية أو سياساتية، حسب الاقتضاء، بهدف تقاسم المنافع الناشئة عن استخدام المعرف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية بطريقة عادلة ومنصفة مع المجتمعات الأصلية والمحلية الحائزة لهذه المعرف. ويكون هذا التقاسم بناء على شروط متفق عليها بصورة متبادلة.

المادة 6

الحصول على الموارد الجينية

- ١- عند ممارسة الدولة للحقوق السيادية على الموارد الطبيعية، ورها للتشريع المحلي أو المتطلبات التنظيمية للحصول وتقاسم المنافع، يخضع الحصول على الموارد الجينية لاستخدامها، للموافقة المسبقة عن علم للطرف المقدم لهذه الموارد الذي يكون بلد منشأ هذه الموارد أو الطرف الذي حصل على الموارد الجينية وفقاً لاتفاقية، ما لم يقرر هذا الطرف خلاف ذلك.
- ٢- وفقاً للتشريع المحلي، يتخذ كل طرف تدابير، حسب الاقتضاء، بهدف ضمان الحصول على الموافقة المسبقة عن علم أو قبول أو مشاركة المجتمعات الأصلية والمحلية للحصول على الموارد الجينية في الحالات التي يكون لهذه المجتمعات حقوقاً منصوصاً عليها لمنح الحصول على هذه الموارد.
- ٣- بموجب الفقرة ١ أعلاه، يتخذ كل طرف يشترط الموافقة المسبقة عن علم، ما يلزم من تدابير تشريعية أو إدارية أو سياساتية، حسب الاقتضاء، من أجل ما يلي:
 - (أ) النص على اليقين القانوني والوضوح والشفافية في تشريعه المحلي أو متطلباته التنظيمية بشأن الحصول وتقاسم المنافع؛
 - (ب) النص على قواعد وإجراءات عادلة وغير تعسفية بشأن الحصول على الموارد الجينية؛
 - (ج) توفير المعلومات عن كيفية التقدم بطلب للحصول على الموافقة المسبقة عن علم؛
 - (د) النص على قرار كتابي واضح وشفاف من قبل سلطة وطنية مختصة، بطريقة فعالة من حيث التكاليف وخلال فترة زمنية معقولة؛
 - (ه) النص في وقت الحصول على إصدار تصريح أو ما يعادله كدليل على قرار منح الموافقة المسبقة عن علم ووضع الشروط المتفق عليها بصورة متبادلة، وإخطار غرفة تبادل المعلومات بشأن الحصول وتقاسم المنافع بذلك؛
 - (و) حيثما ينطبق الأمر، ورها بالتشريع المحلي، تحديد معايير و/أو عمليات للحصول على الموافقة المسبقة عن علم أو القبول والمشاركة للمجتمعات الأصلية والمحلية من أجل الحصول على الموارد الجينية؛

المادة 3

مجال التطبيق

يسري هذا البروتوكول على الموارد الجينية في مجال تطبيق المادة 15 من الاتفاقية وعلى المنافع الناشئة عن استخدام هذه الموارد. ويسري هذا البروتوكول أيضاً على المعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية الواردة ضمن مجال تطبيق الاتفاقية وعلى المنافع الناشئة عن استخدام هذه المعارف.

المادة 4

العلاقة مع الاتفاقيات والصكوك الدولية

1 - لا تؤثر أحكام هذا البروتوكول على حقوق والتزامات أي طرف ناتجة عن أي اتفاق دولي قائم، إلا إذا كانت ممارسة هذه الحقوق والتزامات ستسبب في أضرار خطيرة للتوع البيولوجي أو تهدده. ولا تهدف هذه الفقرة إلى إنشاء هيكل هرمي بين هذا البروتوكول وأي صكوك دولية أخرى.

2 - ليس في هذا البروتوكول ما يمنع الأطراف من الدخول في اتفاقيات دولية أخرى ذات صلة وتتفيد بها، بما في ذلك اتفاقيات متخصصة أخرى للحصول وتقاسم المنافع، شريطة أن تدعم أهداف الاتفاقية وهذا البروتوكول ولا تتعارض معها.

3 - ينفذ هذا البروتوكول مع الصكوك الدولية الأخرى ذات الصلة بهذا البروتوكول بطريقة داعمة لبعضها البعض. وينبغي إيلاء الاعتبار الواجب للعمل المفيد والجاري ذي الصلة أو الممارسات بموجب الصكوك الدولية والمنظمات الدولية المعنية، شريطة دعمها لأهداف الاتفاقية وهذا البروتوكول وعدم تعارضها معها.

4 - هذا البروتوكول هو صك تتفيد أحكام الحصول وتقاسم المنافع في الاتفاقية. وفي الحالات التي ينطبق فيها صك دولي متخصص للحصول وتقاسم المنافع يتماشى مع أهداف الاتفاقية وهذا البروتوكول ولا يتعارض معها، لا يسري هذا البروتوكول بالنسبة للطرف المتعاقد أو الأطراف المتعاقدة في الصك المتخصص فيما يتعلق بالمورد الجيني المحدد المشمول بالصك المتخصص ولأغراضه.

المادة 5

التقاسم العادل والمنصف للمنافع

1 - وفقاً للفقرتين 3 و7 من المادة 15 من الاتفاقية، يتم تقاسم المنافع الناشئة عن استخدام الموارد الجينية فضلاً عن الاستخدامات اللاحقة والتسويق التجاري بطريقة عادلة ومنصفة مع الطرف المقدم لهذه الموارد الذي يكون بلد منشأ هذه الموارد أو مع الطرف الذي حصل على الموارد الجينية وفقاً للاتفاقية. ويكون هذا التقاسم بناءً على شروط متفق عليها بصورة متبادلة.

2 - يتخذ كل طرف تدابير تشريعية أو إدارية أو سياساتية، حسب الاقتضاء، بهدف ضمان تقاسم المنافع الناشئة عن استخدام الموارد الجينية التي تحوزها المجتمعات الأصلية والمحلية، وفقاً للتشريع المحلي بخصوص الحقوق المنصوص عليها لهذه المجتمعات الأصلية والمحلية على مواردها الجينية، تقاسمها بطريقة عادلة ومنصفة مع المجتمعات المعنية، استناداً إلى شروط متفق عليها بصورة متبادلة.

وإذ تأخذ بعين الاعتبار حق المجتمعات الأصلية والمحليّة في تعريف الحائزين الشرعيين داخل مجتمعاتها، لمعارفها التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية،

وإذ تسلّم كذلك بالظروف الفريدة التي تمتلك فيها البلدان معارف تقليدية مرتبطة بالموارد الجينية، التي قد تكون شفهية أو موئلة أو في أشكال أخرى، مما يعكس تراثاً ثقافياً غنياً يتعلّق بحفظ التنوع البيولوجي واستخدامه المستدام،

وإذ تلاحظ إعلان الأمم المتحدة بشأن حقوق الشعوب الأصلية،

وإذ تؤكّد على أنه ليس في هذا البروتوكول ما يفسّر على أنه يقلل أو يلغى الحقوق المملوكة للمجتمعات الأصلية والمحليّة،

قد اتفقت على ما يلي:

المادة 1

الهدف

إن الهدف من هذا البروتوكول هو التقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدام الموارد الجينية، بما في ذلك عن طريق الحصول بصورة ملائمة على الموارد الجينية ونقل التكنولوجيات ذات الصلة بصورة ملائمة، مع الأخذ في الحسبان جميع الحقوق على هذه الموارد والتكنولوجيات، وعن طريق التمويل الملائم، مما يسهم وبالتالي في حفظ التنوع البيولوجي والاستخدام المستدام لمكوناته.

المادة 2

استخدام المصطلحات

تسرى على هذا البروتوكول المصطلحات المعرفة في المادة 2 من الاتفاقية. وبالإضافة إلى ما يلى، لأغراض هذا البروتوكول:

- (أ) "مؤتمر الأطراف" يعني مؤتمر الأطراف في الاتفاقية؛
- (ب) "الاتفاقية" تعنى اتفاقية التنوع البيولوجي؛
- (ج) "استخدام الموارد الجينية" يعني إجراء البحث والتطوير بشأن التكوين الجيني و/أو الكيميائي البيولوجي للموارد الجينية، بما في ذلك من خلال استخدام التكنولوجيا الأحيائية حسبما ورد تعرّيفها في المادة 2 من الاتفاقية؛
- (د) "التكنولوجيا الأحيائية" حسب تعرّيفها في المادة 2 من الاتفاقية تعنى أية تطبيقات تكنولوجية تستخدم النظم البيولوجية أو الكائنات الحية أو مشتقّاتها، لصنع أو تعديل المنتجات أو العمليات من أجل استخدامات معينة؛
- (هـ) "المشتقات" تعنى مركبات كيميائية بيولوجية تحدث طبيعياً وتنتج عن التعبير الجيني أو التمثيل الغذائي لموارد بيولوجية أو جينية، حتى وإن لم تكن تحتوي على وحدات وراثية وظيفية؛

وإذ تسلم بأهمية توفير اليقين القانوني فيما يتعلق بالحصول على الموارد الجينية والتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدامها،

وإذ تسلم كذلك بأهمية تعزيز الإنصاف والعدل في التفاوض لوضع شروط متفق عليها بصورة متبادلة بين مقدمي الموارد الجينية ومستخدميها،

وإذ تسلم أيضاً بالدور الحيوي الذي تلعبه النساء في الحصول وتقاسم المنافع وتأكد الحاجة إلى المشاركة الكاملة للنساء في جميع مستويات صنع السياسات وتتنفيذها من أجل حفظ التنوع البيولوجي،

وتصميماً منها على مواصلة دعم التنفيذ الفعال لأحكام الحصول وتقاسم المنافع في الاتفاقية،

وإذ تسلم بأن الحل الابتكاري اللازم لمعالجة التقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدام الموارد الجينية والمعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية الذي يحدث في الحالات عبر الحدود أو التي لا يكون من الممكن فيها منح الموافقة المسبقة عن علم أو الحصول عليها،

وإذ تسلم بأهمية الموارد الجينية للأمن الغذائي، والصحة العامة، وحفظ التنوع البيولوجي، والتخفيف من تغير المناخ والتكيف معه،

وإذ تسلم بالطابع الخاص للتنوع البيولوجي الزراعي، وسماته المميزة ومشاكله التي تحتاج إلى حلول مميزة،

وإذ تسلم بالاعتماد المتبادل بين جميع البلدان فيما يتعلق بالموارد الوراثية للأغذية والزراعة فضلاً عن طابعها الخاص وأهميتها لتحقيق الأمن الغذائي في جميع أنحاء العالم وللتربية المستدامة للزراعة في سياق التخفيف من وطأة الفقر وتغيير المناخ، واعترافاً منها بالدور الأساسي للمعااهدة الدولية بشأن الموارد الوراثية النباتية للأغذية والزراعة وهيئة الموارد الوراثية للأغذية والزراعة التابعة لمنظمة الأغذية والزراعة في هذا الصدد،

وإذ تأخذ بعين الاعتبار اللوائح الصحية الدولية (2005) الصادرة عن منظمة الصحة العالمية وأهمية ضمان الحصول على مسببات الأمراض البشرية للتأهب في مجال الصحة العامة ولأغراض الاستجابة،

وإذ تسلم بالأعمال الجارية في المحافل الدولية الأخرى المتعلقة بالحصول وتقاسم المنافع،

وإذ تشير إلى النظام المتعدد الأطراف بشأن الحصول وتقاسم المنافع المنشآ بموجب المعااهدة الدولية بشأن الموارد الوراثية النباتية للأغذية والزراعة أنشئ بما يتजانس مع الاتفاقية،

وإذ تسلم بأن الصكوك الدولية المتعلقة بالحصول وتقاسم المنافع ينبغي أن تدعم بعضها البعض بغية تحقيق أهداف الاتفاقية،

وإذ تشير إلى أهمية المادة 8(ي) من الاتفاقية من حيث اتصالها بالمعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية والتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استعمال هذه المعرف،

وإذ تلاحظ العلاقة المتبادلة بين الموارد الجينية والمعارف التقليدية، وطبيعتها التي لا تنفصل بالنسبة للمجتمعات الأصلية والمحلية، وأهمية المعارف التقليدية لحفظ التنوع البيولوجي والاستخدام المستدام لمكوناته، ولسبل العيش المستدامة لهذه المجتمعات،

وإذ تسلم بتنوع الظروف التي تحوز أو تمتلك فيها المجتمعات الأصلية والمحلية المعارف التقليدية المرتبطة بالموارد الجينية،

بروتوكول ناغويا

بشأن الحصول على الموارد الجينية والتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدامها الملحق باتفاقية التنوع البيولوجي

إن الأطراف في هذا البروتوكول،

بوصفها أطرافا في الاتفاقية المتعلقة بالتنوع البيولوجي، المشار إليها فيما بعد باسم "الاتفاقية"،

إذ تشير إلى أن التقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدام الموارد الجينية هو أحد الأهداف الثلاثة الرئيسية للاتفاقية، وسلّم بأن البروتوكول يسعى إلى تنفيذ هذا الهدف في إطار الاتفاقية،

وإذ تؤكد من جديد الحقوق السيادية للدول على مواردها الطبيعية ووفقا لأحكام الاتفاقية،

وإذ تشير كذلك إلى المادة 15 من الاتفاقية،

وإذ تسلّم بالمساهمة المهمة التي يقدمها للتنمية المستدامة نقل التكنولوجيا والتعاون، لبناء قدرات البحث والإبتكار من أجل إضافة قيمة إلى الموارد الجينية في البلدان النامية، وفقا للمادتين 16 و19 من الاتفاقية،

وإذ تسلّم بأن التوعية العامة بالقيمة الاقتصادية للنظم الإيكولوجية والتنوع البيولوجي والتقاسم العادل والمنصف لهذه القيمة الاقتصادية مع رعاية التنوع البيولوجي بما حفازان أساسيان لحفظ التنوع البيولوجي والاستخدام المستدام لمكوناته،

وإذ تعترف بالدور المحتمل للحصول وتقاسم المنافع في المساهمة نحو حفظ التنوع البيولوجي واستخدامه المستدام، والقضاء على الفقر، والتنمية المستدامة، وبالتالي المساهمة في تحقيق الأهداف الإنمائية للألفية،

وإذ تعترف بالصلة بين الحصول على الموارد الجينية، والتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدام هذه الموارد،

ظهير شريف رقم 1.14.62 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر بروتوكول ناغويا بشأن الحصول على الموارد الجينية والتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدامها الملحق باتفاقية التنوع البيولوجي، الموقع بناغويا باليابان في 29 أكتوبر 2010.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنت :

بناء على بروتوكول ناغويا بشأن الحصول على الموارد الجينية والتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدامها الملحق باتفاقية التنوع البيولوجي، الموقع بناغويا باليابان في 29 أكتوبر 2010 :

وعلى القانون رقم 13.12 المصدق بموجبه على البروتوكول المذكور والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.13.58 بتاريخ 8 شعبان 1434 (17 يونيو 2013) :

وعلى الإشعار الذي يفيد بإيداع وثائق مصادقة المملكة المغربية على البروتوكول المذكور، الموقع بنيويورك في 25 أبريل 2022.

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، بروتوكول ناغويا بشأن الحصول على الموارد الجينية والتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدامها الملحق باتفاقية التنوع البيولوجي، الموقع بناغويا باليابان في 29 أكتوبر 2010.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* *

صفحة

الأحكام القضائية وتسليم المجرمين الموقعة بروما في 12 فبراير 1971
بين المملكة المغربية والجمهورية الإيطالية، الموقع بالرباط في فاتح
أبريل 2014.....

435

اتفاقية بخصوص التعاون في المجال العسكري والتقني بين
حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية
الهاشمية.

ظهير شريف رقم 1.21.06 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022)
بنشر الاتفاقية بخصوص التعاون في المجال العسكري والتقني بين
حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية، الموقعة
بعمان في 20 يوليو 2019.....

442

صفحة

اتفاقية التعاون في مجال الجريمة المنظمة والإرهاب.

ظهير شريف رقم 1.15.74 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022)
بنشر اتفاقية التعاون في مجال الجريمة المنظمة والإرهاب، الموقعة
ببروكسيل في 18 فبراير 2014 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة
مملكة بلجيكا.....

425

الاتفاق الإضافي لاتفاقية التعاون القضائي المتبادل وتنفيذ
الأحكام القضائية وتسليم المجرمين بين المملكة المغربية
والجمهورية الإيطالية.

ظهير شريف رقم 1.15.126 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022)
بنشر الاتفاق الإضافي لاتفاقية التعاون القضائي المتبادل وتنفيذ

المملكة المغربية

لِحَرِيقِ الْسَّمِعَةِ

نُشُرَةُ الْاِتِّفَاقِيَّاتِ الدُّولِيَّةِ

ثمن النسخة : 20 درهما

بيان النشرات	تعريفة الاشتراك			طلب الاشتراك من المطبعة الرسمية الرباط - شالة الهاتف : 0537.76.50.25 - 0537.76.50.24 0537.76.54.13 الحساب رقم : 310 810 1014029004423101 33 المفتوح بالخزينة الإقليمية بالرباط في إسم المحاسب المكلف بمداخيل المطبعة الرسمية
	في الخارج	في المغرب	سنة	ستة أشهر
النشرة العامة.....	فيما يخص النشرات الموجهة إلى الخارج عن الطريق العادي أو عن طريق الجو أو البريد الدولي السريع، تضاف إلى مبالغ التعريفة المنصوص عليها يمنته مصاريف الإرسال كما هي محددة في النظام البريدي الجاري به العمل.	400 درهم 200 درهم 200 درهم 300 درهم 300 درهم	250 درهما 150 درهما 150 درهما 250 درهما 250 درهما نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية نشرة الإعلانات المتعلقة بالتحفظ العقاري
نشرة الترجمة الرسمية.....				
نشرة الاتفاقيات الدولية.....				
نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية				
نشرة الإعلانات المتعلقة بالتحفظ العقاري				

تدرج في هذه النشرة نصوص الاتفاقيات الدولية الموضوعة باللغة العربية أو بلغة أجنبية عندما تقضي هذه الاتفاقيات بأن النصوص المذكورة يعتمد عليها أو وحدها أو عليها وعلى النص العربي معها

صفحة

الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية «المعدلة».

358 ظهير شريف رقم 1.14.170 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية «المعدلة»، الموقعة بالرباط في 22 يناير 2013.....

اتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية صربيا لتجنب الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

379 ظهير شريف رقم 1.14.179 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاقية الموقعة ببلغراد في 6 يونيو 2013 بين المملكة المغربية وجمهورية صربيا لتجنب الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.....

المملكة المغربية ومملكة بلجيكا :

• اتفاقية الضمان الاجتماعي.

400 ظهير شريف رقم 1.15.49 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر اتفاقية الضمان الاجتماعي، الموقعة ببروكسل في 18 فبراير 2014 بين المملكة المغربية ومملكة بلجيكا.....

فهرست

صفحة

بروتوكول ناغويا بشأن الحصول على الموارد الجينية والتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدامها الملحق باتفاقية التنوع البيولوجي.

313 ظهير شريف رقم 1.14.62 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر بروتوكول ناغويا بشأن الحصول على الموارد الجينية والتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدامها الملحق باتفاقية التنوع البيولوجي، الموقع بناغويا باليابان في 29 أكتوبر 2010.....

اتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية ليتوانيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

335 ظهير شريف رقم 1.14.76 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاقية الموقعة بواسنطن في 19 أبريل 2013 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية ليتوانيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.....